

International	2	Amours classés	22
France	6	Agenda	25
Société	8	Aliments	25
Régions	10	Météorologie	25
Carnet	11	Infos croisées	25
Horizons	12	Culture	26
Entreprises	15	Guide culturel	29
Finances/marchés	18	Communication	30
Aujourd'hui	20	Radio-Télévision	31

COLLECTION INIMMENSMENT DISPONIBLE DANS COMMERCE
POUR TOUTES RECOMMANDATIONS, ÉCRIRE AU FAXER DES COMMODITÉS A :

HISTOIRE et POLITIQUE 22, rue Betsille, 31500 Toulouse
Diffusion VAL ESCO Tél. 05 61 48 85 78 • Fax 05 61 48 99 80

si le chef d'état-major américain, John Kalikashvili, se déclare confiant dans une possibilité de compromis. Jacques Chirac a engagé son autorité dans cette « bataille de Naples ».

Le conseil des ministres des affaires étrangères de l'Alliance, réuni mardi 10 décembre à Bruxelles, a confirmé qu'aucune arme nucléaire ne serait entreposée sur le sol des nouveaux membres de l'organisation.

domaine de la sécurité entre pays membres et non membres. La Russie a, à maintes reprises, manifesté son hostilité à l'élargissement de l'OTAN, et surtout son opposition au déploiement du dispositif militaire de l'Alliance dans des pays proches de ses frontières. « Les pays de l'OTAN n'ont aucune intention, au cours projet, et aucune raison de déployer des armes nucléaires sur le territoire des nouveaux membres », affirment les Seize, qui prennent ainsi en compte des inquiétudes russes « pas toujours injustifiées », selon un diplomate occidental. Reste maintenant à trouver les chemins du dialogue avec Moscou, où, selon ce même diplomate, « il n'y a personne au bout du fil lorsque l'on appelle à ce sujet ». Javier Solana, dans ce but, a été pourvu d'un mandat d'exploration des intentions de Moscou, qui mettra en œuvre dès mercredi 11 décembre en recontraçant, à Bruxelles, le ministre des affaires étrangères russe, Evguïen Primakov, venu participer aux travaux du Conseil de coopération nord-atlantique.

Luc Rosenzweig

côté, vient de réitérer dans le *Herald Tribune* une proposition déjà écartée par Washington : si le commandement sud de l'OTAN revenait à un Européen, la VI^e flotte américaine pourrait être rattachée directement au Secrétaire. D'autres formules ont été évoquées. Le ministre allemand de la défense, Volker Rühe, a suggéré une rotation entre les Américains et les Européens; difficile à mettre en œuvre. Son collègue italien Beniamino Andreatta a proposé de séparer l'affirmation du principe et son application; la vocation des Européens à diriger le commandement sud de l'OTAN serait renforcée, mais le passage du total à une partie, qui dans plusieurs années. La solution du différend franco-américain s'inspirerait-elle de cette idée ? Tout le monde admet, en effet, que la rénovation de l'OTAN est une œuvre de longue haleine et que l'europeanisation » de l'alliance prendra du temps.

Daniel Vernet

Comment sortir de l'impasse ? Les solutions de rechange avancées des deux côtés ont été repoussées. Les Américains sont revenus sur la réduction du nombre des commandements régionaux, afin que les Européens en assument deux sur trois, ce qui aurait dû, selon eux, apaiser les susceptibilités françaises. Hervé de Charette, de son

La « nouvelle » Alliance atlantique ne menace personnel, assure le général, au contraire, elle est un instrument de pacification, comme elle le prouve en Bosnie. Le chef de l'armée américaine estime que la nouvelle mission des forces de l'OTAN dans l'ex-Yugoslavie devrait se prolonger environ dix-huit mois, mais il préfère parler d'une « réévaluation de la situation tous les six mois », plutôt que d'un mandat à durée déterminée. Sa vision de la « nouvelle OTAN » dépasse largement l'horizon européen, celle-ci devant « servir les intérêts de ses membres en apportant la stabilité et la paix dans certaines zones, et aussi probablement en procurant une assistance lors des catastrophes humanitaires ». Le chef d'état-major interarmes n'est pas hostile au principe de l'utilisation des forces de l'Alliance lors d'une crise humanitaire. Il avait d'ailleurs suggéré qu'une telle opération ait lieu au Rwanda, avant de conclure, avec le secrétaire général de l'OTAN, que la Bosnie exigeait une trop forte mobilisation de la part des Etats membres.

LZ

سكنا من انا

Les fonctionnaires espagnols font grève pour protester contre le gel de leurs salaires

Le gouvernement de José Maria Aznar maintient sa politique d'austérité

Les employés du secteur public, en Espagne, sont en colère. Ils devaient observer, mercredi 11 décembre, une grève de vingt-quatre heures

MADRID. Les fonctionnaires espagnols ont fait grève mercredi 11 décembre, en raison d'un mouvement de grève générale de vingt-quatre heures touchant la fonction publique. Près de deux millions de fonctionnaires de l'administration centrale, mais aussi des administrations régionales et locales, ont été appelés à cesser le travail par la quasi-totalité de leurs syndicats. On ne s'attendait pas à de gros problèmes dans les transports ferroviaires, car les partenaires du secteur des chemins de fer négocient séparément et ont prévu d'autres mouvements pour une date ultérieure. En revanche, les débrayages des contrôleurs aériens devaient perturber le trafic des aéroports dans la journée.

Les principaux domaines affectés sont le secteur public de la médecine, ainsi que celui des postes, la télévision publique, l'enseignement, la justice, le système pénitentiaire, le ramassage des or-

dures, les pompes funèbres, etc. Ce mouvement devait être accompagné de grandes manifestations dans la plupart des capitales régionales, ainsi qu'à Madrid où, dans l'après-midi, devaient converger, dans une « marche » groupée, l'ensemble des cortèges de grévistes de la capitale.

FAIRE UN EFFORT

Décidé le 28 novembre dernier, cette grève n'est que l'ultime - et la plus évidente - marque de profond mécontentement exprimée par les fonctionnaires, qui depuis la fin du mois de septembre ont multiplié les manifestations dans tout le pays. Le conflit est né de la présentation du budget 1997, le plus « austère » jamais présenté ces dernières années en Espagne, et qui, dans l'intention de satisfaire aux critères de Maastricht pour faire admettre le pays dans le peloton de tête de la monnaie unique, vise à réduire les déficits publics de façon drastique.

A cet effet, un « gel » des salaires dans la fonction publique a

été annoncé, qui devrait faire économiser à l'Etat l'équivalent de quelque 8 milliards de francs. Les fonctionnaires, qui s'estiment déjà lésés - selon leurs estimations, ils ont perdu 10 % de leur pouvoir d'achat au cours des quatre dernières années -, ont tenté de discuter et de faire pression pour que le gouvernement revienne sur sa décision. Mais ni les grèves tournantes sectorielles ni la « marche sur Madrid », organisée dans toutes les régions, le 23 novembre, et qui avait rassemblé deux cent cinquante mille personnes, n'ont eu de résultat.

Le gouvernement a fait savoir à plusieurs reprises qu'il comprenait la grogne des fonctionnaires, mais il leur a demandé de « faire un effort », car sa décision, motivée par les enjeux européens, est « irrévocable ». Le ministre de la fonction publique avait même suggéré un accord portant sur trois ans et qui, tout en maintenant le gel des salaires en 1997, proposait les deux années suivantes un rattrapage de la perte du pouvoir d'achat subi,

les critères de Maastricht. Selon les syndicats, le pouvoir d'achat des fonctionnaires a baissé de 10 % au cours des quatre dernières années.

mais cette mesure n'avait pas été jugée suffisante.

Après la grève des mineurs le mois dernier, les manifestations d'étudiants l'autre semaine, le gouvernement conservateur de José Maria Aznar, dont la cote de popularité a baissé de trois ou quatre points dans les sondages d'opinion face à l'opposition socialiste du PSOE, va devoir affronter une situation sociale de plus en plus tendue. Un climat que rendra plus pesant encore la présence annoncée de plusieurs leaders syndicaux nationaux à la tête des manifestations de ce mercredi - comme s'il s'agissait d'une grève générale totale qui paralyserait tout le pays. D'autant que cet affrontement social semble tourner, chaque jour un peu plus, à l'affrontement politique : le gouvernement a clairement accusé l'opposition socialiste et son chef, Felipe Gonzalez, d'avoir suscité et de soutenir ces manifestations, et de les manipuler à des fins politiques.

Marie-Claude Decamps

La Russie introduit une taxe sur le passage à ses frontières

MOSCOU

de notre correspondant

C'est une innovation mondiale : alors qu'il existe à peu près partout des taxes d'aéroport ou sur les immigrants, en Russie, toute personne qui franchira les frontières, aériennes, routières ou ferroviaires - et dans les deux sens - devra, bientôt peut-être, payer une taxe d'un montant approximatif de 14 dollars. Une loi en ce sens est, en fait, immédiatement applicable car elle a été publiée, mardi 10 décembre, par la *Rossiskaja Gazeta*, le journal officiel local. Mais nul ne sait, comme toujours en Russie, si les décrets d'application en seront un jour publiés. Pour l'instant, les médias se bornent à s'indigner de cette nouvelle extravagance des autorités - qui avaient récemment tenté de taxer chaque dollar importé.

On estime généralement à 50 % la part des produits de consommation en Russie qui sont desnormaux importés, payés par des exportations de matières premières, lesquelles affichent un certain ralentissement en l'absence d'investissements. Les barrières aux investis-

sements étrangers restent, en effet, de taille, telles la multiplication des taxes, prétexte à toujours plus de corruption : on compte en Russie plus de 180 sortes d'impôts.

LES PROMESSES DE M. TCHERNOMYRINE

L'Etat russe, loin d'être riche, car il n'a levé cette année que quelques 60 % des impôts prévus, accumule ses dettes aux salariés et aux entreprises. Mardi, le premier ministre, Viktor Tchernomyrdine, a promis d'éponger, avant la fin de l'année, la part directe de l'Etat (1,49 milliards de dollars) dans les arriérés de salaires (8,7 milliards de dollars, fin novembre). La promesse de M. Tchernomyrdine (dont les militaires sont exclus et appelés à attendre 1997 pour être payés...) a été accueillie avec le plus profond scepticisme, alors que tous ses engagements semblables donnés avant l'élection présidentielle se sont avérés faux.

La grève des mineurs en était, mardi, à son dixième jour, et les conflits sociaux se multiplient. Un jour, ce sont les enseignants, un

autre, ce sont les retraités qui grognent ou des employés de centrales nucléaires qui entament des grèves de la faim sur leurs lieux de travail.

Pourtant, le budget 1997, dont l'adoption en première lecture a été reportée au 15 décembre, pourrait cette fois passer, les communistes ayant trouvé, mardi, des « améliorations » dans sa troisième mouture. Le gouvernement est prêt à leur faire des concessions car il a besoin de la cette formalité que reste, en Russie, l'adoption d'un budget, pour des raisons d'image et de conformité aux exigences du Fonds monétaire international.

Sophie Shihab

Le général Igor Rodionov, soixante ans et été mis à la retraite militaire par décret présidentiel, mais il conserve son poste de ministre de la défense, a annoncé, mercredi 11 décembre, le Kremlin. M. Rodionov devient ainsi formellement le premier civil à occuper le poste de ministre de la défense en Russie.

Réunie à Singapour, l'OMC s'achemine vers un accord sur la libéralisation des technologies de l'information

SINGAPOUR

de notre envoyé spécial

A l'occasion de la première conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les Etats-Unis et l'Union européenne mettaient les bouches doubles, mercredi 11 décembre à Singapour, pour conclure un accord sur la libéralisation du marché des technologies de l'information, marché industriel gigantesque et enjeu géostratégique de premier plan.

Le marché de l'ensemble des biens liés au secteur des technologies de l'information est celui qui, au monde, croît le plus rapidement : il représente déjà quelque 650 milliards de dollars (3 300 milliards de francs), soit l'équivalent du dixième du produit intérieur brut (PIB) américain et bien plus que l'ensemble des exportations mondiales de produits agricoles. Tous les grands noms de l'industrie transatlantique (à commencer par IBM, Compaq, Intel) sont concernés et prêts à accentuer le lobbying qu'ils effectuent tant à Washington qu'à Singapour pour obtenir un accord sur de nouveaux droits tarifaires.

Pour sa part, l'Union européenne, qui compte également d'importantes firmes dans le secteur, importe chaque année environ 150 milliards de dollars de produits de cette nature. A eux seuls, Etats-Unis, Japon, Canada et Union européenne s'assurent déjà 79 % du marché mondial des technologies de l'information. En ajoutant les principaux autres pays asiatiques et du sous-continent indien qui, ces dernières années, ont également pénétré ce secteur d'avenir, c'est 90 % de la production mondiale qui est

concernée par l'accord qu'Américains et Européens s'efforcent de conclure. Avec l'espoir de faire entrer par un nombre maximum de pays, selon la règle du consensus qui prévaut à l'OMC, ce futur « Accord sur les technologies de l'information » (ATI), qui entrerait en vigueur en mars 1997.

LES QUINZE EN ORDRE DISPERSÉ

A l'issue de discussions marathon menées entre la délégation américaine conduite par Charlene Barshefsky, la représentante de Bill Clinton pour les affaires de commerce international, et le commissaire européen chargé des questions commerciales, Leon Brittan, les deux parties tentaient de peaufiner un texte qui cernerait au mieux le périmètre des produits industriels entrant dans l'accord (condensateurs, photocopies, câbles, mais pas les fibres optiques). Tout en évitant d'inclure les produits grand public (cassettes vidéo, disques compacts et audio notamment),

L'omniprésence de Pékin

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) regroupera 129 pays membres à la fin de l'année. Des absents de marque font encore antichambre, la Russie, mais surtout la Chine. Dixième puissance commerciale mondiale, elle est omniprésente dans les conversations de Singapour. Sur le principe, tous sont favorables à cette adhésion. Washington, qui, après une longue période de défiance, officiellement motivée par la question des droits de l'homme, se montre actuellement fort conciliant. Avec près de 40 milliards de dollars, la Chine représente aujourd'hui le premier déficit commercial bilatéral des Etats-Unis. Mais, ajoute-t-on à l'adresse des onze honorables délégués chinois présents à Singapour, encore faut-il que la Chine élimine ses trop nombreuses barrières tarifaires et se conforme aux règles qui régissent l'OMC, à savoir la libre-concurrence, l'ouverture des marchés... Une façon de dire à Pékin qu'il est le bienvenu dans le club. Mais qu'il n'y a pas d'urgence.

au nom de la clause de « l'exception culturelle », déjà invoquée par la France lors des accords de Marrakech et rappelée à plusieurs reprises à Singapour par Yves Galand.

Implicitement, le ministre français du commerce extérieur avait désavoué Sir Leon et la première mouture présentée par le commissaire européen, en déclarant que ce « projet d'accord » n'entrait pas dans le « cadre du mandat » qui lui avait été confié. Un compromis devrait toutefois être trouvé, les deux parties ayant un intérêt politique autant qu'industriel à ce qu'un accord, même flou, figure dans la déclaration finale.

L'un des thèmes les plus polémiques abordés à Singapour est celui des clauses sociales, ou plus exactement du lien entre les « normes de travail fondamentales » et le commerce. Un sujet hautement sensible en Europe occidentale, où les demandeurs d'emploi dénoncent la concurrence déloyale des pays en développement, leurs bas salaires et

leur absence de législation sociale, mais aussi aux Etats-Unis, où l'administration démocrate, à l'écoute des syndicats américains, a toujours fait grand cas de cette question. Cette préoccupation a déjà fait l'objet d'une annexe à l'Accord de libre-échange nord-américain, conclu avec le Canada et le Mexique. Washington en a à nouveau défendu le principe. D'abord en avril, à Lille, lors d'un G 7 spécifique sur l'emploi et deux mois plus tard au G 7 de Lyon.

Autant la position américaine est claire sur le sujet, autant l'Union européenne paraît avancer maintenant en ordre dispersé, après avoir serré les rangs à l'issue d'un conseil ministériel qui s'était tenu en octobre pour unifier les positions. Depuis, certains pays, et non des moindres (Allemagne, Grande-Bretagne), n'ont pas caché que cette négociation sur les clauses sociales n'était pas du ressort de l'OMC, mais du Bureau international du travail (BIT), lequel est spécialisé dans ce type de questions.

Devant cette cacophonie, qui risque fort de déboucher sur une absence d'accord à Singapour, les pays en développement, asiatiques en tête, se frottent les mains. Epanouie par trois autres pays, l'Inde avait déjà fait capoter la venue à Singapour du secrétaire général du BIT, Michel Hansenne. Cette fois, c'est la Malaisie qui conduit la fronde, au nom de la « non-ingérence », qui est un discours très populaire auprès du tiers-monde, toujours enclin à voir dans l'OMC un nouvel instrument de pouvoir aux mains des puissances occidentales.

Serge Marti

M. Clinton appelle Belgrade à reconnaître le résultat des élections

WASHINGTON. Le président américain, Bill Clinton, a appelé, mardi 10 décembre, le président serbe, Slobodan Milosevic, à reconnaître les résultats des élections municipales du 17 novembre dont l'annulation a été confirmée dans la journée par la Cour fédérale, à Belgrade, où l'opposition a encore rassemblé plus de 100 000 personnes, pour la vingt-deuxième journée consécutive. Le président Clinton a également exprimé sa sympathie à l'égard des manifestants. « Ni nous ni personne ne cherche à s'ingérer dans les événements internes en Serbie, a-t-il déclaré, mais nos sympathies vont toujours à un peuple libre qui se bat pour exprimer sa liberté et veut voir respectée l'intégrité des élections. Celles-ci devraient être respectées et la voix du peuple devrait être entendue », a-t-il ajouté devant la presse.

Mardi, la France, de son côté, a appelé à nouveau les autorités yougoslaves à ouvrir « très rapidement » le dialogue avec les responsables de l'opposition, considérant que « l'impasse actuelle est dangereuse ».

Révocation de policiers argentins impliqués dans un attentat antisémite

BUENOS-AIRES. Un commissaire et trois commissaires adjoints détenus et impliqués dans l'attentat à la bombe perpétré le 18 juillet 1994 contre le siège de l'Association mutuelle israélite argentine (AMIA), à Buenos Aires, figurent parmi les trente-deux policiers qui viennent d'être révoqués par la police de la province pour divers crimes et délits. L'attentat contre l'AMIA avait fait 84 morts et 300 blessés. Le 17 mars 1992, un autre attentat à la bombe, cette fois contre l'ambassade d'Israël, avait coûté la vie à 29 personnes et fait 200 blessés. Aucune de ces deux actions n'a jamais été revendiquée. La communauté juive argentine qui, avec quelque 230 000 membres, est la plus importante d'Amérique latine, proteste régulièrement contre l'incapacité de la police et de la justice à trouver les coupables.

Alliance entre conservateurs et nationalistes maoris en Nouvelle-Zélande

WELLINGTON. Deux mois après les élections générales, les Néo-Zélandais vont enfin avoir un gouvernement. A la surprise générale, le parti nationaliste New Zealand First, dirigé par un Maori, Winston Peters, qui, avec 17 sièges détenait les clés du pouvoir dans le nouveau Parlement de Wellington, a annoncé, mardi 10 décembre, qu'il s'allierait avec le Parti conservateur de Jim Bolger, plutôt qu'avec le Parti travailliste d'Helen Clark. Selon l'accord de coalition signé mercredi, M. Bolger va retrouver son poste de chef du gouvernement tandis que M. Peters défendra le portefeuille du Trésor et occupera les fonctions de vice-premier ministre. M. Bolger a dû faire un certain nombre de concessions : la baisse des impôts, promises par le Parti national, va être repoussée d'un an, au profit d'une augmentation importante des dépenses sociales, le département des affaires maories bénéficiant notamment d'un budget accru. (Corresp.)

Nouveau record du déficit des paiements courants américain

WASHINGTON. Le déficit des paiements courants des Etats-Unis a atteint le niveau record de 47,9 milliards de dollars au troisième trimestre, contre 40,2 milliards au cours des trois mois précédents. Le département du commerce a précisé, mardi 10 décembre, que les exportations de biens avaient chuté de 2,1 % d'un trimestre sur l'autre, à 149,9 milliards, enregistrant ainsi leur première diminution en trois ans. Le déficit des revenus d'investissements s'est également creusé, de 7,6 %, pour s'établir à 4,7 milliards. Le résultat du troisième trimestre laisse présager, pour l'ensemble de 1996, un résultat proche du record de 166 milliards enregistré en 1987. L'administration fait valoir que le creusement du déficit depuis la reprise de l'expansion économique, en 1992, reflète le différentiel de croissance entre les Etats-Unis et ses principaux partenaires.

Le mouvement mécanique du modèle Gondolo ref 5014

pour homme Patek Philippe est frappé du très convoité

poignon de Genève. De par sa facture artisanale,

elle devient comme toutes nos montres, un objet unique.

C'est pourquoi on ne possède jamais complètement une

Patek Philippe. On la porte, en la conservant

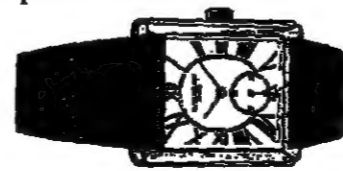
précieusement pour les générations futures.

Pour que leur sélection reste un plaisir authentique,

nos montres sont disponibles chez les

meilleurs joailliers du monde.

Fondez votre propre tradition.



DEPUIS 1876

JOAILLIER

14, RUE ROYALE 75008 PARIS TELEPHONE 01 42 21 77 01 42 20 23 73 FAX 01 42 36 24 62

L'armateur Tung Chee-hwa prochain chef de l'exécutif de Hongkong

L'élection de cet homme de Pékin met fin, de fait, au règne britannique

Tung Chee-hwa, un riche armateur âgé de cinquante-neuf ans, a été élu, mercredi 11 décembre, pour devenir, le 1^{er} juillet 1997, le premier chef de l'exécutif de Hongkong.

Après la restitution de la colonie britannique à la Chine. La plupart des quatre cents grands électeurs désignés par Pékin ont voté pour M. Tung (lire notre édition page 14).

HONGKONG
de notre envoyé spécial
Le cérémonial destiné à faire croire que Hongkong sera gouverné « par les Hongkongais », après sa rétrocession à la Chine, d'ici moins de sept mois, s'est déroulé comme sur une partition, sans « couac ». Mais, de fait, le règne britannique a pris fin en une matinée, mercredi 11 décembre. Le territoire, qui n'aura connu de la démocratie qu'un peu plus d'un an de semi-parlementarisme sous son dernier gouverneur, Chris Patten, est repassé en quelques heures sous la coupe de Pékin, par le choix de l'armateur Tung Chee-hwa, qui a d'ores et déjà été élu nouveau chef de l'exécutif par le patron de la diplomatie chinoise, Qian Qichen.

Deux minutes avant midi, les applaudissements ont salué son élection, déjà acquiescée alors que devait encore être achevé le décompte des votes à bulletin secret d'un collège électoral de 400 membres très largement acquis à Pékin. La population a suivi avec un enthousiasme très modéré ce rituel fixé d'avance. Les magasins de téléviseurs où pouvait être vue la retransmission en direct de la réunion, tenue au Centre des conférences et expositions de Hongkong, n'étaient pas plus fréquentés que d'habitude à pareille heure. A l'extérieur de la salle, une manifestation assise de quelques dizaines de protestataires a conduit à l'interpellation d'au moins une douzaine d'entre eux par une police qui avait reçu pour consigne de repousser hors de ces murs les manifestants. M. Tung a prévenu qu'il faudrait que cessent, après le 1^{er} juillet 1997, les manifestations d'hostilité au gouvernement chinois et à ses méthodes pour imposer ses vues à l'ex-colonie britannique — de même que les

prises de position publiques concernant des affaires continentales telles que le sort des opposants ou celui du Tibet.

M. Tung s'est, au fil des derniers mois, forgé une image de « vieux sage » féru de lectures philosophiques allant de Confucius à L'Art de la guerre de Sunzi, qui donne à penser que le prochain chef de l'exécutif, quoique patron d'une des plus grandes compagnies maritimes du monde, jouera fortement sur la corde « patriotique » pour imposer ses vues de compromis avec Pékin. Avec 320 voix — contre 42 et 36 respectivement pour ses deux concurrents, un juge et un homme d'affaires —, il peut se targuer d'une sorte de légitimité institutionnelle comme les aime le gouvernement chinois : un zeste de contestation polie au sein d'une assemblée cooptée, sans risque de dérapage.

CLAN SHANGHAÏEN
M. Qian, en tant que vice-premier ministre (mais également membre du bureau politique du Parti communiste), a aussitôt « accueilli » la « recommandation » du collège électoral. A la tribune, seul était visible l'emblème national de la République populaire de Chine. Celui de Hongkong — la bannière — était absent, comme bien d'autres marques du « haut degré d'autonomie » initialement promis au territoire au nom du slogan inventé par Deng Xiaoping : « Un pays, deux systèmes ». « Ce qu'on nous concède, c'est un haut degré de contrôle », lançait, quelques jours auparavant, dans la rue, un activiste critique envers Pékin.

La thèse du « gouvernement par les Hongkongais » n'est pas seulement contredite par l'origine shanghaienne de M. Tung, qui est né dans la métropole orientale et est arrivé dans la colonie britan-

nique à l'âge de douze ans, lorsque son père, C. Y. Tung, ayant les communistes en 1949 et replié à Hongkong, a commencé à jouer un jeu double de compromis « rouge » et le régime de Tchang Kai-shek à Taïwan. Elle l'est aussi par les gestes de soutien faussement discrets que Pékin lui avait donnés depuis un an.

Au demeurant, certains hommes d'affaires bien introduits dans la société sino-hongkongaise font valoir que ce n'est pas seulement à un homme précis que Pékin semble aujourd'hui donner, ou plutôt prêter, les clés de Hongkong, mais à un véritable clan shanghaien. Hongkong a été fait, pour sa partie de haute finance, par les émigrés politiques de l'ancien « Paris de l'Orient ». Leur appartenance au territoire n'a rien de sentimental — ce qui ne suppose pas nécessairement une loyauté à leur propre ville d'origine. Mais ce qui intéresse Pékin, c'est leur sens sophistiqué des affaires. Chacun s'accorde, Occidentaux comme Chinois, à leur reconnaître une sorte de génie dans cette branche.

Il demeure une ombre — elle aussi commode pour Pékin — sur le profil de M. Tung : il a une dette envers le continent. En 1985, Pékin a indirectement contribué, par le biais d'un autre homme d'affaires en vue, le magnat (hongkongais, lui) Henry Fok, à renouer sa compagnie maritime, qui battait de l'aile, à l'aide d'un prêt de 120 millions de dollars. L'idée que le prochain patron de la « poule aux œufs d'or » hongkongaise soit, dès lors, dans les mains de la Chine, prévoyant nécessairement une autre considération juridique garantissant le sort de Hongkong.

Francis Deron

Un nouveau quartier israélien va être implanté dans le secteur arabe de Jérusalem

L'Etat juif veut affermir son contrôle sur l'ensemble de la Ville sainte

L'Etat juif veut affermir son contrôle sur l'ensemble de la Ville sainte

JÉRUSALEM

de notre correspondant
Ignorant définitivement le risque d'une nouvelle flambée de violence, le gouvernement israélien a donné, mardi 10 décembre, son feu vert à l'édification de la première cité résidentielle réservée aux citoyens juifs, en plein cœur du secteur arabe de Jérusalem-Est. Ce projet, présenté par Eli Suissa, membre du parti religieux sépharade Shass et ministre de l'Intérieur de Benjamin Netanyahu, prévoit dans un premier temps la construction de 132 logements à Ras el Amoud, ancien village palestinien annexé en 1967, avec ses 11.000 résidents arabes.

Entendu lundi par la commission de planification du ministère de l'Intérieur, Faycal Hussein, dirigeant de la Maison d'Orient et représentant officiel de l'OLP à Jérusalem, a averti que « la mise en œuvre de cette décision pourrait déclencher une réaction populaire des Palestiniens, à côté de laquelle celle qui avait suivi l'ouverture du tunnel sous le quartier musulman de la vieille ville de Jérusalem ne serait rien ». L'ouverture de ce tunnel « archéologique », à la fin du mois de septembre, avait été le détonateur de l'une des plus graves explosions de violence depuis des décennies en Terre sainte (75 tués en quarante-huit heures).

Coincidence, c'est le même homme, Irving Moskowitz, milliardaire juif américain de Miami, ami personnel de M. Netanyahu et financier du Likoud, qui est à l'origine des deux événements : invité d'honneur à l'ouverture du tunnel fin septembre, M. Moskowitz, qui en avait largement financé les travaux, est aussi le promoteur des 132 logements juifs de Ras el Amoud.

Le terrain sur lequel la résidence sera édifiée, dès que le premier ministre aura signé les documents nécessaires, a été acheté par M. Mos-

kowitz il y a plusieurs années, par l'intermédiaire d'Ateret Cohanim, une organisation de colons religieux qui a pour objectif déclaré de réduire au minimum la présence arabe dans la Ville sainte. Le gouvernement travailliste précédent avait refusé toute autorisation de construire, et l'ancien ministre de l'Intérieur, Ouzi Baran, a répété mardi que le projet allait « causer de nouveaux problèmes internationaux pour le gouvernement et déclencher de sérieux conflits entre Juifs et Arabes dans ce secteur ».

La politique officielle vise à limiter « à 25 % maximum » la présence arabe dans la ville « unifiée »

« C'est une démarche extrêmement incendiaire », a pour sa part affirmé M. Daniel Seidemann, avocat et militant du mouvement israélien La paix maintenant. Militant passionné du « Grand Jérusalem » et partisan inconditionnel de l'Ateret Cohanim, le ministre Eli Suissa, qui rencontra mardi d'autres colons — entre autres ceux d'« Hefron », s'est réjoui de « la bonne nouvelle », la recevant comme « un beau cadeau pour Hanoukka », la fête juive des lumières, qui se termine jeudi.

Les Palestiniens de Ras el Amoud, qui demandaient depuis une quinzaine d'années le droit de construire pour les familles qui s'agrandissent, obtiennent en revers deux fois

moins de permis. Selon l'avocat de La paix maintenant, qui dénonce « un odieux chantage », c'est le même Eli Suissa qui, en sa qualité précédente de directeur adjoint de la planification urbaine à la municipalité de Jérusalem, empêchait depuis des années l'obtention de permis pour les Arabes du village, si M. Moskowitz ne recevait pas également les siens.

Contraints de vivre dans une densité démographique en moyenne huit fois plus élevée que pour les Israéliens, les 160.000 Palestiniens de Jérusalem-Est sont désormais certains de chics-dorvoirs réservés aux citoyens juifs et minoritaires dans leur ancien secteur. Jusqu'à présent, outre les quarante et quelques logements occupés, avec l'aide d'Ariel Sharon, ancien ministre du logement et actuel ministre des infrastructures nationales, par les militants d'Ateret Cohanim, dans le quartier musulman de la vieille ville, la politique démographique israélienne s'exerçait uniquement autour des secteurs urbains musulmans. C'est la première fois qu'une résidence réservée aux Juifs sera construite au cœur d'un village arabe populeux.

Qualifiée cette semaine par le Centre israélien d'informations alternatives, une organisation de gauche, de « nettoyage ethnique », la politique gouvernementale — présente et passée — à Jérusalem-Est vise officiellement à affermir le contrôle de l'Etat juif sur l'ensemble de la « capitale éternelle d'Israël » — l'annexion de 1967 n'est reconnue par aucune puissance au monde — en limitant « à 25 % maximum » la présence arabe dans la ville « unifiée ».

Déjà plusieurs milliers de familles, trop à l'étroit, dans l'incapacité d'obtenir des permis de s'agrandir ou d'améliorer leur habitat, ou tout simplement trop pauvres, sont contraintes de s'en aller hors des limites municipales de la cité. Ce faisant, et sachant que l'accès à la Ville sainte est interdit aux Palestiniens sans autorisation spéciale, depuis mars 1993, ces familles perdent qu'il automatiquement le droit d'y revenir.

Tandis que les nouveaux immigrants juifs d'Amérique, de Russie ou d'Europe peuvent s'installer dans la ville, en partit et y revenir à souhait, les Palestiniens de Jérusalem-Est, n'étant pas citoyens de l'Etat juif, ne sont porteurs, même s'ils sont nés à Jérusalem ou leurs familles résident depuis vingt générations, que de « certificats de résidence » révoquables à tout moment, sous prétexte d'absence prolongée ou autres. Léa Tsemel, l'avocate israélienne récompensée mardi par Jacques Chirac à Paris pour son action en faveur des droits de l'homme, a constaté ces derniers mois « une inquiétante accélération » du rythme des révoqueries, qu'elle estime à « plusieurs milliers » de personnes.

Frédéric Chambon

Patrice Claude

Le président Nelson Mandela a paraphé la nouvelle Constitution sud-africaine

JOHANNESBURG

de notre correspondant

L'Afrique du Sud a définitivement et juridiquement tourné la page de l'apartheid quand le président Nelson Mandela a signé, mardi 10 décembre, le texte de la nouvelle Constitution du pays. Ce texte est la base légale de la démocratie multiraciale mise en place, sur le plan politique, lors des élections d'avril 1994. Il doit remplacer l'actuelle Constitution intermédiaire à partir de l'année prochaine ; certaines dispositions n'entreront en vigueur qu'après les élections générales de 1999.

Pour bien souligner la portée symbolique de l'événement et rendre hommage aux nombreux militants tombés dans la lutte contre le régime de ségrégation raciale, le chef de l'Etat a choisi de parapher le document dans la cité noire « martyre » de Sharpeville, au sud de Johannesburg. Le 21 mars 1960, les forces de sécurité avaient tué 69 personnes qui manifestaient pacifiquement dans les rues de ce township. Ce massacre avait amené la communauté internationale à prendre les premières sanctions

contre Pretoria. La date de la cérémonie, qui était aussi celle de la Journée internationale des droits de l'homme, avait été également choisie pour marquer l'anniversaire démocratique de la « nouvelle » Afrique du Sud. « Nous réaffirmons aujourd'hui notre détermination à construire une société dans laquelle chacun de nous puisse être fier d'être sud-africain, africain et citoyen du monde », a affirmé M. Mandela, devant 15.000 personnes. La nouvelle Constitution sud-africaine instaure, en effet, une démocratie libérale considérée comme une des plus progressistes en matière de protection des droits politiques et individuels. Elle interdit toute discrimination, protège la liberté d'opinion et d'expression, garantit l'égalité des sexes et abolit la peine de mort.

Mais les enjeux politiques ont rendu l'élaboration du texte longue et difficile. La signature par le président Mandela met fin à plus de deux ans d'après négociations entre son parti, le Congrès national africain (ANC), et les formations d'opposition. Le Parlement, réuni en Assemblée constituante, a dû s'y reprendre à deux fois pour voter le

texte, approuvé finalement, la semaine dernière, par la Cour constitutionnelle.

Cette dernière avait rejeté le document, en septembre, obligeant l'Assemblée à un deuxième vote, à la suite d'un recours déposé par l'Inkatha, la formation à dominante zouloue de Mangosuthu Buthelezi, et par le Parti national (NP), l'ancien parti au pouvoir, dirigé par Frederik De Klerk. La cour leur avait donné raison sur la question cruciale des pouvoirs des provinces, qu'elle estimait insuffisamment protégés par rapport à ceux du gouvernement central. Les deux partis d'opposition militent pour des provinces aux attributions renforcées afin de contrebalancer l'hégémonie de l'ANC sur la scène politique nationale.

L'INKATHA A CONTRECHARGE

A l'occasion du retour du texte devant l'Assemblée constituante, le parti de M. Mandela n'a pas fait de concessions majeures sur ce sujet. Le NP a néanmoins décidé de voter le document, permettant à l'ANC d'atteindre la majorité requise des deux tiers. La formation de M. De Klerk a

sans doute estimé qu'elle avait politiquement tout à perdre si elle passait pour responsable d'un nouveau blocage. Le NP n'a pas été au bout de sa logique de parti d'opposition, qui l'avait conduit, en mai, à quitter le gouvernement d'union nationale à la suite de désaccords sur certaines dispositions de la Constitution, lors du premier vote.

L'Inkatha, de son côté, a pratiqué jusqu'au dernier moment la politique du pire. La formation de M. Buthelezi a maintenu son boycottage de l'Assemblée constituante. Elle n'a pas plus participé au deuxième vote qu'au premier et a introduit un nouveau recours devant la Cour constitutionnelle. Malgré son rejet, l'Inkatha continue à réclamer des pouvoirs accrus pour la province du KwaZulu-Natal — qu'il contrôle — et pour les chefs traditionnels sur lesquels il s'appuie. L'Inkatha a déclaré reconnaître à contrecoeur la nouvelle Constitution. Mais le danger existe de voir ce parti remettre en cause, dans le futur, la légitimité du texte pour mieux servir ses ambitions d'autonomie.

Frédéric Chambon

Patrice Claude

Le Monde EDITIONS

Le nouveau PLANTU

est arrivé avec un cadeau exceptionnel : six cartes postales inédites pour l'achat de deux livres.

Demandez-les à votre libraire

PLANTU

LES ANNÉES VACHES FOLLES



Vingt-huit civils tués en Algérie par des islamistes

LES SERVICES de sécurité algériens ont annoncé que vingt personnes ont été tuées et sept autres blessées dans l'attaque d'un car de voyageurs par un commando islamiste, mercredi 11 décembre au petit matin dans la région de Bida, à une cinquantaine de kilomètres au sud d'Alger.

Dans cette même zone, huit civils avaient été massacrés, dans la nuit de lundi à mardi, par des islamistes, toujours selon les services de sécurité, ce qui porte à cent cinquante-huit personnes au minimum le nombre de civils tués depuis un mois par des membres présumés du Groupe islamique armé (GIA). De leur côté, les forces de l'ordre ont annoncé la mort de douze islamistes dans la région de Médéa, à une centaine de kilomètres d'Alger.

Tandis que deux tribunaux viennent de condamner à la peine capitale, par contumace, quatorze personnes (vingt-trois condamnations à mort avaient déjà été pro-

noncées en début de mois), le président de la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme, M. Abdennour Ali Yahia, a affirmé, mardi, dans une interview au quotidien arabophone *Le Monde politique*, que les droits de l'homme sont « inexistantes en Algérie ». « Lorsqu'un terroriste commet un acte passible de la loi, il est emprisonné et jugé, et nous avons la peine de mort. L'Etat [...] se comporte de la même façon que ces groupes par le biais d'exécutions extra-judiciaires », a poursuivi M. Ali Yahia, qui a révélé que quatre cents personnes sont aujourd'hui portées disparues. « Elles ont été arrêtées à leur domicile, sur le lieu de leur travail ou dans la rue », a-t-il ajouté.

MANIFESTATION INTERDITE

Prendant le contre-pied de ces déclarations, le président de l'Observatoire national des droits de l'homme, Rezzag Bara, a jugé que l'Algérie avait atteint un niveau

« satisfaisant » en matière de protection et de promotion des droits de l'homme. M. Bara a été nommé à son poste par le gouvernement.

C'est dans ce contexte que les pouvoirs publics ont refusé au Front des forces socialistes (FFS) d'Hocine Ait-Ahmed d'organiser une marche, jeudi, dans le centre de la capitale pour protester contre la « fraude » qui a entaché le référendum constitutionnel du 26 novembre. « Cette interdiction signifie que le pouvoir, atteint du syndrome serbe, est isolé et redoute toute expression populaire libre, et que la dictature constitutionnelle est devenue une réalité », estime le FFS dans un communiqué publié mardi.

A la suite de ce refus, le parti d'Ait-Ahmed a décidé d'organiser pour le 26 décembre une manifestation avec le même mot d'ordre. En cas de nouvelle interdiction, le FFS se réserve « le droit d'appeler à toute action pacifique qu'il jugera utile ».

مكتبة المجلد

Paris s'oppose à Washington sur le choix du successeur de M. Boutros-Ghali à l'ONU

Le candidat ghanéen Kofi Annan a obtenu le meilleur score lors du premier vote consultatif au Conseil de sécurité. Mais l'avis négatif de la France a empêché, à ce stade, son élection

Le Ghanéen Kofi Annan a obtenu le meilleur score, mardi 10 décembre, lors du vote consultatif organisé au Conseil de sécurité de l'ONU sur la succession de M. Boutros-Ghali au secrétariat général. La France a

voité contre M. Annan. Or, pour être élu, un candidat ne doit pas faire l'objet d'un vote négatif de l'un des cinq membres permanents. L'autre Africain bien placé, l'Ivoirien Amara Essy, a été, pour sa part, victime de

deux vetos imputés aux Etats-Unis et à la Grande-Bretagne. De nouvelles consultations étaient prévues mercredi. Les candidats étaient Hamid Algabid, Nigérien de 55 ans, secrétaire général de l'Organisation

de la conférence islamique (OCI), Kofi Annan, Ghanéen de 58 ans qui dirige la département des opérations de paix à l'ONU, Amara Essy, 51 ans, ministre des affaires étrangères de Côte d'Ivoire, et Ahmedou

Ould-Abdallah, Mauritanien de 56 ans qui a représenté l'ONU au Burundi. Nous avons interrogé chacun de ces candidats, en français, sur la façon dont il voit le rôle du secrétaire général de l'ONU.

NEW YORK (Nations unies)
de notre correspondante
« La fumée est noire » a dit en sortant de la salle du Conseil de sécurité de l'ONU, mardi 10 décembre, l'ambassadeur italien qui préside le Conseil. « A Rome ce n'est que lorsque les cardinaux ont fait leur choix final sur la nomination du pape que la fumée est blanche. » Les deux votes qui

avaient eu lieu à bulletin secret sur les candidats à la succession de Boutros Boutros-Ghali au poste de secrétaire général ne sont que « indicatifs ». Ils servent à « encourager » ou « décourager » les postulants. Les résultats de cette première consultation ont beaucoup moins à voir avec les mérites des quatre candidats africains qu'avec les rivalités entre grandes

puissances, précisément avec un affrontement franco-américain qui engendre un certain malaise chez les Africains. A en juger par les votes consultatifs de mardi, la fumée risque de rester noire plusieurs jours.

A New York, pour être élu un candidat doit recueillir au moins neuf votes pour (sur les quinze membres du Conseil) et pas de vote contre émanant d'un des cinq permanents. Mardi soir le seul des postulants à recevoir dix voix favorables était le Ghanéen Kofi Annan. Cependant quatre pays ont voté contre lui, dont un membre permanent du Conseil. Bien que le scrutin soit secret, aucun des hauts fonctionnaires de l'ONU ne paraît douter que cette voix hostile à M. Annan, parmi les cinq grandes puissances, est celle de la France. Pour les diplomates de l'ONU, le « veto » de la France est « un vote de protestation » contre la manière dont Washington a imposé le départ de M. Boutros Boutros-Ghali aux autres pays membres.

En deuxième place, le ministre des affaires étrangères de Côte d'Ivoire, M. Amara Essy, a obtenu sept votes favorables et quatre négatifs dont deux des membres permanents qui, devine-t-on encore, sont les Etats-Unis et le Royaume-Uni. Londres et Washington auraient aussi mis leur veto à Hamid Algabid, du Niger, qui a reçu cinq votes positifs et à M. Ahmedou Ould Abdallah, de Mauritanie, qui a obtenu trois voix favorables.

La partie de poker est donc désormais ouverte. Les mains restent cachées. S'il y a bluff, c'est celui de Paris : « Le veto de la France n'est pas dirigé contre Kofi Annan, qui a par ailleurs le soutien de la majorité du Conseil, estime un diplomate, mais contre les Etats-Unis. La vérité est que Paris n'a rien à reprocher à Kofi Annan avec qui elle a travaillé sur tous les grands dossiers politiques, de la Bosnie au Rwanda, en passant par la Somalie. » Allant dans le même sens, un autre diplomate souligne que « pendant quatre ans à la tête des opérations de maintien de la paix Kofi Annan n'a jamais été incriminé pour les

Comment les candidats voient le rôle du secrétaire général

● **AMARA ESSY**, ministre des affaires étrangères de Côte d'Ivoire : « La première tâche du prochain secrétaire général, ce sont les réformes. En tant que président de l'assemblée générale (en 1995-1996), j'ai mis en place les comités chargés d'assainir la situation financière. M. Boutros-Ghali a déjà fait beaucoup de choses. Aujourd'hui, on a du mal à trouver du papier et des crayons dans les salles de conférence. Le personnel a été réduit. Les institutions internationales sont sous le coup de l'ajustement structurel. Il faut maintenant que les Etats paient leur contribution. D'ailleurs celles-ci sont bien plus lourdes à supporter, si on les rapporte au PIB par habitant, pour les pays en voie de développement. (...) Il faut supprimer ce qui fait double emploi. Certaines organisations ont été créées pour aider les pays en voie de développement ; aujourd'hui, une partie de ces pays sont sortis du sous-développement. Est-ce que, par exemple, la Cnuced est nécessaire depuis la création de l'Organisation mondiale du commerce ? (...) La tendance est à la recherche d'un gestionnaire comme secrétaire général. Toutefois les Nations unies sont une organisation éminemment politique, et le rôle du secrétaire général l'est aussi. Il faudrait d'ailleurs modifier la Charte si l'on voulait en faire un poste de gestionnaire. »

du possible, les affrontements ouverts. C'est possible, s'il y a la confiance des Etats membres. J'ai passé trente ans de ma vie à l'ONU et je crois vraiment aux principes de la Charte. Je suis bien placé pour connaître les faiblesses mais aussi les potentiels de cette organisation. En tant que responsable des opérations de maintien de la paix, j'admets que certaines sont loin d'avoir été réussies, mais c'est parce qu'il n'y avait pas de paix à maintenir. Ceux qui jugent l'ONU devraient le faire de bonne foi : prendre en compte nos moyens et le manque de volonté politique des puissances concernées. Mais nous avons appris beaucoup de leçons. (...) Pour moi l'ONU doit jouer un rôle extrêmement actif dans les domaines des droits de l'homme, de l'éradication de la pauvreté et du développement durable, entre autres problèmes globaux. Son problème majeur pour l'avenir, c'est le rétablissement de sa crédibilité. Pour cela, il faut rappeler les principes de l'organisation, travailler de près avec la presse et les ONG. Nous sommes devenus trop isolés, trop loin de ce que dit la Charte : « Nous, peuples des Nations unies ». Il faut rendre l'ONU plus humaine. »

● **AMARA ESSY**, ministre des affaires étrangères de Côte d'Ivoire : « La première tâche du prochain secrétaire général, ce sont les réformes. En tant que président de l'assemblée générale (en 1995-1996), j'ai mis en place les comités chargés d'assainir la situation financière. M. Boutros-Ghali a déjà fait beaucoup de choses. Aujourd'hui, on a du mal à trouver du papier et des crayons dans les salles de conférence. Le personnel a été réduit. Les institutions internationales sont sous le coup de l'ajustement structurel. Il faut maintenant que les Etats paient leur contribution. D'ailleurs celles-ci sont bien plus lourdes à supporter, si on les rapporte au PIB par habitant, pour les pays en voie de développement. (...) Il faut supprimer ce qui fait double emploi. Certaines organisations ont été créées pour aider les pays en voie de développement ; aujourd'hui, une partie de ces pays sont sortis du sous-développement. Est-ce que, par exemple, la Cnuced est nécessaire depuis la création de l'Organisation mondiale du commerce ? (...) La tendance est à la recherche d'un gestionnaire comme secrétaire général. Toutefois les Nations unies sont une organisation éminemment politique, et le rôle du secrétaire général l'est aussi. Il faudrait d'ailleurs modifier la Charte si l'on voulait en faire un poste de gestionnaire. »

● **AMARA ESSY**, ministre des affaires étrangères de Côte d'Ivoire : « La première tâche du prochain secrétaire général, ce sont les réformes. En tant que président de l'assemblée générale (en 1995-1996), j'ai mis en place les comités chargés d'assainir la situation financière. M. Boutros-Ghali a déjà fait beaucoup de choses. Aujourd'hui, on a du mal à trouver du papier et des crayons dans les salles de conférence. Le personnel a été réduit. Les institutions internationales sont sous le coup de l'ajustement structurel. Il faut maintenant que les Etats paient leur contribution. D'ailleurs celles-ci sont bien plus lourdes à supporter, si on les rapporte au PIB par habitant, pour les pays en voie de développement. (...) Il faut supprimer ce qui fait double emploi. Certaines organisations ont été créées pour aider les pays en voie de développement ; aujourd'hui, une partie de ces pays sont sortis du sous-développement. Est-ce que, par exemple, la Cnuced est nécessaire depuis la création de l'Organisation mondiale du commerce ? (...) La tendance est à la recherche d'un gestionnaire comme secrétaire général. Toutefois les Nations unies sont une organisation éminemment politique, et le rôle du secrétaire général l'est aussi. Il faudrait d'ailleurs modifier la Charte si l'on voulait en faire un poste de gestionnaire. »

● **AMARA ESSY**, ministre des affaires étrangères de Côte d'Ivoire : « La première tâche du prochain secrétaire général, ce sont les réformes. En tant que président de l'assemblée générale (en 1995-1996), j'ai mis en place les comités chargés d'assainir la situation financière. M. Boutros-Ghali a déjà fait beaucoup de choses. Aujourd'hui, on a du mal à trouver du papier et des crayons dans les salles de conférence. Le personnel a été réduit. Les institutions internationales sont sous le coup de l'ajustement structurel. Il faut maintenant que les Etats paient leur contribution. D'ailleurs celles-ci sont bien plus lourdes à supporter, si on les rapporte au PIB par habitant, pour les pays en voie de développement. (...) Il faut supprimer ce qui fait double emploi. Certaines organisations ont été créées pour aider les pays en voie de développement ; aujourd'hui, une partie de ces pays sont sortis du sous-développement. Est-ce que, par exemple, la Cnuced est nécessaire depuis la création de l'Organisation mondiale du commerce ? (...) La tendance est à la recherche d'un gestionnaire comme secrétaire général. Toutefois les Nations unies sont une organisation éminemment politique, et le rôle du secrétaire général l'est aussi. Il faudrait d'ailleurs modifier la Charte si l'on voulait en faire un poste de gestionnaire. »

● **AMARA ESSY**, ministre des affaires étrangères de Côte d'Ivoire : « La première tâche du prochain secrétaire général, ce sont les réformes. En tant que président de l'assemblée générale (en 1995-1996), j'ai mis en place les comités chargés d'assainir la situation financière. M. Boutros-Ghali a déjà fait beaucoup de choses. Aujourd'hui, on a du mal à trouver du papier et des crayons dans les salles de conférence. Le personnel a été réduit. Les institutions internationales sont sous le coup de l'ajustement structurel. Il faut maintenant que les Etats paient leur contribution. D'ailleurs celles-ci sont bien plus lourdes à supporter, si on les rapporte au PIB par habitant, pour les pays en voie de développement. (...) Il faut supprimer ce qui fait double emploi. Certaines organisations ont été créées pour aider les pays en voie de développement ; aujourd'hui, une partie de ces pays sont sortis du sous-développement. Est-ce que, par exemple, la Cnuced est nécessaire depuis la création de l'Organisation mondiale du commerce ? (...) La tendance est à la recherche d'un gestionnaire comme secrétaire général. Toutefois les Nations unies sont une organisation éminemment politique, et le rôle du secrétaire général l'est aussi. Il faudrait d'ailleurs modifier la Charte si l'on voulait en faire un poste de gestionnaire. »

● **HAMID ALGABID**, secrétaire général de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) : « Le secrétaire général doit être un homme de dialogue et de compromis. Il doit avoir une expérience à la fois dans le domaine national et international. Il est vrai que dans la phase actuelle, l'ONU a besoin de réformes. Sa gestion, sa lourde bureaucratie participent de la crise de confiance que l'Organisation traverse avec les Etats-Unis, même si il y a aussi le fait que son aspect supranational ne plaît pas. Il n'y a jamais de fumée sans feu : un secrétaire général est obligé de prêter attention aux critiques des Etats membres pour recréer la confiance. J'ai eu l'expérience de plusieurs ministères dans mon pays et je suis devenu premier ministre dans une période difficile. J'ai contribué, par des réformes, à redresser la situation. Au niveau international, je dirige l'Organisation de la Conférence islamique qui est la deuxième organisation internationale, à mon avis encore plus difficile à diriger que l'ONU. Là aussi, j'ai appliqué plusieurs réformes de structure, d'approche, et aussi de suppression de certains organes. Toute cette expérience peut s'appliquer aux Nations unies. »

● **AMARA ESSY**, ministre des affaires étrangères de Côte d'Ivoire : « La première tâche du prochain secrétaire général, ce sont les réformes. En tant que président de l'assemblée générale (en 1995-1996), j'ai mis en place les comités chargés d'assainir la situation financière. M. Boutros-Ghali a déjà fait beaucoup de choses. Aujourd'hui, on a du mal à trouver du papier et des crayons dans les salles de conférence. Le personnel a été réduit. Les institutions internationales sont sous le coup de l'ajustement structurel. Il faut maintenant que les Etats paient leur contribution. D'ailleurs celles-ci sont bien plus lourdes à supporter, si on les rapporte au PIB par habitant, pour les pays en voie de développement. (...) Il faut supprimer ce qui fait double emploi. Certaines organisations ont été créées pour aider les pays en voie de développement ; aujourd'hui, une partie de ces pays sont sortis du sous-développement. Est-ce que, par exemple, la Cnuced est nécessaire depuis la création de l'Organisation mondiale du commerce ? (...) La tendance est à la recherche d'un gestionnaire comme secrétaire général. Toutefois les Nations unies sont une organisation éminemment politique, et le rôle du secrétaire général l'est aussi. Il faudrait d'ailleurs modifier la Charte si l'on voulait en faire un poste de gestionnaire. »

● **AMARA ESSY**, ministre des affaires étrangères de Côte d'Ivoire : « La première tâche du prochain secrétaire général, ce sont les réformes. En tant que président de l'assemblée générale (en 1995-1996), j'ai mis en place les comités chargés d'assainir la situation financière. M. Boutros-Ghali a déjà fait beaucoup de choses. Aujourd'hui, on a du mal à trouver du papier et des crayons dans les salles de conférence. Le personnel a été réduit. Les institutions internationales sont sous le coup de l'ajustement structurel. Il faut maintenant que les Etats paient leur contribution. D'ailleurs celles-ci sont bien plus lourdes à supporter, si on les rapporte au PIB par habitant, pour les pays en voie de développement. (...) Il faut supprimer ce qui fait double emploi. Certaines organisations ont été créées pour aider les pays en voie de développement ; aujourd'hui, une partie de ces pays sont sortis du sous-développement. Est-ce que, par exemple, la Cnuced est nécessaire depuis la création de l'Organisation mondiale du commerce ? (...) La tendance est à la recherche d'un gestionnaire comme secrétaire général. Toutefois les Nations unies sont une organisation éminemment politique, et le rôle du secrétaire général l'est aussi. Il faudrait d'ailleurs modifier la Charte si l'on voulait en faire un poste de gestionnaire. »

● **AMARA ESSY**, ministre des affaires étrangères de Côte d'Ivoire : « La première tâche du prochain secrétaire général, ce sont les réformes. En tant que président de l'assemblée générale (en 1995-1996), j'ai mis en place les comités chargés d'assainir la situation financière. M. Boutros-Ghali a déjà fait beaucoup de choses. Aujourd'hui, on a du mal à trouver du papier et des crayons dans les salles de conférence. Le personnel a été réduit. Les institutions internationales sont sous le coup de l'ajustement structurel. Il faut maintenant que les Etats paient leur contribution. D'ailleurs celles-ci sont bien plus lourdes à supporter, si on les rapporte au PIB par habitant, pour les pays en voie de développement. (...) Il faut supprimer ce qui fait double emploi. Certaines organisations ont été créées pour aider les pays en voie de développement ; aujourd'hui, une partie de ces pays sont sortis du sous-développement. Est-ce que, par exemple, la Cnuced est nécessaire depuis la création de l'Organisation mondiale du commerce ? (...) La tendance est à la recherche d'un gestionnaire comme secrétaire général. Toutefois les Nations unies sont une organisation éminemment politique, et le rôle du secrétaire général l'est aussi. Il faudrait d'ailleurs modifier la Charte si l'on voulait en faire un poste de gestionnaire. »

● **AMARA ESSY**, ministre des affaires étrangères de Côte d'Ivoire : « La première tâche du prochain secrétaire général, ce sont les réformes. En tant que président de l'assemblée générale (en 1995-1996), j'ai mis en place les comités chargés d'assainir la situation financière. M. Boutros-Ghali a déjà fait beaucoup de choses. Aujourd'hui, on a du mal à trouver du papier et des crayons dans les salles de conférence. Le personnel a été réduit. Les institutions internationales sont sous le coup de l'ajustement structurel. Il faut maintenant que les Etats paient leur contribution. D'ailleurs celles-ci sont bien plus lourdes à supporter, si on les rapporte au PIB par habitant, pour les pays en voie de développement. (...) Il faut supprimer ce qui fait double emploi. Certaines organisations ont été créées pour aider les pays en voie de développement ; aujourd'hui, une partie de ces pays sont sortis du sous-développement. Est-ce que, par exemple, la Cnuced est nécessaire depuis la création de l'Organisation mondiale du commerce ? (...) La tendance est à la recherche d'un gestionnaire comme secrétaire général. Toutefois les Nations unies sont une organisation éminemment politique, et le rôle du secrétaire général l'est aussi. Il faudrait d'ailleurs modifier la Charte si l'on voulait en faire un poste de gestionnaire. »

● **AMARA ESSY**, ministre des affaires étrangères de Côte d'Ivoire : « La première tâche du prochain secrétaire général, ce sont les réformes. En tant que président de l'assemblée générale (en 1995-1996), j'ai mis en place les comités chargés d'assainir la situation financière. M. Boutros-Ghali a déjà fait beaucoup de choses. Aujourd'hui, on a du mal à trouver du papier et des crayons dans les salles de conférence. Le personnel a été réduit. Les institutions internationales sont sous le coup de l'ajustement structurel. Il faut maintenant que les Etats paient leur contribution. D'ailleurs celles-ci sont bien plus lourdes à supporter, si on les rapporte au PIB par habitant, pour les pays en voie de développement. (...) Il faut supprimer ce qui fait double emploi. Certaines organisations ont été créées pour aider les pays en voie de développement ; aujourd'hui, une partie de ces pays sont sortis du sous-développement. Est-ce que, par exemple, la Cnuced est nécessaire depuis la création de l'Organisation mondiale du commerce ? (...) La tendance est à la recherche d'un gestionnaire comme secrétaire général. Toutefois les Nations unies sont une organisation éminemment politique, et le rôle du secrétaire général l'est aussi. Il faudrait d'ailleurs modifier la Charte si l'on voulait en faire un poste de gestionnaire. »

● **KOFI ANNAN**, chef du département des opérations de paix à l'ONU (Ghana) : « Le secrétaire général ne doit pas être un simple gestionnaire ; je dis cela tout en reconnaissant que l'ONU a vraiment besoin de réformes. Il doit aussi avoir un rôle politique et diplomatique. Il doit être - j'y insiste - la voix morale de l'organisation. C'est le devoir du secrétaire général d'exprimer son indignation quand cela est nécessaire, au risque même d'irriter certains pays. Il faut, bien évidemment, éviter, dans la mesure

Propos recueillis par
Afsané Bassir Pour
et Thomas Sotinel

Cartier

Stylo Louis Cartier
Corps laqué noir. Plume or
18 carats ouvragée à la main.
6 largeurs d'écriture.

150 ANS D'HISTOIRE ET BEAUCOUP D'AMOUR

Distributeurs agréés :
A LA CIVETTE : 157, rue Saint-Honoré - Paris 1^{er} - 01 42 96 44 99
GIBERT JOSEPH : 32, boulevard Saint Michel - Paris 6^{ème} - 01 44 41 88 88
LAMARTINE : 118, rue de la Pompe - Paris 16^{ème} - 01 47 27 31 31

ité

vous
tions
ogé-
istre
Il a
agri-
ards
nes
té le
s ré-
age-
véra-
à la
uis-
bac,
rèce
oton
thés-
ité.
Sim-
ce est
agri-
n bil-
n de
la
atta-

il pas
ite sa
il est
veut,
pou-
i. « Je
tombe
e ar-
colla-
uvent
Pasok
même
ne de
ri. Le
e à de
ations
stéré-
dans
marine
anon-

Kunz
S
F
S

it

à

S

PRÉLÈVEMENTS Après trois semaines de discussions, les responsables du groupe RPR de l'Assemblée nationale ont consenti, mardi 10 décembre, à approuver l'amende-

ment introduit au Sénat par le rapporteur général du budget, Alain Lambert (UDF-FD), avec l'aval de l'Elysée, en faveur des plus gros patrimoines assujettis à l'impôt sur la

fortune. Les députés UDF ont adopté la même position en réunion de groupe. **LES INTERVENTIONS** s'étaient multipliées, auprès des parlementaires, de la part de contri-

buables concernés par cet impôt et faisant état d'une tendance à la « délocalisation » des grandes fortunes hors des frontières. **L'ÉPARGNE-RETRAITE** a fait l'objet, avant son

examen par le Sénat, d'un arbitrage d'Alain Juppé modifiant l'avantage initial prévu et qui exonérait de cotisations sociales les versements des entreprises à ces fonds.

La droite se met d'accord pour alléger l'impôt sur la fortune

Le bureau du groupe RPR de l'Assemblée nationale a fini par donner son accord à un amendement sénatorial en faveur des quelque mille plus gros patrimoines. Les députés UDF, divisés eux aussi, se sont ralliés à cette mesure

POUR la troisième semaine consécutive, l'affaire de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) a agité, mardi 10 décembre, les députés RPR, tandis que leurs collègues UDF étaient saisis à leur tour par cette question qui électrise et divise les groupes de la majorité. Contrairement à la tendance des précédentes discussions (Le Monde des 29 novembre et 5 décembre), une majorité s'est dégagée, aussi bien au RPR qu'à l'UDF, en faveur de l'allègement de l'ISF.

Encouragés par Jacques Chirac et avec l'appui du gouvernement, les sénateurs avaient, le 26 novembre, par un amendement au projet de loi de finances, ramené le plafond de cet impôt et de l'impôt sur le revenu à 85 % du revenu imposable d'un contribuable. Le dispositif plus contraignant introduit par le gouvernement dans la loi de finance 1996 prévoyait que la prise en compte de ce plafonnement ne pouvait donner droit à une baisse de plus de 50 % de la codation d'impôt pour les patrimoines supérieurs à 14,9 millions de francs.

Cette mesure concerne environ mille patrimoines. Sa suppression était apparue à de nombreux députés de la majorité comme une faveur destinée à quelques privilégiés, produisant « un effet désastreux » sur l'opinion. Trois « témoins » sur l'opinion. Trois « témoins » sur l'opinion. Trois « témoins » sur l'opinion.

A l'UDF, c'est le groupe en réunion plénière qui s'est prononcé, environ aux deux tiers, en faveur de l'allègement de l'ISF, après une



discussion qualifiée de « bruyante » par son président, Gilles de Robien. Une vive polémique a opposé Yves Rousset-Rouart (PR, Vaucluse), défenseur de l'allègement, à Jean-Jacques Jégou (FD, Val-de-Marne), qui s'y oppose. Pour le premier, l'amendement du Sénat relève du « courage politique » ; le second le juge « difficilement vendable ».

Aux arguments électoraux, rappelant l'effet négatif qu'avait produit dans l'opinion la suppression de l'ISF par le gouvernement de M. Chirac en 1986, ont succédé les arguments techniques et économiques. M. de Robien a affirmé que la décision de son groupe avait été dictée « par l'intérêt supérieur de la nation », lequel commande « tout ce qui peut créer des emplois » et éviter que les contribuables ne se fassent domicilier ailleurs. François Léotard en

LE SÉNAT a adopté, mardi 10 décembre, le projet de budget pour 1997, avec un déficit de 284,93 milliards de francs. Le RPR et l'UDF ont voté pour, le PS et le PC se sont prononcés contre. La conclusion des débats, au Palais du Luxembourg, a donné lieu à de nouveaux échanges de piques entre majorité et opposition à propos de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF).

Le projet de loi de finances initial du gouvernement fixait le déficit budgétaire de 1997 à 283,668 milliards de francs. Le ministre de l'économie et des finances, Jean Arthuis, a déclaré que le Sénat avait respecté « les contraintes budgétaires » et qu'il s'était montré « financièrement

responsable » en n'alourdissant que de 86 millions de francs le déficit budgétaire par rapport à celui qui avait été voté à l'Assemblée nationale.

JUSTICE FISCALE M. Arthuis s'est félicité que le Sénat ait « enrichi la réforme fiscale en mettant en évidence ses enjeux essentiels dans la mondialisation de l'économie ». Lors de l'examen de la première partie du budget, la majorité, faisant état des risques de délocalisation de patrimoines à l'étranger, avait adopté un allègement de l'ISF. En contrepartie, le gouvernement avait décidé, avec son appui, de pénaliser les fuites de capitaux à l'étranger.

appelé à la justice fiscale en expliquant qu'on ne peut pas « demander aux gens de payer plus d'impôt qu'ils ne gagnent ».

« On ne peut pas construire l'Europe et, en même temps, bâtir un bunker fiscal », a plaidé, côté RPR, Jérôme Bignon (Somme), affirmant qu'on « ne peut pas accepter que les fortunes françaises se réfugient chez nos voisins allemands ou anglais chez lesquels la fiscalité est moins confiscatoire ».

Si le gouvernement s'est montré « spectateur » de ce débat, il n'a jamais manqué une occasion d'approuver l'allègement de l'ISF, comme le ministre délégué au budget, Alain Lamassouire, l'a encore fait mardi. Une forte pression s'est exercée sur les élus de la majorité de la part de contribuables visés par l'ISF (lire ci-dessous). M. Aubenger a cité « les interventions de personnalités influentes, dé-

Le Sénat n'aurait donc pas pu débattre en séance de la mesure introduite « à la sauve » selon la formule de Christian Bergelin (RPR, Haute-Saône), par les sénateurs. M. Séguin a attiré l'attention du bureau du groupe RPR sur l'éventuelle inconstitutionnalité de la procédure, qui ne respecte pas la primauté de l'Assemblée nationale sur le Sénat en matière budgétaire. Cependant, l'article 45 de la Constitution permet à l'Assemblée d'amender le texte élaboré par la CMP à condition que le gouvernement donne son accord. M. Lamassouire a-t-il voulu évoquer ce moyen en annonçant que « l'Assemblée nationale aura à trancher par un vote (...) en dernier recours » ? Les députés pourraient, ainsi, sauver la face à la dernière scène.

Fabien Roland-Lévy

La gauche sénatoriale dénonce « la raison du plus riche »

« Pour ce qui est de l'impôt de solidarité sur la fortune, nous sommes sérieux et tranquilles : nous avons repris une disposition votée autrefois par les socialistes », a affirmé Gérard Larcher (RPR, Yvelines), qui a qualifié le budget de « sérieux, sincère et rigoureux ». Maurice Blin (Union centriste, Ardennes), ancien rapporteur général du budget, a salué « une étape dans l'assainissement [des] finances publiques », mais il a déploré que « les dépenses de fonctionnement continuent à progresser alors que les dépenses d'investissement baissent ».

An nom du groupe socialiste, René Regnaud (Côte-d'Armor), a regretté que « la navette parlementaire [n'ait] pas amélioré la justice

fiscale ». « Vous osez plaindre les mille familles les plus fortunées, alors que vous n'hésitez pas à vous en prendre aux familles les plus défavorisées ! », a-t-il affirmé à l'adresse de la majorité.

Ivan Renar (PC, Nord) a souligné le revirement du bureau du groupe RPR de l'Assemblée nationale, désormais favorable à l'amendement sénatorial sur l'ISF après l'avoir vivement critiqué (lire ci-dessus). « La raison du plus riche s'impose donc », a-t-il observé, avant d'ajouter : « Le 12 décembre, lors de la réunion de la commission mixte paritaire, chacun sera placé devant ses responsabilités ! »

C. M.

L'efficace plaidoyer d'une riche famille industrielle

A SOIXANTE-DIX-SEPT ANS, Edouard Decoster a repris son bâton de pèlerin. Parce qu'il est « attaché à ses affaires », parce que cela « fait mal au cœur », souligne-t-il, il a tiré les sonnettes, a scrupuleusement démarché tous les membres de la commission des finances de l'Assemblée nationale. Il a vu « beaucoup de monde » : Philippe Auberger (RPR, Yonne), le rapporteur général du budget à l'Assemblée, Jean-Pierre Thomas (UDF-PR, Vosges) et d'autres encore... Il a eu des contacts à Bercy. Car M. Decoster fait partie des mille redevables de l'ISF - l'impôt de solidarité sur la fortune - qui s'estiment injustement pénalisés par l'atténuation du plafonnement et qui ont plaidé en faveur d'un allègement.

Figure notable du monde industriel il y a dix ans encore, M. Decoster est l'ancien PDG du groupe Legrand, le numéro un mondial de l'appareillage électrique basse tension, une entreprise familiale devenue en quarante ans une véritable multinationale

depuis son siège de Limoges. Gendre du fondateur Pierre Verspieren, il appartient surtout à l'une des trois grandes familles actionnaires de ce groupe qui dégage un bénéfice de plus de 900 millions de francs pour une bonne dizaine de milliards de francs de chiffre d'affaires, et emploie 19 000 salariés. Legrand est évidemment le premier employeur de Limousin.

« LA SITUATION EST EFFROYABLE »

« Avec le plafonnement, l'ISF demeure une mesure onéreuse, mais on limitait la grande casse », estime-t-il. Or, actuellement, « la situation est effroyable ». « Effroyable », précise-t-il, pour les actionnaires, comme lui, d'entreprises familiales qui n'exercent pas ou plus de fonctions dirigeantes. « Déplacé, le montant total de ce qu'on verse au titre de l'impôt sur la fortune et de l'impôt sur le revenu dépasse les dividendes que nous versent les sociétés. Pour pouvoir payer, il nous faut vendre des actions. Dès lors, le contrôle

familial de nombreuses entreprises va disparaître », estime l'ancien patron de Legrand, pour qui, à cause de l'ISF, il existe une véritable menace de rachats généralisés de sociétés françaises par des groupes étrangers.

« Chez Legrand, les Anglois nous surveillent. Nous sommes probablement à la limite du contrôle. » Pour les grandes entreprises qui ont été privatisées, plaide-t-il, ont été conçus des nouveaux durs : pour les entreprises familiales, rien. « Si j'étais resté PDG, si je m'étais maintenu sans préparer ma succession, j'aurais bénéficié de l'exonération au titre des biens professionnels, c'est absurde. » Selon cette grande fortune, qui se félicite de l'amendement sénatorial, si rien n'est fait, on risera la « catastrophe » nationale. Car « je ne suis pas le seul », répète-t-il à l'envi : « On parle de mille redevables. Mais c'est beaucoup plus. Rien qu'autour de moi, j'en connais plusieurs dizaines. »

Caroline Monnot

COMMENTAIRE GUERRE D'USURE

A défaut d'être politiquement habile, la baisse de l'impôt sur la fortune a-t-elle une justification fiscale ? Selon les partisans de la réforme, la question ne souffre pas de discussion : le système actuel est tellement pénalisant que certaines grosses fortunes se sont, depuis peu, « délocalisées ». L'argument paraît solide. A deux réserves près, toutefois.

Encore faudrait-il, d'abord, que la démonstration soit étayée par une étude chiffrée. Or il n'existe aucune qui ait une estampille officielle. Depuis deux mois que la polémique a été relancée, le ministère des finances a été dans l'incapacité de produire le moindre chiffre. Pour une bonne raison : la direction générale des

Impôts ne dispose d'aucune indication en ce sens.

Encore faudrait-il, ensuite, que le gouvernement ne donne pas l'impression de mener une guerre d'usure contre cet impôt, à défaut de pouvoir le supprimer comme en 1986. Or il ne faut pas oublier qu'une première baisse est déjà intervenue en 1995 : après quelques hésitations, le gouvernement, en effet, a décidé de ne pas légiférer après un arrêt de la Cour de cassation aboutissant à un allègement de cet impôt au titre des résidences principales.

Deux réductions en une seule année, cela fait donc beaucoup. Certes, les sommes en cause sont minimes au regard du budget, mais, politiquement, elles sont lourdes de sens.

Laurent Maucluit

Alain Juppé désamorce une polémique sur les fonds de pension

LE DÉBAT sur l'introduction en France d'un système de retraite par capitalisation, en marge des régimes par répartition existant, n'est pas clos. Après l'adoption par l'Assemblée nationale de la proposition de loi UDF sur les plans d'épargne-retraite (Le Monde du 23 novembre), et avant son examen par le Sénat, jeudi 12 décembre, la polémique est repartie de plus belle. Elle s'est focalisée moins sur le principe de ces « fonds de pension à la française », aujourd'hui admis par l'opinion, que sur les avantages sociaux qui lui sont octroyés dans le cadre du dispositif élaboré par Jean-Pierre Thomas, député (UDF-PR) des Vosges, auteur de la proposition. Alain Juppé a dû reculer, mardi, pour ne pas rallumer la guerre répartition-capitalisation.

Le développement d'un système de retraite par capitalisation dépend en grande partie des avantages sociaux et fiscaux. L'article

25 de la proposition Thomas prévoit une exonération fiscale pour les sommes versées par les salariés, et les employeurs dans la limite de 5 % de la rémunération brute ou de 20 % du plafond annuel moyen retenu pour le calcul des cotisations de Sécurité sociale, soit 32 244 francs en 1996. Mais, pour inciter les employeurs à abonder ces plans facultatifs, il fallait aussi leur accorder une « carotte » ; l'article 26 du texte prévoyait donc que les versements de l'employeur seraient exclus de l'assiette des cotisations sociales « dans une limite annuelle fixée par décret ». Celle-ci devait être de 4 000 francs par an plus 2 % du salaire brut (10 000 francs pour un salaire annuel brut de 300 000 francs).

Or ce dispositif présentait, selon les syndicats, un danger majeur : inciter les entreprises à abonder ces fonds bénéficiant d'une exonération de cotisations plutôt que d'augmenter les salaires soumis à

cotisations. Ce transfert aurait entraîné une perte de recettes pour la Sécurité sociale et pour les deux régimes de retraite complémentaires des quatorze millions de salariés du privé (Arcco et Agirc). Le manque à gagner n'aurait pas été compensé pour la « Sécurité », puisque le texte indiquait que la loi de juillet 1994, obligeant l'Etat à rembourser aux régimes de base les exonérations sociales qu'il a décidées, ne s'appliquerait pas dans ce cas. Quant à l'Arcco (retraite complémentaire de l'ensemble des salariés) et à l'Agirc (cadres), cette baisse de recettes risquait d'entraîner une baisse des pensions.

Les responsables des deux régimes complémentaires estimaient que leurs prévisions financières, qui reposent sur l'accord du 25 avril 1994 destiné à les rééquilibrer en dix ans, seraient « remises en cause ». Le seul régime des cadres aurait pu voir son « assiette cotisable » réduite de 20 milliards

de francs, entraînant une perte de recettes de 4 milliards par an, selon le président de la CFE-CGC, Marc Vilbeneot, par ailleurs vice-président de l'Agirc. Cette perspective était catastrophique pour un régime dont le déficit technique oscillerait, en 1996, entre 5 et 6 milliards de francs.

« FAUX DÉBAT »

Louis Vianet (CGT), Marc Blondel (FO), Alain Deleu (CFTC) et Marc Vilbeneot (CFE-CGC) ont écrit à M. Juppé, mercredi, pour protester contre ce dispositif. Nicole Notat (CFDT) l'avait fait le 5 décembre. Les syndicats ont reçu le soutien de Jean-Pierre Fourcade (UDF), président de la commission des affaires sociales du Sénat, qui avait écrit au premier ministre dès le 4 décembre. M. Fourcade, qui est très favorable à l'épargne-retraite, prévenait M. Juppé des risques que l'avantage supplémentaire accordé aux employeurs fai-

sait courir aux régimes par répartition.

Le premier ministre est revenu, finalement, sur l'avantage social qu'il avait laissé introduire dans le projet sur l'épargne-retraite à l'Assemblée. Il y aura une exonération, mais elle sera financée sur l'enveloppe existante. Le dispositif actuel prévoit, en effet, des exonérations dans la limite de 85 % du plafond de la « Sécurité » (soit 137 000 francs par an). Or cette enveloppe est loin d'être pleinement utilisée, sauf par les cadres supérieurs ayant un salaire annuel brut supérieur à 1 million de francs.

« En réalité, le système de l'enveloppe indépendante permettrait d'étendre l'exonération à des catégories de revenus bénéficiant déjà pleinement des disponibilités actuelles », observe M. Fourcade, précisant que le retour à l'ancien dispositif a pour but d'aider les classes moyennes à se constituer une retraite supplémentaire. Un

débat feutré mais vif a, sur ce point, opposé M. Fourcade à Philippe Marini (RPR), rapporteur de la proposition sur l'épargne-retraite pour la commission des finances du Sénat.

Partisan d'une enveloppe spécifique, M. Marini estime que « le débat sur lequel on s'est polarisé est un faux débat ». « L'important, assure-t-il, c'est que ces produits soient simples, transparents et qu'ils offrent la sécurité prudentielle. » Le sénateur de l'Oise juge que, après ce débat, « l'effet d'affichage ne sera pas bon » et que « dire que l'on n'accorde aucun avantage aux revenus élevés, ce n'est pas très habile pour assurer le succès de ces produits ». Le succès de ce type de formule, en effet, n'est pas assuré, comme le montre le faible niveau d'adhésion aux systèmes créés pour les fonctionnaires et les travailleurs indépendants.

Jean-Michel Bezat

مكتبة الامم المتحدة

L'ex-secrétaire général de la défense critique le gouvernement

Selon Jean Picq, la réforme de l'Etat est mort-née

UNE SEMAINE après l'annonce officielle, en conseil des ministres, de son remplacement à la tête du secrétariat général de la défense nationale (SGDN), Jean Picq estime, dans un entretien qu'il publie le quotidien *Les Echos* du 11 décembre, que ses recommandations concernant la « réforme de l'Etat » n'ont pas été suivies d'effet.

Il est assez peu fréquent qu'un haut fonctionnaire - M. Picq est membre de la Cour des comptes - s'exprime publiquement aussi rapidement pour expliquer les raisons de sa démission et critiquer, entre les lignes, le fonctionnement du pouvoir. Il avait été nommé par le conseil des ministres en juillet 1995.

SURFECTIFS

M. Picq indique ainsi que « les travaux interministériels, destinés à éclairer les responsables, mettre en évidence les risques, suggérer les précautions à prendre, n'étaient pas toujours bien utilisés ». Alors que la privatisation de Thomson s'annonce pour le moins difficile, il demande que « tout soit entrepris pour préserver (...) les emplois qui sont Thomson-CSF et Aérospatiale, deux entreprises publiques mondialement respectées ». M. Picq revient également sur ce qui avait été l'un des thèmes essentiels de son rapport remis en 1994 à l'ancien premier ministre Edouard Balladur : la critique des « sur-effectifs » des cabinets ministériels. « Rien n'est plus néfaste pour le fonctionnement de l'Etat, assure-t-il, qu'une institution qui fait écran entre la politique et les responsables de l'administration et qui peut parfois se comporter en contre-administration. » M. Picq fait-il allusion à la propre expérience du SGDN, qui est placé sous l'autorité du premier ministre ?

Dans son premier gouvernement,

suivant les instructions du président de la République, Alain Juppé avait imposé une restriction drastique des effectifs. Faute d'avoir modifié les règles du travail gouvernemental, l'exercice s'est avéré improductif, et le deuxième gouvernement Juppé a relâché cette consigne. Pour l'ancien secrétaire général, la première raison de cette « dangereuse croissance » est « le cumul des fonctions exécutives, qui fait que les ministres ne peuvent pas consacrer assez de temps à diriger leur administration ».

« Imagine-t-on, poursuit-il, un chef d'entreprise qui serait en même temps maire d'une grande ville ou président d'un conseil régional ? » L'observation ne vise-t-elle pas directement le premier ministre, qui est en même temps maire de Bordeaux ? La réflexion sur le cumul des mandats, insérée dans la modernisation de la vie politique que voulait engager M. Juppé, est, du reste, restée lettre morte, le RPR ne voulant pas l'aborder.

Si M. Picq semble montrer du doigt la méthode de gestion gouvernementale - « la plus grande faiblesse est de vouloir passer en force alors que la plus grande force, celle qui fonde l'autorité, vient de la capacité à mener la discussion jusqu'au point où la décision peut être prise » - il ne répare pas pour autant le second membre du couple de l'exécutif et ceux qui le conseillent. « Le cycle normal de la décision - réfléchir, décider et communiquer - est souvent inversé », déclare-t-il, ajoutant : « Nos concitoyens ne veulent pas être éblouis mais éclairés et convaincus. » La remarque prend un certain relief à la veille de l'intervention télévisée du chef de l'Etat.

Raïfelle Rivais

75 % des militants socialistes approuvent le projet économique de Lionel Jospin

Selon des résultats provisoires, la participation au vote serait de 60 %

Des résultats encore provisoires, portant sur les deux tiers des fédérations départementales socialistes, indiquant que le projet économique du PS a

été approuvé par 75 % des militants. La participation a été de 60 %. L'amendement de la Gauche socialiste, qui porte notamment sur l'Europe, devrait

obtenir 15 % des voix. Le projet du PS doit être ratifié par une convention nationale réunie les 14 et 15 décembre à Noy-sous-Commarque, en Seine-Saint-Denis.

UN PROJET largement approuvé, une participation de bonne tenue, une opposition qui s'installe : tels sont les premiers enseignements du vote des militants socialistes sur le texte adopté le 9 novembre par le conseil national du PS sur ses orientations économiques.

Selon les résultats provisoires, portant sur soixante-cinq fédérations, connus mercredi 11 décembre, 60 % des militants à jour de leurs cotisations ont voté. La participation est ainsi nettement supérieure aux votes des deux précédentes conventions : seuls 46,34 % des militants s'étaient exprimés, fin mars, sur le document « Mondialisation, Europe, France ».

L'abstention avait été encore plus forte, fin juin, pour le document sur « les actions de la démocratie » où seulement 42,79 % des militants avaient déposé un bulletin. Nul doute que l'importance de l'enjeu et la forte médiatisation du projet économique ont joué de même que l'engagement plus important de Lionel Jospin, par rapport aux précédentes conventions, en faveur du texte de la direction.

Dans ce contexte, et compte tenu de la procédure choisie du vote blanc - les trois amendements présentés ayant le statut de texte alternatif - le premier secrétaire du PS ne recroque pas les scores massifs, en l'absence de tout texte alternatif, recueillis sur l'Europe (93,22 % de votes pour) ou sur la démocratie (92,68 %). Il doit se contenter, sous réserve des résultats à venir qui représenteront encore un tiers des fédérations, dont celle du Pas-de-Calais, de 75 % de votes pour.

« RÉALISME DE GAUCHE » M. Jospin aurait pu espérer atteindre les 80 %, mais son score reste honorable puisque, compte tenu d'une abstention de 40 %, près d'un militant du PS sur deux s'est déplacé pour soutenir le « réalisme de gauche » de l'ancien candidat à l'élection présidentielle. Faute de mieux, M. Jospin s'en sort avec une adhésion mesurée de ses militants, le besoin de radicalité exprimé par une partie de ses opposants le conduisant sans doute à garder le cap d'une ligne réaliste tout en l'alimentant d'un discours plus marqué à gauche.

Les 25 % de militants qui n'ont pas approuvé le texte du conseil national se répartissent, selon les chiffres provisoires, de la façon suivante : 4 % de bulletins blancs, 1 % de bulletins nuls, 15 % pour le texte de la Gauche socialiste, 3 % pour celui du groupe Partages animé par

Régis Passerieux - qui avait recommandé à la fois de voter son texte et celui du conseil national, ce qui conduisait à voter nul -, et 2 % pour le groupe Changer de Christophe Clergeau.

Le « trio » de l'Essonne, qui anime la Gauche socialiste - Jean-Luc Mélenchon, Julien Dray et Marie-Noëlle Lienemann -, ne dissimule pas sa satisfaction. Pour M. Mélenchon, qui avançait encore, mardi 10 décembre, sur la base de ses propres résultats partiels, un chiffre de 17 %, tout en s'attendant à 15 % à l'arrivée, la Gauche socialiste retrouve ainsi près de la moitié des voix qui s'étaient portées, fin mars, sur son amendement anti-maastrichtien qui avait recueilli 40,74 %.

Elle l'explique par l'expression d'un « besoin de radicalité » qui porte, par exemple, sur l'exigence d'un nouveau traité européen ou le retour aux 375 annuités de cotisations pour les retraites du secteur privé. Elle s'installe ainsi dans la position d'opposition interne, une opposition respectueuse au demeurant de la légitimité de M. Jospin.

La Gauche socialiste bénéficie d'une bonne diffusion géographique, et sans doute d'un « effet Emmanuel », certains militants en accord avec l'ancien premier secré-

taire du PS sur son amendement en faveur d'un décrochage du franc par rapport au mark qu'il a retiré in extremis ayant pu se rattrapper en votant le texte de M. Mélenchon, hostile aux critères de convergence de la monnaie unique. La Gauche socialiste fait son plus gros score dans la Haute-Loire, avec 54,7 %, mais elle obtient aussi 41 % dans l'Essonne, 32,7 % dans le Puy-de-Dôme, 32,5 % dans la Marne, 30 % dans le Tarn, 28,6 % dans les Landes, 26 % dans le Calvados, 24,4 % en Gironde, 21 % en Haute-Garonne - le département de M. Jospin -, 14,7 % à Paris, 13,9 % dans les Bouches-du-Rhône et 11,7 % en Seine-Maritime.

Lors de la convention nationale des 14 et 15 décembre, des amendements seront présentés par des fédérations. Certains pourraient reprendre des idées de la Gauche socialiste, comme sur les 375 annuités de cotisation ; d'autres pourraient s'inspirer des suggestions de Nouvelle Gauche, un groupe constitué autour de Benoît Hamon, ancien président du Mouvement des jeunes socialistes, qui ne se présente pas comme un courant et qui s'affirme fidèle au premier secrétaire.

Michel Noblecourt

La CFDT met son opposition interne sous surveillance

PAS DE RÉPIT à la CFDT. Une circulaire de dix-huit pages, rédigée par les services de Jacques Bompens, numéro deux officiel de la confédération et chargé de l'organisation interne, a été adressée, le 18 novembre, à toutes les fédérations, unions régionales et unions départementales.

Son objectif est de faire le point sur l'association Tous ensemble et sur la création des syndicats SUD. Deux annexes sont consacrées, l'une au groupe d'études Reconstruction, qui a contribué par ses travaux à la déconfectionnalisation de la CFDT et à l'émergence sur la scène sociale, à partir de 1964, de la CFDT ; l'autre à la mouvance d'extrême gauche dans le syndicalisme.

Dans le premier cas, il s'agit de torréfier le coup à l'égard avancé par les créateurs de Tous ensemble, selon laquelle ils seraient les continuateurs de Reconstruction et qu'ils représenteraient la CFDT réelle. La confédération fait appel au témoignage de Marcel Gonth, un ancien de Reconstruction, pour réfuter cette thèse. La seconde annexe traite de la mouvance trotskiste, et principalement de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), dirigée par Alain Krivine : « Un parti qui aura son syndicat : SUD ». La Gauche socialiste, un courant du Parti socialiste animé par Jean-Luc Mélenchon et Julien Dray, est aussi dans le collimateur de

la CFDT. L'union régionale d'Auvergne, opposée à la CFDT, est considérée comme son porte-voix au sein de la CFDT. Lutte ouvrière et le Parti des travailleurs, deux organisations trotskistes surtout présentes à FO, sont qualifiées de « sectaires », mais la CFDT pointe un mystérieux Socialisme international (SI), « fondé par des Anglais immigrés en France » et qui « s'est implanté dans la communauté asiatique ».

« ORGANISATION DANS L'ORGANISATION » Dans la perspective du prochain congrès confédéral, à Lille en 1998, la CFDT tient à dénoncer les agissements de Tous ensemble, qui « s'organise en tendance, comme une organisation dans l'organisation », au mépris des statuts de la CFDT.

Dirigée par quatre organisations, la Fédération générale des transports et de l'équipement (FGTE) et les unions régionales de Basse-Normandie, d'Auvergne et de Provence, ainsi que par des branches fédérales, ANPE ou caisse d'épargne, Tous ensemble édite un journal - sept numéros à ce jour - dont le contenu est analysé par la CFDT. Le financement du journal est jugé « flou ».

L'insistance sur « le renouveau du thème des luttes qui montent, qui montent », « l'impasse sur tout le dispositif conventionnel » et « l'accent

mis sur une unité d'action recherchée pour elle-même, construite sur des positions communes, même minimales », avec la CGT les trois griefs mis en avant par la confédération. Elle estime que « l'essentiel de la pratique de Tous ensemble relève d'une pratique purement tactique de la conquête du pouvoir ».

Elle rappelle que « l'utilisation du slogan "CFDT en lutte" sur les banderoles et les badges » constitue un détournement du sigle. Elle fournit une liste du « collectif d'animation de la tendance Tous ensemble », qui comprend vingt-quatre noms, suivie d'une liste complémentaire de dix noms.

La confédération dresse un tableau récapitulatif des syndicats SUD créés à ce jour, au nombre de dix-huit, et estime qu'« il y aurait donc au maximum, depuis le début de l'année, 2 000 départs de la CFDT, pas tous vers SUD ».

La CFDT estime que « SUD constitue un réceptacle pour les nostalgiques du syndicalisme de luttes des classes » et que « les premières créations de SUD, après les événements de 1995, ont lieu chez les cheminots, n'est pas surprenant. C'est le résultat logique de longues années où l'anticongrédarisme tient lieu de ligne politique ». Tous ensemble est considéré comme une antichambre des départs vers SUD.

Alain Beuve-Méry

Les conducteurs de bus de Toulouse reprennent le travail

APRÈS HUIT JOURS DE GRÈVE, le travail a repris, mercredi 11 décembre, dans les bus toulousains. Les tramways ont finalement décidé d'accepter les propositions formulées mardi par les élus du Syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération toulousaine : réduction du temps de travail de trente-huit à trente-cinq heures « sans perte de salaire » et créations d'emplois « durables », qui restent à négocier. En revanche, la revendication de la retraite à cinquante-cinq ans est renvoyée à une négociation nationale qui doit ouvrir le 17 décembre au sein de l'Union des transports publics. L'abaissement de l'âge de la retraite est au centre des revendications des conducteurs de bus d'Aix-en-Provence, en grève depuis neuf jours, et de Rouen, qui ont arrêté le travail mardi 10 décembre. (Corresp.)

Les installations de jeunes agriculteurs progressent de 8 % en 1996

PHILIPPE VASSEUR, ministre de l'Agriculture, devait présenter au conseil des ministres du mercredi 11 décembre une communication sur les mesures prises depuis un an afin d'encourager l'installation des jeunes agriculteurs. Selon le ministre, on devrait compter, à la fin de l'année, plus de neuf mille installations de jeunes bénéficiant d'aides publiques, soit une progression de 8 % par rapport à 1995. Le nombre des demandes de stages de six mois est en progression de 30 %. Dans la charte de l'installation signée le 6 novembre 1995 par le premier ministre et les organisations professionnelles, l'objectif fixé était de douze mille installations nouvelles à l'horizon 2 000-2 005, soit une augmentation de 50 % par rapport à 1994. Il s'agit non de stopper la tendance structurelle à la diminution du nombre d'exploitations, qui aura encore baissé de 4 % cette année, mais de la stabiliser autour de cinq cent cinquante mille au lieu de sept cent trente-cinq mille aujourd'hui.

DÉPÊCHES

■ RACISME : Alain Juppé a inauguré, mardi 10 décembre, l'Espace Rachi, qui abrite à Paris plusieurs associations de la communauté juive, parmi lesquelles le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF). Il a dénoncé à cette occasion « la montée du racisme, de l'intolérance et la résurgence de certaines doctrines objectives qui n'hésitent pas à développer la thèse de l'indivisibilité des races ».

■ IMMIGRATION : à l'issue du comité national de l'UDF consacré à l'immigration, réuni mardi 10 décembre, Claude Gosselin (Force démocratique), secrétaire général de la confédération, a expliqué que l'UDF avait décidé de « sortir du silence tactique » observé, selon lui, par la majorité sur le thème de l'immigration, et de mener dans ce domaine « un travail de groupe de pression et de groupe de réflexion ».

■ LOGEMENT : l'Assemblée nationale a adopté en première lecture, mardi 10 décembre, le projet de loi créant l'Union d'économie sociale du logement, organisme qui doit mettre en place les engagements pris dans la convention signée entre l'Etat et les représentants du 1° logement, le 17 septembre. La majorité RPR et UDF a voté pour, l'opposition PS et PC s'est prononcée contre. Les députés ont également voté en deuxième lecture une proposition de loi améliorant la protection des acquéreurs de lots de copropriété.

Le personnel des chambres de commerce et d'industrie défend son statut

LES PERSONNELS des cent quatre-vingt-trois chambres de commerce et d'industrie (CCI) sont appelés à faire grève et à manifester, jeudi 12 décembre, devant le ministère de l'Industrie, à Paris, par les syndicats SNAPCC (autonome), CFDT, CFE-CGC, FO et CGT afin de protester contre le projet de réforme de leur statut.

Une commission paritaire nationale composée de syndicalistes, de représentants des CCI, et présidée par un délégué du ministre de l'Industrie, examinera ce jour-là le projet sans qu'il soit mis aux voix. Les personnels ont déjà fait preuve, par trois fois, d'une mobilisation inhabituelle.

Le problème a été créé par les chambres, qui ont cherché à se franchir d'un statut datant de 1952 pour recruter à des salaires et à des conditions d'emploi incompatibles avec celui-ci.

Il en est résulté un foisonnement de situations au point que les 15 000 agents sous statut cohabitent avec 8 000 « hors-statut » et 30 000 vacataires dans les aéroports, les centres d'enseignement, les bureaux d'études et les associations créées par les CCI au fil des ans. Le Conseil d'Etat a condamné cette évolution et fait obligation de rattacher l'ensemble des personnels à un statut public fixé par la commission paritaire nationale. Le gouvernement a donc demandé, depuis 1993, aux partenaires

sociaux de mettre au point ce statut.

En 1995 président de l'Assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie (ACFCI), Gérard Tremège a relancé au début de cette année une négociation au point mort.

DIVERGENCES

Les positions se sont vite cristallisées : aux syndicats qui réclament que la totalité des personnels soit placée sous la protection d'un statut de droit public, l'ACFCI demande l'abandon d'avantages acquis. « Nous avons fait des concessions », explique Paul Fabiani, directeur général adjoint de l'ACFCI. En contrepartie du statut public qu'ils réclament, les syndicats doivent accepter que l'on revienne à des choses plus raisonnables en matière d'indemnités de licenciement et au sujet de l'avancement automatique de 5 % tous les trois ans qui permet à cinquante ans de doubler son salaire d'embauche. Nos propositions bénéficient aux bas salaires et aux jeunes, puisqu'elles sont plus favorables en dessous de 20 000 francs de rémunération mensuelle.

Les syndicats dénoncent unanimement une obsession de réduction des dépenses qu'alimente, selon eux, le ministre de l'Industrie, Franck Borotra, lorsqu'il laisse entendre que les organismes consulaires gaspillent l'argent des entre-

prises qui les financent. Ils refusent l'avancement « à la tête du client » et la précarisation qu'ils pronostiquent. Le SNAPCC, première organisation syndicale, et la CFDT sont sur la même longueur d'onde pour prédire que le statut préparé par l'ACFCI lésera l'ensemble des agents, puisqu'il n'est pas prévu de l'appliquer seulement aux nouveaux embauchés.

Ainsi la mise aux normes des règlements intérieurs des chambres obligerait celle de Paris à baisser de 12,5 % les salaires de ses employés en dix mois. La diminution du supplément familial ferait perdre jusqu'à 678 francs par mois à partir du troisième enfant. La limitation des augmentations automatiques à 2 500 francs par mois en vingt ans ferait perdre aux échelons moyens et supérieurs entre 1 000 et 3 000 francs par mois.

La réduction de moitié des indemnités de licenciement et l'obligation de les rembourser en tout ou partie en cas de reprise de travail dans le délai d'un an annoncent, selon le SNAPCC et la CFDT, des suppressions d'emplois à très bon compte.

Face à cette émotion, l'entourage du ministre de l'Industrie indique que la réunion du 12 décembre tentera de rapprocher les points de vue. Il déclare aussi qu'en tout état de cause, le nouveau statut devra apporter les as-

souplissements de carrière et la mobilité accrue des personnels adaptés à la nouvelle définition des missions des CCI qui devrait être arrêtée au mois de janvier 1997.

Alain Faujas

REUSSIR
les
ADMISSIONS PARALLELES

- Sur DEUG, DUT, BTS
Ecoles de commerce "Tremplin", "Profil", "Passerelle"...
- En année de Licence
HEC-ESCP-ESC
SCIENCES-PO
JOURNALISME (CFI, ESI, CFI SA...)
DECF
- En année de Maîtrise
ESSEC
EPB-CRPPA

IPESUP
18 rue du Cloître Notre-Dame
75004 Paris
01 43 25 63 30 3615 IPESUP
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRÉPARE (E3) FAMI

ité

vons
tions
agré-
liste
il a
agri-
lards
ruses
té le
s ré-
age-
néra-
à la
uifs-
abac,
Jèce
oton
rhes-
idé.
Simi-
ce est
agri-
le bli-
de la
atta-

é pas
ite sa
il est
veut,
pou-
i. « Je
tombe
« or-
colla-
uvent
Pasok
même
ne de
ri. Le
e de
ations
stéri-
dans
marine
mon-

Kunz

S
F
S

it

à

S

TERRORISME Le 19 novembre, soit quatorze jours avant l'attentat de la station Port-Royal, la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) avait adressé une note au sé-

crétariat général de l'Elysée et au cabinet du premier ministre afin de les informer d'un risque de reprise des actions violentes du GIA hors du territoire algérien. ● **TITRE** : Algérie,

vers une exportation de la violence ? », cette note constituait l'ultime étape d'un processus d'alerte quasi-permanent depuis les attentats de 1995. Au total, entre le 15 octobre

et le 18 novembre, pas moins d'une vingtaine de communications « techniques » sur les activités de groupes islamistes en Europe ont été établies entre la DGSE, la DST et les Rensei-

gnements généraux. ● **LES QUATORZE ISLAMISTES** placés en garde à vue dans le cours de l'enquête sur l'attentat contre le TGV Lyon - Paris ont été libérés mercredi 11 décembre.

L'alerte de la DGSE, deux semaines avant l'attentat du RER

Dans une note adressée à l'Elysée et à Matignon, le service d'espionnage français estimait probable la reprise d'opérations terroristes islamistes. Ce document constituait l'ultime étape d'un processus d'alerte quasi permanent depuis les attentats de 1995

QUATORZE JOURS avant l'attentat du 3 décembre, perpétré contre le RER parisien à la station Port-Royal, la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) avait informé les plus hautes autorités françaises de la probable reprise d'une action violente des islamistes algériens hors de leur territoire. Adressée au secrétaire général de l'Elysée, Dominique de Villepin, et au directeur du cabinet du premier ministre, Maurice Gourdault-Montagne, une note de synthèse, datée du 19 novembre 1996 et intitulée « Algérie, vers une exportation de la violence ? », concluait que « tous les indices recueillis sur le terrain laissent à penser que le débat qui ne peut s'exprimer à l'intérieur se transporterait rapidement à l'extérieur en prenant à témoin, voire en otage, les communautés émigrées et les sociétés européennes, dont on peut attendre une cascade de résonnance qui n'existe plus en Algérie ».

Long d'une page, ce document constituait, dans l'esprit des services spéciaux, l'ultime étape d'un processus d'alerte quasi permanent depuis les attentats de 1995. Entre le 15 octobre et le 18 novembre derniers, pas moins d'une vingtaine de communications « techniques » inter-services avaient été établies entre la DGSE, la direction de la surveillance du territoire (DST) et les renseignements généraux, portant toutes sur des activités jugées suspectes de groupes islamistes à travers l'Eu-

rope. Ainsi la DGSE avait-elle signalé certains déplacements et regroupements, en Allemagne, d'individus fichés par les services anti-terroristes parmi les membres d'organisations de soutien au Groupe islamique armé (GIA) algérien. Toujours en Allemagne, les services français avaient fait état de l'activité de deux groupes islamistes distincts, de huit et cinq membres, qui s'approprièrent, selon eux, à travers la frontière pour entrer en France. Une autre note de la DGSE avait, par ailleurs, indiqué qu'un groupe de quatre personnes, repéré en Italie, projetait de poser une bombe dans un lieu public parisien (Le Monde du 5 décembre). Le document comportait quelques précisions : selon les sources des services spéciaux, les terroristes avaient décidé d'opérer avant le 28 novembre - sans que la raison en fut connue -, envisageant, entre autres, de choisir pour cible un restaurant. Aucune interpellation n'a pu être effectuée sur la base de cette information, mais de toute évidence, les terroristes ont, cette fois-là au moins, renoncé à agir. En outre, les services spécialisés insistent sur l'absence de connexion établie entre les « mouvements » des groupes détectés et l'attentat commis à Paris le 3 décembre.

Dans l'impossibilité matérielle de dépêcher à l'étranger autant d'équipes de surveillance, les services français continuent, certes, de compter sur la coopération de

leurs homologues étrangers, tout en mesurant les limites. L'enquête entre les différentes unités européennes de lutte antiterroriste a néanmoins permis l'organisation, le 7 novembre en Italie, d'une vaste opération de police, conduisant à l'interpellation de vingt-deux islamistes. Baptisée « Shabab » (« réseau » en arabe), cette

Milan et Lugano, de documents dévoilant partiellement leurs sources de financement. L'enquête sur ces filières financières aurait déjà mis en évidence le rôle, en amont, de plusieurs « banquiers » des réseaux islamistes, de nationalité koweïtienne et saoudienne. Les enquêteurs cherchent en outre à cerner les contours d'une

sien Jean-Louis Bruguière s'est rendu en Italie, mercredi 11 décembre, afin d'interroger Djamel Louici - sans qu'on puisse préciser, de source judiciaire, mercredi matin, dans l'instruction de quel dossier s'inscrit ce déplacement. Les autorités italiennes avaient donné leur accord, à la fin du mois de novembre, à l'extradition du chef islamiste vers Paris, mais elles entendent, au préalable, le juger dans leur pays.

Cette interrogation fait écho à l'analyse des services spéciaux français sur la situation à l'intérieur des frontières algériennes, telle que la note de la DGSE du 19 novembre en faisait la synthèse : les actions du GIA y étaient présentées sous la forme d'une « jacquerie rurale et suburbaine éparse », menée par des individus, souvent désespérés, éloignés de toute idéologie et proche de la délinquance de droit commun. Soulignant les effets de « l'éradication » menée par l'armée algérienne, qui aurait « décuplé » la mouvance islamiste armée sur son sol, la DGSE notait, dans son rapport, la subsistance de « groupes violents » se disputant le leadership du mouvement intégriste dans une lutte sanglante. Point d'orgue de ces guerres intestines, l'assassinat de Djamel Zitouni, le 16 juillet, au cours d'une embuscade tendue par ses rivaux, semble avoir relancé la logique d'« exportation » de la guerre civile algérienne sur d'autres territoires.

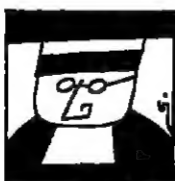
C'est à la suite du remplacement de Djamel Zitouni à la tête du GIA par Antar Zouabi, que les signes d'une contagion terroriste ont recommencé à se multiplier, notent les services spécialisés. En dépit de rumeurs contradictoires, et d'un récent communiqué portant la signature du GIA indiquant qu'un nouvel « émir », Slimane Maherzi, alias Abou Djamil, avait pris la tête de la mouvance armée (Le Monde du 10 décembre), les experts français de la lutte antiterroriste semblent toujours tenir Antar Zouabi pour le chef véritable du GIA. L'analyse de la DGSE relevait que l'ouverture de nouveaux fronts de violence hors du territoire algérien apparaissait d'autant plus probable que la situation dans le pays semblait bloquée. Le pouvoir algérien ayant reconquis « le terrain utile » et les islamistes étant « marginalisés », estimait la note de la DGSE, « la neutralisation du débat intérieur ne peut aboutir à terme qu'à son exportation ».

Sollicités par Le Monde, mercredi matin, les services du premier ministre ont indiqué « que les questions de terrorisme sont suivies avec une extrême vigilance par les services spécialisés qui rendent compte aux ministères compétents ». « Par définition, ajoute-t-on, la nature du sujet fait qu'aucun commentaire ne peut être fait sur les évaluations de ces services ».

Jacques Follorou

Devant le tribunal correctionnel de Paris, les destins terroristes divergents des frères Falah

ILS SONT FRÈRES et ne se parlent plus. L'action terroriste a rompu les liens fraternels des deux Français originaires de Blois. Devant la douzième chambre correctionnelle du tribunal de Paris, mardi 10 décembre, Rachid Falah, vingt-six ans, et son frère Tarek, vingt-deux ans, l'un des trois auteurs de l'attentat meurtrier de l'Hotel Atlas Asni, qui fit deux morts en août 1994 à Mar-

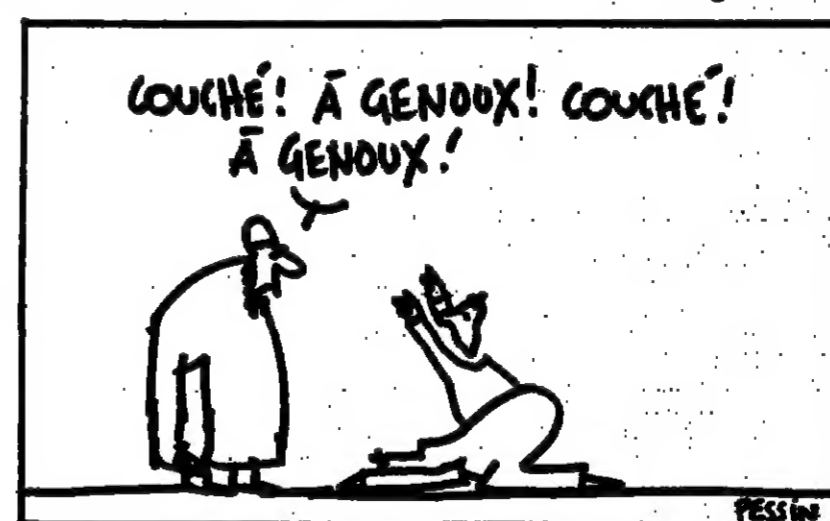


PROCES

kech, font le récit de leurs vies divergentes. Marié et père d'un enfant, titulaire d'un BTS technico-commercial, Rachid Falah raconte sa lente assimilation à la branche orléanaise du réseau mis sur pied par deux anciens responsables du Mouvement de la jeunesse islamique marocaine (MJIM). Mohamed Zinedine dit « Saïd », trente-six ans, toujours en fuite, et Abdelilah Ziyad dit « Rachid », trente-huit ans, présent parmi les prévenus. Il décrit les serments qu'il a sous la houlette de l'« émir » Saïd, ont assuré pas à pas la cohésion d'un groupe de jeunes aux parcours plutôt hétéroclites : le foot dans le quartier, la prière à la mosquée, les cassettes vidéo sur la Bosnie, les stages « de marche et de prière » sur les hauteurs : mont Dore, mont Gerbier, mont

Mezenc et mont Ventoux. L'endoctrinement de Rachid Falah est un décalage des vies qui se sont déjà ébauchées devant le tribunal (Le Monde du 11 décembre). Le jeune Français confesse son attrait pour le djihad, qu'il considère comme « une sorte d'humanisme armé ». L'accusation a relevé contre lui un transport d'armes au Maroc. « Saïd m'a dit : "C'est maintenant qu'on va voir si tu es musulman. Fais-le ! Sinon tout sera échec pour toi. Ici-bas ou au-delà." Il n'y avait pas d'échappatoire. » Rachid Falah a été convoqué en octobre 1993 - sans les voir - trois fusils à pompe et une kalachnikov, cachés dans l'aille avant droite de sa voiture. « C'est ce transport d'armes qui m'a permis d'avoir une conscience nette. »

Rachid Falah a commencé alors à se démarquer de « la doctrine saïdienne ». « Moi, ce que je voulais, c'était vivre. Et quelque part, je m'apercevais que j'étais un fantôme. » Il a croisé le regard de son frère Tarek. « J'ai vu qu'il était totalement hypnotisé. » Devant le tribunal, il le croise à nouveau. Tarek Falah sourit, ses yeux brillent. Son grand frère Rachid ? « Un mou », « un peureux ». Ce passionné de boxe et d'aïkido, dont le CAP de vendeur n'a jamais débouché sur un emploi, explique, au contraire, qu'il a immédiatement trouvé chez l'« émir » Saïd et son



ami d'enfance Kamel Benachba, condamné depuis à perpétuité par la justice marocaine pour avoir tiré sur des forces de l'ordre, l'appui moral qui lui faisait défaut lorsqu'il était malade ou au chômage.

« **PACTE ENVERS DIEU** » A l'issue du stage au mont Ventoux, Tarek Falah a été « choisi » pour faire partie, avec Stéphane Alt Iddir et Radouane

Hammadi, du commando meurtrier de Marrakech. N'étant pas saisi des faits criminels, mais du seul délit d'association de malfaiteurs, le tribunal glisse pudiquement sur la fusillade elle-même. Impossible, donc, d'en savoir plus sur la répartition des rôles. Sur ces incertitudes qui demeurent, la justice marocaine n'a pas hésité, en janvier 1995, à condamner à mort Alt Iddir et Hammadi.

Tarek Falah, qui assure avoir joué principalement un rôle logistique, s'étend maintenant sur sa fuite. Totale et improvisée. Puis revient sur un « pacte envers Dieu » qui aurait été conclu entre Alt Iddir, Hammadi et lui, « afin de ne pas reculer [lors de l'attentat], d'aller jusqu'à la mort ». Arrêté en Allemagne en décembre 1994, Tarek Falah a été extradé vers la France en juillet 1995. Le président Steinmann tente alors de remonter un peu plus haut, vers les commanditaires. Mais les réponses se perdent dans la vague. Quand elles aboutissent, Tarek Falah se décharge sur les absents : Saïd ou Hammadi. « Vous avez été plus précis », remarque le président.

A la droite de Tarek Falah, un homme émacié et barbu, aux gestes lents, lève les yeux vers le plafond et fait une grande inspiration. Au cours de l'instruction, Abdelilah Ziyad, dit « Rachid », a clairement été désigné par Tarek Falah et Radouane Hammadi comme étant le commanditaire des actions terroristes en territoire chrétien. Mais « Rachid » est serein. La veille, à l'ouverture du procès, il a posé sa main protectrice sur l'épaule de Tarek. Et à 5 heures, silencieusement, il réclamera la prière du soir.

Jean-Michel Dumay

750 000 enseignants vont départager la FEN et la FSU lors des élections professionnelles

RAREMENT campagne aura suscité un tel débordement d'imaginaire et parfois une telle surenchère parmi les syndicats d'enseignants. Près de 750 000 instituteurs, professeurs des écoles, certifiés, agrégés doivent élire, jeudi 12 décembre, leurs représentants dans différents conseils de l'éducation nationale, mais surtout dans les commissions administratives paritaires (CAP), chargées de négocier avec l'administration les étapes de leur carrière : mutations, promotions, formation... Peut-être plus encore que les dernières élections, intervenues il y a trois ans, celles-ci auront valeur de test.

En 1993, l'enjeu n'était pourtant pas mince. Un an après l'éclatement de la FEN (Fédération de l'éducation nationale), il s'agissait de savoir qui, de l'ancienne « force enseignante », proche des socialistes, ou de la jeune Fédération syndicale unitaire (FSU, proche des communistes), l'emporterait. La

FSU, alors composée de quatorze syndicats, exclus de la FEN ou qui l'avaient quittée, avait gagné la première manche en réalisant une percée incontestable : 188 438 voix contre 110 508 à la FEN.

L'ENJEU DU PREMIER DEGRÉ

La FSU avait solidement assis ses positions dans le second degré, grâce au bastion du SNES, et réussi une percée dans le premier degré, traditionnelle place forte de la FEN. Le Syndicat des enseignants (SE-FEN), constitué à partir de l'ancien SNI-PEGC (premier degré essentiellement), mais avec un champ de syndicalisation théoriquement élargi au second degré, y avait laissé quelques plumes. D'une position quasi hégémonique chez les instituteurs depuis 1948, il était passé en dessous de la barre symbolique des 50 %, avec 37 % des suffrages, laissant le jeune SNU-IPP de la FSU grignoter 27,5 % des voix.

C'est à nouveau dans le premier degré que se situe le point chaud de la bataille syndicale. L'enjeu essentiel des élections de 1996 réside dans la part que se tailleront le SE (FEN) et le SNU-IPP (FSU).

A côté d'une FEN vieillissante, qui penche de plus en plus vers les fonctionnaires (avec la création de l'UNSA, Union nationale de syndicats autonomes en février 1993) et d'une FSU en ascension, une « troisième force », le SGEN-CFDT, (63 398 voix en 1993) tente de maintenir sa position. Déchiré, en raison des tensions internes à la CFDT, ce syndicat, rayonnant dans les années 70 et 80, a quelque peu perdu de son aura. C'est d'ailleurs d'une scission du SGEN-Paris qu'est né le nouveau venu de la scène syndicale, SUD-éducation.

Constitués en fédération depuis le 10 novembre, les quatorze syndicats départementaux et académiques de SUD présentent des listes d'instituteurs et de certifiés,

une liste de professeurs de lycée professionnel et une de professeurs d'EPS (éducation physique et sportive). S'il est possible que SUD-éducation chasse sur les terres du SGEN, il pourrait aussi rafler quelques voix à la FSU.

A droite, le cartel électoral formé au mois de septembre par la Confédération syndicale de l'éducation nationale (CSEN), la CFTC et la CFE-CGC sous le sigle USJ (Union syndicale indépendante) n'aura même pas donné l'apparence de l'union pour constituer des listes; chaque syndicat courant sous ses propres couleurs. La campagne a surtout vu émerger le SNALC (CSEN) (16 569 voix en 1993), qui s'est signalé par ses prises de positions contre le port du foulard islamique à l'école et un rejet assez mou de l'extrême opéré par le Front national sur ses listes (Le Monde du 12 octobre). Interrogé sur la présence d'un candidat du FN dans la liste nationale des

certifiés du SNALC, à une position éligible, Françoise Angoulvant, secrétaire générale du syndicat, a déclaré que ce candidat lui avait « confirmé par lettre qu'il n'appartenait plus au Front national ».

La polarisation de syndicats minoritaires sur des questions ultra-sensibles a marqué les dernières semaines de la campagne, suscitant la réserve prudente des grandes « centrales ». Ainsi de l'agitation entretenue par FO (41 869 voix, 8,7 % des suffrages en 1993) autour du port du voile, notamment dans un établissement d'Albertville (Savoie) et de Paris. A la suite de ces initiatives, le chef de l'Etat et le ministre de l'éducation nationale ont laissé entendre qu'il faudrait légiférer.

« **MEACQUE D'ÉCLATEMENT** »

Plus constructives, deux initiatives de la FSU ont tourné une page dans l'histoire des syndicats qui composent la fédération. Af-

frontant l'opinion des Français et de l'ensemble des enseignants, la FSU a demandé à la Soirée de réaliser un sondage et une consultation à l'échelle du pays sur l'école (Le Monde du 19 novembre). Le SNU-IPP a envoyé à chaque instituteur ou professeur des écoles un recueil de textes faisant le point sur la recherche en éducation. Pour sa part, le Syndicat des enseignants a choisi, le 2 décembre, de s'adresser au président de la République, pour le blâmer d'une lettre ouverte. « L'école de la République est menacée d'éclatement », estime ce syndicat.

Les résultats de ces élections, qui connaissent traditionnellement un fort taux de participation, seront connus pour le premier degré le 18 décembre (départementaux) et le 7 janvier 1997 (nationaux). Pour le second degré, résultats les 6 (académiques) et 13 janvier (nationaux).

Béatrice Gurrey

مكتبة الامم المتحدة

الصحافة

M. Charasse et M. Emmanuelli ne se sont pas rendus à la convocation du juge Vichnievsky

Les syndicats de magistrats protestent et soulignent que rien ne s'oppose à leur audition

Henri Emmanuelli et Michel Charasse, convoqués comme simples témoins par le juge Vichnievsky dans l'affaire CGE-GIFCO en tant qu'anciens ministres du budget, ne se sont pas rendus au palais de justice, lundi 9 et mardi 10 décembre, rappelant que rien n'interdit une telle

audition, les syndicats de magistrats, toutes tendances confondues, se sont indignés du refus de témoigner des deux anciens ministres.

CONVOQUÉS, en tant qu'anciens ministres du budget, par le juge d'instruction Laurent Vichnievsky, Henri Emmanuelli et Michel Charasse ne se sont pas rendus, lundi 9 et mardi 10 décembre, au palais de justice de Paris. Nicolas Sarkozy, qui avait lui aussi reçu une convocation, a pour sa part pris contact avec le juge. Contrairement à ses prédécesseurs, il a accepté le principe de l'audition mais il a demandé le report de la date de la convocation afin d'éviter le brouhaha médiatique.

Le juge Vichnievsky ne détient aucune charge qui pourrait conduire à une éventuelle mise en examen des trois anciens ministres du budget. Elle souhaite simplement les entendre comme témoins dans le cadre du dossier « CGE-GIFCO ». Au cours de cette enquête consacrée aux versements effectués par la Compagnie générale des eaux (CGE) aux filiales du GIFCO, un bureau d'études proche du parti communiste, le magistrat a constaté que, pendant des années, les redressements fiscaux imposés à la CGE pour des factures douteuses n'avaient pas été recouverts par l'administration.

Pour comprendre cette manœuvre, le juge a interrogé les différents échelons de la hiérarchie de Bercy de l'époque. Elle souhaite désormais entendre les ministres eux-mêmes. Si Alain Juppé ne figure pas sur la liste, c'est parce

qu'en tant que chef du gouvernement, il ne peut être entendu sans autorisation du conseil des ministres.

Michel Charasse affirme n'avoir aucun souvenir de ce dossier fiscal. « Je n'ai jamais traité, à l'époque où j'étais ministre du budget, aucun dossier relatif aux prétendues relations entre la CGE et le GIFCO », a-t-il déclaré au Sénat. Selon Nicolas Sarkozy, le directeur général des impôts lui a remis, le 11 octobre 1994, une note lui proposant de transmettre le dossier du redressement fiscal de la CGE au parquet, ce qui a été fait le 26 octobre. Enfin, Henri Emmanuelli affirme ne pas avoir connaissance de cette affaire fiscale.

Michel Charasse a bruyamment fait savoir qu'il ne répondrait pas à la convocation de Laurent Vichnievsky. « J'ai dit à cette dame que si je répondais à ses questions, j'accepterais qu'elle vienne - et je sais son complice - et je serais la séparation des pouvoirs », a-t-il déclaré le 7 décembre.

« JE N'AI JAMAIS CÉDÉ »

Demandant au bureau du Sénat de se réunir « au plus vite », il a conclu ses propos en faisant allusion à Vichy : « Pour ma part, qu'on sache que n'appartenant pas au corps judiciaire et n'ayant, à ce titre, prêté serment à aucun magistrat, j'ai refusé de céder ni aux menaces, ni aux pressions. »

Dans une lettre adressée, le 10 décembre, au juge Vichnievsky, son avocat, M. Gilles-Jean Portejoie, justifie l'attitude de M. Charasse en affirmant que les « membres du gouvernement ne sont responsables de leurs actes non péniblement qualifiés que devant le Parlement, dans les conditions prévues par la Constitution ». « Ils ne sauraient donc en répondre devant une quelconque autre autorité que ce soit », ajoute-t-il. Henri Emmanuelli se montre plus prudent. « Nous avons écrit au juge pour lui faire part de nos interrogations, explique son avocat, M. Patrick Maisonneuve. Si l'audition est indispensable, M. Emmanuelli s'y rendra. »

CONDAMNATION UNANIME

Rien, dans les textes, n'empêche un magistrat d'entendre un ancien ministre comme témoin. S'il s'agit d'un membre du gouvernement en exercice, le juge doit demander une autorisation au conseil des ministres. S'il s'agit d'un acte délictueux commis dans l'exercice de ses fonctions, le magistrat doit s'adresser à la Cour de justice de la République. S'il s'agit d'un acte délictueux commis dans l'exercice de ses fonctions, le magistrat doit s'adresser à la Cour de justice de la République. S'il s'agit d'un acte délictueux commis dans l'exercice de ses fonctions, le magistrat doit s'adresser à la Cour de justice de la République.

Les syndicats de magistrats,

toute tendance confondues, ont donc dénoncé l'attitude de MM. Charasse et Emmanuelli. « Le principe de la séparation des pouvoirs n'a jamais interdit à un ancien ministre de venir témoigner devant un juge d'instruction, remarque le secrétaire général de l'Association professionnelle des magistrats (APM, droite). Cette fin de non-recevoir est fallacieuse. » L'Union syndicale des magistrats (USM, modérée) s'inquiète des réactions « excessives et démesurées » de Michel Charasse. « Elles traduisent de la part de leur auteur, de surcroît ancien ministre et sénateur en exercice, la volonté de s'en prendre à l'ensemble des magistrats au moment où ils luttent de plus en plus efficacement contre la corruption. » L'USM demande donc au garde des sceaux, Jacques Toubon, « qu'il s'abstienne d'entendre réserver à des fins propres ».

Enfin, le Syndicat de la magistrature (SM, gauche) y voit les traces d'une « culture de l'impunité ». « Les anciens ministres ne sont pas au-dessus des lois, souligne le secrétaire général, Jean-Claude Bouvier. Le juge veut simplement les interroger comme témoins, il n'y a aucune raison qu'ils refusent. Cette attitude montre dans quel mépris les hommes politiques tiennent l'institution judiciaire. C'est pourtant à eux de montrer l'exemple. »

Arnie Chemin

Le député réunionnais Gilbert Annette condamné à 18 mois de prison ferme

Sursis pour les dirigeants de la CGE

ST-DENIS-DE-LA-RÉUNION

de notre correspondant

Dans son jugement rendu mardi 10 décembre dans le procès consacré aux affaires de corruption à la Réunion et impliquant notamment deux des plus hauts responsables de la Compagnie générale des eaux (CGE), le tribunal correctionnel de Saint-Denis a condamné à des peines de prison ferme deux personnes importantes : Gilbert Annette, député apparenté socialiste et ancien maire de Saint-Denis, a été condamné à une peine de trente mois d'emprisonnement, dont douze avec sursis, 200 000 francs d'amende et cinq ans de privation de droits civiques. Jacques de Châteauneuf, PDG des Sociétés de Bourbon - un groupe spécialisé dans l'industrie agro-alimentaire, la grande distribution et le négoce international - a été condamné à deux ans de prison, dont un avec sursis, et 500 000 francs d'amende.

A dix jours de la fête du 20 décembre, qui commémore à la Réunion la date de l'abolition de l'esclavage en 1848, tout oppose ces deux condamnés : alors que M. Annette est descendant d'esclaves africains, M. de Châteauneuf est héritier d'une famille de grands propriétaires terriens et se trouve aujourd'hui à la tête de l'un des plus importants groupes économiques de la France d'outre-mer.

Après le réquisitoire prononcé par le procureur Bernard Legras (Le Monde du 18 octobre), les amis du député socialiste étaient étonnés qu'une peine de prison ferme ait été requise contre M. Annette, alors que les deux prévenus avaient reconnu les faits de corruption.

Les deux hauts responsables patiens de la CGE ont, eux, échappé

à la peine de prison ferme qui avait été requise à leur encontre. Jean-Dominique Deschamps, directeur général du groupe, et Jean-Pierre Tardieu, directeur chargé de la distribution d'eau, se sont vu infliger une peine de deux ans de prison avec sursis, 500 000 F d'amende et trois ans de privation de droits civiques.

Des peines de neuf mois de prison avec sursis ont été retenues contre Dominique Allard et Jean-Claude Douvry, directeurs de la SADE, filiale de la CGE. Le directeur général de la CGE, Jean-Pierre Couplan, et le directeur administratif Gustave Kuch ont été condamnés à un an de prison avec sursis et 200 000 F d'amende. Enfin, le PDG de la société Nicollin et président du club professionnel de football de Montpellier-Hérault, Louis Nicollin, a été condamné à un an de prison avec sursis et 500 000 F d'amende.

DOMINE POLITIQUE INCHANGÉE

M. Annette fera vraisemblablement appel de ce jugement, une hypothèse qu'il excluait au début de cette année. Mais depuis le sévère réquisitoire du procureur Legras, l'ancien maire de Saint-Denis a changé d'avis. Les conseils judiciaires de M. Annette et de quatre de ses anciens adjoints n'ont pas modifié la donne politique dans cette commune-département découpée en neuf cantons. En 1994, les candidats soutenus par le maire, M. Michel Tamaya (PS), ont gagné huit des neuf cantons renouvelables. Aux dernières municipales, M. Tamaya l'avait facilement emporté dès le premier tour face à deux candidats de droite.

Alix Dijoux

Le militantisme « utilitaire » des trois accusés de l'assassinat de Jacques Roseau

MONTPELLIER

de notre envoyé spécial

La cour d'assises de l'Hérault présente depuis le début de la semaine un aspect étrange. Le président Daniel Duchesneau suit l'interrogatoire, la partition imposée par l'instruction du dossier à l'audience, et, malgré son silence, on peut supposer que l'avocat général Paul-Louis Amoros sera sur le même registre. Pour le reste, chacun est venu avec « son » procès. Au banc de la partie civile, M. Gilbert Collant et M. André Ferrand.

Proche de la partie civile, M. Gilbert Collant et M. André Ferrand font surtout le procès de l'Union syndicale de défense des intérêts des Français réfugiés d'Algérie (Udifra), association de rapatriés à laquelle appartenaient les trois accusés de l'assassinat de Jacques Roseau, Gérard Hantz, Jean-Claude Lozano et Marcel Navaro. Au banc de la défense, M. Henri Durand, l'un des défenseurs de Lozano, paraît vouloir faire le procès de la guerre d'Algérie et celui de Jacques Roseau, le porte-parole de l'organisation rivale, le Recours-France. Les autres accusés, au contraire, tentent, à l'aide des caudex de télévision, de défendre leurs clients.

An milieu de cette cacophonie, M. Jauray entre et sort de la salle, annonçant, selon un rituel auquel il est familier, qu'il abandonne la défense de Lozano. Intérogé, ce dernier se tourne vers la cour pour dire : « Je ne suis pas au courant... »

Malgré cet apparent désordre, le procès, le vrai,

avance lentement. L'étude de la personnalité de Hantz et de Navaro produit le même effet que celle de Lozano réalisée la veille. Aucun des accusés ne fut un militant acharné de la cause « pied-noir », capable, dans une explosion de l'attachement racialisé, de user le porte-parole du Recours-France pour lui faire payer une attitude jugée trop compréhensive à l'égard des Algériens.

ADHÉSIONS DE FRAICHE DATE

Hantz est un descendant de réfugiés allemands installés en Algérie depuis 1930. Il fut radiotélégraphiste à Mostaganem, et, s'il admet avoir fait partie de FOAS, c'est par boutade : « Il y avait 900 000 "pieds-noirs" et il y avait 900 000 personnes dans FOAS ». Comme Lozano, il n'a fait que du renseignement, et il ajoute : « Je n'ai jamais, jamais, jamais tiré sur personne ». En France, il restera dix ans dans l'armée avant de fonder une petite entreprise de transport. Mais les difficultés financières devinrent aiguës. Menacé de séisme, il a, dans l'Écho de l'Oranais, qu'une association pouvait l'aider, et c'est ainsi qu'il est entré à l'Udifra. C'était une adhésion « utilitaire », selon le mot du président, qui constate que la seule nostalgie de Hantz concerne une Algérie « amicale ».

Navaro a un parcours quelque peu différent. Né en Algérie en 1933, il n'a jamais fait partie de FOAS. « Il n'y en avait pas chez nous », grommelle cet homme solide qui fut gardien de la paix à Mamia, petite sous-préfecture située près de la frontière marocaine. En France, il a aussi connu des difficultés financières, et c'est pour que sa

maison ne soit pas saisie qu'il a adhéré à l'Udifra. Il n'a jamais milité ; il a fait partie de l'Amicale des anciens de Mamia, mais cette association consacrait tous ses activités à l'organisation d'un « dîner-dansant annuel ». Pourtant, Navaro avait quelques raisons de conserver une rancœur particulière. Sa mère fut tuée dans un attentat à la grenade où sa sœur et son beau-frère ont été gravement blessés. Il en parle peu, et c'est grâce aux avocats que l'on saura qu'il a rattrapé l'auteur de l'attentat. Il lui a laissé la vie sauve pour le confier à la justice. L'assassin fut jugé et guillotiné.

En terme de l'examen de personnalité, il apparaît que les trois accusés, aujourd'hui tous grands-pères, ne sont pas des militants de longue date. Devenu délégué régional pour les Pyrénées-Orientales de l'Udifra, Navaro assure qu'il refusait les adhésions des membres du Front national, car, dit-il, « c'est un parti extrémiste ». A l'évidence, l'image sans doute trop facile d'une forme d'intégrisme « pied-noir » ne s'applique pas aux trois accusés.

Pourtant, l'un d'eux a incontestablement tiré sur Jacques Roseau avant de repartir avec les deux autres. L'évocation des faits permettra peut-être d'en savoir plus, mais déjà l'expert-psychiatre tente une explication : « Chacun avait une image de soi qui était dévalorisée, et à trois ils se sont recherchés une identité dans ce mini-groupe qui n'a pas duré longtemps puisqu'ils ne se vendent pas. Ce fut une flamme passionnelle. »

Maurice Peyrot

Polémique sur la « journée du livre français » à l'université d'Assas

LA « JOURNÉE du livre français » organisée, mercredi 11 décembre à l'université Paris II-Assas, provoque de vives protestations de la part de quatre associations et syndicats étudiants qui ont décidé de tenir une contre-manifestation, le « Salon des refusés d'Assas », jeudi 19 décembre au Théâtre du Lucernaire.

Plusieurs écrivains et dessinateurs, tels que Jean Lacouture, Plantu, Pascal Perrineau, ont déjà fait savoir qu'ils s'y rendraient. L'UNEF-ID, l'Union des étudiants juifs de France, Astérix (Association symbolisant tout étudiant rejetant l'intolérance et la xénophobie) et l'Association des étudiants de l'institut français de presse (AIFP) contestent l'exclusive accordée depuis vingt-trois ans au Cercle (centre d'étude et de recherche culturelles pour les étudiants) sur l'organisation de cette « journée » à Assas, et la présence régulière et massive d'écrivains d'extrême droite.

Ces quatre organisations ont, le 29 novembre, porté au président de l'université, Philippe Ardant,

une pétition signée par un millier de personnes et ont organisé un rassemblement, le 7 décembre pour convaincre celui-ci de renoncer à la journée sous la forme prévue. En vain. Pour M. Ardant, le Cercle est une association culturelle qui, du fait de son ancienneté à Assas, a gagné sa légitimité à organiser, seule, la manifestation.

EXIGENCES « INACCEPTABLES »

M. Ardant évoque l'expérience de décembre 1995. L'an dernier, les différentes associations avaient été invitées à travailler ensemble pour un Salon pluraliste. Cette tentative avait tourné court. Du fait, accuse M. Ardant, de l'UNEF-ID qui aurait refusé des auteurs d'extrême droite proposés par le Cercle, par lui eux Jacques Trémolet de Villers, avocat de Paul Touvier.

Thomas Potier, vice-président de l'UNEF-ID, et Alexandre Bram, président d'Astérix, récusent les accusations de M. Ardant et pointent les exigences, qu'ils qualifient d'« inacceptables », posées par le Cercle quelques jours avant l'ouverture du Salon. Parmi elles, le

bénéfice des retombées financières, le fait d'apparaître comme l'organisateur de la manifestation et la présence d'auteurs que les autres associations ne pouvaient accepter « pour des raisons morales ».

François-Louis Boucher, président du Cercle, brandit la liste des personnes « invitées » cette année pour réfuter les accusations d'extrémisme. Sur cette liste figurent des militants ou sympathisants de l'Action française, du Front national et autres mouvements d'extrême droite. « Nous avons deux critères, la promotion de la culture française et le refus du conformisme », explique M. Boucher. Seront présents Jean-Claude Martinez, enseignant à Paris-II, membre du bureau politique du Front national, Jacques Trémolet de Villers, Jean Raspail, Jean-François Chiappe, Geneviève Dormann, Dominique Venner, représentant de la nouvelle droite, fondateur d'Europe-Action, ancien responsable de Jeune Nation.

Christiane Chombeau

Tous les voyages commencent désormais sur la même ligne.

Ligne directe
08 36 35 35 35
renseignements
réservations
vente et envoi
des billets
à domicile

7 jours sur 7, de 7h à 22h, en appelant le 08 36 35 35 35*, préparez votre voyage depuis chez vous. En plus, grâce à l'un des engagements pris par la SNCF, profitez de l'envoi gratuit de vos billets à domicile, si vous les achetez au moins 4 jours avant votre départ. * 2,25 F/min.

À NOUS DE VOUS FAIRE PRÉFÉRER LE TRAIN.

SNCF

RÉGIONS

LE MONDE / JEUDI 12 DÉCEMBRE 1996

TRANSPORTS Le maire de Paris, Jean Tiberi, a rencontré mardi 10 décembre, les représentants des vingt-neuf communes limitrophes de la capitale, en désaccord sur son plan

de circulation. **DE DROITE COMME DE GAUCHE**, ces élus s'opposent aux mesures de régulation du trafic envisagées aux entrées du boulevard de ceinture afin de diminuer la circu-

lation dans Paris intra muros. Ces mesures ne feraient, selon eux, que déplacer les embouteillages chez eux. **LES ÉLUS FRANCIENS** astiment que les décisions unilatérales prises

par la Mairie de Paris perpétuent la tradition d'un mode de relation inégalitaire entre la capitale et sa périphérie. **UN PLAN GLOBAL** de circulation, élaboré à l'échelle de toute

l'agglomération parisienne, qui privilégierait les transports en commun et la diversification des modes de déplacement, est souhaité par les maires de banlieue.

L'automobile conduit Paris et sa banlieue au bord du divorce

Les maires des communes de la périphérie craignent que la « régulation » de la circulation dans la capitale ne rejette chez eux les embouteillages. Une concertation devrait s'ouvrir au printemps pour calmer les esprits

L'AUTOMOBILE sera-t-elle une cause de rupture ou de rapprochement entre Paris et sa banlieue ? La réunion, qui s'est tenue, mardi 10 décembre à l'Hôtel de Ville, entre Jean Tiberi, maire (RPR) de Paris, et les élus des vingt-neuf communes limitrophes des Hauts-de-Seine, de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, concernées par le plan de circulation de la capitale (Le Monde du 23 novembre), ouvre une concertation, qui risque cependant d'être longue.

Elle avait été précédée d'une dramatisation bien orchestrée mais révélatrice du passif qui existe dans les relations entre la

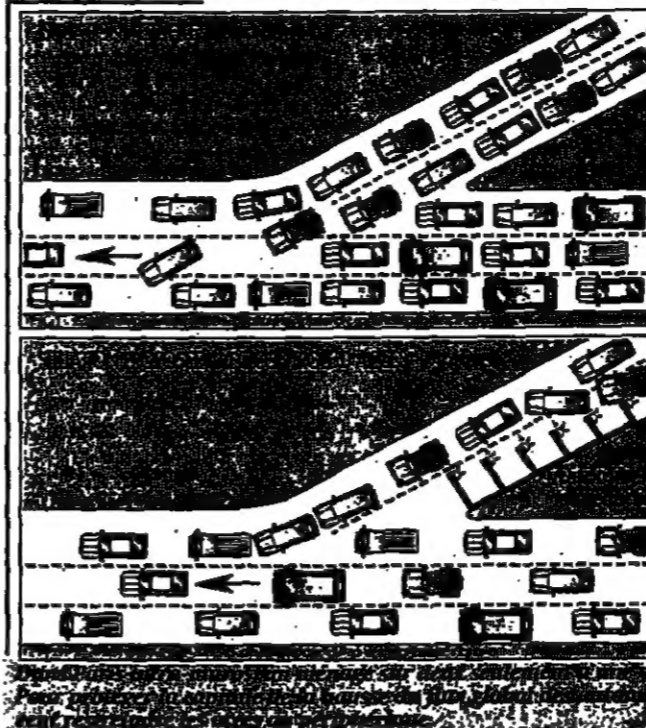
capitale et ses voisins. L'annonce de mesures pour réguler le trafic à l'entrée du boulevard périphérique et, donc, la circulation de transit à Paris, avait déclenché une levée de boucliers chez les maires - de gauche comme de droite - des communes concernées. La veille de cette réunion, la mairie socialiste de Clichy-la-Garenne s'était même offerte une page de publicité dans Le Monde, titrée « Ça sent le bouchon ».

Ce slogan reflète assez bien la première réaction des élus face aux propositions du maire de Paris. La plupart les ont interprétées comme une volonté de rejeter les embouteillages sur les communes limitrophes. Ils ont, par ailleurs, peu apprécié la manière dont la capitale a pris une décision unilatérale sur un sujet qui, selon eux, concerne toute la région. « C'est le syndrome du donjon. Mais, moi j'ai renoncé aux herbes », plaisante André Santini, maire (UDF-FD) d'Issy-les-Moulineaux. Evidemment, ce sont les élus de gauche qui ont été les plus virulents ; ils ont reproché à M. Tiberi sa « méthode ségrégative » de concertation (Le Monde du 6 décembre). A la suite du conseil de Paris, où avaient été débattues les questions de circulation, M. Tiberi avait d'abord reçu les élus de l'Association des maires d'Ile-de-France (AMIF), proche de la majorité.

ÉLOIGNER LE TRAFIC DE TRANSIT « Les maires des communes limitrophes de la capitale ne sont pas sous la tutelle du maire de Paris », ont rappelé les maires de gauche, lors de la réunion du 10 décembre. Significative de la position d'infériorité dans laquelle Paris a longtemps tenu les communes de banlieue, la réaction de ces dernières

De plus en plus de trafic de voitures

La régulation des accès sur le boulevard périphérique



Les déplacements motorisés en Ile-de-France

Croissance depuis 8 ans (+13%)

Déplacements en millions

Paris intra muros

Paris banlieue

Paris et Ile-de-France

en millions 0 500 1 000 1 500 2 000

Paris intra muros

Paris banlieue

Paris et Ile-de-France

en millions 0 500 1 000 1 500 2 000

Paris intra muros

Paris banlieue

Paris et Ile-de-France

en millions 0 500 1 000 1 500 2 000

Paris intra muros

Paris banlieue

Paris et Ile-de-France

en millions 0 500 1 000 1 500 2 000

Paris intra muros

Paris banlieue

Paris et Ile-de-France

en millions 0 500 1 000 1 500 2 000

Paris intra muros

Paris banlieue

Paris et Ile-de-France

en millions 0 500 1 000 1 500 2 000

Paris intra muros

Paris banlieue

Paris et Ile-de-France

en millions 0 500 1 000 1 500 2 000

Paris intra muros

Paris banlieue

Paris et Ile-de-France

en millions 0 500 1 000 1 500 2 000

Paris intra muros

Paris banlieue

Paris et Ile-de-France

en millions 0 500 1 000 1 500 2 000

Paris intra muros

Paris banlieue

Paris et Ile-de-France

en millions 0 500 1 000 1 500 2 000

Paris intra muros

Paris banlieue

Paris et Ile-de-France

en millions 0 500 1 000 1 500 2 000

Paris intra muros

Paris banlieue

Paris et Ile-de-France

en millions 0 500 1 000 1 500 2 000

Paris intra muros

Paris banlieue

Paris et Ile-de-France

en millions 0 500 1 000 1 500 2 000

Paris intra muros

Paris banlieue

Paris et Ile-de-France

en millions 0 500 1 000 1 500 2 000

Paris intra muros

Paris banlieue

Paris et Ile-de-France

en millions 0 500 1 000 1 500 2 000

Paris intra muros

Paris banlieue

Paris et Ile-de-France

en millions 0 500 1 000 1 500 2 000

Paris intra muros

Paris banlieue

Paris et Ile-de-France

en millions 0 500 1 000 1 500 2 000

L'élaboration des plans de déplacements urbains

La loi sur l'air, qui devrait être définitivement adoptée la semaine prochaine, prévoit que toutes les agglomérations de plus de 100 000 habitants doivent se doter d'un plan de déplacements urbains, dans un délai de deux ans. Le projet de plan doit être soumis aux conseils généraux et municipaux concernés avant de faire l'objet d'une enquête publique auprès de la population. Les municipalités sont maîtresses de l'élaboration de leur projet, sauf à Paris et dans la région Ile-de-France, où il doit être « élaboré ou révisé à l'initiative de l'Etat ». C'est donc au préfet de région qu'il revient de l'élaborer en y associant le syndicat des transports parisiens, le conseil régional, le Conseil de Paris, qui ensuite délibèreront sur le projet.

s'explique aussi par une démarche différente sur la question de l'automobile en région parisienne. Avec en arrière-plan une différence de sensibilité entre des Parisiens, las de la pollution et des embouteillages, et des Franciliens, persuadés qu'ils ne peuvent pas vivre sans une ou deux voitures. « Nos concitoyens votent avec leurs roues », déclare tout net Gilles Carrez, maire (RPR) du Perreux (Val-de-Marne). La variante de gauche est : « Paris continue de

vouloir se débarrasser de ce qui le gêne en le rejetant chez ses voisins : après les couches populaires, les citadins, voilà maintenant les embouteillages ! », lance Jean-Luc Laurent, maire (MDC) du Kremlin-Bicêtre (Val-de-Marne). En réalité, les maires de banlieue profitent du débat lancé par Paris pour poser une nouvelle fois le problème des transports dans la région Ile-de-France. « Nous avons proposé au maire de Paris la mise en œuvre d'un plan de déplace-

ments sur Paris à l'échelle de l'agglomération qui doit avoir comme priorité les transports en commun plutôt que la circulation automobile », ont déclaré, en commun, les maires de gauche. Le discours est assez semblable à droite : nécessité d'éloigner du cœur de l'agglomération le trafic de transit, utilisation des technologies modernes de signalisation et d'information, développement et amélioration des transports en commun. Pour le détournement du trafic de tran-

sit, les élus réclament l'achèvement des roades, notamment de l'A 6 et de la Francilienne. Ils souhaitent aussi une diversification des modes de déplacement : vélo, tramway, minibus, etc. « Il faut aussi construire des parkings de dissuasion près des stations de métro et utiliser la Seine avec un système de batobus », précise M. Santini.

S'ils ne refusent pas la discussion avec la mairie de Paris, les élus franciliens en appellent aussi au préfet de région. Il est vrai que ce dernier peut intervenir à plusieurs titres : à l'occasion d'un récent petit déjeuner de presse, Joël Thoraval a rappelé que le système autoroutier dépend de l'Etat, et non de tel ou tel maire. En tant que président du Syndicat des transports parisiens (STP), il a la haute main sur le fonctionnement de cet organisme. En outre, la loi sur l'air lui confie la mission d'organiser, dans les deux ans, le plan de déplacements urbains en Ile-de-France.

Il n'empêche que les élus de banlieue et le maire de Paris sont convains de se revoir, sans doute au printemps. D'ici là, M. Tiberi a proposé la constitution de groupes de travail sur la circulation et la pollution, mais aussi sur la sécurité ou les problèmes sociaux. Par ailleurs, des réunions bilatérales devraient permettre d'aborder des questions en suspens depuis des années et de régler les questions locales. En attendant, M. Tiberi compte bien poursuivre son idée de régulation de la circulation. Dès janvier, une démonstration devrait être faite de mise en place de « zones » sur une bretelle d'accès au boulevard périphérique.

Françoise Chivot

77 % des Corses critiquent la politique du gouvernement dans l'île

PRÈS DE TROIS CORSES SUR CINQ (58 %) estiment que l'on exagère le climat de violence dans l'île, selon un sondage réalisé par la Sofres, les 2 et 3 décembre, auprès d'un échantillon de 500 personnes, représentatif de la population de la Corse, et publié par Le Figaro du 11 décembre. Selon cette enquête, 47 % des Corses déclarent n'avoir aucune sympathie à l'égard des autonomistes, contre 25 % qui en ont « un peu », 10 % « assez » et 7 % « beaucoup ». La fermeté vis-à-vis des indépendantistes est approuvée par 50 % des personnes interrogées, mais, pour 77 % d'entre elles, le gouvernement n'adopte pas la bonne solution pour régler les problèmes en Corse.

Après huit jours de conflit, les quatre cents pêcheurs professionnels ont mis fin, mardi 10 décembre dans la soirée, au blocus des ports de l'île. Ils ont obtenu une aide correspondant à leur revendication de bénéficier des mesures prévues par le projet de loi sur la zone franche.

Marathon de contes dans les Côtes-d'Armor

RENNES

de notre correspondante régionale

Trouvant la brume, Merlin l'enchanteur pourrait descendre des remparts de granit, qui enserrant les rues pavées de Dinan sans susciter de surprise : depuis le 2 décembre, la petite ville bretonne est plongée dans le merveilleux avec la septième édition de Paroles d'hiver, un festival de conteurs.

C'est en fait tout le département des Côtes-d'Armor qui se laisse, ces jours-ci, bercer d'histoires. A Ploufragan, par exemple, une centaine de personnes écoutaient, il y a quelques jours, une conteuse suisse près d'un feu de bois. Au total, une vingtaine de communes, souvent rurales, ont mis leurs salles des fêtes, leurs auberges de jeunesse, leurs abbayes ou leurs restaurants à la disposition de conteurs professionnels francophones. La fête finale aura lieu dimanche 15 décembre, au château de la Roche-Jagu, à Plézel.

Paroles d'hiver ne donne pas la vedette aux seuls artistes qui ont fait de la narration d'his-

toires un métier. Venus de la région Bretagne et de Loire-Atlantique, les adeptes amateurs des « concours de menteurs » ont, eux aussi, eu droit à une tribune. Quinze d'entre eux se sont succédés, les 7 et 8 décembre, sur la petite scène du lycée des Cordeliers, à Dinan, dans un réfectoire chargé d'histoire : c'est là que les États généraux de Bretagne eurent lieu en 1789. Tradition étrange, dont nul ne connaît l'origine, le jury exprime sa satisfaction en versant des poignées de sel - plus ou moins généreuses - dans le sac de chacun des candidats.

VIVACITÉ DE LA TRADITION ORALE

Traditionnel, philosophique, souvent sombre, le conte se porte bien en Bretagne. Il constitue même « le grand moyen de formation de toute l'humanité », estime Jude Le Pabou, ami de Pierre Jaksz Hélias - l'auteur du Cheval d'orgueil. Cet artisan du renouveau de la tradition orale n'est d'ailleurs pas peu fier de voir trois de ses élèves en tête du « concours de menteurs ».

Dans le même temps, des Dinannais se délectaient de belles lettres à la Librairie ancienne. En face, le café philosophique de « Dédé » était bondé. Conquis, le patron de

l'établissement s'est dit prêt à recommencer, estimant qu'il n'y a pas même besoin de festival pour cela. Au Petit Marcel, un autre estaminet, des contes bleaguers fusillaient, dont une curieuse parabole sur la vision de Jean Paul II à Sainte-Anne-d'Auray. Les habitants de la cité avaient « Douze heures pour le dire », un véritable marathon de la parole.

Organisé par l'Office départemental de développement culturel (ODDC), qui a à sa tête Charles Josselin - président (PS) du conseil général des Côtes-d'Armor et député -, Paroles d'hiver était absent jusqu'à présent du territoire du district de Dinan, majoritairement à droite. Dans une cité commerçante, envahie par les touristes l'été, la culture n'était pas la préoccupation première des élus, jusqu'à l'arrivée d'un nouvel adjoint au maire chargé de ce domaine. Le district a d'ailleurs retenu la culture comme une de ses compétences. Aiguillonnées, de nombreuses associations ont, depuis, investi le secteur. C'est avec elles que l'ODDC gère le festival, qui comporte aussi des expositions, des films et des spectacles destinés aux enfants.

Martine Valo

Le marais poitevin perd son label de parc naturel régional

CORINNE LEPAGE, ministre de l'environnement, a annoncé, mardi 11 décembre, la création d'un label « grand site naturel » pour le marais poitevin. Ce plan de sauvegarde et de protection de la deuxième zone humide française - après la Camargue - pour lequel l'Etat débloquera cent millions sur cinq ans, concernera quarante-cinq mille hectares de marais mouillés. Ce nouveau plan prévoit l'extension du site classé de la « Venise verte » dans les Deux-Sèvres et en Vendée ; la désignation, courant 1997, de deux nouvelles zones de protection spéciales (ZPS) en Charente-Maritime ; l'interdiction des aides au drainage dans les zones humides ; la création de plusieurs réserves naturelles et des acquisitions du Conservatoire du littoral ; des arrêtés préfectoraux de biotope et une délimitation précise de

la zone humide à préserver. Une convention valable cinq ans sera signée dans les prochaines semaines entre l'Etat et les collectivités territoriales pour permettre l'application de ce plan d'action.

UNE SANCTION

Avec ce nouveau label, qui ne concernera que moins de la moitié de la surface d'origine, le marais poitevin perd sa dénomination de parc naturel régional (PNR), acquise en 1979. « Cette suppression est une sanction », précise M. Lepage. En perdant en dix ans un tiers de son territoire, le parc naturel régional n'est pas arrivé à remplir sa mission. Le ministre de l'environnement a souligné les difficultés rencontrées dans les négociations engagées pour une nouvelle charte du PNR, les élus, rassemblés dans le syndicat mixte qui gère le parc,

ne voulant pas aller au-delà de la charte en vigueur.

De Brice Lalonde à Ségolène Royal, les différents ministres de l'environnement se sont heurtés aux refus des élus et des agriculteurs de se voir imposer des mesures strictes pour protéger cette zone naturelle. La logique de l'agriculture intensive a conduit à ce que les prairies soient retournées pour être cultivées et que les rivières qui alimentent le marais soient asséchées pour arroser les cultures. M. Lepage semblait satisfait de l'accord intervenu mardi, en déclarant qu'il s'agissait « d'un progrès considérable dans un esprit de concertation montrant une volonté politique forte ».

De son côté, la Coordination pour la défense du marais poitevin s'est déclarée « inquiète sur le flou de ce label sans contenu précis ».

« M. Lepage est dans l'incapacité de mettre en œuvre des actions précises pour sauver le marais », explique Yves Le Quellec, président de l'association. Il en veut pour preuve le maintien de la prime à la production qui encourage les agriculteurs à semer des céréales irriguées, l'absence de gestion globale de l'eau ou la poursuite d'une politique fiscale qui, avec des baux ruraux établis sur des bases cadastrales dépassées, continue à désavantager les pratiques au profit des surfaces cultivées. « Avec 1 000 hectares drainés cette année, 100 kilomètres de canaux et de rivières asséchés l'été, et une explosion des prélèvements sur les nappes phréatiques, le marais ne va pas tenir longtemps », conclut M. Le Quellec.

Sylvia Zappi

LE MONDE diplomatique

Décembre 1996

- **ALGÉRIE** : Le martyre d'un peuple, par Ignacio Ramonet.
- **PALESTINE** : Cauchemar ordinaire à Naplouse, par Christian de Brie.
- **INDONÉSIE** : Fin de règne, par Françoise Cayrac-Bianchini. - Le combat oublié du Timor-Orient, par Jean-Pierre Catry.
- **BALKANS** : La poudrière albanaise, par Christophe Châlet.
- **ALLEMAGNE** : Le modèle bar de l'aila, par Matthias Greffrath.
- **LIBRE-ÉCHANGE** : Le commerce contre la société, par Bernard Cassen. - Plaidoyer pour le volontarisme, par Francisco Vergara.
- **AFFAIRE THOMSON** : Aveuglement industriel et conceptions politiques, par Laurent Carroué.
- **CORRUPTION** : Comment les mafias gangrèment l'économie mondiale, par Michel Chossudovsky.
- **RELIGION** : Les nouvelles légions de Jean Paul II, par Michel Arsegaunt.
- **ARTS PLASTIQUES** : Les peintres contemporains face à l'histoire, par Lionel Richard. - Goya et les spectacles, par John Berger.

En vente chez votre marchand de journaux - 22 F

هذا ما في الامل

DISPARITIONS

Mary Leakey

Une grande spécialiste des origines de l'homme

L'ANTHROPOLOGUE et archéologue Mary Leakey est morte, mardi 9 décembre, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, dans sa maison familiale de Nairobi (Kenya). Cette grande spécialiste des origines de l'homme se sera éteinte sur sa terre d'élection, qui fut aussi, peut-être, celle de nos premiers ancêtres.

Après un premier voyage au Kenya en 1935, Mary Leakey avait en effet définitivement rejoint l'Afrique de l'Est en 1938. C'est là que grandirent ses dix petits-enfants et ses trois fils, dont le très politique Richard Leakey, qui fut directeur pour la protection de la faune et directeur du Musée national kenyan. Celui-ci est aujourd'hui considéré comme un opposant déterminé au président Daniel Arap Moi.

Née à Londres le 6 février 1913, Mary Douglas Leakey doit en partie le choix de sa carrière à son père, le peintre anglais Erskine Nicol. Celui-ci, qui mourut lorsqu'elle avait treize ans, fut le premier homme à l'initier aux splendeurs de la Dordogne où elle passa une partie de son enfance. Le second fut l'archéologue Louis Leakey, qu'elle épousa en 1936. Un mariage à la fois de cœur et de science, dont la réussite publique fut la découverte d'une série de

fossiles qui se révélèrent essentiels pour la connaissance de l'histoire de l'humanité.

Pour le couple Leakey, la célébrité s'annonça en 1948. Cette année-là, Mary mit au jour, sur l'île de Rusinga (lac Victoria), un petit crâne pointu datant de dix-sept millions d'années. Il s'agit du plus ancien fossile de primate connu, datant de l'ère tertiaire - époque durant laquelle sont apparus les mammifères évolués. Un chercheur britannique croyant reconnaître en lui un ancêtre de « *Conard* », le chimpanzé du Musée d'histoire naturelle de Londres, la première grande découverte des Leakey sera baptisée *Proconsul africanus*.

LA « PISTE » DE LAETOLI. La deuxième surviendra onze ans plus tard, et marquera pour le petit monde des anthropologues le début d'une véritable révolution conceptuelle. En 1959, le couple Leakey exhuma des gorges d'Olduvai, en Tanzanie, le crâne d'un australopithecine, le *Zinjanthropus*. Des années plus tard, les techniques de datation certifièrent son âge : 1,4 million d'années. L'homme, désormais, ne se contente plus de « descendre du singe » ; il voit émaciné dans le monde des primates, dont émergera, au sortir d'une longue aventure, *Homo sapiens sapiens*.

En 1978, six ans après la mort de son compagnon, Mary Leakey fera une dernière trouvaille : la « piste » de Laetoli (Tanzanie). Capitale, celle-ci sera aussi la plus troublante. Sur un sol mou, fait de cendres volcaniques mouillées puis fossilisées, deux adultes et un enfant ont marché, la deuxième adulte posant très soigneusement ses pieds dans les empreintes laissées par le premier. C'était il y a 3,7 millions d'années. Les empreintes le prouvent, les australopithecines, dès cette époque, étaient donc capables de bipédie.

En août 1996, après que le gouvernement tanzanien eut annoncé sa décision de protéger les empreintes de Laetoli à l'aide d'un revêtement synthétique de haute technologie, Mary Leakey fit un dernier voyage pour revoir « sa » découverte, celle dont en tout cas elle disait avoir tiré la plus grande fierté.

Depuis une quinzaine d'années, elle avait fini par renoncer à l'astérisque du terrain, se consacrant uniquement, dans sa maison que peuplaient de nombreux animaux, à l'écriture de livres scientifiques. Le dernier des cinq volumes relatant ses quatorze ans de fouilles à Olduvai fut publié, à Londres, en 1994.

Catherine Vincent

Marin Sorescu

La mort d'un poète qui narguait la tyrannie

L'ÉCRIVAIN roumain Marin Sorescu, ministre de la culture entre 1993 et 1995, est mort des suites d'une cirrhose du foie, dimanche 8 décembre, à l'âge de soixante ans.

Lors d'un dîner parisien, il y a trois années presque jour pour jour, Marin Sorescu, qui venait tout juste d'être nommé ministre de la culture au sein du gouvernement roumain, rappelait en riant que depuis la révolution de décembre 1989 aucun détenteur de cette charge n'avait pu la conserver plus de six mois. Il espérait faire un peu mieux ! Finalement, les apparitions obscures eurent raison et de ses bonnes résolutions et de sa naïveté. En effet, il fut écarté. Car Marin Sorescu était un poète, poète sans adjectif réducteur. Si les combinaisons politiques l'écartaient, la politique, elle, le laissait perplexé : « (...) Soudain devant moi / La route s'est séparée en deux chemins / L'un d'eux sur ma droite / L'autre sur ma gauche (...) / Je me suis vu tout entier sur celui de gauche / Qui n'était pas, hélas, matérialisé de droit (...) » (Poèmes roumains, Anthologie bilingue, Édition de la Fondation culturelle roumaine, Bucarest, 1995).

Cinquième enfant d'une famille de paysans, Marin Sorescu est né en 1936 dans le village de Buzesti, en Olténe. Après des études uni-

versitaires à Jassy, il travaille d'abord au sein de la rédaction d'un périodique d'étudiants, avant de diriger une revue littéraire non conformiste en province, *Kamur*, à Craiova. Vers la fin des années 60, à la faveur d'une brève libéralisation, Sorescu devient l'un des chefs de file de la jeune génération qui refuse le « réalisme socialiste », sans pour autant qu'il succombe aux tentations d'un nationalisme ombrageux (Prévert, Kerouac, Ginsberg et Queneau sont parmi ses maîtres à écrire). Très vite, son humour triste, ses exercices ludiques et mystificateurs, sa mise en déroute de l'esprit cocardier en vogue chez les nationaux-communistes le rendent célèbre dans son pays. Poète et essayiste, romancier et auteur dramatique (sa pièce *Jonas* a été jouée en 1969 au Lucern), lauréat du Prix des musées de l'Académie des arts de Florence et récompensé par le Prix de l'Union des écrivains roumains, Marin Sorescu, traduit dans une douzaine de pays, n'a jamais cessé de narguer la tyrannie.

Après l'effondrement de la dictature, fin 1989, ce lutin narquois continue à écrire, voyager et publier ses poèmes comme s'il sentait que sa fin approchait : « (...) Et au premier carrefour / Je me suis donné de tout mon être / Au chemin de droite (...) / Il fallait emprunter cette fois l'autre, l'autre... / Maintenant

mes vives sont presque épuisées / Le bâton dans ma main a vieilli / Il ne pousse plus de lui des bourgeons / A l'ombre desquels je puisse me tenir (...) / Et voilà devant moi souvent béants / Deux chemins : / L'un à droite / L'autre à gauche » (Poèmes roumains, Anthologie bilingue) ou bien encore : « Tous ces remèdes n'ont eu aucun effet, docteur / Et j'ai dépensé pour eux quantité d'années / Je crois que j'ai attrapé la mort / Le jour / Où je suis né » (Poèmes roumains, Anthologie bilingue).

Edgar Reichmann

★ Œuvres de Marin Sorescu publiées en France : *L'Ouragan de papier*, Poèmes. Traduit par Alain Bosquet, Ed. Saint-Germain-des-Prés, 1980. *Poèmes*, in « Poésie sans frontières », n° 104-105 de la revue *Poésie*, novembre-décembre 1982. *Céramique*, Poèmes. Traduit par François Cayla, Ed. Saint-Germain-des-Prés/Unesco, 1984. *Solitaire*, six poèmes, traduit par Jean-Louis Courriel. Ed. de l'université Jean-Moulin, Lyon-II, 1985. *Paysans du Danube*, *Chronique d'un village roumain*, traduit par Jean-Louis Courriel, Ed. Jacqueline Chambon, 1989. *La Vision de la tentière*, roman traduit par Jean-Louis Courriel, Ed. J. Chambon, 1991.

ité

vons
tions
agè-
stre
Il a
grands
ards
nes
ré le
s ré-
gère-
à la
uits-
bac,
rèce
oton
l'hes-
ité.
Simi-
ce est
agri-
e bli-
e des
le la
atta-

il pas
re sa
il est
vent,
pou-
je
tombe
e ar-
colla-
uvent
Pasok
même
me de
ri. Le
e à de
ations
istéri-
dans
varine
mon-

Kurtz

S
F
S

?

it

à

S

AU CARNET DU « MONDE »

Nécessaires

Rémy et Rosamunde RIGUE,
Jean-Pierre et Hélène RIGUE,
Michel et Nicole FAURE,
ont la joie d'annoncer la naissance, le
26 novembre 1996, de

Clément

leur fils et petit-fils.
63, rue du Potem, 75018 Paris.

Décès

— Hélène et Philippe André,
Adeline,
ses frères, père et mère,
ont la douleur de faire part du décès de

Solène

survenue le 3 décembre 1996, à l'âge de
trois mois.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le jeudi 12 décembre, à 10 h 30, en l'église
de la Sainte-Famille, 34, rue Danton, au
Kremlin-Bicêtre.

75, rue du Général-Lacaze,
94270 Le Kremlin-Bicêtre.

— Le docteur Francis Benoit,
Les docteurs Paul et Alain Serpant,
M^{me} et M. Michèle et Pierre Doll,
ses enfants,
Anne-Laure, Daniel, Claire, Caroline et
Mathieu,
ses petits-enfants,
M. et M^{me} Joseph Benoit
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Adolphe BENZAKEN,
survenue le 9 décembre 1996, dans sa
quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques religieuses ont eu lieu
dans l'intimité familiale, le mercredi
11 décembre, au cimetière de Villiers-le-
Bel.

6, avenue Brany,
95400 Villiers-le-Bel.

— M. et M^{me} Alain Bessière,
M. et M^{me} Michel Cambo,
ses enfants,
Martin et Marie-Cécile de Boyes,
Frédéric et Séverine Lapeyre,
Camille Bessière,
Olivier, Alex et Julien Cambo,
ses petits-enfants,
Estelle et Valentin de Boyes,
ses arrière-petits-enfants,
M^{me} Raymond Bessière,
sa belle-sœur,
M. et M^{me} Jean-William Durand,
ses neveux et nièces,
Et tous les membres de la famille,
ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Jean André BESSIÈRE,
née Paulette ROUQUETTE-ROUYE,
décédée le 9 décembre 1996, dans sa
quatre-vingt-cinquième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le jeudi 12 décembre, à 11 heures, en
l'église Saint-Sébastien, 1, rue des Frères
Saint-Sébastien, Paris-9.

— M. et M^{me} Guillaume Boreau
et Camille,
M^{me} Alicia Boreau,
ses enfants,
et neveux,
M. et M^{me} Philippe Boreau,
M^{me} et M^{me} Pierre Caillaud,
Lobron et la baronne
Aline de la Bourlière,
ses frères et sœurs,
et leurs enfants,
Et ses proches,
ont la tristesse de faire part du décès de

Gérard BUREAU,
croix de la Valeur militaire,
survenue le 9 décembre 1996.

La cérémonie religieuse sera célébrée
en l'église Saint-Christophe de Charenton-le-
Pau, le jeudi 12 décembre, à 10 h 30.

La Croix-Rouge,
rue de Charenton,
77700 Livry-sur-Seine.

— Ses proches collaborateurs
ont la douleur de faire part aux amis
et collègues du développement rural
du décès de

Gérard BUREAU,
survenue brutalement le 9 décembre 1996.

Il a voulu sa famille d'accepter leurs
plus sincères condoléances.

— Au nom de Gail,
sa fille,
Et de tous ceux qui l'aimaient,
Gilles Horvillat,
a le chagrin d'annoncer le décès de

Kerstin GRINEVALD,
survenue le 6 décembre 1996, jour de la
fièvre des enfants pour laquelle elle se don-
nait corps et âme.

44, rue de la Folie-Méricourt,
75011 Paris.

— Ses enfants,
Ses petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

Paul GUILLEVIC,
ingénieur général de l'aviation civile
à la retraite,
capitaine de croisière (h.),
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,

survenue le 2 décembre 1996, à l'âge de
quatre-vingt ans, à Arzon (Morbihan).

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité, et ses cendres ont été dispersées
dans le golfe du Morbihan, comme il le
souhaitait.

De la part, également, des familles
Alperovich, Bocat, Guillevic.

Cet avis tient lieu de faire-part.

15, rue des Ajoncs,
56640 Arzon.

Nos abonnés et nos action-
naires, bénéficiant d'une
réduction sur les insertions
du « Carnet du Monde »,
sont priés de bien vouloir
nous communiquer leur
numéro de référence.

M^{me} Philippe
LANGLOIS-BERTHELOT,
née Antonette COMTE,
survenue le 3 décembre 1996.

De la part de
Jean-Marc et Anne,
Florence, Gilles Antoine, Marceline et
Maxime,
ses petits-enfants,
François, Philippe, Jean, Marie et Pierre,
ses arrière-petits-enfants,
Pascal, Joël,
Et les familles Langlois-Berthelot,
Comte et Jona.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité, à Font-Audoubert.

1, rue Samson,
75013 Paris.

— M^{me} Jacqueline Pelicier,
née Olivier, son épouse,
M^{me} Nicole Pelicier,
sa fille,
M^{me} Marthe Pelicier-Bolaut,
sa fille,
Et M. Bernard Bolaut,
son gendre,
M. et M^{me} Jan et Hélène Pelicier,
son frère et sa belle-sœur,
M. et M^{me} Monique et Rémy Sabatier
et leurs enfants,
M. et M^{me} Michèle et Magno Robach
et leurs enfants,
M. Jean-Yves Pelicier,
M. et M^{me} Françoise et Maurice Tondé
et leur fille,
ses neveux,
Les familles, parents et alliés, Zamit,
Chal, Spozio, Vernet, Dorellan, Meric,
Elmci,
ont la douleur de faire part du décès de

Dien de

Yves PELICIER,
professeur émérite de psychiatrie
à la faculté Necker
(université René-Descartes, Paris),
médecin des hôpitaux de Paris,
directeur du DEA d'éthique bio-médicale
(université René-Descartes),
chevalier de la Légion d'honneur,
commandeur de l'Ordre de l'Institut
Henricien (Roumèg),
chevalier des Lettres et des Arts
(Autriche),
membre d'honneur de l'Académie royale
du Brésil,

membre correspondant
de la Real Academia Madrid,
président de la Société européenne
de psychiatrie sociale,
président d'honneur de la Société
française de psychogéométrie,
président d'honneur de la Société
française de psycho-oncologie,
membre de la Société
médiopsychologique (Paris),
de la Société France-Pérou, France-Japon,
France-Roumanie, de psychiatrie
et membre de nombreuses sociétés
savantes françaises et étrangères,

survenue dans sa soixante-troisième année,
emportée de l'affection de tous les siens.

Les obsèques auront lieu dans l'inti-
mité, à Fontgny (Calvados), le jeudi 12 dé-
cembre 1996, à 15 heures, en l'église
Saint-Martin.

La messe sera célébrée par les Pères
Lefranc et Zamit. Un office religieux
en mémoire sera organisé ultérieurement
à Paris.

Notre Dame d'Afrique, Paris pour lui.

THÈSES
Tarif Étudiants
65 F la ligne H.T.

— Robert Rochefort
et Agnès Rochefort-Turquin,
son fils et sa belle-fille,
Thomas et Vincent,
ses petits-fils,
ont la peine de faire part du décès de

Madeline FOUSSIERE,
survenue le 7 décembre 1996, le jour de
son quatre-vingt-troisième anniversaire.

La messe des obsèques sera célébrée le
jeudi 12 décembre, à 16 heures, en l'église
Saint-Louis, place de la République, à
Villeneuve (Seine-Saint-Denis).

« Et si nous sommes passés par la mort
(avec la Christe,
nous croyons que nous vivrons avec
(avec Lui,
Roumèg), 6.

8, rue de Calvigny,
91370 Verrières-le-Buisson.

— M^{me} Alain Pober,
son épouse,
M^{me} Marie-Agnès Joussain,
sa fille,
M. Jean Simon,
M. et M^{me} Eric Joussain,
M^{me} Marie-Josée,
M. et M^{me} Dominique Loyon,
M. Bruno Boucman,
Ses arrière-petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Alain POHER,
ancien président du Sénat,
ancien président du Parlement européen,
survenue le 9 décembre 1996, à l'âge de
quatre-vingt-sept ans, à Paris.

Les obsèques religieuses seront céle-
brées le mercredi 11 décembre, à
15 heures, en l'église Saint-Sulpice, place
Saint-Sulpice, Paris-6. L'inhumation aura
lieu au cimetière d'Ablon (Val-de-
Marne), dans l'intimité.

— Le président,
Les membres du bureau national,
Les membres du comité directeur,
Et les membres de l'Association des
anciens de « Libération-Nord »,
ont la douleur de faire part de la dispari-
tion de leur camarade,

Alain POHER,
ancien président du Sénat,
le 9 décembre 1996, à l'âge de quatre-
vingt-sept ans.
(Le Monde du 10 décembre.)

— Irène et Jacques Darmon,
Nicole et Dan Ostrowsky,
ses enfants,
Marc et Florence, Audrey et Laurent,
David, Karine et Serge,
ses petits-enfants,
Audrey, Diane et Alexandre,
ses arrière-petits-enfants,
ont la très grande tristesse de faire part du
décès de

Judith POLONSKY,
ancien directeur de recherche au CNRS,
officier dans l'Ordre national du Mérite,
survenue le 9 décembre 1996.

L'inhumation aura lieu le jeudi
12 décembre, au cimetière du Montpar-
nasse, à 11 heures. On se réunira à l'entrée
principale, 3, boulevard Edgar-Quinet,
Paris-14.

La présente avis tient lieu de faire-part.

21, rue Barbet-de-Jouy,
75007 Paris.
1, paroisse Liberté-Croix,
06000 Nice.

Anniversaires

— Il y a trente ans, le 12 décembre
1966, le petit
Jean-Marc CAMBOURS
nous rejoint à notre peine.

Charles DULLIN
disparaissait le 11 décembre 1949.

Pour ce quarante-cinquième anni-
versaire, il est demandé à tous ceux qui sont
fidèles à son souvenir et au rayonnement
de son œuvre de s'unir par la cour et la
pensée.

Association Charles Dullin,
Centre français du théâtre,
10, rue de la Chaussée-d'Antin,
75009 Paris.

— Le 12 décembre 1942,
Sioma SCHAUBER,
résistant FTP-MOI,

arrêté et livré par la police du gouverne-
ment de Vichy, était fusillé par l'occupant
nazi au fort d'Ivry.

Il était né le 2 février 1914 à Cernovitz,
Bukovine.

Nous pensons très fort à lui.

Hana, son épouse,
Marian, sa fille,
Antonia Benoit,
son petit-fils.

Thooz,
tu nous as quittés il y a un an.
Tu nous manques à chaque instant.

Souvenir

— En mémoire de notre président et
ami,

M. Michel SCHERER,
« Le sage produit sans s'approprier,
il agit sans rien attendre,
son œuvre accomplie, il ne s'y attache
pas, et puisque'il ne s'y attache pas,
son œuvre restera. »

L'association Atmosphères.

Conférences

« L'armée byzantine, du «soldat paysan»
au militaire professionnel »,
par Jean-Claude Cheynet,
professeur à l'université Paris-IV.

le lundi 16 décembre 1996, à 18 heures,
palais abbatial, 5, rue de l'Abbaye,
Paris-6.

Conférence publique organisée par le
Centre d'études d'histoire de la défense,
dans le cadre du cycle de conférences
« Armées professionnelles
et citoyennes »
une perspective historique ».

CARNET DU MONDE

Télécoeur :
01-42-17-21-36

Débats

— La FONDATION JEAN-JAURES,
présidée par Pierre Mauroy, organise une
rencontre sur

« La démocratie en Afrique »,
avec Léopold Ginzburg, secrétaire général
de la Convention démocratique des
peuples africains,
et Guy Labarut, député national Afrique
du Parti socialiste,

le mardi 17 décembre 1996, à 18 h 30
(accueil à 18 heures)

À la Résidence nationale
Léo-Lagrange,
12, cité Malesherbes, 75009 Paris
(métro Pigalle).

Moderateur : J.-M. Rosenfeld.

S'inscrire au 01-40-72-21-65 (répon-
seur). Fax : 01-40-72-21-39. En cas d'af-
faires, nous ne pourrions garantir les
places qu'à nos personnes inscrites.

Colloques

« Mourir avant de naître »
Psychisme, grossesse et deuil.
Pr René Pydenne
et Dr Michel Fils-Itéves.

Hôtel Lutetia,
salle Président,
de 9 heures à 18 heures,
vendredi 13 décembre 1996.

Inscriptions payantes sur place.
Renseignements : 01-46-31-38-30.

Soutenances de thèse

Valérie DARTROUT (ATER Paris-I)
a soutenu, le 9 décembre 1996, sa thèse de
doctorat de l'université des sciences de
gestion, à la Sorbonne, sur « Spécialisa-
tion agricole et nouvelles technologies
dans les industries agricoles : le cas du
bioéthanol ». Le jury, composé de
M^{me} B. Desgouttes, M^{me} J.-M. Chevalier,
B. Gohbert, J.-L. Mucchielli, J.-C. Soria,
a décerné la mention « très honorable ».

Daniel LANÇON,
L'inscription et la réception de l'œuvre
d'Yves Bonnefoy
(mérit d'un corpus bibliographique 1946-
1996).

Docteur de lettres.

Université Paris-VII - Denis-Diderot,
tour centrale,
salle des thèses, 7^e étage.
Mardi 17 décembre 1996, à 9 h 30.

CARNET DU MONDE

21 bis, rue Claude-Bernard
75002 Paris Cedex 05

Renseignements :
01-42-17-21-36
ou 23-96 ou 28-42
Télécoeur : 01-42-17-21-36

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques 106 F
Abonnés et actionnaires 96 F
Thèses étudiants 66 F

Les lignes en capitales grasses sont
inclues sur le bon de deux lignes.
Les lignes en minuscules sont obligatoires
et facturées. Minimum 10 lignes.

HORIZONS

PORTRAIT

DE la petite mutuelle de Belbeuf au monstre multinational que va engendrer, en 1997, la fusion entre l'UAP et AXA, on trouve peu de faux pas dans le parcours de Claude Bébéar. Pour preuve, l'agacement qu'il suscite chez ses confrères, qui, tout en applaudissant à ses succès, s'inquiètent à demi-mot des dangers de cet empiètement de mutuelles. Même ceux chez qui l'on décèle une pointe d'humour la perdent dès qu'est évoqué le nom d'AXA et président, vainement pour l'heure, à chaque bataille gagnée par Claude Bébéar, que tout cela finira mal.

D'autres raillent la dialectique du patron d'AXA, qui marie politique libérale et zeste de protectionnisme, prône le grand vent du libéralisme et s'abrite derrière le statut de mutuelles qui ne sont pas « opéables ». Aucun ne dissimule son exaspération de voir ce Rastignac, monté conquérir Paris à la fin des années 50, leur damer le pion avec une jouissance à peine dissimulée et les jauger d'un air gourmand.

Car il manque à Claude Bébéar une dernière marche pour atteindre l'objectif qu'il s'était fixé en 1994 : devenir « le premier groupe d'assurance du monde d'ici à 2001 ». Pour tenir cet engagement et soulever la première place au Japonais Nippon Life, il lui faudra bien englober encore un ou deux concurrents. Sa prise de contrôle de l'UAP lui donne, certes, la clé du système financier français, à travers les participations que détiennent les deux sociétés d'assurance dans la plupart des principaux groupes industriels et financiers français. Elle fait du patron d'AXA, à soixante et un ans, la nouvelle « vigie » du capitalisme hexagonal. Mais, s'il ne désigne pas le pouvoir – et où peut-on mieux l'exercer qu'au sein du microcosme ? –, la France est depuis longtemps devenue un terrain de jeu trop étroit pour lui.

C'est à Polytechnique qu'il s'est découvert un goût pour le collectif. Entré quatrième, après avoir raté

n'a pas trop d'idées. Le hasard décidera pour lui. André Sahut d'Izarn dirige une petite société d'assurances à Belbeuf, dans la Seine-Maritime, l'Anclenne Mutuelle. Son fils, Philippe, codisciple de Claude Bébéar, ayant refusé de reprendre le flambeau, André Sahut d'Izarn, considéré comme le fondateur de l'entreprise, le charge de dénicher dans sa promotion un jeune et brillant diplômé que l'assurance tenterait. Le contrat est clair : ou bien l'expérience réussit et l'impétrant est assuré de devenir à terme le patron ; ou bien elle échoue et il devra partir. L'assurance, pourquoi pas ? se dit Claude Bébéar, sans bien trop savoir en quoi cela consiste et malgré « un peu de honte » à entrer dans un monde considéré alors comme peu prestigieux et qui suscite quelque condescendance.

Pourquoi accepter alors ? « Par goût d'entreprendre, explique-t-il dans un livre consacré à la vie d'AXA (Éditions HM). Je n'aurais pas aimé entrer dans une grande administration, fût-elle privée. C'était un choc. Je voyais mes camarades qui avaient choisi cette voie pris au piège d'un système hiérarchique que je n'aurais pas supporté. En venant à l'Anclenne Mutuelle, je savais que j'avais un accès direct et immédiat au patron. » Par goût de la provocation aussi, peut-être. Le jour de son mariage, ne raconte-t-il pas qu'un invité à qui son beau-père assurait que son gendre était dans l'assurance avait répondu, interloqué : « Tiens, je croyais pourtant qu'il était polytechnicien ! »

Qu'importe le regard des autres. Et qu'importe le dur apprentissage que lui fera subir André Sahut d'Izarn. Ce dernier lui demandera d'abord de faire des études d'actuaire, qui lui apprendront à mesurer les risques, les tables de mortalité et les résultats de placements financiers, puis l'enverra au Canada pendant deux ans. Le jeune homme s'y entiche d'une culture américaine qui ne cessera de l'influencer.

Pendant douze ans, Claude Bébéar supportera sans broncher ou presque le joug de ce « parrain » autoritaire. Jusqu'à la mort de celui-ci, en 1972, Claude Bébéar ne



Claude Bébéar, l'appétit du grand fauve

Tombé par hasard dans les assurances, ce polytechnicien est devenu la « vigie » du capitalisme hexagonal grâce aux participations que détiennent AXA et l'UAP dans les principaux groupes industriels et financiers. Il vise à présent une place de numéro un mondial

une fois son année de prépa « pour avoir un peu trop joué au rugby » – il sera capitaine de l'équipe de sa promotion –, il entre rue Descartes par un chemin de traverse : il n'est pas issu d'une famille d'officiers – ses parents sont instituteurs – et n'a donc pas « fait » le lycée de La Flèche. Il ne passe pas non plus par le moule catholique de Sainte-Geneviève. Qu'à cela ne tienne. Il mise sur son entêtement, son physique de jeune premier et son charisme ; il se présente aux suffrages de ses camarades pour devenir « kessier » de sa promotion. Il est élu. C'est la première fois qu'il se frotte à la politique. Plus tard, par deux fois, il s'en approchera : en envisageant de succéder à Jean Lecanuet à la mairie de Rouen et en redressant – voire en alimentant – les finances de l'UDF, alors présidée par Valéry Giscard d'Estaing.

Mais le rôle de « kessier », consistant, entre autres, à organiser des fêtes, à tenir la caisse et à se préoccuper de trouver des points de chute pour les élèves, ne laisse pas beaucoup de temps pour les études. Il sort donc, en 1958, à un modeste rang de 265, s'étant trop occupé des autres pour se préoccuper de lui-même.

Que faire après avoir mis son bicorné au vestiaire ? Claude Bébéar

devient pas vizir pour autant. Si le patron de l'Anclenne Mutuelle l'a clairement fait venir pour lui succéder, il a également promis à son lieutenant depuis toujours, Lucien Aubert, qu'il deviendrait, ne serait-ce qu'un temps, l'homme le plus important de la maison. Claude Bébéar ne fera qu'une bouchée du vieux monsieur, dont la vision de l'assurance lui paraît dépassée. La longue grève qui ébranle la maison pendant l'année 1974 le sert. Dès juillet, il fait le tour des directeurs de la société et leur dit : « C'est moi ou Aubert. Ils choisissent. En janvier 1975, Lucien Aubert quitte la société. Douze ans après avoir franchi la porte de l'Anclenne Mutuelle, Claude Bébéar s'installe aux commandes. Il a à peine quarante ans.

A partir de ce moment, la maison va évoluer au gré des ambitions et de la personnalité de son nouveau patron. Il la façonnera, lui inventera une culture d'entreprise, un vocabulaire, un nom. Il lui donnera une stratégie et, surtout, la positionnera sur un métier : l'assurance. En vingt ans, et à coups d'acquisitions successives, Claude Bébéar – « CB » pour les salariés ou « Claude » pour les plus proches –

transformera la mutuelle provinciale en un empire présent sur les cinq continents.

Dès qu'il accède à la présidence, il change la marque Ancienne Mutuelle en Mutuelles unies. Il s'essaie sur quelques affaires. Il s'y cassera les dents mais en tirera des leçons qui lui éviteront par la suite bien des bêtises. L'acquisition de la Banque de Picardie se révèle être une catastrophe : Claude Bébéar ne touchera plus jamais à une banque. L'OPA – ratée – lancée sur une société d'assurance-vie du Tennessee, Appalachian National Life Insurance Corp., lui apprendra qu'on ne peut pas impunément se lancer dans une bataille boursière, surtout aux États-Unis. L'échec, en 1987, de sa tentative pour annexer la Royale belge le découragera de partir à la conquête d'une entreprise lorsqu'on n'en a pas les moyens. Après une participation éphémère dans Révillon et l'empire de presse Cino del Duca, il se tiendra éloigné des métiers du luxe et de la presse.

C'est peut-être là que réside la grande force de Claude Bébéar : dans sa capacité à transformer les échecs en succès ultérieurs. On le verra plus tard, en 1989, à l'occasion de son association avec l'homme d'affaires britannique

Jimmy Goldsmith, lorsque ce dernier lance une OPA sur le conglomérat BAT. Sir James ayant été contraint de jeter l'éponge, entraînant Axa dans sa retraite, Claude Bébéar jure qu'il chassera désormais seul. Il gagnera pourtant de ce premier tour de piste américain une notoriété qui lui servira lorsqu'il se lancera à la conquête d'Equitable.

« Je n'aurais pas aimé entrer dans une grande administration. Je voyais mes camarades qui avaient choisi cette voie pris au piège d'un système hiérarchique que je n'aurais pas supporté »

Ces « écarts » lui servent de garde-fous. Ils n'entament pas sa détermination à faire grossir les Mutuelles unies. En 1978, celles-ci reprennent la Compagnie parisienne de garantie, qu'il rebaptise immédiatement Mutuelle parisienne de garantie. Le premier gros coup intervient en 1981, lorsque MU s'empare du groupe Drouot, petit bijou en perdition. L'affaire ne va pas sans mal : Bouygues est

également candidat. Claude Bébéar finit par emporter le morceau, représentant quatre fois le poids de ses propres avoirs. En août 1982, une page se tourne pour Drouot, une autre commence pour les Mutuelles unies, qui deviennent le premier groupe français d'assurance privé. L'ensemble pèse 8 milliards de francs de chiffre d'affaires et emploie plus de quatre mille personnes.

Il est temps de lui donner une image forte pour créer un sentiment d'appartenance chez des employés venant d'horizons divers, permettre une fusion en douceur et attirer les talents. En 1983, un séminaire réunit à Deauville les cadres des deux groupes. Thème de l'ordre du jour : « Comment vivre l'indépendance dans l'interdépendance ? » Dans la foulée, le groupe change de nom : ce sera AXA. Claude Bébéar peut mesurer le succès de sa politique : les salariés adopteront eux-mêmes ce terme en se reconnaissant comme « axiens ». Le mot « démocratie » est inventé pour définir le mode de management du patron : convivialité et responsabilité. Dans toutes les entreprises, les salariés ont besoin d'être fiers de leur entreprise et de leur chef. Claude Bébéar l'a compris.

Sa grande prêtresse de la communication, Françoise Colloch, qui l'a rejoint en 1981, va

vivre à AXA une épopée ininterrompue, au risque de casser quelques porcelaines et de s'attacher de solides inimitiés. En 1988, il renverse son allié Bernard Pagézy et met la main sur la Compagnie du Midi. En 1990, il déboule aux États-Unis et rachète l'assureur-vie américain Equitable. Deux ans plus tard, il prend un nouveau pari en acquérant l'australien National Mutual. Sa pièce maîtresse est l'opération UAR où son plus grand talent a été de convaincre Jacques Friedmann d'entrer volontairement dans son projet.

TOMBÉ en assurance comme on tombe amoureux, Claude Bébéar, l'épicurien, est resté fidèle et est devenu une des figures les plus représentatives de ce secteur d'activité. Fondateur d'Entreprise et Cité, membre de la commission économique du CNPF, il est consulté sur tout ou presque : le temps de travail, le contrat d'insertion professionnelle, l'assurance-maladie, la contribution sociale généralisée, la retraite. Il invente le chèque syndical et le temps choisi, et donne l'exemple : en travaillant quatre cinquièmes de temps depuis son accident cardiaque de 1990. En 1992, il défend avec ferveur le « oui » à Maastricht tout en mettant en garde contre « une Europe passive ». Volontiers provocateur, il déclare, le 13 mars 1996, dans *Le Monde* que « notre système de lutte contre le chômage est pervers et ruineux ». Plus récemment encore, il prône le développement d'une Sécurité sociale privée.

« CB » en fait-il juste un petit peu trop pour que son personnage d'« honnête homme » soit totalement crédible ? Qu'importe. Les héros se font rares. « J'appartiens à la catégorie des bâtisseurs, sinon je m'enrue », déclarait-il, en 1993, au *Nouvel Économiste*. Ce risque ne le guette pas. Après l'annonce de la fusion avec l'UAP, le plus gros reste à faire : maintenir la cohésion de son groupe et la solidarité de ses équipes... et choisir un successeur. Selon les statuts d'AXA, à soixante-cinq ans, il devrait passer la main.

Babette Stern
Dessin : Robert Wagt

مكتبة المجلد

Le Monde

Mondialisation économique et mondialisation juridique

par Marie-Anne Frison-Roche

Le thème de la mondialisation des échanges économiques est désormais entré dans les esprits : les activités économiques, commerciales entre autres, sont désormais de dimension planétaire, sans entrave territoriale, et selon les procédés omnipotents de l'échange libéral. Source de réflexions, voire d'inquiétudes, le phénomène est pris comme objet des réunions internationales les plus solennelles. Or tout échange économique prend la forme d'un acte juridique, par exemple celui d'une vente, laquelle s'accompagne souvent d'autres instruments juridiques, telles les garanties de paiement, les actes de crédit et les ententes de diverses obligations, de livraison, de garanties de vices cachés, de services après-vente, etc.

Puisqu'il y a tendance à la mondialisation des échanges économiques, existe-t-il une perspective de mondialisation des instruments juridiques ? Il s'agit alors de la mise en place, plus ou moins spontanée, d'un droit commun et uniforme, sans enracinement territorial particulier et réglant l'ensemble des relations économiques. Cette sorte de mondialisation est-elle souhaitable ? Enfin, question distincte, est-elle réalisable ? Car il semblerait que cette universalisation des instruments juridiques au regard de la mondialisation des échanges économiques soit tout à la fois indispensable, dès l'instant qu'on admet cette dernière, et très difficile à concrétiser.

Tout d'abord, pourquoi faudrait-il une mondialisation des instruments juridiques ? On peut en douter si l'on estime que le marché fonctionne par la force de ses seules lois intrinsèques, par exemple la loi de l'ajustement de l'offre et de la demande, et que ses lois économiques sont autosuffisantes et naturellement universelles. Le couple « mondialisation » et « économie libérale » est affirmé. On peut le critiquer mais il est aujourd'hui clairement posé. Pour prendre en considération le droit, encore faut-il montrer la puissance d'un autre couple constitué par l'économie et le droit pour en déduire l'impératif d'une mondialisation du droit.

Le droit est nécessaire au marché économique. Tout d'abord, le marché a besoin d'outils, tel le

contrat, pour que s'accomplissent les échanges. Le droit joue alors un rôle instrumental, à la disposition des parties, et remplit son office lorsqu'il peut se plier à leur volonté. Ensuite, le marché a besoin de règles du jeu, composées de règles juridiques impératives, contraignant les acteurs et apportant à l'ensemble du système une qualité essentielle : la sécurité juridique des transactions. Ainsi, la réglementation boursière, d'ordre public, est une source première de la confiance dont le marché se nourrit. Enfin, le marché ne peut fonctionner qu'assis sur des institutions juridiques. Des autorités de marché tout d'abord : Conseil de la

concurrence ou COB (Commission des opérations boursières) ; les juridictions ensuite et en tout état de cause. On peut donc en conclure qu'il ne peut y avoir mondialisation des échanges économiques satisfaisante qu'accompagnée d'une universalisation du droit.

C'est ici que le bât blesse cruellement, car le droit est par nature lié à un territoire. En effet, la législation est nécessairement l'œuvre d'un Parlement national et la réglementation émane d'une administration particulière. Certes, le droit peut naître spontanément, par les usages et la coutume, mais ceux-ci sont liés à une zone géographique précise, puisqu'ils sont la cristallisation de pratiques situées. Ainsi, les usages portuaires diffèrent selon les endroits.

On objectera que le contrat, instrument de l'échange économique par excellence, n'est pas trébuché par de telles contingences de sources, dans la mesure où il est proprement inventé par les parties et constitue le moyen idéal d'une internationalisation des relations économiques. Mais quelle est l'effectivité d'un contrat s'il n'y a pas

un juge pour, éventuellement, contraindre à l'exécution ou prononcer des sanctions en cas de violation ? Or il n'existe pas d'institutions, de juridictions, de voies d'exécution mondiale.

Contre-exemple : si la Communauté européenne constitue un ordre juridique, c'est précisément qu'elle dispose non seulement de pouvoirs normatifs, à travers les directives par exemple, mais encore de juridictions qui sont le tribunal de première instance et la Cour de justice des communautés européennes. On ne peut songer à étendre ce type de construction au monde entier et verser dans l'utopie d'une communauté universelle.

On peut douter de la construction d'un droit mondial sans contrainte. Mais il faudra sans doute songer à des magistratures économiques sans territorialité de rattachement, organisées par les Etats. C'est sans doute la vocation de l'Organisation mondiale du commerce

Tout juste peut-on encourager la constitution d'ordres juridiques territorialement élargis, par régions du monde. Dès lors, l'effectivité de l'engagement juridique est suspendue de fait et de droit au bon vouloir des parties. Un droit mondial serait donc un droit sans contrainte, un droit de gentlemen. On peut douter de la construction d'un tel droit, si l'on considère la dureté des relations économiques, qui s'accommodent peu de civilité, et le déperissement sociologique de l'effet de club, qui contraindrait des opérateurs, soucieux de ne pas déchoir, à respecter des règles implicites.

Faute de contrainte et, concrètement, d'un juge, on ne peut guère penser la mondialisation juridique des échanges. Pour s'en convaincre, il suffit d'observer les réactions face à cette sorte de « loi mondiale » que les Américains se sont autorisés à adopter : la loi Demato. En posant que toute relation économique d'une certaine importance avec des Etats désignés comme terroristes serait sanctionnée, le Congrès a édicté une règle coercitive, de nature répressive,

dont le champ d'application est mondial. La critique, unanime, s'appuie, entre autres, sur un argument juridique-politique : de droit, comment un législateur territorialisé peut-il imposer à la planète entière, dans l'indifférence de la souveraineté des autres législateurs ? Comment les Etats-Unis, malgré leur puissance, pourraient-ils faire respecter ces prescriptions, faute de juges et de polices véritablement internationaux ? Le contrat gazier passé entre la Turquie et l'Iran, en violation de la loi Demato, constitue le premier test.

Il faut tenter de dépasser l'apologie que constitue le constat d'une interdépendance entre l'économie et le droit confrontée à la mondialisation observée de la première et à l'irréductible limitation territoriale du second. Certes, les acteurs économiques puissants se constituent des juridictions privées formées par des arbitres internationaux, et l'on tente depuis des décennies de dégager des usages contraignants du commerce international. Mais il faudra sans doute songer à des magistratures économiques sans territorialité de rattachement et néanmoins organisées par les Etats. C'est sans doute la vocation de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui peut constituer tout à la fois l'organe qui édicte les règles de comportement, le régulateur et celui qui sanctionne les violations de l'accord.

L'émergence de ce pouvoir juridictionnel se fait au prix d'une confusion avec les autres types de pouvoirs. Mais l'on observera surtout que cette sorte de juge ne pourra être saisi que par les Etats, alors qu'un juge se définit comme celui que chacun peut saisir. Ainsi, la Cour européenne des droits de l'homme n'a véritablement commencé à exercer son pouvoir qu'après l'adoption du principe d'un recours individuel. Cela est-il concevable pour l'OMC ?

Il convient, en tout cas, de ne pas penser la mondialisation des échanges économiques en occultant sa dimension juridique, qui en accroît la complexité.

Marie-Anne Frison-Roche est professeur de droit à l'Université Paris-Dauphine et directrice de l'Institut de droit économique, fiscal et social.

Terrorismes...

par Jean-Michel Belorgey

UNE nouvelle fois, le terrorisme a frappé. Dans le métro d'abord. Ignominieusement. Parce que aveuglément. Et parce que, s'il s'agit du terrorisme islamiste, et si l'islamisme est, à un titre ou à un autre, en droit de demander compte au gouvernement français de son attitude face à un conflit intérieur algérien, il n'est pas en droit de s'en prendre, pour vider la querelle, à des populations globalement innocentes de stratégies occultes qu'elles ignorent, et qui, nonobstant la montée des extrémistes et d'un nouvel esprit de croisade, chevalerie en moins, n'approuvent pas dans leur ensemble les démarches inspirées par les haines ou les préventions ataviques.

Mais la terrorisme a aussi frappé, il frappe quotidiennement dans les colonnes des journaux et dans les prétoires. Ignominieusement. Parce que ceux qui n'écourent que la rumeur, ou leurs humeurs, savent à qui ils en ont : les musulmans, islamistes ou non, piétistes ou culturels, mais qui ne tarderont pas à chercher refuge dans l'islamisme, comme toutes les victimes cherchent toujours un refuge dans l'intégrisme, si on ne s'interrompt pas de vouloir en faire des victimes, et, qui pire est, des victimes désignées par une apparence de droit.

Le Conseil d'Etat, qui n'est pas la seule source de la sagesse, a, il y a quelques années, dans son avis sur le voile, proposé une posture à la fois philosophiquement et juridiquement incontestable, et pratiquement opportune. Sa jurisprudence contentieuse constitue le développement par-delà le démenti qu'a, d'une certaine manière, tenté de lui opposer la circulaire Bayrou - des positions alors arrêtées.

Il est indigne que les porte-parole d'une laïcité mal comprise, qui n'ont ni les textes fondateurs, ni le commentaire des pères fondateurs, osent s'en prendre au Conseil d'Etat avec la complexité d'une certaine presse. Il est encore plus que le ministre directement responsable du système éducatif suive la même voie. Non que les décisions de justice soient à l'abri de toute contestation. Il faudra bien un jour en finir avec cette fiction, d'ailleurs bien entamée, issue d'un autre âge. Mais parce qu'il est indécent, dans un domaine où l'ordre public, ou, plus sérieusement, le vivre-ensemble, sont en jeu, que de prétendus mentors de la jeunesse, ou de prétendus responsables politiques jouent leur crédit contre l'ordre public et contre le vivre-ensemble.

Peut-être la juridiction administrative passe-t-elle au surplus, quelque mal qu'elle se donne, à côté de certaines réalités, dont elle tranche ; peut-être y a-t-il parfois plus de provocations islamistes que le dossier ne permet d'en juger. Il y a souvent, aussi, plus de provocations islamistes, intégristes laïques, viscéralement allergiques à l'islam, même civilisé, que les dossiers n'en rendent compte. En particulier, quand les règlements intérieurs d'établissements, reproduisant la circulaire Bayrou, sont commentés par les responsables des établissements en cause d'une manière peut-être proche de celle de la pensée du ministre, ou des héros

de la nouvelle croisade, MM. Barreau ou Coq, mais sans rapport avec la pensée du Conseil d'Etat, et de manière à provoquer les troubles dont celui-ci a fait l'un des motifs possibles d'exclusion.

Qui peut sérieusement croire, quant au reste, que l'exclusion qui les frappe aidera les jeunes filles musulmanes, à qui le voile a été imposé (pas toutes d'ailleurs, certaines l'ont choisi, de bons auteurs ont expliqué pourquoi), à se libérer de l'oppression qu'elles subissent ? Il est temps que les élites avancées du mouvement féministe, ou plus généralement des mouvements de progrès, cessent de mettre les couches sociales les moins armées pour se battre au défi d'insurrections qui sont hors de leur portée, quand leur libération doit emprunter d'autres voies, faites de plus de solidarité et d'une meilleure intelligence des dilemmes auxquels les intéressés sont confrontés.

Mais voilà qu'un tribunal donne maintenant quitus à une municipalité raciste et xénophobe, de priver de menus adaptés, dans les cantines des établissements scolaires, les enfants musulmans et juifs, pour une fois réunis sans fard dans le même opprobre. Et cela, au nom du principe d'égalité et de la bonne gestion du service public, ou plus exactement de conceptions de l'égalité et de la bonne gestion du service public, de longue date dépassées dans tous les pays évolués, y compris, la plupart du temps, le nôtre.

Il est indécent que de prétendus mentors de la jeunesse, ou de prétendus responsables politiques jouent leur crédit contre l'ordre public et contre le vivre-ensemble

Il ne s'agit pas là d'une erreur de droit, mais d'une incitation à l'émulation. L'armée, sauf dans de troubles régimes disciplinaires, a toujours servi des rations musulmanes, en tout cas quand les musulmans faisaient la guerre pour la France, y compris les suppléments, lors de la libération, en Indochine et ailleurs. On n'impose pas à des concitoyens, ni à des hôtes étrangers, en situation régulière ou non, inscrits en tout cas dans des établissements scolaires, le dilemme de se nourrir rétrogrades ou de jeûner.

Que les cantines soient un service facultatif n'y change rien, on n'est qu'un argument polémique sous couvert de mauvais droit. Comme la fallacieuse comparaison entre le poisson chrétien du vendredi et les règles de la nourriture halal ou kasher (quand comprendra-t-on que les interdits alimentaires musulmans ou juifs ne sont pas de même nature que les prescriptions alimentaires chrétiennes, comme le shabbat n'a rien à voir avec le dimanche ?).

Il y a trois millions de musulmans en France et cinq cent mille juifs. Les rations musulmanes ou juives ne coûtent pas plus cher que d'autres. Il faut lire l'Histoire aussi, celle des cartouches enduites de graisse de porc, qui ont déclenché la révolte des Cipayes, celle des manifestations hindoues intégristes dispersées à coups d'arrosage d'excréments, pour comprendre qu'on perd toujours au jeu de la pollution imposée à ceux de la croyance d'en face, rite au demeurant primitif s'il en fut, témoignant davantage de la barbarie de ceux qui s'y adonnent que de l'attachement de ceux à qui on l'indige.

Vous avez dit terrorisme ?

Jean-Michel Belorgey est membre du comité central de la Ligue des droits de l'homme.

Ex-Yougoslavie : gagner la paix

par Daniel Rondeau

Il n'est pas de jour qui ne nous apporte des nouvelles de Belgrade. La réjouissante concerne sans aucun doute Slobodan Milosevic. Il est assez plaisant de savoir que le mannequin de l'homme qui a terrorisé pendant plusieurs années une Europe coalisée dans l'apathie et dicté sa loi au monde est maintenant exhibé dans les rues de sa ville, habillé en bagnard. En brandissant leur marionnette, les manifestants de Belgrade font acte de protestation votive : si la justice existe, qu'elle passe ! Et qu'elle oppose la force de son droit à celui qui a soumis son pays si longtemps à l'obligation de la haine.

Il ne faudrait pas oublier en effet comment Milosevic a répandu tout autour de lui une variété très particulière de haine, dont on sait, depuis la seconde guerre mondiale, comment elle peut couvrir l'irréparable. Chasser, brûler, violer et tuer tout ce qui n'est pas serbe, tel avait été pourtant le terrible commandement lancé à son peuple par Milosevic et son état-major de purification ethnique.

Sarajevo fut le symbole tragique de cette violence faite au présumé impu. Ceux qui, là-bas, résistèrent aux artilleurs et aux snipers serbes ne se battaient pas pour je ne sais quelle querelle de frontière ; ils obéissaient à un impératif démocratique et antifasciste. D'une certaine façon, les manifestations de Belgrade sont un hommage à leur résistance de quatre ans.

Les victimes de la haine n'étaient pas seulement les autres. Dans ses mensonges, Milosevic avait promis la lune et du sang. Au nom d'une hypothétique grandeur serbe à venir, il insinuait une grandeur passée. Son peuple avait maintes fois montré des qualités de courage, de foi et d'amitié. Il étouffait ses qualités en les dévoyant. Il promettait à ses concitoyens qu'ils seraient des héros. Ils se révélaient avec des gueules d'esclaves.

Ces gens qui aimaient leur pays portaient le poids des crimes pour tous les Serbes. Ils parlaient avec les mêmes mots que nos amis de Sarajevo

La gêne ou les encouragements de nos démocrates semblent longtemps donner raison à son obstination dans le crime. Il suffit pourtant de deux F-16 américains et d'une poignée de main entre Jacques Chirac et Bill Clinton pour mettre au silence les délires de ce minable qui n'était grand que parce que nous étions petits. Quelques mois plus tard, voici l'Histoire répartie dans un autre sens. Des milliers de man-

festants défilent sans discontinuer dans les rues de Belgrade en criant ce que l'écrivain Vuk Draskovic répète inlassablement : « Nous ne sommes pas des fascistes. Ce n'est pas nous qui avons bombardé Vukovar et Sarajevo ! »

Il m'a été donné par un ancien officier serbe épris de littérature d'aller à Belgrade, via Budapest, à une époque où l'ambassade de Yougoslavie à Paris refusait ses visas à ceux qui, chez nous, tentaient d'opposer leur témoignage au crime ethnique organisé. C'était au début de l'été 1993. Les fleurs des tilleuls embaumaient toutes les avenues de Belgrade. J'avais rencontré un peuple assommé et silencieux qui cherchait seulement de quoi manger et survivre. L'arrogance n'était pas son fait mais celui des profiteurs de guerre et des maîtres de l'ancien appareil communiste qui faisaient bombance dans les restaurants du centre-ville. Le ton général était loin des communications de victoire martiquées par la télévision d'Etat.

Y avait-il alors à Belgrade des gens pour clamer, comme aujourd'hui : « Nous ne sommes pas des fascistes ! Sarajevo ! Vukovar ! Ce n'est pas nous ! » ? Oui, et c'étaient les mêmes qu'aujourd'hui. Ils avaient déjà été aux premières loges des premières manifestations contre la guerre réprimées par les chars, deux ans auparavant : Vesna Pecic, Draskovic, Bogdanovic, mais d'autres aussi aux noms plus obscurs, dirigeants de partis réduits au rang de groupuscules. Jour après jour, Milosevic les avait isolés. Par la

brutalité de sa police, et par celle de sa propagande.

Ces gens qui aimaient leur pays portaient le poids des crimes pour tous les Serbes. Ils parlaient avec les mêmes mots que nos amis de Sarajevo, l'indignant des mêmes lâchetés - l'infâme silence européen -, soulant les mêmes peines - les bombes en moins, ce qui n'est pas rien, la culpabilité en plus. Mais personne ou presque, pas plus dans les chancelleries que dans nos Comités Sarajevo, ne voulait les entendre. La guerre continuait, qui simplifiait tout. Et la contagion de la haine continuait de se répandre en tempête sur toute l'ancienne Yougoslavie.

La guerre fut une défaite pour tous les démocrates. A Sarajevo, à Belgrade, à Zagreb. Tous pareillement vaincus. La paix doit être leur victoire. Draskovic me disait en pleine guerre qu'il était prêt à faire le voyage de Sarajevo, simplement pour demander pardon. Ces paroles d'homme libre prononcées sous la terreur miloséviennne et la vigueur de la rue à Belgrade aujourd'hui, malgré les ambiguïtés de liens maintenus avec Pale, autorisent à espérer de l'avenir. Démocrates de Serbie, de Bosnie et de Croatie, unissez-vous ! Vous avez commencé de secouer les sépultures blanches ; il vous revient la charge difficile de prouver que l'Histoire n'est pas une fatalité. La question est maintenant de gagner la paix.

Daniel Rondeau est journaliste et écrivain.

tit
vous
tions
agés
il a
agris
iards
mes
té le
s ré
age
réra-
à la
vité
abac,
rèce
oton
thes-
tée.
Simi-
ce est
agri-
e bli-
e de la
pacta-

e pas
ni est
veut,
pour
t. « Je
tombe
e ar-
colla-
uvent
Pasok
même
ne de
ri. Le
e de
ations
aséri-
dans
larine
mon-

Kurtz
S
F
S

?
it
à
S

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Dominique Auby, directeur général ;
Nolwène Bergeron, directeur général adjoint
Directeur de la rédaction : Fabrice Piquet
Directeurs adjoints de la rédaction :
Jean-Yves Lecaillon, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Pierre Georges
Laurent Gaudier, Erik Izraelowicz, Michel Rabinovitch, Bertrand Le Gendre,
Directeur artistique : Dominique Koyanetz
Rédacteur en chef technique : Erik Izraelowicz
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourmant
Médias : Thomas Perissin
Directeur éditorial : Eric Paillasson ; directeur délégué : Anne Chausson
Conseiller de la rédaction : Alain Rollat ; directeur des relations institutionnelles : Daniel Veron
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président
André Lemaire (1982-1993), André Fontaine (1993-1994), Jacques Lemaire (1994-1996)
Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994
Capital social : 500 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde »
Associations : Hubert Bourde-Méry, Société anonyme des actions du Monde,
Le Monde Éditions, Le Monde Investissements, Le Monde Presse, Le Monde Prévisions
SIRET SOCIAL : 32 16 00 000 000 - SIRET ÉDITIONS : 32 16 00 000 000
Tél. : 01-47-33-40-40, Télécopieur : 01-47-33-40-41, Fax : 01-47-33-40-42

L'improbable choc des civilisations

Suite de la première page

Samuel Huntington est trop poli pour attaquer nommément Francis Fukuyama. Mais ses remarques ironiques sur ce qu'il appelle « la culture de Davao » reviennent au même. Se réunissent chaque année, dans cette station de villégiature suisse, des dirigeants politiques, des chefs d'entreprise, des banquiers et des journalistes acquis à l'économie de marché et à la démocratie libérale. La « culture de Davao », qui s'autocélèbre en anglais et à l'individualisme pour fondement, n'est nullement une « culture universelle », affirme l'auteur, car elle n'est partagée en réalité que par une infime minorité des habitants de la planète.

Il est faux de parler d'une unification du monde par le développement de la connaissance de l'anglais. Les langues qui progressent proportionnellement à la population mondiale sont l'arabe, l'espagnol, le bengali ou l'hindi. L'anglais est passé, de 1958 à 1992, de 9,8 % à 7,6 % du total. S'il est devenu la lingua franca des touristes, des diplomates et des hommes d'affaires, il n'est pas pour autant perçu comme une source d'identité. Il n'y a pas davantage apparition d'une « culture universelle » par le biais des modes vestimentaires, de l'alimentation, ou de la musique. Mordre dans un hamburger n'est pas adhérer au système occidental des valeurs. C'est la géographie, et non le Big Mac, qui définit le mieux ce dernier. Des jeunes gens en jeans qui boivent du Coca-Cola et écoutent du rock dans un pays du Proche-Orient peuvent très bien être en train de fabriquer une bombe destinée à un avion de ligne américain.

Toute civilisation qui parvient à son apogée a une tendance naturelle à présenter ses valeurs comme celles de l'humanité tout entière. Ce fut le cas de la Rome antique et de l'Angleterre victorienne. Or les deux phénomènes que Samuel Huntington décrit comme les plus importants de ces vingt dernières années sont le réveil de l'islam et le développement économique spectaculaire de l'Asie. Dans les deux cas, les valeurs portées ne sont nullement celles de l'Occident, et s'opposent même à celles-ci. On peut citer, pour l'islam, le statut de la femme et la confusion entre les sphères temporelle et spirituelle ; pour l'Asie, le culte de l'autorité et le rejet de l'individualisme. Modernisation n'est pas synonyme d'occidentalisation, comme on le voit avec les « valeurs asiatiques », héritées du confucianisme et chères à l'ancien premier ministre de Singapour, Lee Kuan Yew.

Le regain de vigueur de l'islam est particulièrement significatif. « En 1995, tous les pays islamiques étaient, à l'exception de l'Iran, plus musulmans, culturellement, socialement et politiquement, qu'ils ne l'étaient quinze années auparavant », écrit Samuel Huntington. Ne pas tenir compte de ce fait équivaudrait à oublier la Réforme lorsqu'on étudie l'Europe du XVII^e siècle. Il s'agit en effet d'un mouvement de masse, porté par une vague démographique. L'enracinement dans la culture islamique offre une « dignité » aux jeunes gens déclassés des grandes villes, qui ont perdu les repères de la société agricole d'où leurs parents sont issus. Ces jeunes qui peuplent les quartiers misérables d'Ankara, du Caire ou d'Alger sont une menace pour des « régimes bunker », perçus comme ayant partie liée avec un monde occiden-

tal étranger et hostile, et qui risquent d'être emportés par cette lame de fond.

Malgré leurs façades « laïques », les pays occidentaux se définissent eux aussi, face à cette « civilisation du défilé », qu'est l'islam, par référence à leur tradition chrétienne, qu'elle soit catholique ou protestante. Comment expliquer autrement le refus persistant de l'Union européenne à accepter la Turquie, ouvertement candidate à l'adhésion et depuis plus longtemps, alors que l'attitude est nettement plus favorable à des pays « chrétiens » tels que la Pologne ou la Hongrie ?

L'effondrement du communisme a aussi entraîné dans les Balkans une redistribution des cartes en fonction des lignes de partage culturelles. Du temps de la guerre froide, la Grèce et la Turquie étaient dans l'OTAN, la Bulgarie adhérait au pacte de Varsovie, la Yougoslavie était non alignée, et l'Albanie jouait cavalier seul. Un axe « orthodoxe » se dessinait désormais entre la Grèce, la Serbie et la Bulgarie, tandis que la Turquie, tout en restant dans l'OTAN, se voyait la protection des pays musulmans que sont la Bosnie et l'Albanie.

UN SCÉNARIO CATASTROPHE

On pourrait encore multiplier les exemples : la Russie, qui retrouve sa tradition orthodoxe, se bat contre les Tchétchènes musulmans. A Moscou, Boris Eltsine inaugure son nouveau mandat présidentiel en se faisant bénir par le patriarche orthodoxe, de même que le défunt président tchétchène Doudaev avait prêté serment sur le Coran et proposé en 1994 que son pays adopte le droit islamique. Les États-Unis, pourtant partenaires économiques du Mexique à travers l'Alena, dépensent des sommes considérables et ont recours à des technologies de plus en plus sophistiquées pour tenter de rendre étanche leur longue frontière terrestre avec leur voisin latino-américain.

Un scénario catastrophe sert à illustrer l'ensemble de cette thèse. En l'an 2010, un conflit d'abord limité entre la Chine et le Vietnam dégénère en guerre mondiale opposant d'un côté les États-Unis, l'Europe et la Russie, de l'autre la Chine, le Japon et la plupart des pays musulmans. Ces derniers, où les islamistes ont pris le pouvoir, envahissent Israël. La Serbie et la Croatie se partagent la Bosnie, tandis que l'Algérie lance un missile nucléaire sur Marseille.

Cet étonnant exercice de politique-fiction montre les limites de l'effort de systématisation ainsi entrepris. L'application à l'histoire humaine de modèles globalisateurs est souvent séduisante pour l'esprit. Elle a cependant un défaut. Des événements imprévus, tels que des innovations technologiques ou des renversements de tendance démographique, peuvent modifier complètement le tableau d'ensemble. La « révolution verte » en agriculture est ainsi venue déjouer les prédictions pessimistes du Club de Rome. « L'histoire serait de nature bien mystérieuse si le hasard n'y jouait aucun rôle », écrivait Marx. La « fin de l'histoire » ne s'est pas produite avec la chute du communisme. Le « choc des civilisations » n'est pas inéluctable.

Dominique Dhombres

RECTIFICATIF

AVANT L'ÉCRITURE

La responsable de l'équipe ayant découvert en Syrie des plaquettes de pierre portant des « messages » gravés antérieurs de 6 000 ans à l'apparition de l'écriture (Le Monde daté 8-9 décembre) est Danielle Stordeur, et non Stordeur, comme une faute malencontreuse nous l'a fait écrire.

Le Monde

EDITORIAL

Hongkong sous la férule chinoise

Pour la première fois depuis l'effondrement du bloc soviétique en 1989-1990, un régime communiste va gagner du terrain dans le monde. Le 30 juin 1997, Hong Kong va revenir à la Chine ; un nouveau pas important vers ce retour sous la férule pékinoise a été accompli, mercredi 11 décembre, avec l'élection comme nouveau chef de la colonie britannique de Tung Chee-hwa. Ce riche armateur a été choisi par les autorités communistes de la Chine continentale et s'il a été formellement élu, face à deux concurrents, par un collège de quatre cents citoyens de Hongkong, ceux-ci avaient été désignés par Pékin.

Il est vrai que pendant le siècle où elle a régné sur l'île et ses dépendances, la Grande-Bretagne n'avait jamais manifesté le souci de donner la parole aux Hongkongais. Pour qu'ils puissent enfin élire leur Conseil législatif au suffrage universel, il a fallu attendre 1995. Ces scrutins étaient bien trop tardifs pour impressionner les dirigeants chinois. Selon les accords passés avec Londres, Pékin ne devait, pendant cinquante ans, s'occuper que de la défense et des affaires extérieures de Hongkong. Les communistes du

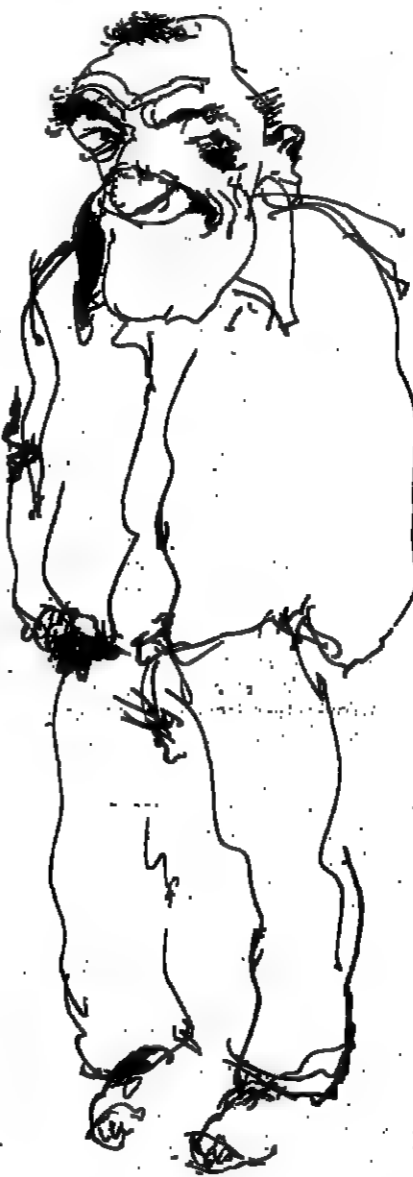
continent ont cependant déjà manifesté leur volonté de dissoudre le Conseil législatif et de le remplacer par un autre collège « élu » suivant la même méthode que pour Tung Chee-hwa. C'est ce qu'ils appellent « la vraie démocratie ». Le nouveau chef de l'exécutif a d'ailleurs tout de suite averti les éventuels contestataires que les manifestations hostiles à la politique de Pékin ne seraient désormais plus tolérées. La prospérité de Hongkong, qui ne se dément guère à l'approche du retour dans le giron chinois, était fondée sur un régime financier extrêmement libéral, accompagné d'une grande liberté d'expression. Les défenseurs des droits de l'homme et les démocrates de l'île - qui se

sont déjà battus pour arracher aux Britanniques un minimum de respect des règles démocratiques -, craignent que les communistes conservent le premier et fassent fi de la seconde, rassurant ainsi la communauté économique internationale et gardant cette formidable pompe à finances, sans laisser perdurer un « mauvais exemple » politique aux portes de la Chine continentale.

La déclaration commune sino-britannique, censée garantir le maintien de l'état de droit, est une base bien fragile. Le dernier représentant de sa majesté, Chris Patten, s'est attiré l'hostilité des dirigeants pékinois pour avoir publiquement laissé entendre. La confiance des Britanniques dans les engagements chinois est telle que Chris Patten a récemment parcouru l'Europe afin de trouver des lieux d'asile pour les opposants chinois actuellement réfugiés à Hongkong, qui pourraient être menacés après le 30 juin. La Grande-Bretagne a toujours été réticente à distribuer des passeports britanniques à ses « sujets » des colonies et elle n'a pas fait d'exception pour Hongkong. Elle quitte sans gloire sa dernière possession d'Asie.

Les gens par Kerleroux

AVANT LA
GRÈVE J'ÉTAIS
À 2 ANS D'LA
RETRAITE
AUJOURD'HUI
ÇA FAIT 3 ANS
QU'J'Y SUIS
EN QUELQUE
SORTE



DANS LA PRESSE

KTL

Michèle Cotta
Nos présidents de la République se jurent eux-mêmes si spontanément ennuyeux qu'ils n'hésitent pas à vouloir scénariser leur passage à l'antenne - surtout s'il est rare - qu'ils s'épuisent à trouver le « truc » qui fera de leur intervention un produit politique et audiovisuel, à la fois neuf et décapant, avec un zeste d'insolence, mais sans agressivité. Ils n'y ont donc rien de surprenant ni de nouveau, à voir les conseillers de l'Élysée préparer par avance, et dans le détail, la mise en scène du rendez-vous présidentiel. Cela ne choque que les journalistes américains, habitués, eux, à des rapports moins étudiés avec leur président, et qui tombent des nues lorsqu'on les met au courant des usages français. L'ennui, c'est que Jacques Chirac pourrait faire du trépas, se grimer en clown blanc ou entrer dans une cage aux lions, il devra néanmoins expliquer aux Français où ils vont et pourquoi. Ce n'est pas sur la forme du show, encore moins sur son décor ou sa mise en scène que les Français jugeront les propos de Jacques Chirac, mais sur son contenu.

LIBÉRATION

Laurent Joffrin

La flexibilité, ce mot-valise au contenu disparate, qui désigne, pour l'essentiel, la déréglimentation du travail, est déjà là. Les salariés l'appellent précarité. La flexibilité est une réforme d'Esopo. Elle traduit de louables intentions et d'autres qui le sont beaucoup moins. On sait bien que, parmi les apôtres de l'assouplissement du marché du travail, certains songent d'abord à améliorer encore leur rapport de force avec les salariés. Mais on aurait tort de s'en tenir à une position purement défensive. Personne ne peut nier que certains patrons reculent devant l'embauche parce qu'ils craignent la paralysie en cas de mauvaise fortune. Personne ne peut nier - les syndicalistes, d'ailleurs, ne le font pas - que le code du travail, au fil des ans, s'est chargé en un épais Bottin truffé de chaussetrappes et de complications. Personne ne peut contester, enfin, que les conditions nouvelles de la concurrence internationale exigent des entreprises un accroissement de capacités d'adaptation.

Le Proche-Orient et ses dangereuses histoires d'eau

« L'EAU, c'est la vie même », observait Saint-Exupéry, familier du survol des déserts. Cette évidence n'est nulle part plus frappante qu'au Proche-Orient, terre hantée depuis toujours par la peur de la sécheresse, où l'eau, rare et précieuse, nourrit les légendes et les mythes. Au fil des dernières décennies, la naissance d'Israël et les guerres qui suivirent, les conflits de souveraineté, la pression démographique, l'essor des irrigations agricoles, le détournement des fleuves, les ravages de la pollution, la surexploitation des nappes phréatiques ont encore renforcé la valeur stratégique de l'eau, devenue l'« or blanc » de la région.

L'eau qui, comme l'air, se joue des frontières, peut, selon la volonté des hommes, engendrer des profits ou des conflits, offrir l'occasion d'un rapprochement, ou le prétexte d'un crâni béli. Ce n'est pas un hasard si, au lendemain de sa victoire de 1967, Israël plaça l'eau sous le contrôle de son armée, interdisant aux Palestiniens de Cisjordanie de creuser de nouveaux puits artésiens ; si l'eau est au centre d'une négociation multilatérale née de la conférence de Madrid, en décembre 1991. Les experts en hydraulique seront d'ailleurs amenés, le jour venu, à jouer un rôle central dans la fixation des frontières définitives d'Israël. Plus de la moitié de l'eau potable consommée par l'État juif ne

vient-elle pas de la Cisjordanie et du Golan ? Au Proche-Orient, la paix se gagnera largement, au bout du compte, lorsque les anciens ennemis, privilégiant l'« avantage commun », partageront durablement leurs ressources, à commencer par l'eau.

Cette prédiction de bon sens a conduit Israël et la Jordanie à assortir leur traité de paix (octobre 1994) d'un chapitre consacré à l'eau. L'État juif laissera son voisin puiser sa part, des eaux du Yarmouk, un affluent du Jourdain, et l'aidera, dans un second temps, à accroître ses flux disponibles, dont il garantira le libre accès.

CHARTRE MÉDITERRANÉENNE

La lourdeur des investissements, de surcroît peu rentables à court terme, justifie une coopération interétatique dans ce domaine. C'est pour la favoriser qu'une Charte méditerranéenne de l'eau fut signée à Rome en 1992 et que le problème de l'eau figure en bonne place dans la déclaration de Barcelone adoptée lors de la première conférence euro-méditerranéenne en novembre 1995. Un an plus tard, une conférence sur la gestion de l'eau, rassemblant les délégations d'Europe et de Méditerranée présentes à Barcelone, vient de définir, à Marseille, quelques grands principes sur la nécessité de faire un meilleur usage de cette richesse commune.

Quelques chiffres disent l'ampleur du défi régional. Le volume d'eau disponible par habitant au Maghreb et au Proche-Orient aura diminué de 80 % en l'espace d'une vie d'homme, passant de 3 400 mètres cubes en 1960 à 1 250 aujourd'hui et à 650 en 2025, soit nettement en dessous du seuil d'alerte fixé par la Banque mondiale à 2 000 mètres cubes. Dans trente ans, seul le Liban aura assez d'eau pour ses besoins. Un habitant sur six n'a pas accès à l'eau potable. Les pays arabes, qui représentent 5 % de la population mondiale, ne disposent que de 1 % des ressources en eau de la planète, et neuf d'entre eux consomment plus de la totalité de leur stock renouvelable.

Comment esquisser une coopération technique dans un domaine si hautement politique ? C'est toute la difficulté de l'exercice auquel devront se livrer les pays riverains de la Méditerranée, dans le cadre du « suivi de Barcelone ». Il n'est pas question pour eux d'aborder les problèmes de souveraineté qui tiennent au partage ou au contrôle de l'eau, et qui relèvent d'autres instances de négociations, bilatérales ou régionales. Mais un champ d'actions concrètes s'offre aux experts, par exemple en matière d'irrigation, d'échange de technologies ou de diffusion des connaissances en milieu rural.

Certaines histoires d'eau de-

viennent de véritables causes nationales, tant elles sont stratégiques. C'est le cas de la querelle qui oppose Damas et Ankara depuis le lancement par la Turquie, sans concertation avec ses voisins, la Syrie et l'Irak, d'un ambitieux programme hydraulique qui risque de priver ces derniers d'une partie des eaux de l'Euphrate, détournées par des barrages vers les hauts plateaux anatoliens. La Turquie, bien qu'elle s'en défende, utilise l'eau comme une arme politique contre la Syrie, à qui elle reproche de soutenir les rebelles kurdes du PKK qu'elle-même combat.

Pour l'Europe, aider les riverains de la Méditerranée à désamorcer de tels conflits s'inscrit dans la droite ligne du rendez-vous de Barcelone. Il s'agit, au bout du compte, de favoriser un décollage économique chez ses partenaires du Sud, d'y réduire les zones de misère, terreau de l'intégrisme islamique et facteur d'exode, et d'y encourager le pluralisme et la démocratie, encore trop rares dans la région.

En s'intéressant de près aux problèmes de l'eau, au nom d'un « processus de Barcelone » dont elle proclame l'autonomie, l'Europe veut aussi affirmer sa présence au Proche-Orient à un moment où le processus de paix israélo-palestinien se porte mal.

Jean-Pierre Langellier

مكتبة الامم المتحدة

ENTREPRISES

LE MONDE / JEUDI 12 DÉCEMBRE 1996

PHARMACIE Le groupe allemand Hoechst, numéro un mondial de la chimie et quatrième groupe pharmaceutique, a lancé mercredi 11 décembre une offre publique

d'achat (OPA) sur les 43,4 % du capital du français Roussel Uclaf qu'il ne contrôlait pas encore. Le montant de l'opération, qui se fera au prix de 1530 francs l'action, s'élèvera à 18,1

milliard de francs. ● L'ÉTAT FRANÇAIS, qui détenait encore 4,3 % de Roussel Uclaf par l'intermédiaire de la holding publique Erap, a donné son accord après avoir obtenu des

garanties concernant le maintien des sites industriels dans l'Hexagone, le développement de la recherche et la promesse d'embourgeoisement. ● LA VEILLE, le groupe

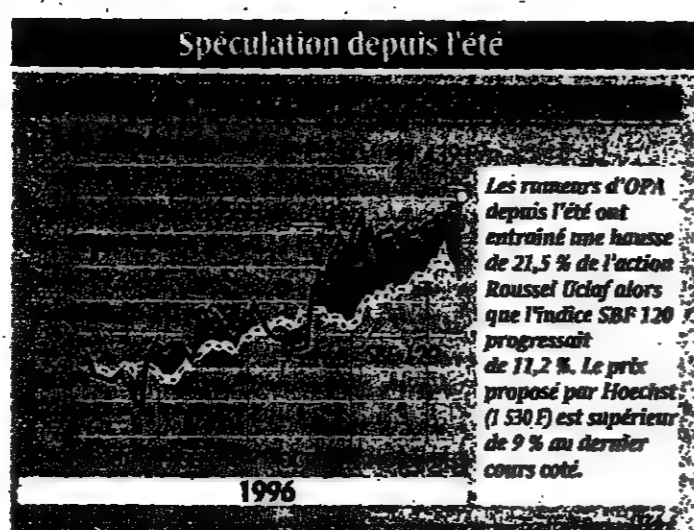
allemand annonçait l'apport de sa chimie de spécialités à Clariant, une société suisse créée en 1995 à partir de l'ancienne division de produits chimiques de Sandoz.

L'OPA de Hoechst sur Roussel Uclaf confirme son offensive dans la santé

Parallèlement à l'absorption du groupe français, la société allemande a décidé de fusionner sa chimie de spécialité avec le suisse Clariant (ex-Sandoz). Elle détendra une participation minoritaire dans le nouvel ensemble

LA COTATION des actions Roussel Uclaf était suspendue, mercredi 11 décembre dans la matinée, à la suite du dépôt d'une offre publique d'achat (OPA) par son actionnaire majoritaire, le groupe allemand, via la Société française Hoechst, se propose d'acquiescer au prix de 1530 francs l'action la part restant dans le public, soit 43,4 % du capital. Le montant global de l'OPA est estimé à 18,1 milliards de francs, ce qui en fait l'une des opérations les plus importantes réalisées à Paris cette année après le rachat par Auchan de Docks de France. L'Etat, actionnaire minoritaire via l'Erap, a donné son accord, moyennant des engagements garantissant la pérennité des sites français.

La veille, le 10 décembre, la cotation des titres Hoechst était interrompue à Francfort, le groupe allemand annonçant l'apport de sa chimie de spécialités à Clariant, une société suisse créée en 1995 à partir de l'ancienne division de produits chimiques de Sandoz. Le groupe deviendra un actionnaire minoritaire de cet ensemble réalisant 9 milliards de DM de chiffre d'affaires (27 milliards de francs). En prenant simultanément ces deux décisions, le numéro un mondial de la chimie et quatrième groupe pharmaceutique illustre la stratégie de recentrage vers la santé menée par Jürgen Dornmann depuis son arrivée deux ans à la présidence du directeur. Cette politique consiste à se concentrer sur les secteurs rentables comme les sciences de la vie (santé humaine et



animale, alimentation, agrochimie) au détriment de la chimie classique, à caractère cyclique. Le pivot de ce nouvel ensemble sera Hoechst Marion Roussel (HMR) qui achève la fusion de ses trois entités allemande, américaine et française. Signe de l'intérêt pour ce secteur, les investissements dans HMR depuis un an et demi ne représentent pas moins de 50 milliards de francs, soit l'équivalent de son chiffre d'affaires annuel (37 milliards pour l'acquisition de l'américain Marion en avril 1995 et 18 milliards pour le rachat des titres Roussel Uclaf).

ACCELERER LE DEVELOPPEMENT « Pour constituer ce pôle santé, nous ne pouvons pas garder un actionariat minoritaire dans une des entités, car cela aurait ralenti notre développement », a expliqué au Monde Jean-Pierre Godard, président du directoire de Roussel Uclaf. La présence d'autres partenaires dans la société obligeait à rendre des comptes. « Il fallait des juristes, des financiers, des contrôleurs de gestion, et cela nécessitait des opérations complexes. Nous l'avons fait pendant des années. Désormais, si on veut battre à armes égales avec nos concurrents, cette présence minoritaire devient un obstacle important. Nous devons réagir plus rapidement ».

Cet aménagement des structures est en ligne avec la stratégie affichée depuis un an. « La pharmacie

de Hoechst n'était plus dans la course, Roussel Uclaf était à la limite de la survie, le rachat de Marion nous a donné un nouveau souffle permettant de nous réimplanter aux Etats-Unis », souligne Jean-Pierre Godard, rappelant qu'HMR est désormais le numéro quatre du secteur avec 3,6 % du marché derrière le britannique Glaxo Wellcome, le suisse Novartis, et l'américain Merck. « Hoechst était jusqu'alors 21^e, Roussel Uclaf 34^e et Marion Merck 40^e ».

Cette reorganisation a entraîné une réduction des compétences entre les trois pays, notamment dans la recherche. Les Français se concentrent sur les domaines de l'anti-infectieux et des maladies de l'os, les Allemands sur le cardiovasculaire, le métabolisme, la rhumatologie et les Américains sur le système nerveux central.

Pour les Français, cette absorption de Roussel Uclaf « ne devrait strictement rien changer, nous ne faisons qu'ajuster la structure juridique à une réalité économique », affirme Jean-Pierre Godard, « les hommes et les femmes de l'entreprise vont continuer à travailler dans une entité juridique appelée Roussel Uclaf ou HMR France qui simplement ne sera plus cotée. N'oubliez pas que depuis longtemps, Hoechst est dans le capital ».

L'entrée du groupe allemand chez Roussel remonte à 1963 et sa prise de contrôle date de 1974. La gauche avait inscrit ce laboratoire

pharmaceutique dans son programme de nationalisation, mais l'Etat ne prenait finalement que 40 % du capital en 1982. Pendant plus de dix ans, les représentants du gouvernement, appuyés par la direction de Roussel Uclaf et notamment par son président Edouard Sakiz, ont tout fait pour que le laboratoire français soit le pôle pharmaceutique du groupe. La partie était presque gagnée, lorsque survint le rachat en 1995 de l'américain Marion, bousculant l'axe franco-allemand qui penchait vers Paris, pour le ramener vers Francfort.

Conscient de cette révolution, l'Etat avant de se désengager a demandé des garanties sur la recherche, l'activité industrielle et l'emploi. Le président de Hoechst, Jürgen Dornmann, s'est rendu à Pa-

ris le 16 octobre pour rencontrer les ministres de la recherche, de la santé et de l'industrie. Les discussions se sont poursuivies jusqu'à ces derniers jours. Hoechst s'engage à maintenir les effectifs de recherche chez Roussel Uclaf, tout en n'espérant pas une modification des axes de travaux. Une fondation dotée de 220 millions de francs aura pour vocation de développer des programmes de recherche entre HMR France et le monde universitaire. Sur le plan industriel, l'ensemble des sites seront maintenus, ce qui sera Compiegne, principal centre de production de médicaments en Europe pour HMR, Rommerville en région parisienne, Neuville près de Lyon et Vertolaye près de Clermont Ferrand, ces deux dernières unités étant spécialisées dans les matières premières de

chimie fine. Sur le plan social, la firme vient d'adopter les 35 heures de travail hebdomadaire sans perte de salaire (Le Monde daté du 3 décembre). Elle s'est engagée à embaucher jusqu'en mai 1999 sept cent salariés à contrat à durée indéterminée.

Jean-Pierre Godard estime que, dans cette OPA, les « actionnaires sont particulièrement bien traités. Nous réalisons cette opération après un parcours boursier réussi et valorisant pour tous auquel il faut ajouter le versement des dividendes ». Depuis le début de l'année, l'action s'est appréciée de plus de 70 % contre 56 % pour les valeurs pharmaceutiques (Rhône-Poulenc, Rouven, Sanofi et Synthelabo). Le titre a gagné 150 % par rapport à juillet 1993, date à laquelle Rhône-Poulenc a cédé sa participation de 35 % au prix de 563 francs l'action. Pour Daniel Camus, directeur financier, « on vit depuis le mois d'août dans une phase de spéculations répétées. Le mouvement s'est accéléré à la suite de rumeurs de négociations avec le gouvernement français ». Hoechst aurait sans doute préféré lancer une offre publique d'échange pour réaliser cette absorption, ce qui lui aurait coûté moins cher. Mais, HMR n'existant pas encore en tant que société, il lui a fallu lancer une OPA de 18 milliards de francs. Malgré ce prix qui sera financé par de l'endettement, les dirigeants n'ont pas hésité. Le coût est faible comparé à l'enjeu.

Dominique Gallois

L'Erap garde le nickel

L'Entreprise de recherches et d'activités pétrolières (Erap) est un établissement public né de la fusion, en 1946, de la Régie autonome du pétrole (RAP) et du Bureau de recherche pétrolière (BRP). Il a été créé pour regrouper l'ensemble des participations de l'Etat dans la Société nationale des pétroles d'Aquitaine, qui deviendra Elf Aquitaine en 1976. Au fil des ans, la participation de l'Erap dans Elf est passée de 70 % à 91 %, après la privatisation du groupe pétrolier en 1993. Le 13 novembre, l'Etat s'est totalement désengagé. Cette cession lui a rapporté près de 10 milliards de francs (Le Monde du 14 novembre).

Devenu holding généraliste, l'Erap a racheté en 1982 les participations de l'Etat dans Roussel Uclaf. De 40 %, sa participation est tombée à 5 % en 1993. Sa vente rapportera 1,78 milliard de francs et dégrèvera une plus-value de plus de 1 milliard. L'Erap possédait des actions dans la Société Le Nickel, Cogérop et Imetal, qu'elle a cédées en 1985, 1986 et 1993. Aujourd'hui, cette holding, présidée par Philippe Pottier, ne détient plus que 53 % d'Eramet, spécialisée dans l'exploitation du nickel en Nouvelle-Calédonie.

Peugeot réexamine sa présence en Chine

DEPUIS PLUSIEURS MOIS, la rumeur persiste : Peugeot pourrait se retirer de l'usine chinoise de Canton, dont elle détient 22 %, pour rejoindre celle de Citroën à Wuhan. L'hebdomadaire américain Automotive News du lundi 9 décembre affirme que cette décision est désormais prise. PSA dément formellement : « La situation est difficile. On n'a une réflexion à long terme sur le maintien, ou non, de deux implantations en Chine. Mais rien n'est encore décidé ».

Les cadres de Peugeot et de Citroën en Chine ne sont pas au bout de leur peine. L'usine de Canton, qui produit des 504 et des 505, a fermé ses dix ans dans la plus grande discorde en 1995. Elle

vend 10 000 voitures par an, alors que sa capacité lui permet d'en produire 35 000. En 1998, sa capacité devrait passer à 50 000 et la 405 pourrait être montée à Canton. Au-delà des difficultés habituelles des constructeurs en Chine - comme les retards de paiement de l'administration et des sociétés - la marque au lion a souffert d'avoir conclu, dans un pays où le pouvoir économique est centralisé, un contrat non pas avec le gouvernement de Pékin, mais avec la municipalité de Canton.

Le groupe n'a pas renouvelé ses efforts de jeunesse quand Citroën a entamé des négociations avec les autorités chinoises en 1992. La marque aux chevrons s'est asso-

ciée avec le plus grand fabricant de véhicules de la République de Chine, Dongfeng Motor (DFM), pour produire la ZX à partir de 1995. Mais, avec une capacité de 150 000 unités par an, le site aura produit cette année moins de 10 000 unités, contre les 16 000 prévues. PSA négocie avec les autorités locales le lancement de la seconde phase du projet à l'horizon 2000 : le doublement de la capacité pour produire une petite voiture, peut-être la Saxo. La disparition inexpliquée, depuis le 24 octobre, du directeur chinois de Wuhan, Song Zuwei, n'arrange rien aux affaires de Citroën.

Virginie Malingre

Menaces sur le médicament abortif RU 486

Mis au point à partir de travaux des chimistes de Roussel Uclaf, le célèbre médicament abortif RU 486 va-t-il pâtir de l'absorption de la firme française par le groupe allemand ? Depuis de nombreuses années, cette molécule était une source de conflit entre les dirigeants de Roussel Uclaf et ceux de Hoechst qui ne souhaitaient pas favoriser sa commercialisation dans le monde. Cette attitude résultait tant de convictions religieuses que de craintes de boycott des produits Hoechst par des organisations opposées à l'avortement. En 1988, les responsables allemands avaient imposé à Roussel Uclaf de cesser la distribution du RU 486 en France. Le gouvernement Rocard avait alors « mis en demeure » la firme de continuer. On précise aujourd'hui au siège de Roussel Uclaf que le produit n'est commercialisé « en direct » que dans trois pays (France, Grande-Bretagne et Suède) et qu'à l'avenir, si des demandes sont formulées (comme c'est le cas aux Etats-Unis), cette molécule ne pourra être distribuée que par des tiers.

Dominique Gallois

Les Voix En Or

3

2 CD - 40 VOIX EN OR : Phil Collins, Queen, Simply Red, Tina Turner, Seal, Bryan Ferry, Aretha Franklin, Axelle Red, Veronique Sanson, I Muvrini, Paolo Conte, Boy George, Claude Nougaro, Scorpions, Barigah, Nina Simone, Gilberto Gil... et 24 autres voix.

Le volume 3 : + de 2h30 de musique

RFM Présente Les Voix En Or Volume 3

Le troisième chapitre du Livre d'Or de la musique par RFM.

Une compilation qui réunit quarante titres de légende interprétés par les plus belles voix du monde.

LE 12 DÉCEMBRE : JOURNÉE SPECIALE LES VOIX EN OR SUR RFM.



TOUTES LES FRÉQUENCES SUR LE 08 36 68 20 70

L'Etat applique une règle non écrite pour licencier ses grands patrons

Pour indemniser les dirigeants des entreprises publiques qu'ils révoquent, les pouvoirs publics leur accordent, par usage, 70 % de leur salaire brut annuel

Au mois de novembre, Alain Griotteray (UDF, Val-de-Marne), rapporteur spécial du budget de la communication à l'Assemblée nationale, levait le voile sur les pratiques en matière d'indemnités de li-

cenciements des patrons dans le secteur public. Dans son rapport, le député affirmait que des dirigeants évincés de France Télévision, dont l'ancien PDG Jean-Pierre Elkabbach, avaient perçu des sommes al-

lant jusqu'à 1,6 million de francs. Des documents confidentiels, dont *Le Monde* a pris connaissance, révèlent des règles identiques dans l'ensemble du secteur public. Interrogé par notre journal, le ca-

binet de Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances, reconnaît se conformer à cet usage bien défini. Dans le secteur privé, où les situations sont très diverses, les dirigeants d'entreprises

ont également toujours bénéficié de compensations avantageuses en cas de licenciement, avec des indemnités dont le montant peut atteindre jusqu'à deux années de salaire.

COMMENT l'Etat actionnaire conduit-il les négociations de licenciement avec les grands patrons des entreprises publiques qu'il congédie, parfois sans ménagement ?

Jusqu'à présent, l'Etat se gardait d'en faire la moindre publicité, et les patrons évincés ne brisaient pas cette loi du silence. Seul le député Alain Griotteray (UDF, Val-de-Marne), rapporteur spécial du budget de la communication, a levé un petit coin du voile, peu après le remplacement de Jean-Pierre Elkabbach par Xavier Gouyou Beauchamps à la tête de France Télévision. Dans son rapport publié le 4 novembre, il a révélé que plusieurs cadres dirigeants évincés de l'entreprise avaient perçu des indemnités (préavis, indemnités de licenciement et indemnité transactionnelle) « comprises entre 1 million et 1,6 million de francs », la somme atteignant même 2 millions de francs dans un cas, celui de la productrice Dominique Cantien.

« Quant aux mandataires sociaux », précisait M. Griotteray,

« le montant de leurs indemnités dépend de l'actionnaire », c'est-à-dire de l'Etat et non de l'entreprise, même si c'est elle qui débourse la somme. L'Etat patron, précisait le député, « a jugé bon d'accorder à M. Elkabbach une indemnité de licenciement de 1 million de francs », ainsi que divers avantages annexes. Sur le coup, le chiffre avancé a provoqué des remous. Mais peut-être, a-t-on pensé à l'époque, fallait-il dédommager M. Elkabbach pour amortir le tollé de son départ précipité.

Ce n'est pas le cas. Le sort réservé à M. Elkabbach a été strictement identique à celui que connaissent les grands patrons du secteur public. Il existe, en la matière, une sorte de loi non écrite, ou plutôt un usage, auquel se conforme le ministre de l'économie et des finances, Jean Arthuis. C'est ce que révèlent des documents confidentiels dont *Le Monde* a pu prendre connaissance.

Une fois installé dans le fauteuil de M. Elkabbach, M. Gouyou Beauchamps ne prend pas de sa propre initiative la décision d'in-

demniser son prédécesseur. Il adresse une lettre, le 1^{er} août, au cabinet de M. Arthuis pour savoir ce qu'il doit faire.

Les dirigeants du privé ont toujours bénéficié d'une situation très avantageuse : dans certains cas, les indemnités peuvent aller jusqu'à deux ans de salaire

La note que prépare le conseiller technique chargé du dossier au ministère des finances en vue de la réponse de M. Arthuis, est très éclairante. Elle révèle qu'il existe « depuis plusieurs années » une

règle non écrite selon laquelle l'indemnité de licenciement est équivalente à 70 % de la rémunération brute annuelle. Le conseiller souligne qu'il s'agit d'un usage et non d'un « droit ». Il précise même qu'« à titre tout à fait exceptionnel », le taux peut être porté à 100 %.

L'Etat se réserve la possibilité d'un traitement au cas par cas. C'est d'ailleurs ce qui s'est passé avec M. Elkabbach, qui, selon cette même note, a demandé à bénéficier du taux de 100 %, sans obtenir totalement gain de cause. Sur intervention de Maurice Gourdault-Montagne, directeur du cabinet d'Alain Juppé, la décision a été prise de majorer de 76 000 francs l'indemnité à laquelle aurait pu prétendre le patron évincé de France Télévision, si le taux de 70 % lui avait été appliqué.

Au-delà du cas particulier de M. Elkabbach, cette affaire est donc révélatrice d'une pratique gouvernementale jusque-là méconnue. Dans son principe, elle est logique. Dans le privé, les situa-

tions sont très diverses, selon les conventions collectives en vigueur, pour les salariés et les cadres : les premiers ne perçoivent rien, ou presque, dans la majeure partie des cas, les seconds peuvent recevoir des indemnités allant jusqu'à un mois de salaire par année d'ancienneté. Les dirigeants ont toujours bénéficié d'une situation très avantageuse : dans certains cas, les indemnités peuvent aller jusqu'à deux ans de salaire, même quand l'ancienneté est très faible. Pour le public, l'Etat a voulu copier patiemment cet exemple.

Interrogé par *Le Monde*, le ministre des finances a d'ailleurs admis cette pratique, soulignant qu'elle remontait à « une décision ministérielle de janvier 1986 ». Il a, de plus, apporté les précisions suivantes : « Ce capital, excédant en cas de démission ou de fin de mandat, est remboursable au prorata tempore en cas de reprise d'une activité rémunérée dans le secteur public ou d'admission au bénéfice d'une pension de retraite à taux normal, au cours des douze mois suivant la date de cessation des fonctions. »

Cet usage n'en soulève pas moins de nombreuses questions. D'abord, avec le jeu de l'alternance, et celui des « chaises musicales » qu'elle entraîne, les patrons des grandes entreprises publiques sont fréquemment remplacés et on peut supposer que la pratique à l'usage, au fil des ans, par être coûteuse. Combien de PDG ont profité de cette mesure ? Le ministre des finances n'a pas souhaité répondre à cette question.

De surcroît, pourquoi Matignon est-il intervenu dans le dossier de M. Elkabbach afin que celui-ci bénéficie d'un traitement légèrement plus avantageux que ne le veut l'usage ? Et dans quelle circonstance « exceptionnelle », le taux de l'indemnité a-t-elle été portée à 100 % ? Cette dernière question, posée au ministre, est également restée sans réponse. Si les grands patrons du public sont moins bien traités que ceux du privé, l'opacité qui entoure leur rémunération est, en France, strictement la même.

Laurent Mauduit

« La liquidation de la situation de M. Elkabbach »

LE PRÉSIDENT de France Télévision, Xavier Gouyou Beauchamps, a adressé le 1^{er} août la note suivante au cabinet du ministre de l'économie et des finances : « Je vous serais reconnaissant de bien vouloir me transmettre la décision arrêtée par le gouvernement concernant la liquidation de la situation de mon prédécesseur, M. Jean-Pierre Elkabbach. »

Pour préparer la réponse attendue par M. Gouyou Beauchamps, le conseiller technique chargé du dossier à Bercy a alors écrit une note, en date du 14 août, à l'attention du ministre : « Sans que cela soit un droit, et en l'absence de contrat le stipulant, la pratique instaurée depuis plusieurs années est d'accorder aux dirigeants d'entreprise publique non fonctionnaires qui sont conduits à abandonner leurs fonctions une indemnité de départ, payée par l'entreprise, égale à 70 % de la rémunération brute. A titre tout à fait

exceptionnel, on va jusqu'à 100 %, mais c'est rarissime. Dans le cas de M. Elkabbach, le taux de 70 % aboutit à un montant de 924 000 francs. A la demande du cabinet du premier ministre, cette indemnité pourrait être portée à 1 million de francs. »

Cette note a été complétée de quelques mots manuscrits : « Monsieur que j'ai négocié avec M. Gourdault-Montagne (directeur de cabinet du premier ministre), qui s'était vu demander une année de rémunération, soit 1,3 million de francs. Ces lignes sont signées des initiales « C.N. », c'est-à-dire Christian Noyer, directeur de cabinet de M. Arthuis.

Quelques jours plus tard, M. Arthuis a adressé à M. Gouyou Beauchamps la lettre suivante : « Vous avez souhaité connaître la décision prise concernant la liquidation de la situation de votre prédécesseur, j'ai l'honneur de vous faire savoir qu'il a été décidé d'attribuer à M. Elkabbach une indemnité de départ de 1 000 000 de francs. Vous êtes donc autorisé à verser cette indemnité, payable par l'entreprise, à l'intéressé. »

CORRESPONDANCE

Une lettre de Jean Cohen-Scali

A la suite de l'article « KPMG est mis en cause sur les comptes de Magnard et de Dapta Mallinoud », publié dans *Le Monde* du 3 septembre, nous avons reçu de Jean Cohen-Scali la lettre suivante :

Sous le titre « KPMG est mis en cause sur les comptes de Magnard et de Dapta Mallinoud », j'ai été personnellement mis en cause. Je sollicite une mise au point qui me paraît s'imposer.

En effet, il est fait état de ce que « le bureau régional de Rennes a certifié les comptes de Lafa » et, un peu plus loin, il est mentionné « à Paris, Jean Cohen-Scali, responsable du dossier pour KPMG ».

Je tiens à préciser que je n'ai jamais été chargé du commissariat aux comptes de Lafa. J'ai été chargé, sous l'égide de KPMG, du commissariat aux comptes de la société Dapta Mallinoud. En cette qualité, mes fonctions se limitent à l'examen des comptes de la société Dapta Mallinoud.

La vérification des comptes et la certification des comptes de Lafa ne m'incombent pas et constituent un fait comptable objectif à raison duquel seuls les commissaires aux comptes concernés pour la société Lafa doivent répondre de toute justification ou question y relative. Dès lors, l'équivoque de l'amalgame qui semble résulter de cet article doit être clarifié.

Par ailleurs, je n'ai été chargé du

commissariat aux comptes que de la maison mère Dapta Mallinoud. Entre la société Lafa et la société Dapta Mallinoud, il existe une autre société intermédiaire, MDV, pour laquelle je n'avais aucun mandat de commissariat aux comptes, pas plus que KPMG d'ailleurs.

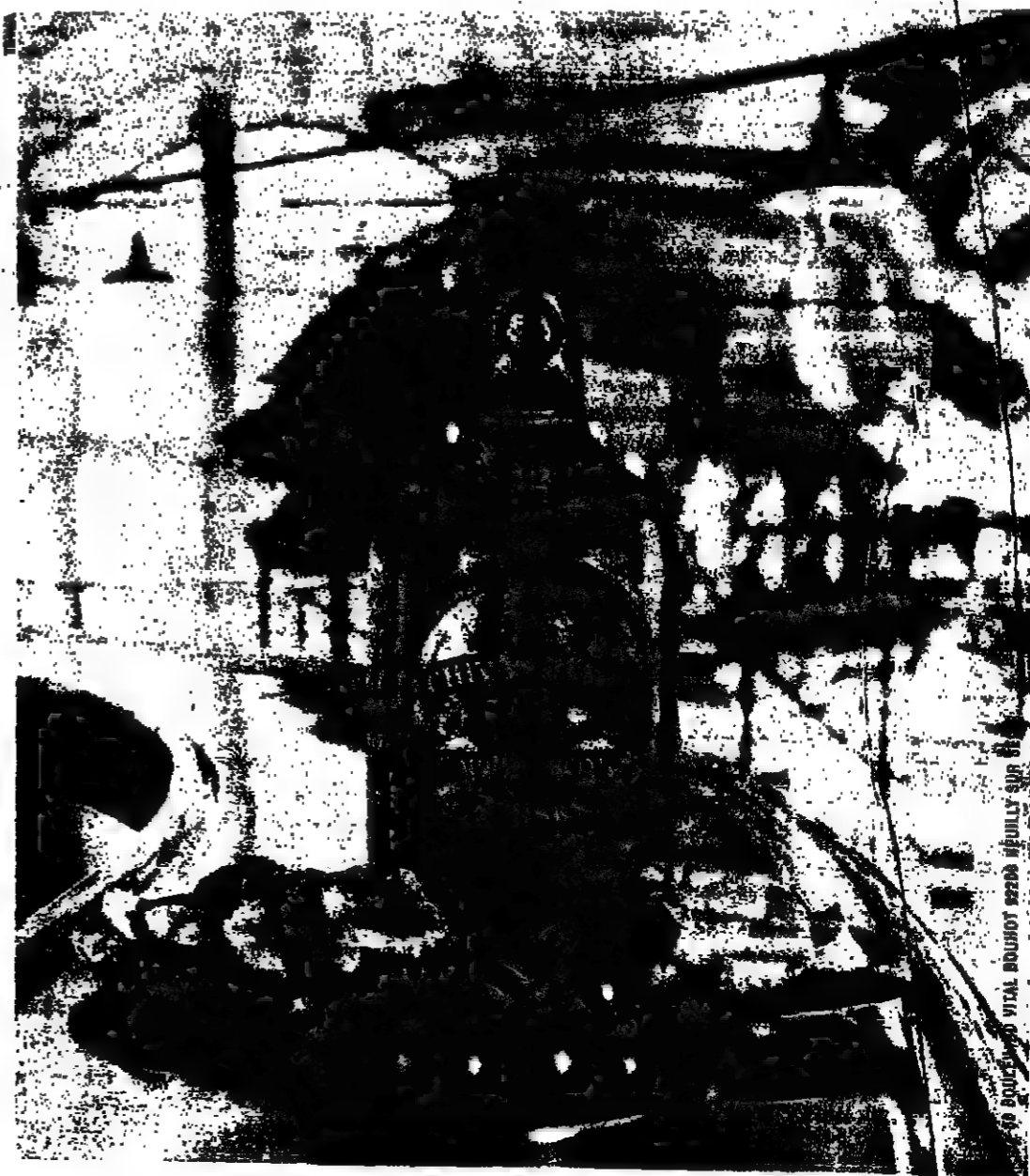
En outre, je constate que l'article formule une analyse inexacte de ma propre position. Il est mentionné : « Enfin, M. Jean Cohen-Scali s'est placé en situation de conflit d'intérêts. »

Cette indication trop rapide a pour effet de faire croire que, de ma propre initiative, j'aurais effectué une démarche entre PPR et MDV/Dapta Mallinoud.

Il faut rétablir les choses. La direction de KPMG a été instamment priée d'intervenir auprès de MDV/Dapta Mallinoud pour négocier dans le cadre d'une mission de bons offices, en vue d'aboutir à une solution amiable pour le règlement d'indemnités.

C'est sur la demande de la direction de KPMG qu'il m'a été demandé d'intervenir, ce qui me paraissait possible, sans remettre en cause les droits en présence.

Contrairement à ce qui est mentionné, je n'ai pas eu une attitude susceptible d'être interprétée comme pouvant entraîner un conflit d'intérêts, mes missions antérieures étant expirées.



ON TROUVE CHIVAS REGAL AU CAFÉ DE LA JATTE*

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR

مكتبة

Service 1550

Accord sur le temps de travail à Giat Industries

La loi Robien doit y sauver 700 emplois

AVEC QUATRE JOURS de retard sur le calendrier initialement fixé, la direction de Giat Industries a signé, mardi 10 décembre dans la soirée, un accord sur la réduction du temps de travail permettant d'atténuer les effets du plan social qui prévoit 2 569 suppressions d'emplois sur 12 500 salariés (Le Monde du 6 décembre). La CGT, premier syndicat dans l'entreprise, n'a pas apposé sa signature sur le document négocié avec la direction, mais les quatre autres (CFDT, CGC, CFTC, FO) l'ont signé.

Le temps de travail sera réduit de 10 %, dans le cadre de la loi Robien. La durée hebdomadaire ne variera pas mais le nombre de jours de congés augmentera, ce qui portera la durée hebdomadaire moyenne à 35 h 10. Le salaire sera réduit de 7,5 %, mais une prime représentant entre 1,5 et 1,6 mois de salaire sera versée aux salariés. Ainsi, les salaires nets ne seront réduits que de 2 %. Cette mesure permettra de sauver environ 700 emplois. En outre, le développement du temps partiel, les préretraites et les retours dans la

fonction publique, devraient permettre d'éviter tout licenciement sec.

A ceux qui estiment que la situation de Giat Industries nécessitait un traitement de choc, le PDG, Jacques Loppion, rétorque que « l'entreprise doit faire face à la fois à des sureffectifs mais aussi à la montée en puissance du char Leclerc, dont la production annuelle passera d'environ 70 à près de 120 dès 1997. La réduction du temps de travail nous permet donc de garder les compétences dont nous avons besoin ».

De plus, la direction reconnaît que « la résorption des problèmes structurels de l'entreprise doit tenir compte des sites où l'entreprise est implantée ». C'est pourquoi les établissements de Salbris et du Mans ne seront pas fermés. Pour que la réduction du temps de travail soit réellement efficace, direction et syndicats entendent l'accompagner d'une réorganisation du travail et d'un effort substantiel en matière de formation.

Frédéric Lemaître

Carrefour prend la minorité de blocage dans le groupe de distribution Cora

Le nouvel ensemble sera numéro un du secteur

En prenant la minorité de blocage dans le holding de contrôle familial du groupe Cora, détenu par les trois frères Bouriez, Carrefour ren-

force son implantation en France. Cette opération est une réplique au rachat de Docks de France par Auchan. Le gel des grandes sur-

faces par le gouvernement a relancé les concentrations dans le secteur. Casino, convoité par Promodès, apparaît désormais très isolé.

« CORA a de beaux magasins, dans une belle région, avec une bonne part de marché ». Cette petite phrase sibylline du président du directoire de Carrefour, Daniel Bernard, dans un entretien au *Journal des Finances*, samedi 7 décembre, n'était pas innocente. Le groupe Carrefour, numéro un de la grande distribution en France, a annoncé le mercredi 11 décembre, dans la matinée, avoir « acquis », auprès d'un groupe d'actionnaires familiaux, 33,34 % de la société GMB qui contrôle le groupe Cora. Le prix de la transaction n'a pas été communiqué. Chez Cora, dont la réputation de discrétion est connue, personne ne souhaitait commenter l'information mercredi matin. Non coté en Bourse, le groupe est évalué par *Le Nouvel Economiste* à 12,5 milliards de francs.

Carrefour aurait-il profité de dissensions entre les trois frères Bouriez, Philippe, Michel et Jacques, pour entrer dans le holding familial GMB (grands magasins Bouriez) à hauteur d'une minorité de blocage ? Une version

démentie chez Carrefour, où l'on souligne au contraire que cette première étape en appelle d'autres, en vue de la prise de contrôle total de Cora par Carrefour.

Ce groupe qui, ces derniers temps, semblait se préoccuper surtout de son expansion à l'étranger, avec de notables succès en particulier en Asie, reprend donc l'offensive en France. Carrefour qui a réalisé un chiffre d'affaires de 144 milliards de francs en 1995 au travers de 115 hypermarchés en France, va s'adjointre un groupe de 55 milliards de francs de chiffre d'affaires consolidé, exploitant 53 hypermarchés et 144 supermarchés, essentiellement dans l'Est et le Nord de la France, où Carrefour est le moins bien implanté. Carrefour et Cora constitueront le premier groupe de distribution français avec une part de marché de 17,5 %, devantant Leclerc (15,2 %) et Intermarché (15,1 %).

Le groupe Cora (enseignes Match, Cora, Record) comprend par ailleurs la chaîne de jardine-

ries Truffaut et les fourrures Révilion, et exploite en Belgique 150 magasins de discount Profi, via la société Louis Delhaize, qui possède aussi 40 magasins en Hongrie.

Cette opération est la réplique au rachat cet été du groupe toulonnais Docks de France (enseignes Mammouth, Atac...) par Auchan. L'entreprise nordiste avait lancé avec succès cette OPA hostile de 19 milliards de francs pour combler son retard sur ses grands concurrents dans l'Hexagone.

GEL DES IMPLANTATIONS

Cette vague de concentration est la conséquence logique du gel de la création ou de l'extension des grandes surfaces en France, instauré par le gouvernement le 12 avril pour une durée de six mois et de la loi Raffarin sur l'urbanisme commercial, qui soumet à une autorisation administrative toute nouvelle surface pour un magasin de plus de 300 mètres carrés. Le nombre de mètres carrés autorisés, qui culminait en

1992 à près de 2 millions, est tombé en 1996 autour de 600 000.

Désormais, le groupe Casino, qui s'est bien redressé ces dernières années, apparaît de plus en plus isolé. Le groupe de Saint-Etienne est la plus petite chaîne de distribution en France en dépit d'un chiffre d'affaire de 75 milliards de francs. Des rumeurs ont évoqué un rapprochement avec le groupe normand Promodès, présidé par Paul-Louis Halley.

Bloqués dans leur développement en France, les groupes de distribution n'ont d'autre solution que de se manger les uns les autres, ce qui a fait progresser leur valeur en Bourse en moyenne de 70 % depuis un an. Ils ont aussi mis le cap sur l'international. Carrefour prévoit d'investir près de 10 milliards de francs en 1997 pour plus de trente ouvertures de nouveaux magasins à l'étranger. Le numéro un français réalise 55 % de son chiffre d'affaires en France, « mais 55 % de [ses] profits à l'étranger », affirme-t-il.

Pascal Galimier

M. Arthuis diffère au début 1997

L'examen du dossier du Crédit foncier

LE MINISTRE de l'économie a décidé de se donner le temps de la réflexion pour poursuivre le plan de « sauvetage partiel » du Crédit foncier de France (CFF). Entendu mardi 10 décembre par la commission des finances de l'Assemblée (Le Monde du 11 décembre), Jean Arthuis s'est engagé à refaire devant elle « un point complet de l'évolution du dossier au cours de la seconde quinzaine de janvier ».

Les syndicats du CFF contestent le plan et réclament la reprise d'une partie des activités de l'institution par le Crédit immobilier de France. Seul candidat en lice, ce dernier n'a pas encore confirmé son intérêt définitif pour le projet. « Cela mesure la difficulté de tout effort de rapprochement avec un autre établissement », estime M. Arthuis. Si naturellement un repreneur se présente dans les prochaines semaines avec un projet crédible et préservant suffisamment l'intérêt des salariés, c'est avec le plus grand soin que l'étatualité sera examinée.

DÉPÊCHES

■ **RAFFINERIES** : l'appel à la grève des cinq organisations syndicales contre la suppression envisagée de près de 2 000 emplois dans le raffinage a été bien suivi. Mardi 10 décembre, les trois raffineries de Total et les deux de Shell étaient arrêtées. Chez BR 80 % des salariés postés ont fait grève. Chez Mobil, l'action devait débuter mercredi et, chez Esso, jeudi. Les raffineries d'Elf ont été presque entièrement paralysées la première semaine de décembre.

■ **ROUTIERS** : un protocole de fin de conflit a été conclu, mardi 10 décembre, entre le patronat et les syndicats, engageant notamment les chefs d'entreprise à « ne pas entamer de poursuites civiles ou pénales à l'encontre des salariés ». Un décret doit régler le 15 décembre la détermination des temps de travail.

■ **ALCATEL CIT** : les salariés du groupe de télécommunications ont bloqué, mardi 10 décembre, l'accès de plusieurs sites, alors que se tenait le deuxième comité central d'entreprise (CCE) sur les 1 636 suppressions d'emplois programmées d'ici fin 1998.

■ **CISI** : la société de services informatiques a annoncé, mardi 10 décembre sa réorganisation en trois entités afin de faciliter la vente à laquelle sa maison mère, CEA-Industrie, veut procéder depuis des mois.

■ **SHELL** : le groupe pétrolier anglo-néerlandais Royal Dutch-Shell a annoncé la mise en vente de son usine de Cressier, en Suisse, et de prochaines restructurations dans son site pétrochimique français de Bére. Shell s'apprête aussi à restructurer le secteur des lubrifiants dans le nord-ouest de l'Europe, qui se traduira par un renforcement des activités en France et en Allemagne, et l'arrêt de la production à Gand, en Belgique, et à Pernis, aux Pays-Bas.

■ **VOLKSWAGEN** : la filiale brésilienne du constructeur allemand et Audi vont créer une nouvelle usine au Brésil, avec un investissement de 750 millions de marks (2,5 milliards de francs). Le groupe Volkswagen prévoit un bénéfice net 1996 largement supérieur à celui de 1995 (356 millions de DM). Il mise sur des ventes de près de 4 millions d'unités, soit 400 000 de plus qu'en 1995.

■ **DAEWOO ELECTRONICS** : Soon Hoon Bae, PDG du groupe sud-coréen, reçu mardi 10 décembre à Paris par les ministères de l'Industrie et de l'économie, a déclaré ne pas comprendre le rejet par la Commission de privatisation de son offre de rachat de Thomson Multimédia (TMM), mais rester intéressé par ce dernier. Pour Patrick Devedjian (RPR), Dae-woo peut maintenir sa candidature si l'on vend TMM seul, les négociations se faisant alors avec l'Etat, ce qui « offrirait beaucoup plus de garanties ».

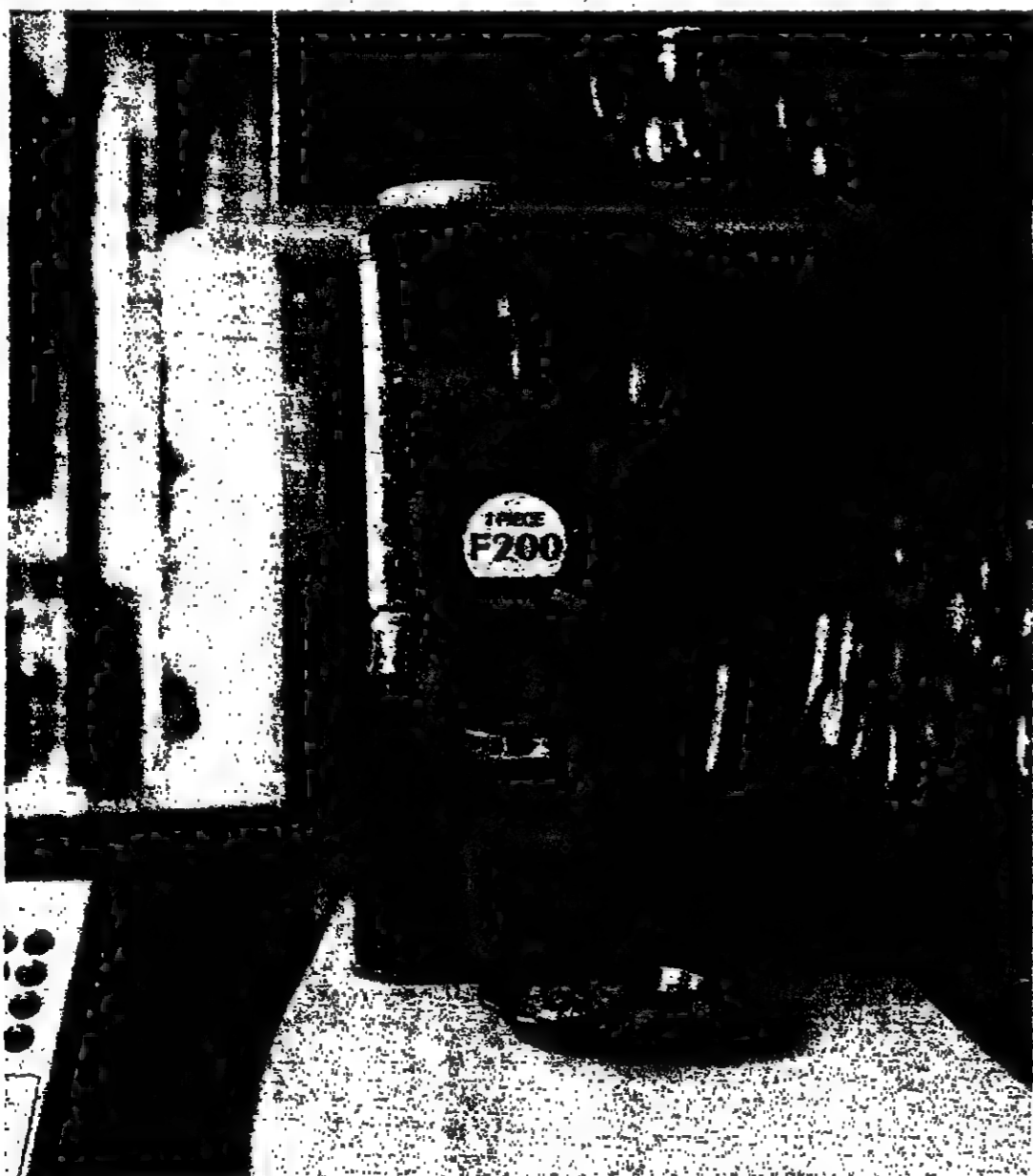
■ **TEXTILE** : le groupe DMC regroupe ses activités impression et sportswear au sein d'une nouvelle branche tissu-habillage, qui représentera 4,5 milliards de francs de chiffre d'affaires sur un total de 7,1 milliards. DMC a confirmé son intention de supprimer 1 500 emplois.

■ **SAGA** : le plan de reprise par le groupe Bolloré et le transporteur belgo-sud-africain CMB-Safren a été approuvé par les actionnaires, mardi 10 décembre. Les repreneurs proposent deux augmentations de capital : une de 125 millions de francs avant le 31 décembre, et une autre de 60 millions, qui sera lancée au printemps 1997.

■ **MORGAN STANLEY** : la banque d'affaires américaine va racheter à la Barclays Bank ses activités institutionnelles de conservation internationale de titres.

■ **RIVAUD** : le groupe dément être candidat à la reprise de la banque Pallas-Stern et faire partie d'un consortium qui chercherait à prendre le contrôle de l'établissement financier.

■ **BCCI** : 30 000 créanciers de la banque vont récupérer une partie des fonds qu'ils ont perdus dans la faillite de la banque en 1991, pour un total de 1,35 milliard de dollars (6,9 milliards de francs) selon les liquidateurs à Londres. La BCCI avait laissé un passif de 10 milliards de dollars auprès de 250 000 créanciers.



MAIS PAS CHEZ ROBERT*

SANTÉ, CONSOMMEZ AVEC MODÉRATION.

■ LE DOLLAR était en baisse, mercredi 11 décembre à Tokyo, et s'échangeait à 113,22 yens et 1,5482 DM contre 113,42 yens et 1,5537 DM mardi soir à New York.

■ LA BOURSE DE TOKYO a perdu 1,2 %, mercredi 11 décembre, sur des prises de bénéfices, le Nikkei abandonnant en clôture 253,74 points à 20 568,38 points.

■ LES INVESTISSEURS ÉTRANGERS ont été vendeurs nets d'actions japonaises en octobre, à hauteur de 70,3 milliards de yens (3,25 milliards de francs).

■ LA BOURSE DE HONGKONG perdait 1 % en séance, mercredi 11 décembre, après l'annonce de l'élection de Tung Chee-cha comme futur chef de l'exécutif du territoire.

■ WALL STREET a terminé sur une modeste hausse mardi, en raison de prises de bénéfices. L'indice Dow Jones a fini en hausse de 9,31 points (+0,14 %) à 6 473,25 points.

LES PLACES BOURSIÈRES

CAC 40	CAC 40	CAC 40	MIDCAC
Clôture	1 mois	1 an	1 mois

Repli sensible à Paris

LA FORTE HAUSSE des valeurs de la distribution et des valeurs pharmaceutiques limitait quelque peu la baisse enregistrée par la Bourse de Paris mercredi 11 décembre dans le sillage du marché obligataire. En repli de 1,05 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait en milieu de journée un repli de 1,58 % à 2 215,72 points. Sur le Matif, le contrat sur les bons du Trésor à dix ans abandonnait 0,46 % à 128,24.

Les milieux financiers étaient méfiants avant l'intervention télévisée du chef de l'Etat, Jacques Chirac, jeudi soir, et le sommet européen de Dublin qui doit se prononcer en fin de semaine sur le pacte de stabilité concernant l'euro. En France, les prix étaient à nouveau orientés à la baisse en novembre, selon les premières estimations de l'INSEE, un signe, selon les boursiers, d'une consommation sans vigueur à un mois des fêtes de fin d'année. Une fois de plus les opérations



de restructurations animent le marché. L'allemand Hoechst va désormais contrôler la totalité du capital du groupe chimique Roussel-Uclaf. L'autre opération du

jour relance également les achats sur les valeurs de la grande distribution. Carrefour a annoncé prendre le contrôle de 33,34 % du groupe Carat, non coté.

Ingénico, valeur du jour

L'ACTION Ingénico a enregistré la plus forte hausse de la séance à la Bourse de Paris, mardi 10 décembre. Le titre a fini la journée sur un gain de 3 %, à 86,50 francs, après avoir touché en séance son plus haut niveau de l'année à 87 francs. Le groupe, spécialisé dans les équipements de paiement électronique mobiles, a annoncé mardi avoir remporté un marché de 100 millions de francs portant sur l'équipement des taxis australiens. Ingénico a enregistré depuis le début de l'année

une hausse de 147,5 %. Il s'agit de la troisième meilleure performance de la Bourse de Paris derrière Dassault Aviation et Dassault Electronique.



PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÉGLEMENT MENSUEL

Cours au 10/12	10/12	9/12	Var. %
Alcatel	23,90	23,90	+0,00
Alcatel	23,90	23,90	+0,00
Alcatel	23,90	23,90	+0,00
Alcatel	23,90	23,90	+0,00
Alcatel	23,90	23,90	+0,00

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

Cours au 10/12	10/12	9/12	Var. %
Alcatel	23,90	23,90	+0,00
Alcatel	23,90	23,90	+0,00
Alcatel	23,90	23,90	+0,00
Alcatel	23,90	23,90	+0,00
Alcatel	23,90	23,90	+0,00

INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

Cours au 10/12	10/12	9/12	Var. %
SBF 120-250	128,24	128,24	+0,00
MIDCAC	128,24	128,24	+0,00
SBF 120-250	128,24	128,24	+0,00
MIDCAC	128,24	128,24	+0,00
SBF 120-250	128,24	128,24	+0,00

VALEURS LES PLUS ACTIVES

Cours au 10/12	10/12	9/12	Var. %
Alcatel	23,90	23,90	+0,00
Alcatel	23,90	23,90	+0,00
Alcatel	23,90	23,90	+0,00
Alcatel	23,90	23,90	+0,00
Alcatel	23,90	23,90	+0,00

Baisse de Hongkong

LA BOURSE DE TOKYO a perdu 1,2 %, mercredi 11 décembre, après deux séances de hausse, dans un marché préoccupé par les débuts en Bourse d'Orion Land, l'opérateur du parc de loisirs Disneyland de Tokyo. Déprimé par des ventes lentes aux futures, l'après-midi, l'indice Nikkei 225 a fini la séance en baisse de 253,74 points, à 20 568,38 points après un plus bas de 20 466,66. « On espérait de grands débuts pour Orion Land. Cela ne s'est pas produit et tout le marché s'en est ressenti », expliquait un courtier.

L'indice principal de la Bourse de Hongkong perdait 1 % au cours de la séance de mercredi après l'annonce de l'élection de Tung Chee-cha, qui deviendra le chef de l'exécutif du territoire à l'issue

de la rétrocession de la colonie britannique à la Chine, le 30 juin prochain.

Wall Street a terminé sur une modeste hausse, mardi, en raison de prises de bénéfices tardives. En hausse de quelque 48 points, en début d'après-midi, l'indice Dow Jones des valeurs vedettes n'a finalement gagné que 9,31 points, soit 0,14 %, à 6 473,25.

INDICES MONDIAUX

Cours au 10/12	10/12	9/12	Var. %
Paris CAC 40	2 215,72	2 215,72	+0,00
New York DJ	6 473,25	6 473,25	+0,00
Tokyo Nikkei	20 568,38	20 568,38	+0,00
Hong Kong	20 568,38	20 568,38	+0,00
London FT 100	20 568,38	20 568,38	+0,00

NEW YORK Les valeurs du Dow Jones

Cours au 10/12	10/12	9/12	Var. %
Alcatel	23,90	23,90	+0,00
Alcatel	23,90	23,90	+0,00
Alcatel	23,90	23,90	+0,00
Alcatel	23,90	23,90	+0,00
Alcatel	23,90	23,90	+0,00

LONDRES Les valeurs du FT 100

Cours au 10/12	10/12	9/12	Var. %
Alcatel	23,90	23,90	+0,00
Alcatel	23,90	23,90	+0,00
Alcatel	23,90	23,90	+0,00
Alcatel	23,90	23,90	+0,00
Alcatel	23,90	23,90	+0,00

FRANCKFURT Les valeurs du DAX 30

Cours au 10/12	10/12	9/12	Var. %
Alcatel	23,90	23,90	+0,00
Alcatel	23,90	23,90	+0,00
Alcatel	23,90	23,90	+0,00
Alcatel	23,90	23,90	+0,00
Alcatel	23,90	23,90	+0,00

LES TAUX

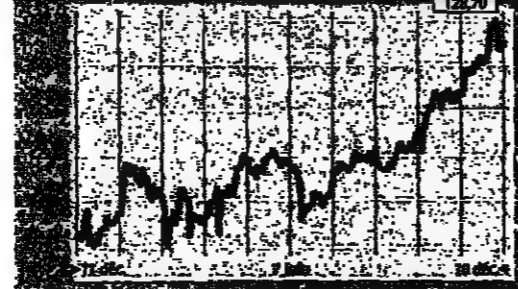
PARIS	PARIS	NEW YORK	NEW YORK	FRANCKFURT	FRANCKFURT
Jour le jour	10 ans	Jour le jour	10 ans	Jour le jour	10 ans

Nouveau recul du Matif

LE MATIF - marché à terme des emprunts d'Etat français - a ouvert à nouveau en baisse mercredi 11 décembre. Le contrat notional échéance décembre cédait 24 centimes à 128,46. Le Matif avait terminé en baisse mardi, le marché obligataire amorçant un mouvement de correction après ses récents gains, conformément aux vœux du président de la Réserve fédérale américaine Alan Greenspan qui avait dénoncé vendredi 6 décembre « l'excès

» des marchés. Le contrat notional échéance décembre avait terminé mardi en compensation à 128,70, en repli de 24 centimes. Au comptant, le rendement de FOAT à dix ans s'était tenu à 5,73 % contre 5,68 % la veille. Son taux restait toujours inférieur de 0,02 point à celui du Bund de même échéance. Sur le marché obligataire américain, le rendement moyen sur les bons du Trésor à 30 ans s'établissait mardi à 6,48 % contre 6,46 % lundi.

Notionnel 10 - première échéance 1 an



LES TAUX DE RÉFÉRENCE

Taux au 10/12	Taux au 10/12	Taux au 10/12	Taux au 10/12
France	3,30	3,30	3,30
Allemagne	3,30	3,30	3,30
Grande-Bretagne	3,30	3,30	3,30
Italie	3,30	3,30	3,30
Japon	3,30	3,30	3,30
Etats-Unis	3,30	3,30	3,30

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

Taux au 10/12	Taux au 10/12	Taux au 10/12	Taux au 10/12
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	4,40	4,40	4,40
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	5,14	5,14	5,14
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	5,60	5,60	5,60
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	6,02	6,02	6,02
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	6,55	6,55	6,55
Obligations françaises	5,88	5,88	5,88
Fonds d'Etat à TME	2,27	2,27	2,27
Fonds d'Etat à TME	1,94	1,94	1,94
Obligat. franc. à TME	1,98	1,98	1,98
Obligat. franc. à TME	0,07	0,07	0,07

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,55 %)

Actif	10/12	9/12	Var. %
Actif	10/12	9/12	Var. %
Actif	10/12	9/12	Var. %
Actif	10/12	9/12	Var. %
Actif	10/12	9/12	Var. %

MATIF

Échéances 10/12	volume	dernier	plus	plus	premier
Échéances 10/12	volume	dernier	plus	plus	premier
Échéances 10/12	volume	dernier	plus	plus	premier
Échéances 10/12	volume	dernier	plus	plus	premier
Échéances 10/12	volume	dernier	plus	plus	premier

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Échéances 10/12	volume	dernier	plus	plus	premier
Échéances 10/12	volume	dernier	plus	plus	premier
Échéances 10/12	volume	dernier	plus	plus	premier
Échéances 10/12	volume	dernier	plus	plus	premier
Échéances 10/12	volume	dernier	plus	plus	premier

LES MONNAIES

US/\$	US/\$	US/\$	DM/\$	DM/\$	DM/\$
5290	1,534	113,960	3,914	6,610	6,610

Petite faiblesse du franc

LE FRANC français cédait un peu de terrain face au mark mardi et mercredi matin, sur fond de rumeurs non confirmées de remaniement ministériel en France à deux jours de l'intervention télévisée du président Jacques Chirac, et au lendemain du sommet franco-allemand, considéré comme un échec par certains observateurs. Le franc s'échangeait mercredi 11 décembre dans la matinée à 3,3840 francs pour un mark contre 3,3775 lundi soir à Paris. « Les marchés

brûlaient mardi de rumeurs de remaniement ministériel en France, qui serait commenté par le président Chirac lors de son intervention télévisée jeudi soir », indiquait un opérateur. La lire italienne était également affaiblie par des rumeurs sur l'impossibilité pour l'Italie de participer à la monnaie unique dès 1999. La lire refusait mercredi matin à 998 lire pour un mark contre 994 lire pour un mark mardi en début de journée.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

Devises	Cours 10/12	9/12	Var. %
Devises	Cours 10/12	9/12	Var. %
Devises	Cours 10/12	9/12	Var. %
Devises	Cours 10/12	9/12	Var. %
Devises	Cours 10/12	9/12	Var. %

PARITÉS DU DOLLAR

Devises	Cours 10/12	9/12	Var. %
Devises	Cours 10/12	9/12	Var. %
Devises	Cours 10/12	9/12	Var. %
Devises	Cours 10/12	9/12	Var. %
Devises	Cours 10/12	9/12	Var. %

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

Devises	Cours 10/12	9/12	Var. %
Devises	Cours 10/12	9/12	Var. %
Devises	Cours 10/12	9/12	Var. %
Devises	Cours 10/12	9/12	Var. %
Devises	Cours 10/12	9/12	Var. %

TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

TIERES PREMIÈRES			
MÉTALX (New-York)			
	1 mois	3 mois	6 mois
Or	1000	1000	1000
Argent	1000	1000	1000
Cuivre	1000	1000	1000
Aluminium	1000	1000	1000
Plomb	1000	1000	1000
Etain	1000	1000	1000
Nickel	1000	1000	1000
Zinc	1000	1000	1000
Platine	1000	1000	1000
Palladium	1000	1000	1000
Rhodium	1000	1000	1000
Iridium	1000	1000	1000
Osmium	1000	1000	1000
Vanadium	1000	1000	1000
Chrom	1000	1000	1000
Manganèse	1000	1000	1000
Co	1000	1000	1000
Ni	1000	1000	1000
Fe	1000	1000	1000
Mg	1000	1000	1000
Ca	1000	1000	1000
Na	1000	1000	1000
K	1000	1000	1000
Li	1000	1000	1000
Be	1000	1000	1000
B	1000	1000	1000
C	1000	1000	1000
N	1000	1000	1000
O	1000	1000	1000
F	1000	1000	1000
Cl	1000	1000	1000
Br	1000	1000	1000
I	1000	1000	1000
At	1000	1000	1000
Hg	1000	1000	1000
Pb	1000	1000	1000
Bi	1000	1000	1000
Po	1000	1000	1000
At	1000	1000	1000
Rn	1000	1000	1000
Ac	1000	1000	1000
Th	1000	1000	1000
Pa	1000	1000	1000
U	1000	1000	1000
Np	1000	1000	1000
Pu	1000	1000	1000
Am	1000	1000	1000
Cm	1000	1000	1000
Bk	1000	1000	1000
Cf	1000	1000	1000
Es	1000	1000	1000
Fm	1000	1000	1000
Mn	1000	1000	1000
Co	1000	1000	1000
Ni	1000	1000	1000
Cu	1000	1000	1000
Zn	1000	1000	1000
Ag	1000	1000	1000
Au	1000	1000	1000
Pt	1000	1000	1000
Ir	1000	1000	1000
Rh	1000	1000	1000
Os	1000	1000	1000
Fe	1000	1000	1000
Co	1000	1000	1000
Ni	1000	1000	1000
Cu	1000	1000	1000
Zn	1000	1000	1000
Ag	1000	1000	1000
Au	1000	1000	1000
Pt	1000	1000	1000
Ir	1000	1000	1000
Rh	1000	1000	1000
Os	1000	1000	1000
Fe	1000	1000	1000
Co	1000	1000	1000
Ni	1000	1000	1000
Cu	1000	1000	1000
Zn	1000	1000	1000
Ag	1000	1000	1000
Au	1000	1000	1000
Pt	1000	1000	1000
Ir	1000	1000	1000
Rh	1000	1000	1000
Os	1000	1000	1000
Fe	1000	1000	1000
Co	1000	1000	1000
Ni	1000	1000	1000
Cu	1000	1000	1000
Zn	1000	1000	1000
Ag	1000	1000	1000
Au	1000	1000	1000
Pt	1000	1000	1000
Ir	1000	1000	1000
Rh	1000	1000	1000
Os	1000	1000	1000
Fe	1000	1000	1000
Co	1000	1000	1000
Ni	1000	1000	1000
Cu	1000	1000	1000
Zn	1000	1000	1000
Ag	1000	1000	1000
Au	1000	1000	1000
Pt	1000	1000	1000
Ir	1000	1000	1000
Rh	1000	1000	1000
Os	1000	1000	1000
Fe	1000	1000	1000
Co	1000	1000	1000
Ni	1000	1000	1000
Cu	1000	1000	1000
Zn	1000	1000	1000
Ag	1000	1000	1000
Au	1000	1000	1000
Pt	1000	1000	1000
Ir	1000	1000	1000
Rh	1000	1000	1000
Os	1000	1000	1000
Fe	1000	1000	1000
Co	1000	1000	1000
Ni	1000	1000	1000
Cu	1000	1000	1000
Zn	1000	1000	1000
Ag	1000	1000	1000
Au	1000	1000	1000
Pt	1000	1000	1000
Ir	1000	1000	1000
Rh	1000	1000	1000
Os	1000	1000	1000
Fe	1000	1000	1000
Co	1000	1000	1000
Ni	1000	1000	1000
Cu	1000	1000	1000
Zn	1000	1000	1000
Ag	1000	1000	1000
Au	1000	1000	1000
Pt	1000	1000	1000
Ir	1000	1000	1000
Rh	1000	1000	1000
Os	1000	1000	1000
Fe	1000	1000	1000
Co	1000	1000	1000
Ni	1000	1000	1000
Cu	1000	1000	1000
Zn	1000	1000	1000
Ag	1000	1000	1000
Au	1000	1000	1000
Pt	1000	1000	1000
Ir	1000	1000	1000
Rh	1000	1000	1000
Os	1000	1000	1000
Fe	1000	1000	1000
Co	1000	1000	1000
Ni	1000	1000	1000
Cu	1000	1000	1000
Zn	1000	1000	1000
Ag	1000	1000	1000
Au	1000	1000	1000
Pt	1000	1000	1000
Ir	1000	1000	1000
Rh	1000	1000	1000
Os	1000	1000	1000
Fe	1000	1000	1000
Co	1000	1000	1000
Ni	1000	1000	1000
Cu	1000	1000	1000
Zn	1000	1000	1000
Ag	1000	1000	1000
Au	1000	1000	1000
Pt	1000	1000	1000
Ir	1000	1000	1000
Rh	1000	1000	1000
Os	1000	1000	1000
Fe	1000	1000	1000
Co	1000	1000	1000
Ni	1000	1000	1000
Cu	1000	1000	1000
Zn	1000	1000	1000
Ag	1000	1000	1000
Au	1000	1000	1000
Pt	1000	1000	1000
Ir	1000	1000	1000
Rh	1000	1000	1000
Os	1000	1000	1000
Fe	1000	1000	1000
Co	1000	1000	1000
Ni	1000	1000	1000
Cu	1000	1000	1000
Zn	1000	1000	1000
Ag	1000	1000	1000
Au	1000	1000	1000
Pt	1000	1000	1000
Ir	1000	1000	1000
Rh	1000	1000	1000
Os	1000	1000	1000
Fe	1000	1000	1000
Co	1000	1000	1000
Ni	1000	1000	1000
Cu	1000	1000	1000
Zn	1000	1000	1000
Ag	1000	1000	1000
Au	1000	1000	1000
Pt	1000	1000	1000
Ir	1000	1000	1000
Rh	1000	1000	1000
Os	1000	1000	1000
Fe	1000	1000	1000
Co	1000	1000	1000
Ni	1000	1000	1000
Cu	1000	1000	1000
Zn	1000	1000	1000
Ag	1000	1000	1000
Au	1000	1000	1000
Pt	1000	1000	1000
Ir	1000	1000	1000
Rh	1000	1000	1000
Os	1000	1000	1000
Fe	1000	1000	1000
Co	1000	1000	1000
Ni	1000	1000	1000
Cu	1000	1000	1000
Zn	1000	1000	1000
Ag	1000	1000	1000
Au	1000	1000	1000
Pt	1000	1000	1000
Ir	1000	1000	1000
Rh	1000	1000	1000
Os	1000	1000	1000
Fe	1000	1000	1000
Co	1000	1000	1000
Ni	1000	1000	1000
Cu	1000	1000	1000
Zn	1000	1000	1000
Ag	1000	1000	1000
Au	1000	1000	1000
Pt	1000	1000	1000
Ir	1000	1000	1000
Rh	1000	1000	1000
Os	1000	1000	1000
Fe	1000	1000	1000
Co	1000	1000	1000
Ni	1000	1000	1000
Cu	1000	1000	1000
Zn	1000	1000	1000
Ag	1000	1000	1000
Au	1000	1000	1000
Pt	1000	1000	1000
Ir	1000	1000	1000
Rh	1000	1000	1000
Os	1000	1000	1000
Fe	1000	1000	1000
Co	1000	1000	1000
Ni	1000	1000	1000
Cu	1000	1000	1000
Zn	1000	1000	1000
Ag	1000	1000	1000
Au	1000	1000	1000
Pt	1000	1000	1000
Ir	1000	1000	1000
Rh	1000	1000	1000
Os	1000	1000	1000
Fe	1000	1000	1000
Co	1000	1000	1000
Ni	1000	1000	1000
Cu	1000	1000	1000
Zn	1000	1000	1000
Ag	1000	1000	1000
Au	1000	1000	1000
Pt	1000	1000	1000
Ir	1000	1000	1000
Rh	1000	1000	1000
Os	1000	1000	1000
Fe	1000	1000	1000
Co	1000	1000	1000
Ni	1000	1000	1000
Cu	1000	1000	1000
Zn	1000	1000	1000
Ag	1000	1000	1000
Au	1000	1000	1000
Pt	1000	1000	1000
Ir	1000	1000	1000
Rh	1000	1000	1000
Os	1000	1000	1000
Fe	1000	1000	1000
Co	1000	1000	1000
Ni	1000	1000	1000
Cu	1000	1000	1000
Zn	1000	1000	1000
Ag	1000	1000	1000
Au	1000	1000	1000
Pt	1000	1000	1000
Ir	1000	1000	1000
Rh	1000	1000	1000
Os	1000	1000	1000
Fe	1000	1000	1000
Co	1000	1000	1000
Ni	1000	1000	1000
Cu	1000	1000	1000
Zn	1000	1000	1000
Ag	1000	1000	1000
Au	1000	1000	1000
Pt	1000	1000	1000
Ir	1000	1000	1000
Rh	1000	1000	1000
Os	1000	1000	1000
Fe	1000	1000	1000
Co	1000	1000	1000
Ni	1000	1000	1000
Cu	1000	1000	1000
Zn	1000	1000	1000
Ag	1000	1000	1000
Au	1000	1000	1000
Pt	1000	1000	1000
Ir	1000	1000	1000
Rh	1000	1000	1000
Os	1000	1000	1000
Fe	1000	1000	1000
Co	1000	1000	1000
Ni	1000	1000	1000
Cu	1000	1000	1000
Zn	1000	1000	1000
Ag	1000	1000	1000
Au	1000	1000	1000
Pt	1000	1000	1000
Ir	1000	1000	1000
Rh	1000	1000	1000
Os	1000	1000	1000
Fe	1000	1000	1000
Co	1000	1000	1000
Ni	1000	1000	1000
Cu	1000	1000	1000
Zn	1000	1000	1000
Ag	1000	1000	

L'OR

Cours 10/12	Cours 9/12	Var. %
Cours 10/12	Cours 9/12	Var. %
Cours 10/12	Cours 9/12	Var. %
Cours 10/12	Cours 9/12	Var. %
Cours 10/12	Cours 9/12	Var. %

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Indices	10/12	9/12	Var. %
Indices	10/12	9/12	Var. %
Indices	10/12	9/12	Var. %
Indices	10/12	9/12	Var. %
Indices	10/12	9/12	Var. %

LE PÉTROLE

Cours 10/12	Cours 9/12	Var. %
Cours 10/12	Cours 9/12	Var. %
Cours 10/12	Cours 9/12	Var. %
Cours 10/12	Cours 9/12	Var. %
Cours 10/12	Cours 9/12	Var. %

فكراتك

AUJOURD'HUI

SPORTS

SKI ALPIN Après trois semaines d'épreuves aux États-Unis, la Coupe du monde s'installe en Europe jusqu'au début du mois de mars. Les spécialistes des épreuves de vitesse,

garçons et filles, ont rendez-vous au Critérium de la première neige, à Val d'Isère du 12 au 15 décembre. ● LES FAVORIS, l'Allemande Katja Seizinger, la Suédoise Pernilla Wiberg ou le

Suisse Steve Locher, se sont montrés en forme dès les premières courses américaines en attendant le duel en descente entre Patrick Ortlieb et Luc Alphand. ● LES JEUNES, pourtant,

s'annoncent ambitieux. Les victoires de l'Italienne Sabina Panzanini ou de l'Autrichienne Renate Götschl prouvent que l'année des champions ne sera pas de tout repos. ● LES

FRANÇAIS ont bien commencé. Avec deux podiums en descente, Carole Montillet s'affirme en possible rivale de Katja Seizinger comme Florence Masnada, de retour de blessure.

Les skieurs commencent à Val-d'Isère leur saison européenne

Après un passage en Amérique du Nord, le Cirque blanc prend ses quartiers d'hiver en Europe avec une première étape de la Coupe du monde, dans la station de Haute Tarentaise

D'ABORD, une grande absence : Picabo Street. L'Américaine, vice-championne olympique et championne du monde de descente, n'apparaîtra pas de la saison. Lors du premier entraînement de la deuxième descente de Coupe du monde, le 4 décembre à Val (Colorado), Picabo a fait une lourde chute, se rompant le ligament antérieur croisé du genou gauche. Opérée une semaine après, elle est indisponible pour six mois et ne pourra défendre son titre aux



COUPE DU MONDE
Après une lourde chute, se rompant le ligament antérieur croisé du genou gauche, elle est indisponible pour six mois et ne pourra défendre son titre aux

Trente ans après Jean-Claude Killy

La Coupe du monde de ski alpin fête, cette année, ses trente ans. Créée à l'instigation du journal *L'Equipe*, cette série d'épreuves disséminées dans l'hiver a vu le jour en 1966 et fut remportée, en 1967, par Jean-Claude Killy et l'Américaine Nancy Greene. Au palmarès de la Coupe du monde, Ingemar Stenmark totalise 86 victoires, suivi de l'Autrichienne Ann-Mari Moser-Proßl (62). Le coureur en activité qui compte le plus de victoires est l'Italien Alberto Tomba (47), devant Marc Girardelli. Le Luxembourgeois, qui a remporté cinq fois le classement général de la Coupe du monde, a gagné 46 épreuves. A trente-trois ans, il est à sa dix-neuvième saison.

championnats du monde de Sestrières, qui se disputent du 2 au 14 février 1997. Sans elle, star absolue qui sait rendre « hollywoodiennes » les tribulations du cirque blanc, la Coupe du monde s'installe en Europe pour l'essentiel de la saison, après avoir passé un mois aux États-Unis.

Comme c'est une tradition, Val d'Isère ouvre les débats européens, six semaines après le prologue couru sur le glacier de Sölden (Autriche). Le Critérium de la première neige - très abondante sur la station - accueille garçons et filles spécialistes des épreuves de vitesse (descente et super-G). Les skieurs et skieuses retourneront à Val - après une minuscule étape au Japon - du 12 au 16 mars pour la finale.

Les coureurs sont au milieu d'un long gué de quatre années. Après les championnats du monde de Sierra Nevada, reportés en 1995 et finalement disputés en février 1996, ils vont vivre les championnats du monde 1997, puis les Jeux olympiques de Nagano en 1998, avant d'en terminer par les mondiaux de Val un an plus tard.

Parce que les « vieux », comme Marc Girardelli ou Günther Mader, respectivement trente-trois et trente-deux ans, ne manifestent pas beaucoup de signes de fatigue et parce que la relève arrive par petits paquets chaque année, les places se font plus chères. Sportivement, la saison 1996-1997, chez les hommes comme chez les femmes, s'annonce donc très ouverte.

La compétition féminine a commencé très vite. Katja Seizinger est déjà en tête de la Coupe du monde qu'elle a remportée l'an dernier. Malgré l'absence de sa grande rivale Picabo Street en descente et

en super-G, elle ne s'affirme pourtant pas comme une solide prétendante à sa propre succession.

A Val, par exemple, elle a été surprise en descente par l'Autrichienne Renate Götschl qui lui a soufflé la première place avec près d'une seconde d'écart. A vingt et un ans, Renate n'avait encore jamais gagné de descente. A Park City, quelques jours auparavant, la Néo-Zélandaise - ancienne Autrichienne - Claudia Riegler, vingt ans, enlevait le premier slalom de la saison au nez de la Suédoise Pernilla Wiberg, championne du monde en titre de la spécialité.

NOUVELLE FRANÇAISE

Les équipes italiennes, tournées vers le rendez-vous mondial qui se dispute dans leur pays, alignent aussi leurs carres. Deborah Compagnoni, championne du monde de slalom géant, essaiera de franchir l'année sans blessure, ce qui serait exceptionnel. Elle est déjà épaulée par Sabina Panzanini, vainqueur du slalom géant de Park City, par la polyvalente Isokle Kostner et par Bibiana Perez.

La bonne nouvelle vient des Françaises. Après une saison décevante, sauvée par la médaille d'argent en

La suite de la saison 1996-97

FEMMES				HOMMES					
Cl.	Nom	Cl.	Nom	Cl.	Nom	Cl.	Nom		
12-13	Verchurova (Fru)	D	6	96	14-15	Verchurova (Fru)	D	6	96
20-21	Chen-Morimoto (Sui)	D	5	6	17	Moskovaia de Campagna (Ita)	D	5	6
22	Aravine (Aut)	D	6	1	20-21	Chen-Morimoto (Sui)	D	5	6
20-21	Stenmark (Aut)	D	5	6	22	Aravine (Aut)	D	6	1
					20	Brazzo (Ita)	D	7	

Cl.	Nom	Cl.	Nom	Cl.	Nom	Cl.	Nom		
3-4	Hecker (Sui)	D	5	6	5-6	Kanabara, Goto (Jap)	D	5	6
11-12	Shi-Morimoto (Jap)	D	6	96	17-18	Chen-Morimoto (Sui)	D	5	6
11-12	Ortlieb (Aut)	D	6	6	20-21	Wernersky (Sui)	D	5	6
20-21	Locher (S)	D	7	6	20-21	Kobayashi (Jap)	D	6	6
					20	Locher (S)	D	7	96

Cl.	Nom	Cl.	Nom	Cl.	Nom				
1-2	Locher (S)	D	5	6	22-23	Garmisch-Partenkirchen (Aut)	D	5	6
10-21-30	Vogano (Jap)	D	2	1					

Cl.	Nom	Cl.	Nom	Cl.	Nom	Cl.	Nom		
6-7	Wernersky de Mountain (USA)	D	5	6	1-2	Kobayashi (Jap)	D	5	6
12-15	US (USA) FINALE	D	5	6	5	Shigenaga (Jap)	D	5	6
					12-16	Val (USA) FINALE	D	5	6

Des baleines au large de la Nouvelle-Zélande

A quelques milles des côtes de l'île du Sud, les cétacés géants se montrent parfois aux touristes courageux

KAIKOURA
De notre envoyée spéciale
Dans ce village de la côte est de l'île du Sud, en Nouvelle-Zélande, les réveillés sonnent tôt. Cinq heures, cinq heures et demie pour les plus consciencieuses, en effet, celles du petit matin, qu'il s'agisse d'aller observer les énormes cachalots ou d'aller nager avec les dauphins ou les otaries à fourrure.

Après avoir fait, il y a un siècle et demi, la fortune de quelques immigrants écossais, l'ancienne station balnéaire n'est devenue l'éco-tourisme. Et la voilà qui rêve, aujourd'hui, de voir revenir dans ses eaux bleues du Pacifique les plus grands mammifères de la planète et de créer ici, à leur intention, un véritable sanctuaire. D'ores et déjà, des milliers de touristes profitent de la structure, délibérément modeste, mise à leur disposition pour aller surprendre ces gigantesques animaux dans leur vie quotidienne.

Principal atout de Kaikoura (en Maori, « se nourrir de langoustes », expression née du festin auquel se serait livré, en ce lieu, un dieu local) : une exceptionnelle situation géographique. Côté terre, la petite ville (moins de 3 000 habitants), adossée à de hautes montagnes, se situe au creux d'une anse protégée par un écueil de collines. Côté mer, la proximité de la fosse Hikurangi, immense ravin sous-marin.

A moins d'un mille de la côte, les

fonds atteignent déjà plus de mille mètres. « Vous voici dans le territoire des baleines », lance le guide embarqué sur l'un des catamarans du Whale-Watch, qui, arrivé à l'endroit recherché, a éteint ses moteurs. A bord de la petite embarcation, ballottée par les flots, on retient son souffle dans l'attente du « souffle » qui indiquera la présence d'une baleine.

LA NATURE DISPOSE

Le skipper maori s'affaire à la mise au point de l'hydrophone, micro sous-marin qui permet de capter les remous provoqués par le déplacement de ces géants, qui approchent la quarantaine de tonnes. Et ainsi de se rapprocher de l'endroit où l'animal risque de faire surface. A condition que « dame nature » (expression très prisée des Néo-Zélandais) accepte de coopérer.

Ce jour-là, une, puis deux énormes vagues livrèrent l'équipage à regret, puis vite que prévu, la terre ferme. « Nous devons concilier la sécurité des passagers et notre souhait de leur montrer des baleines », explique, serein en dépit de cet échec, Marcus Salomon, directeur des opérations du Whale-Watch. Et d'ajouter : « C'est ça, l'éco-tourisme : l'homme propose, la nature dispose ».

Opinion partagée par la plupart des passagers, qui, une fois rembarqués, se réinscrivent aussitôt. Peine perdue : il n'y aura pas



DESSIN D'YVES

d'autres sorties, et une tempête de grêle et de neige effacera tout espoir.

L'Antarctique, il est vrai, n'est pas loin. Dans l'australie, la rue principale de Kaikoura dort encore. Sur le quai attendent les premiers casiers de langoustes. Là-bas, au bout de la péninsule, sur un glissant tapis d'algues, des otaries brunes s'ébattaient en écoutant des plongeurs à faire pâlir de jalousie les plus douées de leurs consœurs apprivoisées. Au crépuscule, on peut assister au retour des petits pingouins bleus.

Autre spécialité de Kaikoura : la possibilité d'aller nager avec les dauphins (gris), à gros nez ou d'Hector, fidèles visiteurs de ces eaux poissonneuses. Lors de l'été austral, il arrive de voir des bancs constitués de centaines de ces acrobates, qui enchaînent les sauts

piéluux pour le plus grand plaisir des nageurs. « J'ai pratiqué les sports les plus extrêmes, confie un jeune touriste, mais, au niveau des émotions ressenties, rien qui puisse se comparer au bonheur de nager dans l'océan en compagnie de dauphins sauvages. » « Un bonheur à la portée de tous », précise Dennis Bauman, patron du Dolphin-Encounter, qui, dès l'arrivée des beaux jours (à la mi-novembre), affirme ne jamais revenir d'une sortie en mer sans avoir rencontré des dauphins prêts à jouer le jeu.

LE PLUS BEAU SPECTACLE

Pendant la haute saison (de décembre à février), les sorties destinées à l'observation des baleines (lire ci-contre) affichent un taux de réussite impressionnant : plus de 90 % ! Un score qui laisse songeur ceux qui, victimes de la tempête,

sont contraints de se rabattre sur les spécialités du restaurant Le Craypot, bisque de langoustes ou soupe aux moules. « J'ai vu des gens rester ici pendant cinq jours ; pas question, pour eux, de quitter les lieux avant d'avoir vu une baleine », raconte la patronne de l'établissement.

Après quoi, on reprend la route, « plus proche de Dieu, plus conscient de ses responsabilités vis-à-vis de la nature » et convalescent, en tout cas, d'avoir assisté au « plus beau spectacle de sa vie ». C'est du moins ce qu'on peut lire sur le livre d'or du Whale-Watch. Certes, il arrive que l'on reparte bredouille avec, pour tout souvenir, une débauche de phoques et une orlée de langoustes. Mais quels phoques ! Et quelles langoustes !

Florence de Changy

Carnet de route

● Y aller. De Paris, vingt-six heures de vol pour rejoindre les antipodes, via Singapour (avec Singapore Airlines) ou Sydney (avec Qantas), mais aussi via Londres ou Francfort avec Air New Zealand (tél. : 01-53-77-13-30) qui relie la capitale française à Auckland à partir de 7 465 francs A/R. De Wellington (île du nord), avion pour Christchurch ou ferry jusqu'à Picton, puis le train ou une navette reliant Christchurch via Kaikoura. L'idéal est de louer une voiture pour apprécier le paysage. Circuits proposés par Australie Tours (tél. : 01-45-53-58-39), Nouveau Monde (tél. : 01-53-73-78-80), Nouvelles Frontières (tél. : 08-03-33-33-33), Nouvelle-Zélande Voyages (tél./fax : 01-40-46-99-15), Australie à la carte/Ultramarina (tél. : 0-800-04-06-63 de Paris et 02-40-89-34-44) et RevVacances (agences).

● Climat. La meilleure saison pour le voyage en Nouvelle-Zélande est comprise entre décembre et février (c'est l'été aux antipodes). Sur place, appeler le Kaikoura Visitor Center (tél. : (03) 319-56-41). ● Se loger. A 15 km du centre, The Old Convent, un Bed & Breakfast dans un ancien couvent : 60 dollars la chambre double (1 dollar néo-zélandais = 7,40 francs). Le White Morph Inn, un motel du front de mer : 100 dollars la chambre avec cuisine.

● Se restaurer. The Green Dolphin est « la » bonne adresse. En plein centre, The Craypot possède l'un des meilleurs chefs du pays. La région de Blenheim produit des vins blancs, dont le Cloudy Bay et l'Oyster Bay. ● Voir les baleines. En bateau, avec Whale Watch (fax : (03) 319-65-45, tél. : (03) 319-67-67) : 95 dollars, réservations conseillées en haute saison. En avion, avec Whale Watch Air (tél. : (03) 319-65-80) ou Air Tours Kaikoura (tél. : (03) 319-59-86) : 78 dollars les trente minutes. En hélicoptère, avec Kaikoura Helicopters (qui jouxte Whale Watch) : 150 dollars les trente minutes. ● Nager. Avec les phoques : de 35 dollars à 50 dollars selon que l'on part de la côte ou d'un bateau. Tous les spécialistes sont sur la rue principale. Avec les dauphins : Dolphin Encounter ou Kaikoura Wildlife Centre, sortie de trois heures : 80 dollars pour les nageurs, 55 dollars pour les spectateurs. ● Lire. Les guides Nouvelle-Zélande O'Hare, Lonely Planet et Gallimard. ● Renseignements. Ambassade de Nouvelle-Zélande, 7 ter, rue Léonard-de-Vinci, 75116 Paris. Tél. : 01-45-00-24-11 (poste 250, de 14 heures à 17 heures).

érité

ouvrons cations exag-ministre it. Il a : agri-illards illiards :penses voté le mts ré-négocia-tes à la :duits-e tabac, a Grèce le coton la The-moitié. M. Simi-price est les agri-er le bil-é un des :s de la :ds Patta-

nce n'est pas toute sa e qui est qu'il veut, t au pou-elles. « Je ent tombe irche ar-ses colla-u, souven du Pasok : de même ulisme de ichéri. Le ndre à de :tations d'austéri-res - dans la marine tité annon-

Her Kuntz

RS
IE
JRS

fait

age à
ace

IS
TES

Partir pour les fêtes

Que les surnumérés et les étourdis se rassurent : il n'est pas trop tard pour choisir une fin d'année dépayssante, même si le choix est un peu limité. On déniché encore facilement un billet d'avion pour une capitale européenne. Ainsi Air France dispose de sièges sur Londres, Berlin, Copenhague, Stockholm, Madrid, Barcelone, Rome, Venise ou Budapest (de 700 à 2 000 F, tél. : 01-44-08-22-22). Côté long-courriers, les offres de la compagnie se limitent à la Californie, la Virginie (Washington) et Hongkong. L'Asie est prise d'assaut par les Français : seule la Chine semble échapper à la tourmente. On peut révéillonner chez Mandarin à Pékin (Orléans, 7 jours au Tianjin Dynasty, 7 000 F de Paris, tél. : 01-46-34-29-00), départ le 30 décembre avec Air China. ● Parmi les forfaits : « spécial réveillon »

proposés, les pays les plus cités sont l'Autriche, l'Irlande, l'Italie, la Sicile ou encore Chypre. Chez Transatours, on peut s'inscrire pour un Noël romain ou un Nouvel An à Salzbourg, à Prague, ou un duo Moscou-Saint-Petersbourg (Les Fêtes de l'hiver, tél. : 01-44-58-26-00, 4-7 jours, 3 400 à 7 000 F). Avec Scanditours, on choisira les lambris du Grand Hôtel de Stockholm, l'atmosphère de l'Auberge de l'ours d'or en Laponie, ou le point de brise-glace Sampo pour une virée au-delà du cercle polaire (Réveillons, tél. : 01-45-61-74-50, 6 000 à 10 000 F). Chez Voyages, tél. : 01-42-36-97-04. Consigner aussi Voyageurs, tél. : 01-42-36-17-20). Nouvelles Frontières propose dîners de gala et visites guidées à Rome, Florence, Naples, Venise ou Istanbul. On ne choisit pas son étape. Le nom de l'établissement (2-3 étoiles) sera révélé au départ

(3615 NF ou tél. : 08-03-33-33-33, 1 900 à 5 600 F). ● Vers les terres ensoleillées, les avions affichent complet pour des départs avant Noël (les 23 et 24 décembre), sans déstabiliser de dernière minute. En interrogeant les spécialistes et les offices de tourisme (sur le Minitel 3615) ou encore les agences, on peut saisir des places pour des départs entre le 28 et le 31 décembre. Havas Voyages dispose de sièges pour les Antilles françaises sur les vols AOM, Air Liberté ou Air France (de 2 390 à 3 290 F, Minitel 3615 Havas Voyages, tél. : 01-41-06-40-06). Idem vers les Canaries, le Maroc ou la Tunisie (moins de 2 000 F). On encore pour New York (1 950 F, sur Tower Air) ou Miami (2 590 F, sur US Air). Les Etats-Unis restent à l'affiche chez Directours, pour un Noël à New York (3 810 F) ou un Nouvel An à Los Angeles (vol 3 400 F, chambre 210 F, voiture : 710 F, tél. : 01-45-62-62-62).

● Les aficionados de l'Amérique latine ont une chance de s'envoler pour Buenos Aires. Equinoxiales propose des circuits sur mesure, de la Mésopotamie argentine, au nord, jusqu'aux glaciers de la Terre de Feu, de 15 000 à 25 000 F, tél. : 01-47-53-71-89). Offres similaires pour le Chili ou le Venezuela. Il n'est pas rare de trouver des places de dernière heure pour le Brésil. ● Enfin, sur Minitel, chaque jour sont annoncés les invendus. Quelque 900 propositions sur Dégriftour, avec 40 % de réduction, à quinze jours du départ (3615 DT). Réactualisation permanente et offre la plus large pour un serveur qui a fait ses preuves (vois, séjours et circuits en France et à l'étranger). A l'affiche : une plage aux Seychelles, un bateau sur le Nil ou un hôtel à Palerme. Travailliez, l'un des derniers-nés du 3615, propose Prague, Saint-Petersbourg ou Istanbul.

Florence Evlin

DEGRIFTOUR
COURCHEVEL
7 Nuits 2 pièces 6 personnes
2 800 F 4 280 F
REVEILLON EN SICILE
7 Nuits hôtel 3*
Pension complète. Vols A/R
Départ Paris : 3 160 F 4 640 F
PARIS - TOULOUSE
Vols rég. A/R : 595 F 850 F
3615 DT ou tél. : 01-45-02-33-33
Audiotel : 02-38-00-00-00

Directours
DÉPENSEZ MOINS,
VOYAGEZ PLUS
ACHETEZ EN DIRECT
AU TOUR OPÉRATEUR
AUTOTOURS USA si vol rég. + 7
nuits en motel + voiture km illimité et
assurance inclus.
FLORIDE : 2 990 F
CALIFORNIE : 3 390 F
LOUISIANE : 2 870 F (de Paris)
3 200 F (provinces)
Prix basé sur 4 personnes en 1 chambre
à 2 grands lits, sup. base 3 = +200 F.
Room 2 = +800 F. Départs quotidiens de
Paris et 5 villes de provinces + Genève
Lundi 302. Monte aux chutes parail
750 établissements.
DUBAI 81 : 3 850 F
vol + appartement dans résidence
hôtelière lux. Départs chaque dimanche
de Paris et Nice.
MALTE 81 : 1 490 F
vol + hôtel** petit déjeuner. Départ
chaque samedi de Paris jusqu'en Mars
Brochure gratuite sur demande
Brochure sur demande au 01 45 02 33 33
à Lyon au 04 72 20 30 43
3615 DT ou tél. : 01-45-02-33-33
Audiotel : 02-38-00-00-00

3 jours de compétition à PALMA DE MALLORCA
TROPHÉE DE GOLF
"FLOR DE ALMENDRO"
du 22 au 26 janvier 1997
2 490 F par joueur
1 850 F l'accompagnateur
Hébergement hôtel 4 étoiles • Location de voiture en option
Renseignements GOLF AUTOUR DU MONDE Tél. 01.53.43.36.36

Hôtel BEAUREGARD
Logis de France
05350 Saint-Véran-Queyras
2040m. Site classé du XVIIIe
River/Est. Piscine et tennis.
Ski et randonnées.
Demi-pens. et Pens. à partir de 1 650 F/sem.
Équipement complet pour confort et détente.
Tél. : 04 92 45 02 62 Fax : 04 92 45 02 62

HÔTEL BOILEAU
Calm et sérénité
en plein cœur du 16e.
360 à 420 F.
Jardin + bar
bain, wc, TV - Salle de réception
81, rue Boileau - 75018 PARIS
Tél. : 47.58.33.74 - Fax : 48.37.62.38

EST - HÔTEL
49, Boulevard de Magenta - 75010 PARIS
85 chambres. Douche/bain - TV
coulour - Tél. direct + Bar dans hall
Chambre seule : 210 F / 280 F
Chambre double : 300 F / 350 F
Chambre triple : 400 F / 450 F
En chambre double 1 700 F/semaine
Spécial Noël groupe à partir de 10 pers.
125 F par pers. (2 ou 3 pers/chambre)
Tarif promotion Elver 96/97
du 01/11/96 au 01/03/97
115 F par pers. (2 ou 3 pers/chambre)
Pour toute information et réservation
Tél. : 01.42.48.15.29 - Fax : 01.42.48.59.40

Royal Tours
MAROC - TUNISIE - EGYPT
MARRAKECH - Fin d'année
Départ 21.12, retour 28.12.96
Oudaya 3* en demi-pension 3 750 F
Sheraton 5* en demi-pension 4 450 F
Club Vultur 4* en demi-pension 4 990 F
en pension complète, boissons incluses.
- 3 excursions gratuites
Téléphonez à votre agence de voyages
Demandez les prochains Royal Tours
01.41.66.06.06 pour information

DE NOËL A PAQUES
SKI ET SOLEIL EN SUISSE
Loin de la cohue des villes
Tél. : 00 41 27 783 11 22
Fax : 00 41 27 783 10 89
HOTEL-CLUB** pour familles avec en-
fants et adolescents. Célébrations.
Ambiance saine et sportive. Repas.
Garde-entente gratuite. Récupération.
Ski alpin et fond très avancés.
7 jours PENSION COMPLÈTE
de 2350 F à 2570 FF
Pédicure, art. et soins. Gouttière.
HOTEL-CLUB SURWAYS (80 places)
1938 CHAMPEL Valais Suisse

SKI DE FOND / 3 PARIS TOV
Ancienne ferme cossue du XVIIe.
Grand confort, ambiance conviviale.
Table d'hôte, produits locaux et régionaux.
TARIF : selon période
(pension complète + vin au repas,
moniteur, matériel de ski neuf).
Renseignements au :
03.61.38.12.61
LE CRÉT L'AGNEAU
25650 LA LONGEVILLE

DEMARQ VOYAGES Partez sereinement
SPECIAL REVEILLON
• ISTANBUL 07/11 Vol A/R + Hôtel 3* + P.D.J. + Soirée réveillon 2890 F
• TUNISIE 07/11 Vol A/R + Hôtel 5* + D.P. + Soirée réveillon 2870 F
• BULGIE 07/11 Vol A/R + Hôtel 3* + P.C. + Soirée réveillon 3880 F
03 3668 1668 3617 DEMARQ 03 3668 1668

NOUVELLES VAGUES
groupement hôtelier
réservation de dernière minute
PARIS
centre ville
hôtel de qualité
TROIS ÉTOILES à partir de 450 F
DEUX ÉTOILES à partir de 300 F
prix par chambre
01.47.07.26.26
réclamation direct à l'hôtel

ICELANDAIR
Noël en Islande
Prix par personne
3 890 F
Vol A/R 4 nuits en chambre double
Petits déj. Transfers
Tél. : 01 44 51 60 51
3615 ICEAIR

SPECIAL NOUVEL AN
■ SORRENTE (GOLF DE NAPLES)
du 29/12/96 au 01/01/97 3 490 F* (4 jours/3 nuits)
Prix par personne comprenant :
le transport en avion spécial au départ de Paris à destination de Naples + les
transferts A/R aéroport/hôtel + logement en chambre double hôtel**** à
Sorrente, en demi-pension le réveillon de la Saint Sylvestre + une journée
d'accrochage à Naples et Pompeï.
Tél : 01.44.51.39.27
MINITEL 3615 (1,29 F/min.)
Cit Evasion

PROFESSIONNELS DU TOURISME, invitez nos lecteurs aux voyages :

RUBRIQUE "EVASION" ☎ 01.44.43.77.36 - (Fax : 01.44.43.77.30)

LE MONDE

NEUF ET RÉSIDENTIEL

LE MARCHE, LES CONSEILS DE LA FNPC



L'AMORTISSEMENT PÉRISSOL

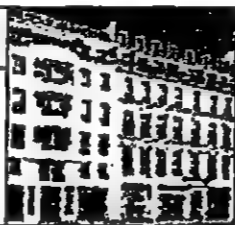
La nouvelle formule d'amortissement des logements locatifs, dite amortissement "Périssol", a pris son bon départ. On en rappelle ci-après les principales caractéristiques :

- Les logements locatifs achetés entre le 1^{er} janvier 1996 et le 31 décembre 1996 sont amortissables à raison de :
 - 10% du prix total de l'acquisition pour chacune des 4 premières années ;
 - 2% pour chacune des 20 années suivantes.
- Le déficit foncier correspondant est imputable sur le revenu global dans la limite d'un plafond de 100 000 francs (au lieu de 70 000 francs dans les autres cas).
- La fraction du déficit foncier non imputable sur le revenu global peut être reportée sur les revenus fonciers des années ultérieures, pendant 10 années.
- Ce dispositif est cumulable avec le régime d'exonération d'imposition des plus-values provenant de la vente d'OPCVM de capitalisation (qui prend fin au 31 décembre 1996).

PARIS RIVE DROITE

2^e arrondissement

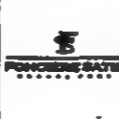
Vivienne Opéra
4951, rue Vivienne.



De studio à 4 pièces.
Prix : 25.200 F le m² moyen.

En cœur de quartier de la boue et de l'Opéra, à quelques pas de Drouot, la 4^e de la rue Vivienne est l'endroit idéal pour ceux qui veulent un appartement moderne et lumineux, de studio pied-à-terre à l'appartement familial de 5 pièces. Ils sont accessibles par un hall particulièrement raffiné.

Bureaux de vente sur place 49 rue Vivienne, Paris 2.
Tél. 46 49 81 51



3^e arrondissement

Résidence Saint-Martin
61, rue Bichat.
Nouveaux programmes



Téléphone tout de suite au 01 46 43 21 00 pour être tenu au courant de la disponibilité.
A partir de 17.000 F le m², hors parking, et dans la limite de stock disponible.

Une superbe résidence de 28 appartements aménageant, de studio à 5 pièces, à proximité de Canal Saint-Martin et de l'Est de Paris. Une architecture raffinée par une belle façade en briques rouges, avec de nombreux balcons ou terrasses orientés plein sud. Prestations particulièrement soignées. Label Promoteur Classement Plus.

Bureaux de vente : 61 rue Bichat et 101 rue de Valenciennes. Ouvert lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 19 h et de 14 h à 19 h.



Résidence de la "Grange aux Belles"
Rue de la Grange aux Belles
Rue de l'Hôpital Saint-Louis



Proche du Canal Saint-Martin, cette résidence de standing de 45 appartements est située à proximité de nombreuses commodités et services.

Renseignements et Vente :
Tél. 01 47 12 54 44



6^e arrondissement

62, rue Saint-Denis
Réalisation :
STIM BATIR
40, avenue Raymond Polanco
75116 PARIS
N° Vert 0800 33 59 80



33 appartements. De studio à 5 pièces, 29 500 F le m² moyen.
En : 5 pièces 130,00 m², 2 étages 5 990 000 F hors parking.

Entre Victor-Hugo et Trinité, au cœur de l'un des meilleurs quartiers du 6^e arrondissement, à deux pas de la rue de la Paix et du Lycée Janson-de-Sailly, 2 petites résidences neuves.

De belles prestations pour de très beaux appartements. Parking en sous-sol, Remise à disposition : tous les jours de 10 h à 13 h et de 14 h à 19 h, sauf dimanche, 40, avenue Raymond Polanco - 75116 Paris - N° vert 0800 33 59 80.



46, rue de Longchamp
Réalisation :
COREVA
4, avenue Victor Hugo
75116 PARIS
Tél. 01 44 17 30 20



22 logements de studio à 6 pièces.
A partir de 27 500 F le m².
Livraison 1^{er} trimestre 1998.

En cœur du prestigieux quartier Trinité-Madeleine, une résidence de classe, aux prestations raffinées. Pour quelques privilégiés seulement. Plus personnalisés et présentés à la demande.

Renseignements et vente : COREVA, de lundi au vendredi de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h.
4, avenue Victor-Hugo, 75116 Paris - Tél. 01 44 17 30 20.



Résidence de l'Amiral
19, rue de l'Amiral d'Estaing.



2 appartements de 89 et 110 m².
Belle - Terrain
Livraison 1^{er} juin 1997

Au cœur du triangle d'or à quelques mètres de la place des États-Unis entre avenues d'Alsace et Kléber, à mi-distance des Champs-Élysées, George V, la Seine et le Trocadéro.

Renseignements et Vente :
Tél. 01 44 85 50 00



NEUF ET RÉSIDENTIEL
C'EST CHAQUE MERCREDI (voire jeudi)
POUR ACHETER, INVESTIR.

PARIS RIVE DROITE (suite)

20^e arrondissement

Villa Gambetta
superbe appartement Mairie



De studio à 4 pièces.
20 000 F le m² moyen.

Située à 200 mètres de la place Gambetta et de son métro et à quelques pas seulement de la rue des Pyrénées, la Villa Gambetta vous propose une grande diversité d'appartements de caractères, nouveaux prolongés de terrasses, balcons ou jardins.

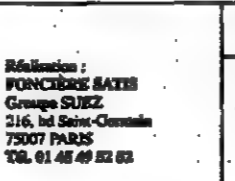
Bureaux de vente et appartements situés dans les appartements de 14 h à 19 h, sauf le mardi et le mercredi.
Tél. 01 45 49 52 52



PARIS RIVE GAUCHE

14^e arrondissement

Proche Alsace
Avenue du Général Leclerc.



De 2 pièces à 4 pièces duplex.
21 000 F le m² moyen.

Dans le quartier calme et agréable d'Alsace, 4 appartements neufs en duplex de 2 à 4 pièces, avec vue dégagée.

Livraison : immédiate.
Renseignements et vente : Tél. 01 45 49 52 52



Charles-Montgarnier
Rue Froidevaux.



De studio à 3 pièces.
25 800 F le m² moyen.

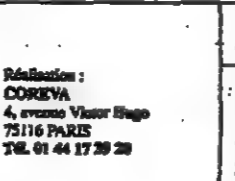
Entre Montgarnier et Dufour-Rochet dans l'une des rues les plus calmes de Montgarnier.

Livraison : 1^{er} novembre 1997.
Renseignements et vente : Tél. 01 45 49 52 52



15^e arrondissement

14, rue Desirée Dumas



11 logements de 2 pièces à 4,25 pièces.
Prix de lancement à partir de 19 000 F le m².

Deux ans de construction à 100 m de rue Desirée Dumas, quelques appartements spacieux et lumineux, avec de très belles terrasses pleines orientées sud-est.

Livraison immédiate.
Bureaux de vente sur place les mardi, jeudi, et samedi de 14 h à 19 h.
Tél. 01 46 17 39 20



Ville Marmont
107-109, rue de l'abbé Groult.



Projet de nouvelle maison gouvernementale.

Prix à partir de 23 500 F le m² hors parking et dans la limite de stock disponible.

Classées le meilleur du 15^e arrondissement à la deux pas du métro Convention et des commerces, un programme de très grand standing sur jardins latéraux : 47 appartements de studio à 5 pièces duplex avec caves et parking en sous-sol et 6 maisons de ville de 2 à 6 pièces. Les caves au cœur d'un véritable quartier parisien.

Bureaux de vente sur place :
lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 12 h et de 14 h à 19 h.



14, rue de l'abbé Groult



17 logements de studio à 5 pièces.

Au cœur du 15^e arrondissement, deux ans de construction et deux pas de la Place du Commerce, cette résidence de standing conjugue charme, confort et modernité.

Conçue sur les nouvelles mesures investissements, amortissement "Périssol".
Tél. 01 47 12 54 44



RÉGION PARISIENNE

78 Maisons-Laffitte

Les Villas Longueuil
Avenue de Longueuil.



De studio à 5 pièces.
17 500 F le m² moyen.

Une diversité d'appartements de qualité sur avenue des couronnes bordées d'arbres et sur jardin.

Une des plus belles adresses de Maisons-Laffitte à 130m du RER, du Parc et à quelques pas de la Forêt de Saint-Germain.

Bureaux de vente sur place :
29, avenue de Longueuil, 78000 Maisons-Laffitte, ouvert tous les après-midi de 14 h à 19 h, sauf le mardi et le mercredi.
Tél. 01 45 49 52 52



94 Maisons-Alfort

Les Académies
de Maisons-Alfort



Idéal investissement.

A 2 pas du métro "Bole Vélizy" STIM BATIR réalise une résidence d'habitat de standing.

Studio à partir de 280 000 F.
Revenus locatifs garantis.
Conçus sur les nouvelles mesures investissements, amortissement "Périssol".
Renseignements et Vente : Tél. 01 47 12 54 44



150000

REPRODUCTION INTERDITE

IMMOBILIER

VENTES

1^{er} arrondissement
PALAI ROYAL
studio à aménager
GOBELINS immo.
Tél. : 01-43-37-50-25

3^e arrondissement
Dans le Marais
Imm. XVII^e, ravali
superbe 450 m² à 132 m²
avec belle HSP décoration
de qualité. Paris 3^e arr.
AIM : 01-53-01-99-00.

HOTEL XVII^e
classé 2^e ét., asc. s/cour
pavée arborée, élégant 4 p.
3 chbres 2 bns, 135 m²
environ.
Prévoir peintures
3 200 000 F - 01-42-74-78-81

REPUBLIQUE 4/5 P
P.d.T., 3 ET., ASC., CALME
1 200 000 F - 01-43-20-32-71

4^e arrondissement
LE ST LOUIS
STUDIO SUR SEINE
Vue N-Dame 1 250 000 F
S. Kayser 01-43-25-43-43

5^e arrondissement
PRÉS VAL-DE-GRACE
BEAU 8 P - PARQUETS
DÉLE EXPO - BON ÉTAT
3 800 000 F - 01-43-25-43-43
SERGE KAYSER

6^e arrondissement
M^e Cardinal-Lemoine
2 p., 50 m² sur jardin refait
clair. Tél. : 01-43-59-14-05

7^e arrondissement
Port-Royal, récent, asc.
45 p.
1 840 000 F, parking possib.
MEL. : 01-43-25-32-58

8^e arrondissement
Lutèce, 7^e ét. dern. ét.
asc. 65 m², chbr living
1 chbr., 2 p. s/cour, 3 expos.
Vue N. Dame, 1 800 000 F
Tél. : 01-44-07-12-09

9^e arrondissement
BEAUX-ARTS charme
4 p., 50 m², travaux
4^e ét. chbr expo.
4 300 000 F
S. Kayser - 01-43-25-43-43

DUROC
110 m² à rénover, 4^e asc. +
box, 2 800 000 F
ABV. - 01-53-20-08-50

Luxembourg rénové, sans
vieilles stucs, 35 m², cul. exp.
belle, soleil - 01-43-35-18-36

COEUR ST-GERMAIN
DES-PRÉS. Superbe apt
de charme à l'air du toit
chbr réception, 4 s/cours,
chambre, mezzanine,
boiserie, chbr de nuit,
cave, prix 4 000 000 F.
S. Kayser 01-43-25-43-43

Théâtre Odéon, imm. 19^e s., asc.
4 p., 50 m², bon plan étour-
né, ensoleil. 01-43-35-18-36

N-DAME-DES-CHAMPS
DUPLEX 3/4 P., VUE
dernier ét. parking
2 380 000 F - 01-43-20-32-71

RUE D'ASSAS 3 P
Bon état, cul., équipée
asc., ravalement voté
1 180 000 F - 01-43-20-32-71

SAINT-GERMAIN
Bel imm. 18^e s., 130 m²
3 ét., asc., volume, service
parking, 4 200 000 F
Tél. : 01-45-49-16-03

7^e arrondissement
VUE INVALIDES, PL. VAUBAN
Spectueux 250 m², imm. 1900
L. CONSEIL - 01-46-09-08-08

PERRONNET plein de t.
5 pièces service - bon plan
3 950 000 F - 01-43-25-43-43
SERGE KAYSER

ROUSSELET étudiants
4^e ét., cul., clair
Tél. : 01-43-59-14-05

SCHAMP DE MARS
Superbe 5/6 p., 175 m² + balc.
4^e ét., asc. VUE SPLENDIDE
UMCP Invest - 01-47-05-30-05

8^e arrondissement
F8 ST-HONORE
BEL IMM. Haussmannien
5 p., 5^e ét., balc., soleil
living 3/4 chbres rénovés
3 850 000 F - 01-48-10-24-59
ou 06-07-40-83-26
CONADIM

MONTHOLON CADET
Très bel apt. de style
180 m² + service. Bon plan
rue calme, 4^e ét., asc.
Tél. : 01-45-26-39-25

12^e arrondissement
PTE DE VINCENNES
185 m² en 6/7 p., usage mixte
possib., park., 2 400 000 F
LP. : 01-48-85-13-33

Prox. M^e Montparnasse
Rég. serv. 3^e ét., asc.
2 p., 50 m² + terrasse 40 m²
vue dégagée sur jardins
Reuilly. Prix attractif
Tél. : 01-43-87-00-84 ap. 19 h
ou M. Benhamou
01-40-75-05-55

13^e arrondissement
BUTTE-AUX-CAILLES
Pis maison + jardin
Prix : 1 850 000 F
Tél. : 01-45-46-25-25

20^e arrondissement
Alésia Montsouris, asc. 8 p.
+ bur. en duplex, 148 m²,
chbr., cham., ensoleil. -
01-43-35-18-36

21^e arrondissement
GO STUDIO REPAIT NEUF
TOUT ÉQUIPÉ, BON XIV 740 000 F
Tél. : 01-43-05-74-11

22^e arrondissement
Alésia Montsouris, asc. 8 p.
+ bur. en duplex, 148 m²,
chbr., cham., ensoleil. -
01-43-35-18-36

23^e arrondissement
Alésia Montsouris, asc. 8 p.
+ bur. en duplex, 148 m²,
chbr., cham., ensoleil. -
01-43-35-18-36

24^e arrondissement
Alésia Montsouris, asc. 8 p.
+ bur. en duplex, 148 m²,
chbr., cham., ensoleil. -
01-43-35-18-36

25^e arrondissement
Alésia Montsouris, asc. 8 p.
+ bur. en duplex, 148 m²,
chbr., cham., ensoleil. -
01-43-35-18-36

26^e arrondissement
Alésia Montsouris, asc. 8 p.
+ bur. en duplex, 148 m²,
chbr., cham., ensoleil. -
01-43-35-18-36

27^e arrondissement
Alésia Montsouris, asc. 8 p.
+ bur. en duplex, 148 m²,
chbr., cham., ensoleil. -
01-43-35-18-36

28^e arrondissement
Alésia Montsouris, asc. 8 p.
+ bur. en duplex, 148 m²,
chbr., cham., ensoleil. -
01-43-35-18-36

29^e arrondissement
Alésia Montsouris, asc. 8 p.
+ bur. en duplex, 148 m²,
chbr., cham., ensoleil. -
01-43-35-18-36

30^e arrondissement
Alésia Montsouris, asc. 8 p.
+ bur. en duplex, 148 m²,
chbr., cham., ensoleil. -
01-43-35-18-36

31^e arrondissement
Alésia Montsouris, asc. 8 p.
+ bur. en duplex, 148 m²,
chbr., cham., ensoleil. -
01-43-35-18-36

32^e arrondissement
Alésia Montsouris, asc. 8 p.
+ bur. en duplex, 148 m²,
chbr., cham., ensoleil. -
01-43-35-18-36

33^e arrondissement
Alésia Montsouris, asc. 8 p.
+ bur. en duplex, 148 m²,
chbr., cham., ensoleil. -
01-43-35-18-36

34^e arrondissement
Alésia Montsouris, asc. 8 p.
+ bur. en duplex, 148 m²,
chbr., cham., ensoleil. -
01-43-35-18-36

35^e arrondissement
Alésia Montsouris, asc. 8 p.
+ bur. en duplex, 148 m²,
chbr., cham., ensoleil. -
01-43-35-18-36

36^e arrondissement
Alésia Montsouris, asc. 8 p.
+ bur. en duplex, 148 m²,
chbr., cham., ensoleil. -
01-43-35-18-36

37^e arrondissement
Alésia Montsouris, asc. 8 p.
+ bur. en duplex, 148 m²,
chbr., cham., ensoleil. -
01-43-35-18-36

38^e arrondissement
Alésia Montsouris, asc. 8 p.
+ bur. en duplex, 148 m²,
chbr., cham., ensoleil. -
01-43-35-18-36

BUTTE-AUX-CAILLES
Dans immeuble récent
Superbe 3 pièces rénové
60 m² + balcon,
plein ouest
880 000 F
Vieilles mair., jeudi, samedi
208, rue de Tolbiac
Tél. : 01-45-80-02-07

Atelier d'artiste 185 m²
18 000 F/m², 4 chbres, 3 bns
état et qualité exceptionnelle
près Montsouris, asc.
solaire. * HK - 01-47-47-88-87

GOBELINS Beau 4 p.
100 m², séjour double, 2 ch.
GOBELINS immo.
Tél. : 01-43-37-50-25

GO STUDIO REPAIT NEUF
TOUT ÉQUIPÉ, BON XIV 740 000 F
Tél. : 01-43-05-74-11

Alésia Montsouris, asc. 8 p.
+ bur. en duplex, 148 m²,
chbr., cham., ensoleil. -
01-43-35-18-36

Alésia Montsouris, asc. 8 p.
+ bur. en duplex, 148 m²,
chbr., cham., ensoleil. -
01-43-35-18-36

Alésia Montsouris, asc. 8 p.
+ bur. en duplex, 148 m²,
chbr., cham., ensoleil. -
01-43-35-18-36

Alésia Montsouris, asc. 8 p.
+ bur. en duplex, 148 m²,
chbr., cham., ensoleil. -
01-43-35-18-36

Alésia Montsouris, asc. 8 p.
+ bur. en duplex, 148 m²,
chbr., cham., ensoleil. -
01-43-35-18-36

Alésia Montsouris, asc. 8 p.
+ bur. en duplex, 148 m²,
chbr., cham., ensoleil. -
01-43-35-18-36

Alésia Montsouris, asc. 8 p.
+ bur. en duplex, 148 m²,
chbr., cham., ensoleil. -
01-43-35-18-36

Alésia Montsouris, asc. 8 p.
+ bur. en duplex, 148 m²,
chbr., cham., ensoleil. -
01-43-35-18-36

Alésia Montsouris, asc. 8 p.
+ bur. en duplex, 148 m²,
chbr., cham., ensoleil. -
01-43-35-18-36

Alésia Montsouris, asc. 8 p.
+ bur. en duplex, 148 m²,
chbr., cham., ensoleil. -
01-43-35-18-36

Alésia Montsouris, asc. 8 p.
+ bur. en duplex, 148 m²,
chbr., cham., ensoleil. -
01-43-35-18-36

Alésia Montsouris, asc. 8 p.
+ bur. en duplex, 148 m²,
chbr., cham., ensoleil. -
01-43-35-18-36

Alésia Montsouris, asc. 8 p.
+ bur. en duplex, 148 m²,
chbr., cham., ensoleil. -
01-43-35-18-36

Alésia Montsouris, asc. 8 p.
+ bur. en duplex, 148 m²,
chbr., cham., ensoleil. -
01-43-35-18-36

Alésia Montsouris, asc. 8 p.
+ bur. en duplex, 148 m²,
chbr., cham., ensoleil. -
01-43-35-18-36

Alésia Montsouris, asc. 8 p.
+ bur. en duplex, 148 m²,
chbr., cham., ensoleil. -
01-43-35-18-36

Alésia Montsouris, asc. 8 p.
+ bur. en duplex, 148 m²,
chbr., cham., ensoleil. -
01-43-35-18-36

Alésia Montsouris, asc. 8 p.
+ bur. en duplex, 148 m²,
chbr., cham., ensoleil. -
01-43-35-18-36

Alésia Montsouris, asc. 8 p.
+ bur. en duplex, 148 m²,
chbr., cham., ensoleil. -
01-43-35-18-36

Alésia P.d.T. 3 p.
53 m² à rénover.
EDGAR-QUINET
Rég. 2 p., 40 m², calme
sol., part. état -
01-43-35-18-36

M^e ALESIA
Duplex, 3 p., 55 m²
Entièrement rénové
cul., équipée, 955 000 F
Tél. : 01-47-43-83-63

ALESIA-DENFERT Loft
230 m² + 150 m² terrasse
Triple séjour + sauna +
Jacuzzi, 4 700 000 F
Part. - 01-48-58-58-58 (Bur.)

ALESIA P.d.T. asc.
4 p., 86 m² à rénover, calme
ensoleil. - 01-43-35-18-36

15^e arrondissement
VRAI ATELIER D'ARTISTE
90 m² en duplex 1 750 000 F
LP. : 01-48-85-13-33

Vaugrand imm. rénovation
asc. plusieurs 4 p. depuis
1 235 000 F. MEL.
01-43-25-32-58

16^e arrondissement
Assomption 5 p.
65 m², duplex, dern. ét., asc.,
bon état. - 01-43-59-14-05

FAISANDERIE studio
il. ch. 52 m² + gd jardin
1 100 000 F - 01-42-54-18-28

HOTEL PARTICULIER
RANELAGH 350 m², jardin
Terrasse sud, 01-40-61-97-75

AVE. HENRI-MARTIN
68 m² coup de cœur
1 650 000 F - 40-61-91-10

20^e arrondissement
SAINT-BLAISE 3/4 p., 72 m²,
partiel état, sol., 2 ch.,
balc., asc., 7^e ét.,
ensoleil., porte blindée
1 MF. Tél. : 01-49-49-37-49

HAUTS-DE-SEINE
NEUILLY JATTE
2 p., 48 m² rénové, ét. élevé
standing, park., impeccable
* HK 01-47-47-88-87

Boulogne M^e Jean-Jaures
2 p., 53 m², 2^e ét. en duplex
cul., Sol., WC.

Mezanine
890 000 F - 47-45-55-53
1 p. de cuisine-cuisine,
bel immeuble 330 000 F.
GOBELINS immo.
Tél. : 01-43-37-50-25

RUE DE COLOMBES
COURBOVOIE
immeuble 1980
BEAU 3 PIÈCES
150 000 F
Tél. : 01-47-57-25-13

ISSY-MOULINX 95 m²
L.v. dble, 3 chbres, 2 bns
Cul., équipée 1 550 000 F
Park. possible -
01-47-04-88-18

COURBOVOIE PROX.
DÉFENSE
2 P., 44 m² + loggia + pkg
1^e ét. élevé sur jardin
Prix : 550 000 F
Part. 01-43-54-65-84

NEUILLY 250 m²
Site et vue privilégiés
dans HOTEL PARTICULIER
Face SEINE, superbe rénové.
8 500 000 F - 01-42-66-98-33

CLICHY LIMITE 17^e
INVESTISSEMENT À HAUT RENDEMENT
AVANTAGES FISCAUX
DE LA LOI PÉRISSOL
Studios et 2 pièces
de vis. avec standing
à partir de 275 000 F
Contacteur Stéphane Bacc
Tél. : 01-47-06-70-70

VAL-DE-MARNE
SAINT-MANDÉ
AV. ALPHAND
INVESTISSEMENT À HAUT RENDEMENT
AVANTAGES FISCAUX
DE LA LOI PÉRISSOL
Studios et 2 pièces
de vis. avec standing
à partir de : 600 000 F
Contacteur Olivier Benin
Tél. : 01-43-59-70-70

UNIQUE À SAINT-MANDÉ
UNE « VILLA SUR LE TOIT »
imm. rénovée haut standing
167 m² hab. + 280 m² T.
vue panoramique sur Paris
et bois de Vincennes.
Prix : 9 000 000 F
Contacteur Olivier Benin
Tél. : 01-47-66-70-70

PROVINCE
CANNES
Part. vend. dans résidence,
2 p., cul., s.d.b.,
45 m² + 16 m² terrasse
Asc., park., cave,
2^e ét. plein Sud, calme,
vue mer. Prox. commerces.
Prix : 500 000 F
Tél. (mobile) : 01-43-07-50-83

Sèvres-Lacourbe
URGENT
370 m² neuvs
moins de 12 000 F/m²
Contacteur : P.-L. Durand
Tél. : 01-45-43-52-54

M^e BOUCAUT 4 P
104 m² + LOGGIA 18 m²
3^e ét., asc., PARKING
1 990 000 F - 01-43-20-32-71

DESNOUETTES 100 m²
4 chbres, soleil, 3^e ét., asc.
1 650 000 F - 01-43-26-56-57

SUFFREN HILTON
standing, 5^e ét., 100 m²
+ service + parking
Tél. : 01-40-61-91-10

16^e arrondissement
Assomption 5 p.
65 m², duplex, dern. ét., asc.,
bon état. - 01-43-59-14-05

FAISANDERIE studio
il. ch. 52 m² + gd jardin
1 100 000 F - 01-42-54-18-28

HOTEL PARTICULIER
RANELAGH 350 m², jardin
Terrasse sud, 01-40-61-97-75

AVE. HENRI-MARTIN
68 m² coup de cœur
1 650 000 F - 40-61-91-10

20^e arrondissement
SAINT-BLAISE 3/4 p., 72 m²,
partiel état, sol., 2 ch.,
balc., asc., 7^e ét.,
ensoleil., porte blindée
1 MF. Tél. : 01-49-49-37-49

HAUTS-DE-SEINE
NEUILLY JATTE
2 p., 48 m² rénové, ét. élevé
standing, park., impeccable
* HK 01-47-47-88-87

Boulogne M^e Jean-Jaures
2 p., 53 m², 2^e ét. en duplex
cul., Sol., WC.

Mezanine
890 000 F - 47-45-55-53
1 p. de cuisine-cuisine,
bel immeuble 330 000 F.
GOBELINS immo.
Tél. : 01-43-37-50-25

RUE DE COLOMBES
COURBOVOIE
immeuble 1980
BEAU 3 PIÈCES
150 000 F
Tél. : 01-47-57-25-13

ISSY-MOULINX 95 m²
L.v. dble, 3 chbres, 2 bns
Cul., équipée 1 550 000 F
Park. possible -
01-47-04-88-18

COURBOVOIE PROX.
DÉFENSE
2 P., 44 m² + loggia + pkg
1^e ét. élevé sur jardin
Prix : 550 000 F
Part. 01-43-54-65-84

NEUILLY 250 m²
Site et vue privilégiés
dans HOTEL PARTICULIER
Face SEINE, superbe rénové.
8 500 000 F - 01-42-66-98-33

CLICHY LIMITE 17^e
INVESTISSEMENT À HAUT RENDEMENT
AVANTAGES FISCAUX
DE LA LOI PÉRISSOL
Studios et 2 pièces
de vis. avec standing
à partir de 275 000 F
Contacteur Stéphane Bacc
Tél. : 01-47-06-70-70

VAL-DE-MARNE
SAINT-MANDÉ
AV. ALPHAND
INVESTISSEMENT À HAUT RENDEMENT
AVANTAGES FISCAUX
DE LA LOI PÉRISSOL
Studios et 2 pièces
de vis. avec standing
à partir de : 600 000 F
Contacteur Olivier Benin
Tél. : 01-43-59-70-70

UNIQUE À SAINT-MANDÉ
UNE « VILLA SUR LE TOIT »
imm. rénovée haut standing
167 m² hab. + 280 m² T.
vue panoramique sur Paris
et bois de Vincennes.
Prix : 9 000 000 F
Contacteur Olivier Benin
Tél. : 01-47-66-70-70

</

L'épidémie de dengue hémorragique progresse à l'échelle planétaire

Un vaccin est à l'étude aux Etats-Unis pour prévenir cette maladie virale transmise par les moustiques et enrayer sa propagation, devenue spectaculaire depuis une quinzaine d'années, notamment dans les pays en voie de développement

Maladie des tropiques, la dengue a été décrite à la fin du XVIII^e siècle. C'est alors une affection banale caractérisée par des maux de tête, des douleurs lombaires et des courbatures généralisées conférant

au malade une démarche d'apparence affectée (d'où son nom, issu d'un terme espagnol équivalent du mot français « maladerie »). Cette « grippe tropicale » très répandue n'était généralement inva-

lidante que pendant quelques jours et l'on en guérissait sans difficultés. Depuis lors est apparue la dengue hémorragique, une variante sévère de la première, touchant fréquemment les enfants

et pouvant se révéler mortelle dans 5 % des cas. La progression de cette maladie inquiète les autorités sanitaires, qui ne disposent d'aucune parade vaccinale. Les différents aspects de cette diffusion épi-

démique ont été au centre des préoccupations des participants à la réunion internationale sur les maladies émergentes organisée à Annecy par la Fondation Marcel Merieux du 9 au 11 décembre.

ANNECY
de notre envoyé spécial
« Les premiers cas de dengue hémorragique sont apparus en 1954 aux Philippines, touchant souvent des enfants », explique Jean-François Saluzzo, l'un des responsables des recherches vaccinales anti-dengue chez Pasteur-Mérieux Connaught. La maladie a alors commencé sa progression endémique dans l'Asie du Sud-Est, touchant le Vietnam, le Cambodge, la Malaisie et la Birmanie. Elle a ensuite diffusé vers la Chine et vers l'Inde. Cette progression a été favorisée par les conflits armés puis par l'essor des échanges commerciaux. Quarante-cinq pays sont désormais touchés.

Le grand saut dans la progression épidémique fut réalisé en 1981 lorsque l'on découvrit que cette variante était présente à Cuba, où elle fut à l'origine de plus de 320 000 cas de formes sévères nécessitant une hospitalisation. « Les autorités cubaines évoquèrent alors une introduction criminelle du virus sur cette île. Aujourd'hui, il semble établi que ce sont des militaires cubains de retour du Vietnam qui sont à l'origine de cette dissémination virale », poursuit M. Saluzzo. Après les Caraïbes, l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud, c'est la Polynésie qui est actuellement frappée par l'épidémie, le virus diffusant rapidement d'île en île par l'intermédiaire des transports aériens.

« L'extension de la dengue hémorragique représente aujourd'hui un problème de santé mondiale », estime le docteur Duane J. Dubler (Centers for Diseases Control). Les spécialistes distinguent quatre formes (sérotypes) du virus de la

dengue, les quatre pouvant déclencher une forme hémorragique sans que l'on ait encore bien compris les bases moléculaires de ce phénomène qui doit résulter d'interactions entre l'agent pathogène et l'organisme humain qu'il infecte. Pour le docteur Francis Ennis (université du Massachusetts), les manifestations hémorragiques de la dengue apparaissent souvent lors d'une seconde infection, lorsque celle-ci est due à un sérotype viral différent de la première. Dans cette hypothèse, des anticorps faciliteraient, de manière paradoxale, la pénétration du virus dans des

cellules du système immunitaire, déclenchant des événements moléculaires en cascade induisant les phénomènes de choc hémorragique observés chez les malades.

IMPORTATION ACCIDENTELLE
Les virus de la dengue sont transmis par des moustiques, notamment *Aedes aegypti* et *Aedes albopictus*. Ce dernier, importé accidentellement en 1985 du Japon aux Etats-Unis, y a proliféré avant d'arriver depuis peu au Nigeria. Tous les spécialistes s'accordent sur le fait que la maladie a progressé spectaculairement à cause de l'éro-

sion des programmes d'éradication des moustiques en zone intertropicale, de l'évolution démographique et de l'urbanisation anarchique qui l'accompagne. Face à une telle menace, le poids des organisations sanitaires internationales apparaît, comme souvent, dérisoire. En juin 1995, l'Organisation mondiale de la santé a proposé une « stratégie globale et des recommandations ont été formulées » visant notamment à lutter contre les moustiques-vecteurs.

En pratique, tout le monde attend la mise au point d'une protection vaccinale qui pourrait être in-

tégrée dans le programme élargi de vaccination destiné aux jeunes enfants du tiers-monde. Ce vaccin semble toutefois fort délicat à mettre au point, les nombreuses tentatives effectuées par les scientifiques de l'armée américaine s'étant jusqu'à présent soldées par des échecs. La première et principale difficulté tient à l'absence - étonnante dans ce type de maladie virale - de modèle animal. Cette situation conduit, en d'autres termes, à tester directement sur l'homme les vaccins expérimentaux. La seconde difficulté résulte des liens pouvant exister entre la

dengue classique et la dengue hémorragique. Si la seconde survient bien, comme on le craint, chez des personnes ayant été préalablement infectées par un autre sérotype, il importe que le vaccin proposé puisse protéger contre les quatre types de virus.

« Au début des années 80, le professeur Nath Bhamarapravati (université de Mahidol, Thaïlande) a réussi à atténuer les quatre sérotypes viraux, grâce à des techniques classiques de passages répétés des souches virales sur des cellules rénales de chien et de singe, explique M. Saluzzo. Des essais cliniques ont ensuite été conduits sur des adultes et des enfants. A partir de 1992, nous avons cherché à standardiser cette production et à étudier les conditions d'un développement industriel. »

Depuis quelques semaines, en collaboration avec le Walter Reed Institute, une expérimentation de phase 1 a commencé, avec le vaccin Pasteur-Mérieux Connaught, sur quelques dizaines de personnes aux Etats-Unis. D'autres approches vaccinales sont à l'étude à partir de protéines virales produites par recombinaison génétique, ou encore à partir de fragments d'acides nucléiques issus du génome viral. La mise au point industrielle d'un vaccin efficace et sans danger, si possible administrable en une seule injection, constituerait un événement majeur dans la lutte contre cette maladie émergente, doublée d'un succès commercial de grande taille, ce vaccin pouvant - entre autres - être utilement proposé aux voyageurs internationaux.

J.-Y. N.

Jean-Yves Nau

Des oiseaux migrateurs de mauvais augure

ANNECY
de notre envoyé spécial

C'est sans doute la mort, il y a quelques mois, d'un étalon des Haras du roi qui a précipité l'inquiétude des autorités marocaines et accéléré la collaboration internationale. La mort de ce cheval a conduit des épidémiologistes à découvrir que, de juillet à octobre, le Maroc avait connu une épidémie, animale et humaine, due à un virus de la famille des *Flaviviridae* appelé *West Nile*, nom de la province ougandaise dont il est, semble-t-il, originaire. Ce virus pathogène est véhiculé par les moustiques du genre *Culex*, qui se contaminent à partir des oiseaux migrateurs avant d'infecter l'homme ou le cheval. L'infection est habituellement sans danger. Mais elle peut, pour des raisons encore mystérieuses, déclencher une maladie mortelle du système nerveux central.

Le bilan de l'épidémie marocaine a été présenté, mardi 10 décembre à Annecy, par le docteur Bernard Le Guenno (Institut Pasteur de Paris). Au total, 94 cas d'encéphalite *West Nile* - dont 40 mortels - ont été diagnostiqués au Maroc chez des chevaux, des ânes et des mulets. Le nombre de cas humains n'est pas

connu, mais il est établi que le virus est passé à l'homme. « On peut supposer que ce sont les travaux d'irrigation effectués au nord de Rabat et le climat inhabituellement humide dans ce pays qui sont à l'origine de ce phénomène épidémique », a expliqué au Monde Bernard Le Guenno. Les moustiques se sont multipliés et ont véhiculé le virus *West Nile* à partir d'oiseaux migrateurs. »

DIPLOMATIE ET SANTÉ PUBLIQUE

Il n'y aurait là qu'une curiosité épidémiologique, comme en fournit fréquemment le sol africain, si une épidémie similaire n'était apparue, à la même époque, en Roumanie. De juillet à octobre, plus de 500 cas d'encéphalite humaine dus au virus de *West Nile* ont été recensés dans ce pays, dont 40 mortels. Ce sont les ruées d'eau et les inondations dans les sous-sols des immeubles de Bucarest, associés au rétablissement du chauffage collectif de ces bâtiments, qui sont, en Roumanie, responsables de la prolifération inhabituelle des moustiques.

Les travaux du docteur Le Guenno ont permis de confirmer qu'il s'agissait d'infections dues au même virus qu'au Maroc. Un travail

épidémiologique conduit par les autorités roumaines, en collaboration avec les Centers for Diseases Control d'Atlanta, a conclu qu'environ 100 000 personnes avaient été, à Bucarest, en contact avec ce virus africain. L'épidémie s'est propagée le long du Danube, depuis la mer Noire jusqu'à la capitale. Les chevaux, cette fois, ont été épargnés.

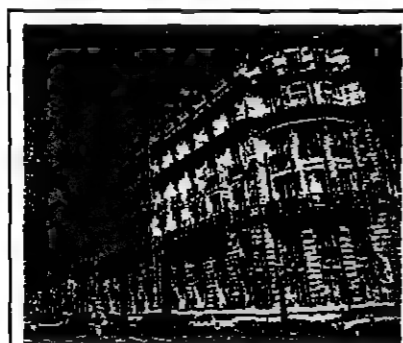
Pour les spécialistes du *West Nile*, l'hypothèse la plus probable est que les mêmes oiseaux migrateurs africains sont à l'origine de ces deux épidémies. Ils ne disposent malheureusement pas encore des échantillons biologiques qui leur permettraient d'élucider ce mystère. La diplomatie ne fait pas toujours le bon ménage avec la santé publique. En 1994, une épidémie due au virus *West Nile* avait été observée dans le Sahara algérien, dans la région de Timoun. On n'avait alors officiellement recensé que 50 cas suspects, dont huit mortels. Mais aucun travail épidémiologique international n'avait pu être mis en œuvre, en dépit du souhait manifesté par les autorités algériennes.

J.-Y. N.

Jean-Yves Nau

M M O B I L I E R

PRESTIGE ET CARACTÈRE



AVENUE MARCEAU 8
Location

Dans un immeuble du XIX^e siècle, à proximité immédiate de l'Étoile, appartement d'angle de 305 m². Composé de 8 pièces dont un salon en rez-de-chaussée, petit salon, salle à manger, bibliothèque, cuisine équipée.

PRESTATIONS DE QUALITÉ
Prix : 34 000 000 Francs + charges

PRÉAIL
Tél. 01 40 16 38 50

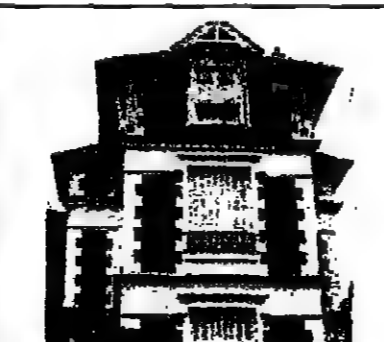


A CHATOU (78)

Maison de caractère - Début du siècle - Vue dégagée - Surface habitable 250 m² comprenant salon, salle à manger, cuisine, 5 chambres, 2 bains, garage en rez-de-jardin.

BEAU JARDIN CLOS DE 1 300 M²
Prix : 3 600 000 Francs - Réf. : D 1923

AGENCE DE LA TERRASSE
45, boulevard Carnot, 78110 Le Vésinet
Tél. 01 30 15 67 00 - Fax 01 34 80 19 59



BOULOGNE-BILLANCOURT

Proche métro Rhin-Danube

Belle maison 6 pièces, 165 m² habitables sur 478 m² de terrain.
Jardin - garage - dépendances
Exceptionnel 3 200 000 F

MARCADET
Tél. 01 42 51 51 51
Fax 01 42 55 55 55



PARIS IV - QUAI HENRI IV

130m² plein sud. Vue panoramique sur la Seine. 67 pièces, 4 chambres, 2 bains, lingerie. Double living (38m²) pouvant s'agrandir d'une chambre en façade.
Ascenseur. 2 caves. Possibilité parking.
Prix : 3 550 000 F

Tél. - Fax 01 43 54 46 27



PROCHE VAISON-LA-ROMAINE

Maison de village en pierres rest., SH 140 m², dép. 300 m², salon vué 40 m², chem., séjour 35 m², cuisine, 2 chbrs, lingerie, salle, sdb, remise, garage, grenier 140 m², jardin clos et arboré 500 m², terrasse.
BELLE AFFAIRE
Réf. : 723 - Prix : 890 000 Francs

SARRO IMMOBILIER
12, cours Taulignan - 84110 Vaison-la-Romaine
Tél. 04 90 26 82 83 - Fax 04 90 36 23 62
Nos bureaux : Valréas (84) - Grignas (26)



PROVENCE

LIMITE DRÔME / ARDÈCHE
T.B. Mas pierre du XVIII^e s., rest., avec cour et. SH 1 000 m², dép., salle vuée 70 m², salon, sdb, 11 chbrs, 11 sdb, S. de jous 90 m², terrain 100 HA, piscine, terrasse, hangar, cave, parking, arbrs.
VUE PANORAMIQUE / IDEAL CHÈS D'HÔTES
TR AFFAIRE / NOMBREUSES POSSIBILITÉS
Réf. : 998 - Prix : 3 800 000 Francs

SARRO IMMOBILIER
12, cours Taulignan - 84110 Vaison-la-Romaine
Tél. 04 90 26 82 83 - Fax 04 90 36 23 62
Nos bureaux : Valréas (84) - Grignas (26)



BOULOGNE NORD

Proche église et bois.
Très belle maison de charme 425 m² env. sur jardin plein sud.
Piscine, terrasses, beaux volumes de réception, 5 chambres, salle de projection.
Possibilité parking.

AGENCE
CLAUDE SAINT-URICE
Tél. 01 46 05 49 00
Fax 01 46 05 01 82



PARC MONCEAU

Location

Appartement de prestige, 8 pièces, 329 m².
RENOVATION DE GRANDE QUALITÉ.
Triple réception, bibliothèque, 4 chambres, 4 salles-de-bains + service.
Loyer : 35 000 Francs hors charges.

MANSART
Tél. 01 53 70 13 13



ARDECHE

Beau mas pierre rest., SH 230 m², dépôts 300 m², sur env. 1 HA de terrain, piscine, terrasse, hall, salon/chem. 60 m², cuis 60, 4 chbrs, sdb, et 2 pièces à rest., hangar atelier, sdb, garage, sources.
TRES BELLE VUE
BEAUCOUP DE CARACTERE.
Réf. : 882 - Prix : 1 500 000 Francs

SARRO IMMOBILIER
12, cours Taulignan - 84110 Vaison-la-Romaine
Tél. 04 90 26 82 83 - Fax 04 90 36 23 62
Nos bureaux : Valréas (84) - Grignas (26)



PARIS IV - SUR LES QUAIS

Vue dégagée sur la Seine de ce bel appartement 6 pièces, 130 m². Séjour-double, 4 chambres, 2 bains. Grand balcon plein soleil.
Réf. : 6313

A.L.M. Immobilier
"L'Immobilier en cœur de Paris"
25, bd Henri IV - 75004 Paris
Tél. 01 53 01 99 00
Fax 01 53 01 99 01

هكذا من الأصل

CINÉMA Dans « Surviving Picasso », James Ivory n'a su transcrire sur le grand écran ni l'homme ni l'artiste Picasso. L'acteur Anthony Hopkins interprète le peintre. ● DÉCOUVERTE



du cinéaste iranien Abolfazl Jalili, avec « Det », réalisé en 1994 et son premier film à être distribué en France. Cette histoire d'une petite fille malade peut aussi apparaître

comme la métaphore d'une crise personnelle de l'auteur ou de la situation en Iran. ● PARMI les autres nouveautés, on trouve « Jack », de Francis Ford Coppola, avec Robin Williams.

Portrait de l'artiste en psychopathe

Surviving Picasso. James Ivory se concentre sur la vie privée de Picasso, délaissant le génie créateur, mais, à force de briser le mythe, le réalisateur multiplie les clichés sur le peintre espagnol. Une caricature qui témoigne d'un certain mépris pour la création artistique

Film américain de James Ivory. Avec Anthony Hopkins, Natasha McElhone, Julianne Moore, Joss Ackland, Peter Eyre, Jane Lapotaire, Joseph Maher, Bob Peck, Diane Venora, Joan Plowright. (2 h 05.)

Il est difficile de regarder *Surviving Picasso* sans penser au *Mystère Picasso*, d'Henri-Georges Clouzot. James Ivory a dû y penser aussi, puisqu'il cite le film de Clouzot

Une organisation triangulaire

C'est en 1961 qu'Ismaïl Merchant, né à Bombay en 1936, et James Ivory, né à Berkeley (Californie) en 1928, ont décidé de s'associer pour produire en Inde des films de langue anglaise destinés au marché international. En trente-cinq années de collaboration, James Ivory a réalisé vingt et un films, dont *Shakespeare Wallah* (1966), *Les Européens* (1966), *Chaleur et poussière* (1983), *Chambre avec vue* (1986), *Retour à Howards End* (1992) ou *Les Vestiges du jour* (1993), tous produits par Ismaïl Merchant, qui lui-même a réalisé quatre films dont *In Custody* (1994) et *La Propriétaire* (1996).

Leur société, MIP, repose en réalité sur un triangle, dont l'indispensable partenaire est la scénariste Ruth Prawer Jhabvala. « Nous avons plusieurs projets en cours », affirme le cinéaste. « Nous sommes toujours en train de développer des sujets, les nôtres, mais aussi ceux que nous recevons de l'extérieur. Nous avons toute une équipe en place. Quatre personnes à New York, quatre à Londres, trois à Paris, six à Bombay. »

comme une source d'influence majeure dans la préparation de son film avec la biographie très contestée d'Ariana Stassinopoulos, *Picasso : Creator and Destroyer*, qui prétendait révéler la nature malséante de Picasso. Il est frappant de voir à quel point le chemin emprunté par Ivory ne croise jamais celui tracé par Clouzot. Dans un célèbre article consacré au *Mystère Picasso* (repris dans *Qu'est-ce que le cinéma ?*, éd. du Cerf), André Bazin constatait que Clouzot n'expliquait rien, et s'il y avait une leçon à en tirer c'est que voir un artiste travailler ne saurait donner la clé de son art. Et de citer la phrase de Picasso à l'appui : « Je ne cherche pas, je trouve. » En éliminant tout élément biographique, descriptif et didactique, Clouzot ne laissait de Picasso qu'une seule chose : le souvenir de son regard.

Ce regard, et son intensité particulière, ont manifestement marqué Ivory, au point de demander à Anthony Hopkins, qui incarne Picasso, de mettre des verres de contact marron sur ses yeux bleus, de manière à mieux en reproduire la profondeur. Malheureusement, l'interprète du *Silence des agneaux* confond la densité de ce regard avec une certaine forme de dégénérescence. Il y a du docteur Lecter dans le *Picasso* de James Ivory, des battements de cils trop appuyés, un rictus exagéré, des yeux plissés à l'extrême qui nous ramènent vers les pires clichés énoncés sur l'artiste, monstre d'égoïsme, coupé du monde, psychopathe et destructeur.

Il y a, dans le film de James Ivory, seulement des évidences que le cinéaste nous assène de manière grossière : le pull marin de l'artiste, ses sandales, son bérêt, son short, son foulard et sa manière si personnelle de l'attacher. Le film est, à l'image de ces signes distinctifs, construit comme une série de vi-



gnettes : Picasso à Paris, dans le Midi, chez Matisse, à la corralle. Le peintre colle ainsi parfaitement à son image d'Épinal. L'illusion peut désormais fonctionner, et le mimétisme accompli, le cinéma peut enfin se prendre pour la réalité. Vue par Ivory, cette réalité est

laide. Et comme il importait pour lui de la rendre publique, on apprend, en vrac, que Picasso ne s'occupait pas de ses enfants, n'acceptait les femmes qu'à sa botte - d'où le départ de Françoise Gilot, femme de tête refusant le despotisme, et l'apparition de Jacqueline

Roque, maîtresse devenue esclave -, multipliait les conquêtes féminines, se conduisait mal avec son personnel. Conduit par le désir de battre en brèche le mythe, James Ivory a décidé de se concentrer sur l'homme Picasso, en délaissant le génie créateur.

CARENCE

Il y a pourtant de la peinture dans *Surviving Picasso* : un Cézanne au-dessus d'un lit, un faux Braque, un vrai Matisse, toute une série de faux Picasso, des poteries et des sculptures du maître également. À force de dénoncer la part d'imposture chez l'homme, la question de l'authenticité de l'œuvre n'importe plus.

En choisissant une telle option, Ivory n'était pas obligé de parler de Picasso. Le réalisateur aurait pu, à l'opposé, essayer de filmer le peintre, mais dans un tel cas le personnage apporte peu de choses. C'est l'absence d'un tel choix qui rend *Surviving Picasso* aussi faible. Une carence que l'on retrouve dans l'une des scènes les plus aberrantes de son film. Picasso est en

train de peindre *Guernica* - si l'on en croit la voix off, car la toile n'est pas visible à l'écran - alors que devant lui Dora Maar et Marie-Thérèse Walter, ses deux maîtresses, se battent telles deux amazones pour conserver leur place.

Galvanisé par un tel affrontement, Picasso balance des coups de pinceau tellement rageux qu'on finit par se demander si *Guernica* ne relève pas du happening artistique. Cette scène est vulgaire, à la fois par sa violence et par la présence de la toile de Picasso comme l'un des grands chefs-d'œuvre de l'histoire de l'art, comme si le regard du spectateur se devait d'être guidé par une parole compétente, et par ce qu'elle présuppose : un Picasso qui n'aurait pas en tête, au moment où il réalise sa toile, un village détruit par les troupes franquistes, mais deux femmes transformées en luttes. Dans cette foire d'empoigne, une seule chose est certaine : de l'homme et de l'artiste Picasso, il ne subsiste rien.

Samuel Blumenfeld

La reconstitution des années Françoise

APRÈS VAN GOGH et Modigliani, Picasso... Encore un sacré morceau, d'autant moins évident à négocier, que de la période traitée - l'après-guerre, les années Françaises, la seule qui ne se serait pas fait bouffer par le minotaurisme -, on sait tout ou presque : le héros de la génération, l'artiste qui s'érigeait en PCR, l'ami de Françoise, le père de famille qui accepte enfin ses cheveux blancs...

Abondance de biens peut nuire. La preuve est là. Il fallait choisir. A-t-on fait le bon choix ? La Warner avait envisagé l'achat des droits du livre *Vivre avec Picasso*. Cela ne s'est pas fait. La biographie d'Ariana Stassinopoulos et quantité d'autres

sources ont finalement servi de base à la reconstitution des années de l'artiste à partir du regard de Françoise.

Cette reconstitution est pleine de faussetés historiques, en dépit de l'apparente vérité des épisodes traités à grand renfort de citations qui passent pour véridiques. Certains passages sont si mal accrochés qu'on ne comprend pas à quel ils se réfèrent : ainsi de la séquence autour des pièces de théâtre de Picasso dans l'atelier de la rue des Grands-Angustins ; ainsi de la séquence au congrès des intellectuels de Wrocław, en Pologne ; ainsi de

beaucoup d'autres séquences louées au portrait.

Le portrait de qui ? Celui de Françoise, en tous cas, est plus crédible. Elle est la seule à ne pas être ridiculisée, avec Matisse, que l'on voit, il est vrai, bien peu de temps. Pourquoi cette exception ? Peut-être parce que les héritiers de Matisse ont veillé au grain. Ceux-ci ont d'ailleurs accordé les droits de reproduction pour le film, ce que n'ont pas fait les héritiers de Picasso. D'où les mauvaises peintures censées être de sa main que l'on aperçoit vite fait.

Geneviève Breerette

La petite fille muette et Téhéran, la grande cité

Det, une petite fille. Révélation d'un grand cinéaste, dont la quasi-totalité de l'œuvre est interdite dans son pays, l'Iran

Film iranien d'Abolfazl Jalili. Avec Hossein Sakd, Massomeh Kordi, Mahmoud Zadsar, Zinab Barbondi. (1 h 26.)

Il y a le garçon, un groupe, et la ville, Téhéran. Le garçon s'appelle Shivan. Il est âgé de quatorze ou quinze ans. Il s'occupe du groupe, des hommes venus du même village que lui pour travailler comme terrassiers. Shivan fait les courses, la cuisine, gère quelques sous avec des petits bouillottes. Le soir, quand ils ne sont pas entièrement épuisés, les hommes parlent ou chantent. De temps en temps quelqu'un arrive du village, apporte des nouvelles, des lettres, des petits cadeaux et ramène aux familles l'argent gagné sur les chantiers. Le film d'Abolfazl Jalili montre d'abord cela, on est étonné que ce

soit ainsi limpide, intéressant, varié. Le réalisateur a autrefois gagné sa vie comme calligraphe. Il l'est resté en devenant metteur en scène.

En témoignent l'élégance, la précision et l'originalité de son écriture cinématographique : longs plans fixes sur les protagonistes, brefs inserts captant des signes (panneaux, lumières, fragments de décors) inscrivant les personnages dans leur univers, travellings filés qui relient et animent les rapports entre général et particulier. Il ne faut pas dix minutes à *Det* pour qu'on sache qu'on a affaire à un grand styliste, absolument pas préoccupé d'esthétisme mais inventant à chaque image la forme nécessaire et suffisante à son propos. À ce moment à peu près, le père de Shivan arrive de la campagne. C'est un vieil homme silencieux, un

paysan qui vient de perdre sa femme. Il porte sa petite fille malade dans ses bras. Depuis que la mère est morte, Balout ne bouge plus, ne parle plus. Le père et le fils, et puis les autres hommes du groupe, les voisins, vont essayer de la tirer de sa léthargie.

LA TENDRESSE FACE AU MALHEUR

Le film est comme l'épopée de ce combat-là, une toute petite épopée, à l'échelle d'une petite fille. Avec les maigres économies, en luttant de l'argent emprunté, on mobilise toutes les ressources possibles. Les docteurs, jusqu'aux appareils sophistiqués de l'hôpital moderne, les guérisseurs, ceux qui soignent avec la musique, ceux qui soignent avec des œufs de pigeon, ceux qui soignent avec des formules écrites à même la peau. Tout ce qui est possible, ce à quoi on croit et ce à quoi

on ne croit pas. Et la tendresse aussi. Celle de Shivan, qui court et se démené et affronte l'incompréhensible malheur frappant sa sœur ; celle du père, muette et butée - intéressée aussi : il faut pouvoir marier les filles. À la fin du film, Balout prononcera, à peine audible, le nom de Shivan.

Est-elle sauvée ? Ce n'est pas dit. Le film ne dit pas non plus s'il conte l'histoire d'une petite fille malade, ou si celle-ci est métaphore, d'une crise personnelle de l'auteur, de l'Iran, de la révolution islamique, du statut de la femme, de la condition humaine ou quel encore ? *Det* est un peu comme Balout, non pas muet mais porteur d'incompréhensibles sens que la parole n'explique pas. Ce n'est pas un film déclaratif mais un film qui, admirablement, attentivement, délicatement, donne à voir. Voir quoi ? Comme dans les

grands récits d'aventure et d'initiation, on voit le courage et l'intelligence. Comme dans les histoires réellement émouvantes, on voit les sentiments en action, ce qui se partage et ce qui échoue à chacun.

Et comme dans les documentaires lorsqu'ils sont réussis, on voit une gare, un marché, une route, en comprenant à la fois ce qu'ils ont de singulier, ce jour-là à cet endroit-là, et en quoi ils nous concernent - comment ces gens inconnus, ces lieux lointains, ces situations exotiques « nous regardent », comme on dit. Mystérieusement, sans misérabilisme, sans cette obscène rapace qui est trop souvent le lot des films dont des enfants sont les personnages centraux. *Det* nous regarde. C'est très bien ainsi.

Jean-Michel Prodron

Abolfazl Jalili, un styliste ami des enfants

RECONNAISSONS d'emblée qu'Abolfazl Jalili pose aux spectateurs français un problème. Le début de la décennie a vu la reconnaissance d'un essor du cinéma iranien, qui s'est cristallisé, à juste titre, autour du nom d'Abbas Kiarostami (*Où est la maison de mon ami ?* La Vie continue).

Après dix-huit mois, émerge un deuxième nom important, celui de Mohsen Makhmalbaf (*Le Temps de l'amour*, *Salam cinéma*, *Gabeh*, *Un instant d'innocence*). À peine ces noms commencent-ils d'être mémorisés, ces regards reconnus, en voici un troisième. Même si *Det*, une petite fille, qui date de 1994, est son premier film distribué en France, Abolfazl Jalili n'a pourtant

rien d'un débutant : âgé de trente-neuf ans, il est l'auteur de sept longs-métrages. Signe particulier : tous, sauf un - le splendide *La Gale*, 1987, situé dans une prison pour enfants - sont interdits en Iran.

OBSTINATION

Il est discret, parle d'une voix où la lassitude le dispute à l'obstination, sourit souvent. Il s'excuse de n'avoir « pas vu beaucoup de films », il dit qu'il ne sait pas si les siens ressemblent au travail d'autres cinéastes. La réponse est non. Même pas aux films de ses collègues iraniens, bien que, comme beaucoup d'entre eux, il ait depuis ses débuts (*Milad*, 1983) fait des enfants les personnages centraux de ses réalisations - pour tenter d'esquiver les problèmes de censure les plus évènements autant que par goût. Les films de Jalili sont différents au moins à deux titres. La tonalité d'abord. Ce ne sont pas des contes moraux ou

des fables philosophiques (même si cette dimension n'en est pas absente), ce sont des cris. Ils se déroulent dans un univers où règnent une intense misère et une terrible brutalité des rapports humains, même si misère et brutalité peuvent être combattues. La censure lui reproche de faire des films trop sombres. S'il est évidemment inadmissible de les interdire pour cela, l'appréciation n'est pas fautive.

Sa deuxième particularité tient au style, qui emprunte à une approche documentaire pour inventer par le rythme, l'ordre des séquences, l'irruption d'éléments imprévus, une poésie fort peu naturaliste, à la recherche d'une vérité plus radicale sous la scrupuleuse attention aux apparences. Jalili n'est pas un réaliste, mais un inventeur de formes d'autant plus prégnantes qu'elles sont discrètes. Habitué à la question, il ne laisse pas l'interprète finir de la traduire lorsqu'on lui de-

mande comment il parvient à tourner encore, lui, dont presque tous les films sont interdits.

« EXPÉRIENCES »

Il explique qu'entre ses propres mises en scène, ses « expériences » comme il les appelle, il travaille comme employé à la télévision ou collabore à des films de commande sans que son nom figure au générique, et gagne ainsi les moyens de poursuivre son œuvre. Il a aussi tiré parti d'un règlement iranien qui prévoit que, si un film est interdit, son producteur peut être dédommagé en obtenant l'autorisation de distribuer deux films étrangers à la place - c'est ainsi qu'a été renfloué le producteur de *La Danse de la poussière* (1992). « Et puis comme je suis aussi scénariste, caméraman et monteur, comme je travaille vite, comme ceux avec qui je tourne sont des amateurs amoureux du cinéma (et que je ne mange qu'une fois par

jour), mes films sont extrêmement bon marché. » Ce qui n'empêche pas les difficultés : Jalili avoue sa dépression après l'interdiction de *La Danse de la poussière*, jusqu'à se retrouver dans un état catatonique, avant de s'en sortir en inventant le personnage de la petite fille autour duquel se construit *Det*. « Le cinéma m'a guéri. »

Le cinéma qui guérit est le sujet du film qu'il a tourné depuis, *Une histoire vraie*, présenté au dernier Festival de Venise : on y voit Jalili abandonner un projet de long-métrage, pour lequel il avait obtenu un financement de la télévision, afin de se consacrer à la guérison d'un adolescent handicapé rencontré pendant les séances de casting : « C'est exactement ce qui s'est produit. Lorsque j'ai abandonné le scénario que la télé avait accepté de produire, j'ai dit au responsable de la chaîne nationale que s'il me laissait tomber, un enfant allait mourir. Il a accepté

que je change de sujet. Mais à nouveau le film est interdit. »

Abolfazl Jalili paraît toujours en mouvement, lui qui a abandonné la peinture, puis la photographie, pour pouvoir montrer ce qui bouge : « J'ai longtemps essayé de peindre, puis de photographier une eau courante qui heurte un rocher, en vain. Alors je me suis acheté une caméra super-huit et j'ai appris seul à m'en servir. À dix-sept ans, j'ai rejoint un groupe de cinéastes amateurs appelé *Cinéma libre*, avant d'entrer à la télévision en 1979. » Depuis *Une histoire vraie*, il a commencé un nouveau film, *Le Fils du temps*, dont il prévoit qu'il sera terminé à temps pour être soumis aux sélectionneurs du Festival de Cannes. Il serait juste qu'après Kiarostami et Makhmalbaf, Cannes consacre cet autre grand du cinéma.

J.-M. F.

LES AUTRES NOUVEAUX FILMS

LE PLUS BEAU MÉTIER DU MONDE

Film français de Gérard Lanier. Avec Gérard Depardieu, Souad Amadou, Roschdy Zem, Michèle Laroque, Guy Marchand, Ticky Holgado, Daniel Prévost. (1 h 45.)

■ N'importe qui est capable d'imaginer ce que risque d'être, au pire, un film où Gérard Depardieu devient prof dans un lycée « difficile » d'une banlieue « à problèmes ». En bien, c'est ça. Comment ? Pas une petite idée en plus, une touche de réalité, une pointe d'humanité, une once d'humour ? Non. Le plus implacable empiement de clichés (sur l'école, la banlieue, les bandes, les immigrés...), le plus prévisible rajout de vaudeville médiocre pour épicer le « sujet de société ». Lanier trouve même le moyen de descendre en dessous du niveau zéro de son film. Par bêtise, lorsque Depardieu trahit l'idée même de héros de l'instruction publique qu'il est supposé incarner en organisant un cours privé dans son appartement pour les « bons éléments ». Par recherche du spectaculaire, lorsqu'il en rajoute « à l'américaine » sur les méchants loubards. On voit venir de loin les débats sur la « très réelle » difficulté de travailler des enseignants, et tous les autres alibis que se forge ce film. On voit qu'il sera difficile, une fois de plus, de faire entendre qu'en aucun cas une mise en scène aussi plate et complaisante ne peut servir une « juste cause ». Il devrait pourtant suffire, par exemple, du plan très bref où le gentil prof demande un sourire à la bonne élève noire, victime de l'ostacisme de la cité parce qu'elle travaille convenablement et s'entend bien avec lui : ce sourire est si faux, si publicitaire, si racoleur qu'il devient l'emblème de tout le film.

J.-M. E.

LA ROBE ET L'EFFET QU'ELLE PRODUIT SUR LES FEMMES QUI LA PORTENT ET LES HOMMES QUI LA REGARDENT

Film néerlandais d'Alex Van Warmerdam. Avec Heerdt Garcia, Olga Zunderboek, Ariane Schmitz, Ricky Kool. (1 h 43.)

■ Dans *La Robe*, Alex Van Warmerdam jette un regard entomologique sur la population étrange et érudite d'une cité nouvelle de pure convention. D'inséparables, les personnages passent, dans *La Robe*, au statut guère plus enviable de porte-manteaux. Le réalisateur change accessoirement de décor, mais la nature de son cinéma demeure : moins la robe sans contours de la réalité chère à André Bazin que l'uniforme hyperstylisé taillé à partir de quelques obsessions mesquines, pas mal de bizarrerie, et une bonne dose de frustration sexuelle. L'histoire de *La Robe* sera donc celle d'une malédiction, du stade de la fabrication à celui de la consommation. Suivie pas à pas par le réalisateur, la robe passe de main en main et de corps en corps, semant la confusion et la mort sur son passage. D'un appartement kitsch à un square dépeuplé, d'une station d'épuration à un musée, deux vieilles femmes y succombent, deux plus jeunes y survivent, tandis qu'un contrôleur de train qui dévalise la poussette de ses violentes assauts. En somme, une métaphore textile du monde tel que Warmerdam l'épingle, mais qui oublie, sous le tissu, la chair.

Jacques Mandelbaum

LA COURSE AU JOUET

Film américain de Brian Levant. Avec Arnold Schwarzenegger, Myron Larabee, Ted Markin, Liz Langston. (1 h 30.)

■ Noël approche. Les films qui célèbrent l'événement itou, pour la plus grande joie des petits, s'ils n'ont cure que les œuvres en question repassent un peu les plats. *La Course au Jouet* ne fait pas exception, qui évoque fortement *Super Noël* de John Pasquin, programmé en 1995 à la même époque. Les deux films sont fondés sur le personnage d'un père surchargé de travail qui masque à ses obligations familiales de fin d'année (mais tout s'arrange...). Pasquin avait mis l'accent sur le merveilleux, transformant son héros en Père Noël. Brian Levant, ayant Schwarzenegger à sa disposition, mise sur l'action, et transforme son papa-centre-supérieur-digne en « Turbo Man ». Turbo Man est le jouet que s'arrachent tous les enfants d'Amérique, et qu'Arnold a oublié d'offrir à son fils, malgré sa promesse. La course qui s'ensuit pour tenter de le trouver le mètra aux prises avec des hordes d'adultes déchaînés, un facteur tarentinésque, des policiers sadiques, une clique de Père Noël malfaisants, et un voisin ostentatoire, c'est-à-dire foncièrement mauvais. Mais ce mauvais esprit - à la longue assez pénible - est compensé par un final assez enlevé, au terme duquel l'homme américain révèle son vrai visage, qui n'est autre qu'un rêve d'enfant.

J. M.

ALASKA

Film américain de Fraser C. Heston. Avec Thora Birch, Vincent Kestelles, Dirk Benedict, Chadron Heston. (1 h 49.)

■ Noël approche (bis). Fraser C. Heston, qui l'a écrit, propose donc pour son quatrième long métrage un film d'aventures pour pré-adolescents qui se déroule dans les grandes étendues glacées de l'Alaska. Credo familialiste et pastoralisme y sont au rendez-vous. L'histoire met aux prises la famille Barnes, désemparée par la mort précoce de la mère, un ours polaire géré de bégnité pour jouer les vedettes, et deux braconniers malveillants, dont le père du réalisateur. Chadron himself ! Tout se noue quand Jake Barnes esuie une tempête à bord du coucou qu'il pilote, et se retrouve bêtement planté au sommet d'une montagne. L'abandon officiel des recherches ne fait pas renoncer ses enfants, qui partent en kayak à la rescousse de leur père. Tout finira bien. De multiples vues aériennes ponctuent ce récit sans surprises, assaisonné d'une musique envahissante. On rellait bien Jack London.

J. M.

AU REVOIR À JAMAIS

Film américain de Renny Harlin. Avec Geena Davis, Samuel Jackson, Yvonne Zima, Craig T. Nelson, Brian Cox, David Morse. (1 h 50.)

■ Avant d'arriver sur les écrans américains, *Au Revoir à jamais* avait déjà battu un record, celui du scénario le plus cher de l'histoire du cinéma (20 millions de dollars, environ 100 millions de francs). Shane Black, l'auteur de *L'Arme fatale*, est bien le seul bénéficiaire de ce film sans idées. Reprenant un thème déjà balisé par le roman noir (*Fammésie*) et l'adaptant à un personnage féminin pour toucher un public plus large, Shane Black livre en fait un remake déguisé de *Nikita*. Geena Davis n'est absolument pas crédible dans le rôle d'une mère de famille découvrant qu'elle était auparavant un dangereux tueur à gages, et la mise en scène de Renny Harlin se limite à faire sauter un camion citerne sur fond neigeux.

S. B.

LES ENTRÉES À PARIS

■ Curieuse semaine, qui ne voit aucune nouveauté connaître un succès particulier mais enregistrer néanmoins une légère hausse de la fréquentation globale par rapport à la semaine correspondante de 1995, qui était celle de la sortie de *Le bonheur* est dans le pré : celui-ci attirait 171 000 spectateurs, alors que *Her-cule* et *Sherlock*, qui cherchent à marquer sur ses brisées, n'en mobilisent que 51 000 dans 42 salles.

■ Les autres nouveautés connaissent un sort peu enviable. C'est *Extravagances* qui s'en tire le mieux, à 11 000 dans 7 salles, tandis que les 21 000 entrées de *Oui* sont une grande déception. Tout comme les 4 900 entrées de *Tesla* dans 8 salles, les 2 700 des *Aveux de l'innocent* dans 6 ou les 3 000 de *Go Now* sur 5 écrans - nettement moins

que *Jude*, l'autre film de Winterbottom, sorti la semaine précédente, et qui totalise 29 000 entrées. Les *Centres du temps* s'en sort relativement bien, à 1 700 dans une seule salle.

■ Cinq titres en continuation se partagent les fruits de la réussite. En tête, *Le Bossu de Notre-Dame* ajoute 170 000 entrées dans son escarcelle, soit un total de 389 000 en deux semaines. Sur la même durée, *Bernie* approche les 110 000 grâce à 43 000 nouveaux spectateurs, et *Poursuite* atteint 83 000 grâce à 35 000 participants supplémentaires. Les deux succès français de cette fin d'année confirment leur bonne santé : 66 000 spectateurs pour *Microcosmos* font un total de 236 000 en trois semaines, tandis que *Un air de famille* en est à 361 000 en cinq semaines d'exploitation.

J.-M. E.

* Chiffres : Le Film français.

Le petit garçon qui avait l'air d'un adulte

Jack. Autour d'un personnage taillé pour Robin Williams, Francis Coppola aux prises avec un scénario infantile

Film américain de Francis Ford Coppola. Avec Robin Williams, Diane Lane, Jennifer Lopez, Bill Cosby, Fran Drescher, Brian Kerwin. (1 h 53.)

Le cinéma hollywoodien est devenu friand des paradoxes temporels et des jeux sur l'apparence physique. Au sortir de cette monnaie à double hélice, voici donc Jack, enfant de dix ans vivant dans le corps de Robin Williams.

Explication pseudoscientifique (expédiée en une séquence) : il est affecté d'un vieillissement physique quatre fois plus rapide que la normale. Explication métaphorique (répétée aussi souvent que nécessaire) : cette astuce permet de ressortir l'un des thèmes favoris du cinéma grand public américain en général, et de Disney (le studio producteur) en particulier : la meilleure part de l'adulte est l'enfant qui vit - ou devrait vivre - en lui. Air connu de vieille rengaine infantilisante (dont, après Disney, Spielberg s'est fait le grand maître), aussi méprisante pour les enfants que pour les adultes. L'unique mystère de Jack serait des lors : qu'est venu faire Coppola dans cette galère ?

La première réponse, qui n'est pas à négliger, serait : gagner de

l'argent. Le réalisateur s'acquitte donc de la commande, enregistrant les gags prévisibles issus du comportement exagérément gamine de Robin Williams (dont la retenue ne fut jamais la vertu cardinale), utilisant les effets de disproportion, de mimiques et de vocabulaire imposés. Le scénario court donc sur son aire, avec l'exclusion puis l'acceptation du « monstre » (autre thème récemment en vogue chez Disney, actuellement sur vos écrans dans *Le Bossu de Notre-Dame*), l'éloge de l'éducation redemptrice avec Bill Cosby en affligé réincarné de l'oncle Remus, ou le *happy-end*. La deuxième réponse est que cette question de l'adaptation à l'époque et à la durée, de la traversée du temps, a toujours intéressé Coppola.

RÉFLEXION AMÈRE

Elle fut le sujet explicite de *Peggy Sue* s'est mariée, mais aussi un des thèmes sous-jacents d'*Apocalypse Now* (voyage régressif dans le temps avant qu'odyssees spéciales), des *Parrains* (tout par le thème développé que par la construction) ou, de manière chaque fois différente, de *Coup de cœur*, de *Rusty James*, de *Jardins de pierre* ou de *Dracula*. C'est une réflexion amère, sinon déses-

pérée, que mène le cinéaste. Et cette amertume est présente dans Jack, qu'il s'agisse de la proximité de la mort arrivant vertigineusement vite à laquelle est confrontée un esprit enfantin, de la volonté d'appropriation des enfants par leurs parents (autre thème cher à Coppola, qui épingle d'emblée le couple en le présentant en figures de carnaval issues du *Magicien d'Oz*), de l'exacerbation de certaines scènes régressives, délibérément scatologiques, ou d'une virée ambiguë dans une an-nexe de l'enfer, la boîte de nuit au nom significatif de *Memories*.

Ce scénario-là est anti-spielbergien au possible, et il y a quelque ironie à voir Robin Williams interpréter le rôle exactement contraire à celui qui lui avait attribué Steven Spielberg dans *Hook*, celui d'un Peter Pan vieillissant redécouvrant les joies et les énergies de l'enfance idéalisée. L'intérêt de Jack consiste dès lors à suivre l'affrontement entre le scénario officiel et naïf, celui du studio, et le scénario souterrain et cruel, celui du cinéaste. Cet affrontement a effectivement lieu, mais le combat est par trop inégal, et la machinerie bien-pensante finit par gagner sur toute la ligne.

J.-M. E.

Carrefour franco-italien à Annecy

Les 14^{es} Rencontres du cinéma italien se sont déroulées à Annecy du 3 au 10 décembre. Elles ont notamment rendu hommage à Pier Paolo Pasolini et au comédien Totò. Le jury a décerné le Grand Prix des Rencontres à Fulvio Ottaviano pour son film *Cresceranno i Carciofi a Mimongo*. Le Prix spécial a été attribué à Wilma Labete pour *La Mia Generazione*, et le Prix de la première œuvre à Edoardo Winspeare pour *Pizzicata*.

Au cours du Festival a eu lieu la deuxième rencontre entre les ministres de la culture italien et français, après celle de Venise, qui avait mis en place le bureau du cinéma franco-italien. Dans une déclaration commune, Philippe Douste-Blazy et Walter Veltroni ont déclaré vouloir « examiner la piste consistant à globaliser nos relations bilatérales en appréciant la réciprocité des coproductions non seulement au niveau des parts de coproductions respectives, mais aussi à celui des engagements de diffusion pris par les opérateurs de télévision de chaque pays. Nous sommes également favorables à la mise en place, sur la base de la réciprocité, d'un soutien à la distribution en salles qui permettrait aux films français de recevoir une aide en France et vice-versa. »



NUIT FRANCOISE DORLEAC.
EGÉRIE D'UNE ÉPOQUE,
UN DES GRANDS
RÔLES
DE CETTE STAR DE CINÉMA.

NUIT FRANCOISE DORLEAC
LE 12 DÉCEMBRE À PARTIR DE 20 H 35 SUR CANAL+.

Elle était le fantasme de la génération des sixties. Depuis sa disparition, elle n'a cessé de provoquer des passions en laissant derrière elle quelques films mythiques et un vide que personne ne pourra combler. CANAL+ évoque le souvenir d'une actrice qui dépasse le monde du cinéma. Au cours de cette soirée, CANAL+ diffusera un documentaire, avec la participation de sa sœur, Catherine Deneuve, et trois films : *"Les Démoniaques de Rochefort"*, *"Cul-de-sac"*, *"La Peau douce"*.

Pendant qu'on regarde **CANAL+**
au moins on n'est pas devant la télé.

té

ons
ons
agè-
sture
li a
gri-
nds
rds
ses
é le
ré-
age-
éra-
à la
ults-
bac,
rèce
otou
hes-
lié.
Simi-
re est
agri-
e bil-
n des
ie la
atta-

« pas
ne sa
ul est
veut,
i pou-
s. « Je
tombe
re ar-
colla-
ouvent
Pasok
même
me de
sri. Le
re à de
lations
austéri-
dans
narine
annon-

« Kurez

S
E
is

?
!

ait

e à
e

ES

« Léon » et « Farinelli », ambassadeurs du film français

DANIEL TOSCANI DU PLANTIER, président d'Unifrance Film International, l'organisme chargé de la promotion du cinéma français à l'étranger, devait présenter, mercredi 11 décembre, le bilan de l'exportation des films, en salles et à la télévision, en 1995. Pour la deuxième année consécutive, l'outil statistique mis en place par Unifrance permet d'apprécier un marché extérieur crucial, puisqu'il représente, dans les salles, à peu près autant de spectateurs (plus de 40 millions) que n'en obtiennent les productions françaises en France même (47 millions). Celles-ci, qui ont attiré 1,2 milliard de téléspectateurs en France en 1995, ont mobilisé durant la même période 605 millions d'Européens devant leurs petits écrans.

Au bilan globalement positif dressé par Unifrance, il convient d'apporter d'emblée quelques correctifs. D'abord la totalité des territoires n'est pas couverte. Ensuite ces statistiques mesurent moins des résultats économiques (elles ne donnent pas d'indications sur la recette à l'exportation) qu'une influence du cinéma français à l'étranger, mesurée en nombre de spectateurs et en parts des marchés locaux. Les recettes dans chaque pays ne donnent qu'une indication indirecte, d'une part, parce qu'elles dépendent considérablement du prix du billet (par exemple, la Suisse fournit aux films français 4,5 % de leur public

général 9 % du total des recettes), d'autre part, les retombées pour l'industrie nationale sont loin d'être proportionnelles. Par ailleurs, les films considérés sont de « production française », mais recouvrent, à l'écran, des réalités différentes. Ainsi, le grand vainqueur est *Léon*, film français par son producteur (Gaumont), son réalisateur (Luc Besson) et sa vedette (Jean Reno), mais parlant anglais et se déroulant à New York. Tandis que Gérard Corbiau, le réalisateur du champion des films francophones, *Farinelli*, est belge.

UNE CLINQUÈTE

L'essentiel des résultats dépend de la carrière d'un très petit nombre de films (quatre titres d'exportation française seulement attirent plus de 1 million de spectateurs, et sept plus de 500 000 - dont une curiosité : 800 000 entrées pour la ressortie de *Belle de jour*, de Luis Buñuel, aux États-Unis). Enfin, deux des meilleurs résultats sont dus à des films « en continuation », c'est-à-dire sortis en 1994, mais dont la carrière s'est poursuivie en 1995 : *La Reine Margot* et *Trois couleurs Rouges*.

En ce qui concerne la fréquentation en salles, l'observatoire d'Unifrance prend en compte trente pays. Il dégage pour 1995 deux tendances principales. D'abord, la poursuite de la prééminence de l'Europe de l'Ouest comme mar-

ché directeur des films français, principalement le quatuor Allemagne, Grande-Bretagne, Italie, Espagne. Ils représentent à eux seuls le tiers de la fréquentation, et plus de 40 % pour les films d'expression française. Logiquement, la proportion s'inverse pour l'autre « gros marché », les États-Unis, qui représentent 25,7 % du public des films français à l'étranger, mais seulement 19,4 % des spectateurs de films francophones (et 48 % pour les films anglophones), à commencer par l'insubmersible *Léon*. Là encore il convient de se méfier des chiffres : les États-Unis « présentent » 25,7 % de l'audience extérieure des films français, mais ceux-ci n'attirent que 0,9 % du public américain.

La deuxième tendance concerne une légère augmentation globale des publics étrangers pour les productions nationales. A nouveau, c'est l'Europe qui donne les résultats les plus significatifs avec une hausse de 5 millions de spectateurs, correspondant à des améliorations dans la plupart des pays - la meilleure surprise venant d'Italie, avec +1,5 million de spectateurs malgré une baisse de la fréquentation dans ce pays. Mais cette tendance bénéfique est en partie remise en cause par les premières indications sur 1996, en Italie surtout, dans une moindre mesure en Allemagne, tandis que les chiffres se stabilisent en Espagne et en Grande-Bretagne. Le marché

américain a aussi enregistré une hausse en 1995, si on ne considère que les films francophones. La situation demeure en revanche confuse en Extrême-Orient, « marché émergent » dont Unifrance a fait une de ses principales cibles. Les performances mondiales des différents titres mettent en évidence l'importance de la diversité de l'offre, donc de la production nationale, quand *La Reine Margot* fait mieux qu'*Un Indien dans la ville* et quand *Les Roseaux sauvages* réussit davantage que de bien plus gros budgets.

Première leçon

Côté télévision, les statistiques concernent cent vingt-trois chaînes dans vingt et un pays (Europe, Asie, Océanie, Québec, mais pas les États-Unis). L'Allemagne - sans compter Arte - reste le pays qui diffuse le plus de films français (824 titres, 1 082 diffusions) ; les Allemands sont aussi, et de loin, les plus grands consommateurs de productions françaises, avec 305 millions de téléspectateurs, soit la moitié de l'ensemble de l'audience comptabilisée en Europe. Parmi les grands pays européens, celui dont les chaînes de télévision ont le moins de films français se révèle être la Grande-Bretagne (45 titres). Les films francophones sont plus diffusés par les chaînes de télévision de ce dernier pays que par celles de France, ce dernier s'ajoutant au record d'audience avec plus de 10 millions de téléspectateurs.

Encore ces données concernent-elles essentiellement les chaînes classiques. Tirant une première leçon de ce bilan, Daniel Toscani du Plantier souligne que « la deuxième révolution de la télévision, qui commence à peine, est extrêmement favorable au pluralisme, c'est-à-dire, entre autres, aux films français face à la cinématographie mondiale dominante. D'ores et déjà, notre part de marché à la télévision est deux fois plus grande qu'en salles, les nouvelles chaînes spécialisées auront besoin de films français. A condition qu'ils soient d'abord sortis en salles, pour se débarrasser des produits audiovisuels. Il faut repenser les aides à la production et à la distribution en ce sens, à l'échelle mondiale et non plus seulement nationale ».

J.-M. R.

Le « Jardin à Auvers » n'a pas trouvé acquéreur

Le célèbre tableau de Van Gogh, dont l'authenticité fait l'objet de polémiques, était proposé à la vente mardi 10 décembre

LE JARDIN À AUVERS avait pu flamber. Aujourd'hui, il est tout simplement grillé. Le terme est cru, mais s'applique bien aux objets d'art qui, même désirables, repoussent les amateurs éventuels. M. Tjani l'a mis aux enchères mardi 10 décembre, dans une salle comble de l'hôtel George V, devant un parterre de collectionneurs et de journalistes. D'acheteur, point.

Après avoir dispersé une quantité de lots et réalisé quelques beaux prix, notamment sur deux Rouffes tardifs qui pulvérisaient leur estimation haute, M. Tjani annonçait la succession Jean-Marc Vernes. Qui démarrait assez fort : une marine d'Eugène Boudin à 400 000 francs, le bien nommé *Royaume*, d'Edouard Vuillard à 1,3 million de francs, et *Laïka Elu Alcha*, une nudité arabe peinte par Van Dongen en 1908 : voluptueuse et verdâtre, la houri cerna le plafond de son estimation haute pour s'élever à 4,3 millions de francs, sous les bousmes d'un public enchanté. Vint enfin « le » Van Gogh, qui semblait n'avoir pas souffert du mitraillage auquel l'avait soumis les photographes.

M. Tjani accueillit le studeur par un très joli « Ah, là, là, quelle histoire... », avant de lancer les enchères sur une mise à prix de 20 millions de francs. Homme de scène, le commissaire priseur est monté à l'improvvisation jusqu'à 32 millions de francs, désignant dans la salle des enchérisseurs bien improbables, s'offrant même le plaisir un peu bête de pointer son nez vers une cliente debout dans la salle : en fait, une journaliste dressée pour mieux voir.

L'ambiance, déjà tendue, était électrique quand le marteau est tombé, sans que soit prononcé le traditionnel, mais habituellement bien négligé, « adjugé ». Elle est devenue explosive lorsque le collectionneur Richard Rodriguez est intervenu pour réclamer une expertise scientifique du tableau, par les laboratoires des musées de France. Le perturbateur, qui avait notamment été le premier à révéler l'affaire des faux tableaux de Bessouit accrochés par Daniel Tjani à la FIAC en 1994, a été sèchement renvoyé vers la sortie par M. Tjani, qui, après l'avoir prévenu qu'il trouvait l'ordre public « peut-être un peu perturbé », ajoutait un commentaire peu aimable sur le fait qu'il n'y a pas que Van Gogh qui soit bon. Nullement démonté, Richard Rodriguez, qui conteste l'authenticité du tableau, s'est ensuite évertué en coulisses à faire partager ses doutes à ses interlocuteurs en distribuant des photocopies d'un catalogue raisonné.

Contrairement aux apparences, les enchérisseurs des ventes publiques détestent la publicité, à moins qu'elle ne soit de bon aloi. Ce Van Gogh sent le soufre. Les doutes sur son authenticité (*Le Monde* du 27 septembre et 29 novembre) ne plaident guère en regard des passions qu'a suscitées le classement comme monument historique de cette œuvre par Jack Lang en 1989. Les procès qui s'en sont suivis, intentés par le vendeur, Jean-Jacques Walter, ont obligé l'Etat à déboursier 145 millions de francs de dédommagements. Entre deux fois et demi et trois fois le budget d'acquisition

PHOTOGRAPHIE : la cour d'appel de Paris a confirmé, mardi 10 décembre, un jugement de 1993 par lequel le tribunal de Paris avait déboursé Denise et Jean-Louis Lavergne, qui soutenaient être les sujets principaux de la photographie de Robert Doisneau, le *Baiser de l'hôtel de Ville* (1950). Ce jugement met un terme à quatre années de procédure. Le couple réclamait 500 000 F de dommages-intérêts pour atteinte au droit à l'image, affirmant s'être reconnus sur le cliché et avoir été pris à leur insu. Le tribunal ne les a pas suivis, expliquant que le cliché était le résultat d'une mise en scène avec figurants. La cour d'appel a également rejeté la demande de dommages-intérêts des ayants-droit de Doisneau qui estimaient être victimes d'une « procuration abusive et vexatoire ».

annuel des musées nationaux. Il s'agissait de la différence estimée entre les 55 millions payés par l'acheteur, le banquier Jean-Marc Vernes, et le prix que l'œuvre aurait pu atteindre sur le marché international.

Pour regarder un portefeuille sérieusement écroulé, les héritiers du banquier, décédé en avril 1996, avaient décidé de vendre sa collection : quatorze meubles et tableaux dont le Van Gogh, pour une estimation totale comprise entre 80 et 100 millions de francs, qui n'a pas été atteinte. La succession comportait une autre œuvre classée monument historique, le coffret (un bien joli meuble en fait) orné de plaques en porcelaine de Sèvres à décor de fleurs, offert en 1770 à Marie-Antoinette à l'occasion de son mariage avec le Dauphin.

Les procès qui ont suivi le classement du tableau comme monument historique, en 1989, ont obligé l'Etat à déboursier plus de deux fois et demi le budget d'acquisition annuel des musées nationaux

Passé dans la collection Rothschild, il avait été acheté par Jean-Marc Vernes en 1991 pour 23 millions de francs. Lors d'une première vacation consacrée aux mobiliers, lundi 9 décembre, les enchères ne sont montées qu'à la hauteur de 14,4 millions de francs sur le coffret, qui n'a pas été vendu dans l'immédiat. Il se murmure que le Musée de Versailles l'aurait acquis ensuite, de gré à gré, mais l'information n'a pas été confirmée.

De cela, il se dégage un principe. Un objet classé monument historique n'est pas seulement dévalorisé : il devient littéralement invendable. Seules pouvaient être intéressées des entreprises qui, moyennant un dépôt à long terme de leur acquisition dans un musée, peuvent en déduire une partie du prix de l'impôt sur les sociétés. Mais quel patron aujourd'hui aime prendre des risques ? Et surtout celui qui consent à s'offrir une toile si sulfureuse. Il en est des tableaux comme des donations aux œuvres charitables : la générosité n'est que de façade, et rien ne doit pouvoir la lézarder. Avant la vacation, il circulait des rumeurs de préemption : encore eût-il fallu que l'œuvre atteigne son prix de réserve, ce qui n'a pas été le cas. Et les musées nationaux, après avoir tant payé, n'ont plus forcément les moyens de consacrer un an de budget à l'achat du Van Gogh maudit. L'œuvre a tout de même coûté 145 millions de francs aux contribuables : il n'y a plus qu'à espérer que les héritiers Vernes acceptent de le prêter au Musée d'Orsay.

Harry Bellet

Les chiffres de l'exportation

● Entrées. Nombre total comptabilisé : 35,33 millions de spectateurs dans trente pays (manquant la quasi-totalité de l'Afrique, le Moyen-Orient, une grande partie de l'Amérique latine, l'Asie hors Japon et Hongkong). Total Europe : 19,15 millions, dont 3,84 millions en Espagne, 3,72 millions en Italie, 2,71 millions en Allemagne, 2,34 millions au Royaume-Uni, 1,49 million en Suisse, 830 000 en Pologne. États-Unis : 8,76 millions. Brésil : 1,38 million. Australie : 1,1 million. Mexique : 1 million. Japon : 1 million. Le total des entrées correspond à une recette en salles équivalant à environ 1 milliard de francs, dont 573,6 millions de francs en Europe et 231,3 millions aux États-Unis.

● Parts de marchés. Par ordre décroissant, le poids du cinéma français sur les marchés étrangers se décline ainsi : 18,8 % du public en Belgique, 11,4 % en Suisse, 6,2 % en Italie, 5,5 % au Québec et en Yougoslavie, 5 % en Grèce. Dans les autres pays où il obtient, en valeur absolue, un score significatif, sa part de marché est de 4,1 % en Espagne, 2,3 % en Allemagne, 2,4 % au Royaume-Uni, 3,7 % en Pologne, 0,9 % aux États-Unis, 1,8 % au Brésil, 3,8 % au Mexique, 1,6 % en Australie, 0,78 % au Japon. ● Les films champions. Pour les films francophones, les meilleurs résultats ont été obtenus par *Farinelli* (5,57 millions d'entrées, 68,4 millions de francs de recettes), *La Reine Margot* (1,87

million d'entrées et 42,3 millions de francs), *Trois couleurs Rouges* (1,16 million d'entrées, 27 millions de francs), *Un Indien dans la ville* (1,06 million d'entrées, 22,6 millions de francs), *Gazon maudit* (850 000 entrées, 24,3 millions de francs), *Belle de jour* (842 000 entrées, 17,9 millions de francs), *La Cité des enfants perdus* (785 000 entrées, 21,6 millions de francs), *La Haine* (493 000 entrées, 16 millions de francs), *Les Roseaux sauvages* (430 000 entrées, 12,5 millions de francs), *La Cerémonie* (362 000 entrées, 13 millions de francs). Parmi les films en langue étrangère, *Léon* se taille la part du lion à 6,48 millions d'entrées et 189,5 millions de francs de recettes, devant les coproductions *Highlander III*, *Le Facteur*, *La Jeune Fille et la Mort*, *Carrington*, *Soleil trompeur*.

Plusieurs milliers d'intermittents du spectacle ont manifesté mardi 10 décembre dans toute la France

PLUSIEURS milliers de professionnels intermittents du spectacle ont manifesté, mardi 10 décembre, dans une trentaine de villes françaises, leur attachement à leur système d'indemnisation du chômage (*Le Monde* des 7 et 10 décembre). La journée avait commencé, le matin, par la rencontre au ministère de la culture entre Philippe Douste-Blazy et Jean Gaudols, président du CNPF, à qui le ministre souhaitait « faire part de ses préoccupations sur l'avenir du régime d'assurance-chômage des intermittents du spectacle ». A l'issue de cet entretien, « il a été décidé de proposer aux partenaires sociaux que les annexes VIII et X relatives aux intermittents soient prorogées pour quatre mois, au cours

desquels des négociations s'engageront sur le régime de chômage de ces professions ». Un communiqué officiel indiquait que « Philippe Douste-Blazy se félicitait de cette décision, qui permettra à des négociations spécifiques de s'ouvrir sans tarder ». Avant cette rencontre, le calendrier des discussions dans le cadre de l'Union nationale interprofessionnelle pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (Unedic) - qui collecte les cotisations sociales des salariés et des entreprises et les répartit entre les chômeurs - prévoyait qu'un accord devait intervenir au plus tard le 19 décembre entre les partenaires sociaux, le régime particulier des intermittents ayant été prorogé en mars jusqu'au 31 décembre.

GRÈVE DE LA FAIM ET OCCUPATIONS

A Yssingeaux (Haute-Loire), une cinquantaine d'intermittents étaient installés mardi devant la mairie, dont le maire est le ministre (UDF) du travail et des affaires sociales, Jacques Barrot, auquel les manifestants reprochent son silence. Six d'entre eux ont entamé une grève de la faim. A Bordeaux, trois cents manifestants ont investi le Grand-Théâtre, tandis qu'à Villeurbanne, le TNP est désormais occupé. A Toulouse, le Théâtre du Capitole a été occupé pour la deuxième fois. A Marseille, deux mille intermittents ont défilé et répandus des boîtes de paille sur la Canebière.

A Paris, quelque huit mille personnes ont manifesté de la place de la Bastille à la place de l'Opéra. Merguez, banderoles, prises de parole : un meeting a commencé par les interventions de la fédération CGT du spectacle, rejointe par des FO, la CFTC et la CGC, qui avaient appelé au rassemblement. Des sifflets ont accueilli le nom et la lecture du communiqué du ministre de la culture. Toutes les compo-

santes de la profession, soutenues du cortège par l'ancien ministre socialiste de la culture, Jack Lang, étaient réunies. Ariane Mnouchkine et le Théâtre du Soleil, les Amandiers de Nanterre, la Comédie-Française, l'Opéra de Paris, les salariés de la télévision, des acteurs, comme Michel Piccoli, grottois par le paré. Les représentants des musiciens diffusant *l'Internationale*, version symphonique. « Assieds ta mère, Unedic ton père », scandaient les étudiants, nombreux, des écoles de la rue Blanche et du Théâtre national de Chaillot. « La danse bouge », proclamait la banderole des chorégraphes, qui voisinaient avec des salariés des « Guignols de l'Info » et des délégations de Champagne-Ardenne et du Val-de-Marne. Un comédien venu de Reims donnait des négociations : « Seuls les syndicats seront autour de la table, alors qu'ils ne représentent que la petite minorité des gens qui ont un emploi fixe. Nous, tous les autres, nous devons nous constituer en coordination. »

L'ÉVACUATION DE L'OPÉRA

Débordant les organisateurs de la manifestation, plusieurs centaines de personnes ont d'ailleurs décidé, à la fin du cortège, d'investir l'Opéra-Garnier, dont les portes avaient été fermées par la direction. Hughes Gall, le directeur, a demandé à 18 h 30 l'intervention des forces de police présentes sur la place de l'Opéra, en vain. A l'intérieur, les artistes se sont installés dans la grande salle. On a annulé la représentation du soir. Pendant plusieurs heures, la discussion sur les objectifs et les initiatives à prendre s'est déroulée dans la confusion. La CGT, organisation la plus visible dans le cortège de l'après-midi, n'a pas souhaité cette occupation, mais plusieurs responsables ont suivi l'élan.

A 21 heures, les policiers, restés jusque-là à l'extérieur, ont commencé à faire évacuer les galeries des étages. Les artistes, notamment *La Marseillaise*, les uniformes, debout dans les rangées de fauteuils en velours rouge, formaient un curieux spectacle. Un commissaire de police tente d'obtenir que tous sortent « dans les meilleures conditions ». « Une chanson », lui répondent les militants. Ils obtempèrent que les policiers se retirent en promettant de les suivre. Les uniformes disparaissent, la sortie commence.

A 22 h 30, au paradis de l'Opéra, apparaissent les techniciens CGT de la maison, demandant à tous de partir. Ils se font tuer. A 23 heures, entre deux hâtes de gendarmes, les derniers manifestants évacuent l'Opéra-Garnier en chantant *La Marseillaise* du gendarme chère à Bourvil.

L'après-midi du 10 fut marqué aussi par la rencontre entre les partenaires sociaux au siège parisien du CNPF. Ils ont entériné la proposition formulée le matin par le ministre de la culture et Jean Gaudols. La CGT demande cependant l'établissement d'un calendrier précis de discussions, l'engagement des patrons à renoncer à modifier le seul horaire dominant droit à indemnités (507 heures travaillées dans les douze derniers mois), et l'organisation, sous l'égide du ministère de la culture, d'une concertation nationale réunissant, outre les partenaires sociaux, les représentants des ministères des affaires sociales et de l'intérieur et ceux des collectivités locales.

Une assemblée générale des intermittents d'Ile-de-France était prévue au Théâtre de la Colline, dans le 20^e arrondissement de Paris, mercredi 11 décembre à 11 heures.

Catherine Bédarida et Olivier Schmitt

14 juillet
entrez dans le club des abonnés
34 salles à Paris
Prochaine avant dernière séance des abonnés des cinémas 14 juillet
Y'aura-t'il de la neige à Noël ?
de Sandrine Veysset
Rendez-vous indéniablement au
40 30 20 10
à la suite des places des abonnés

فكرام الزول

SELECTIO

FESTIVALS

**« Le Journal de Genève »
et « Le Nouveau Quotidien »
ajournent leur rapprochement**

BERNE. — L'Assemblée fédérale a adopté, le 22 novembre, la loi sur la presse, qui réactualise le débat.

L'idée était de réaliser un projet commun débouchant sur la création d'un nouveau titre. Il était même envisagé d'y associer deux grands éditeurs allemands, Ringier et la Neue Zürcher Zeitung. Mais les futurs partenaires n'ont pu trouver de terrain d'entente sur le partage de leurs ambitions.

LE DÉSARROI DES LECTEURS
Pour les responsables du *Journal de Genève*, une des causes de l'échec résiderait dans la différence de dimension des deux groupes. De son côté, Edipresse fait valoir que « les conditions d'une telle opération n'étaient pas

Enfin, la fusion des deux titres aurait entraîné près d'une centaine de licenciements. Des questions de personnes ont aussi joué, sans oublier des conceptions différentes de traditions nouvelles susceptibles entre Genève et Lausanne.

Les lecteurs des deux titres avaient manifesté leur désarroi, et cette période de renouvellement des abonnements. En plus des résistances des journalistes, les ténacles du « Samedi littéraire » du *Journal de Genève* s'étaient mobilisés pour renouveler leur attachement à ce supplément culturel unique en Suisse romande.

Jean-Claude Buhr

Radio

France-Culture

20.30 Tire ta langue.
Le langage de la mode.

21.32 Correspondances
des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.

22.00 Commémoration
des radios publiques de langue française.
Histoire de la phonétique, du langage. Conservation et diffusion de documents phonographiques, par Michel Lenoir.

22.40 Les Nuits magnétiques.
La série noire. La position du tueur debout.

-0.05 Du jour au lendemain
Catherine Cusset (A voix). 0.45-1.15
série: les chapitres du passé.
Red Cowley chante les Nuits Glorieuses
American Band of the A.M.E. Les Nuits de France Culture.

3.00 Opéra du Cameroun. De Pivin; 6.57 Culture française: formation de la pensée.

France-Musique
20.00 Concert.
Donné le 6 octobre au théâtre
du Châtelet, par le Los Angeles
Philharmonic New Music.

Livista : Reflejos de la noche
 pour quatuor à cordes,
 Lindroth : Duo pour deux

22.30 Musique pluriel. Œuvres de Rossini, Hovstadica.

23.07 Musicales comédies. Œuvres de Segovia : Black & Blue (à l'occasion de sa représentation au théâtre du Châtelet).

0.00 Jazz vivant. Le collectif Zivko Avec Claude Barthélemy, Sylvie Kassab, Didier Lovatell, Jacques Mahieux, Gérard Arant, et Tania Texier. 1.00 Les Nuits de France Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées
de Radio-Classique.
Jenny Lind, le rossignol

Les films sur les chaînes européennes

Œuvres de Mozart,
Schumann.
22.90 Les Soirées... (Suisse). 6.80
Nuits de Radio-Classiques.

◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

Que mangerons-nous demain ?

A l'approche des fêtes, Arte consacre une soirée à l'alimentation du futur. Où l'on découvre que la science pourrait bien venir au secours de la tradition

LA CAMÉRA se promène, en toute majesté, dans les grands espaces de l'Aubrac. Rendez-vous à Laguiole, à la table de Michel Bras, deux étoiles au Michelin. On devine des fumées de poulardes au grill, des légumes généreux, juste sortis de notre bonne vieille terre, des fromages affinés dans des caves qui sentent la moisissure, des recettes élaborées jour après jour comme des œuvres d'art. Les convives sont forcément bons vivants : un vigneron, une agricultrice, un journaliste spécialisé en gastronomie et un fromager. Des artistes du palais, qui se fient à leur expérience pour servir des plats qui ne sont pas des plats de science-fiction. Mais on ne prendrait volontiers comme gardiens de notre patrimoine gastronomique que des scientifiques.

On les sent mal à l'aise pourtant, supérieurs. Ils sont à la table d'un grand chef, certes, mais ce dernier a accepté de jouer le jeu des scientifiques. Son tour de main, il l'appuie, pour une fois, à des données qu'il ignore tout de nos terroirs. Les subtils manœuvres des échafaudages qu'il cuisine sont nées dans des laboratoires de l'INRA. Ses lapins sont de purs produits de la recherche. Même les vins ont passé par des éprouvettes.

Provocation suprême : à côté de Michel Bras, officie Hervé This. L'homme, qui a notamment publié *Revolutions gastronomiques*, exhibe fièrement sa double casquette : il est cuisinier et chimiste. Il n'a pas son pareil pour résumer le secret d'une mayonnaise en l'alliance de quelques molécules. Il croit dur comme fer que dorment, dans les



tribes à des essais de nos savants, des saveurs inconnues. Pendant que son confrère, l'ancien, agit sa cuillère en bois dans une marmite écumante, le Nouveau brandit sa seringue pour parfumer un oignon. En guise de dessert, il sort sa bonbonne d'azote, chausse des lunettes de protection pour éviter les projections, et glace les sorbets en quelques secondes. Autour de la table, on ronchonne et on tiche. Mais on goûte, puis on est là pour ça. Et l'on se tait, à demi piégé.

Une belle idée que de filmer ainsi le festin du futur pour donner le

ton à cette soirée thématique. Les tramatisés de la vache folle, les disciples de Jean-Pierre Coffe, qui nous prêche une table pleine d'horreurs, de colorants et de pesticides, ne seront pas oubliés, grâce à un second reportage, *To Beef or Not to Beef*, qui cerne au plus près les comportements des consommateurs de viande au Royaume-Uni. Mais le propos du premier film, *Dessine-moi une tomate*, est autre. Il s'agit pour Pierre Jacob de montrer que la science, si souvent décriée, n'est pas forcément ennemie de la santé ni même du goût. Après avoir surtout songé, durant des dé-

centies, à produire en masse, voici que l'industrie agroalimentaire redécouvre les saveurs et les textures authentiques. Quitte à les reconstituer.

Tout au long du repas, les démonstrations se succèdent. Le vin ? Pour se mettre aux normes de l'hygiène européenne, il risquerait fort de perdre de sa « typicité ». Les chercheurs se sont mis au travail afin de répertorier les arômes et d'établir des cartes détaillées des vignobles, qui sont en même temps celles des saveurs. Au même près. « Les anciens savaient vaguement que le vin était bon ici que là, confirme un vigneron, mais nous n'avons jamais dit aussi précis. » Le lapin ? Celui que sert ce jour-là, Michel Bras a fait disparaître. Il a fait pratiquement reconstituer sa race, bien loin des clapnets de nos grands-pères. Le fromage doit son goût au lait cru, mais celui-ci est mal vu dans notre monde obsédé par les bactéries. Faudra-t-il donc se résigner au lait pasteurisé ? Voici qu'un traitement de pointe va permettre de concilier le lait cru et le risque zéro. C'est grâce à ce genre de performances que nos quatre cents variétés de fromages seront peut-être sauvées. Science blanche contre science noire : ainsi lancé, le débat mené par Daniel Leconte s'annonce passionnant.

Jean-Louis André

★ « Soirée thématique » : « De quoi j'me mêle ! Que mangerons-nous demain ? » : Arte, jeudi 12 décembre, à 20 h 40.

La Jacqueline

par Agathe Logezart

ELLE ARRIVE sans prévenir, et repart de même. Assise sur un fauteuil au dossier raide, les deux mains sagement croisées sur les genoux, auprès d'un guéridon sur lequel est posée une sculpture d'une insigne laideur, cette étrange apparition n'est précédée d'aucun indice qui laisserait à penser qu'il s'agit d'une émission. Pas de titre, pas de jingle, pas de musique. Elle apparaît, voilà tout. Quand on tombe dessus la première fois, juste après la pub et avant « Taratata », la soirée du mardi est déjà bien entamée sur France 2. Souvent, on manque le début, occupé que l'on est à sauter d'une chaîne à l'autre à la recherche de sa pitance d'images. Et comme son passage est très bref – sept ou huit minutes, pas plus – on a à peine le temps de comprendre ce qui arrive que c'est déjà terminé. On se frotte les yeux, pour être bien sûr de ne pas avoir rêvé, mais elle est déjà partie, dissoute dans l'écran, fugitive, invraisemblable.

Elle dit s'appeler Jacqueline Chadec, mais rien n'est moins sûr, car cette donzelle-là pourrait bien n'être qu'un mirage pour télé-spectateur surmené. Elle était ce soir-là vêtue d'une robe noire surmontée d'une espèce de chemisier blanc aux manches de dentelle qui se terminent au coude, en corolle, comme devaient en porter les bourgeoises coïncées dans les années soixante pour le cocktail de la sous-préfecture. Elle arbore le sourire le plus déficacement naïf qui soit, quand elle prononce de sa bouche maniérée son désormais

terité

pouvons ditions nt exag- ministre fit. Il a es agri- milliards milliards dépenses : voté le itants ré- unéage- exoméra- ides à la produits -, le tabac, La Grèce r de coton t la Thes- a motié. e M. Simi- r Grâce est s, les agri- yer le bil- té un des tes de la mis Patta-

SENCE il n'est pas st toute sa ice qui est qu'il veut, est au pou- xelles. « Je ment tombe narche ar- à ses colla- titu, souvent in du Pasok ai de même opulisme de enchéfi. Le tendre à de rotestations et d'austéri- èves - dans la marine été annon-

idier Kuzm

RS TE URS

r ?

e s r fait

age à ace

e.

ES

TES

JEUDI 12 DÉCEMBRE		Radio	
TF 1	France 2	France 3	La Cinquième
12.30 A vrai dire. Magazine. 13.00 Journal, Météo. 13.30 Femmes. 13.40 Les Foux de l'amour. 14.35 Côte Ouest. Série. 15.30 Côte Ouest. Série. 16.25 Une famille en or. 16.35 Club Dorothée. 17.35 Karine et Ari. 18.10 Le Rebelle. 18.15 Les gladiateurs. 19.00 L'Or à l'appel. Jeu. 19.30 et 20.45 Météo. 20.00 Journal. Invité : Emmanuelle Béart.	12.30 Pyramide. Jeu. 12.50 et 13.40 Météo. 12.55 Rapport du Loto. Jeu. 13.00 Journal. 13.45 Déniché. Série. 14.30 Le Rensard. Série. 15.30 Tiroir. A Vincennes. 16.05 et 16.45 La Chance aux chaussons. (1/2) 16.55 Des chiffres et des lettres. Jeu. 17.25 C'est quoi ? Série. 17.35 Hardley, comtesse à vie. 18.45 Qui est qui ? Jeu. 19.15 Bonne nuit les petits. 19.25 et 21.10 Studio Gobel. Invités : Michel Leeb, Christian Morin. 20.00 Journal. A Cheval, Météo, Pointe route.	12.10 Le 12-13 de l'information. 13.30 Keno. Jeu. 13.35 Parole d'Expert ! Invité : Thierry Baccara. 14.30 Le Téléjournal. 17.00 Le 12-13 de l'information. 17.05 Le 12-13 de l'information. 17.10 Le 12-13 de l'information. 17.15 Le 12-13 de l'information. 17.20 Le 12-13 de l'information. 17.25 Le 12-13 de l'information. 17.30 Le 12-13 de l'information. 17.35 Le 12-13 de l'information. 17.40 Le 12-13 de l'information. 17.45 Le 12-13 de l'information. 17.50 Le 12-13 de l'information. 17.55 Le 12-13 de l'information. 18.00 Le 12-13 de l'information. 18.05 Le 12-13 de l'information. 18.10 Le 12-13 de l'information. 18.15 Le 12-13 de l'information. 18.20 Le 12-13 de l'information. 18.25 Le 12-13 de l'information. 18.30 Le 12-13 de l'information. 18.35 Le 12-13 de l'information. 18.40 Le 12-13 de l'information. 18.45 Le 12-13 de l'information. 18.50 Le 12-13 de l'information. 18.55 Le 12-13 de l'information. 19.00 Le 12-13 de l'information. 19.05 Le 12-13 de l'information. 19.10 Le 12-13 de l'information. 19.15 Le 12-13 de l'information. 19.20 Le 12-13 de l'information. 19.25 Le 12-13 de l'information. 19.30 Le 12-13 de l'information. 19.35 Le 12-13 de l'information. 19.40 Le 12-13 de l'information. 19.45 Le 12-13 de l'information. 19.50 Le 12-13 de l'information. 19.55 Le 12-13 de l'information. 20.00 Le 12-13 de l'information. 20.05 Le 12-13 de l'information. 20.10 Le 12-13 de l'information. 20.15 Le 12-13 de l'information. 20.20 Le 12-13 de l'information. 20.25 Le 12-13 de l'information. 20.30 Le 12-13 de l'information. 20.35 Le 12-13 de l'information. 20.40 Le 12-13 de l'information. 20.45 Le 12-13 de l'information. 20.50 Le 12-13 de l'information. 20.55 Le 12-13 de l'information. 21.00 Le 12-13 de l'information. 21.05 Le 12-13 de l'information. 21.10 Le 12-13 de l'information. 21.15 Le 12-13 de l'information. 21.20 Le 12-13 de l'information. 21.25 Le 12-13 de l'information. 21.30 Le 12-13 de l'information. 21.35 Le 12-13 de l'information. 21.40 Le 12-13 de l'information. 21.45 Le 12-13 de l'information. 21.50 Le 12-13 de l'information. 21.55 Le 12-13 de l'information. 22.00 Le 12-13 de l'information. 22.05 Le 12-13 de l'information. 22.10 Le 12-13 de l'information. 22.15 Le 12-13 de l'information. 22.20 Le 12-13 de l'information. 22.25 Le 12-13 de l'information. 22.30 Le 12-13 de l'information. 22.35 Le 12-13 de l'information. 22.40 Le 12-13 de l'information. 22.45 Le 12-13 de l'information. 22.50 Le 12-13 de l'information. 22.55 Le 12-13 de l'information. 23.00 Le 12-13 de l'information. 23.05 Le 12-13 de l'information. 23.10 Le 12-13 de l'information. 23.15 Le 12-13 de l'information. 23.20 Le 12-13 de l'information. 23.25 Le 12-13 de l'information. 23.30 Le 12-13 de l'information. 23.35 Le 12-13 de l'information. 23.40 Le 12-13 de l'information. 23.45 Le 12-13 de l'information. 23.50 Le 12-13 de l'information. 23.55 Le 12-13 de l'information. 24.00 Le 12-13 de l'information. 24.05 Le 12-13 de l'information. 24.10 Le 12-13 de l'information. 24.15 Le 12-13 de l'information. 24.20 Le 12-13 de l'information. 24.25 Le 12-13 de l'information. 24.30 Le 12-13 de l'information. 24.35 Le 12-13 de l'information. 24.40 Le 12-13 de l'information. 24.45 Le 12-13 de l'information. 24.50 Le 12-13 de l'information. 24.55 Le 12-13 de l'information. 25.00 Le 12-13 de l'information. 25.05 Le 12-13 de l'information. 25.10 Le 12-13 de l'information. 25.15 Le 12-13 de l'information. 25.20 Le 12-13 de l'information. 25.25 Le 12-13 de l'information. 25.30 Le 12-13 de l'information. 25.35 Le 12-13 de l'information. 25.40 Le 12-13 de l'information. 25.45 Le 12-13 de l'information. 25.50 Le 12-13 de l'information. 25.55 Le 12-13 de l'information. 26.00 Le 12-13 de l'information. 26.05 Le 12-13 de l'information. 26.10 Le 12-13 de l'information. 26.15 Le 12-13 de l'information. 26.20 Le 12-13 de l'information. 26.25 Le 12-13 de l'information. 26.30 Le 12-13 de l'information. 26.35 Le 12-13 de l'information. 26.40 Le 12-13 de l'information. 26.45 Le 12-13 de l'information. 26.50 Le 12-13 de l'information. 26.55 Le 12-13 de l'information. 27.00 Le 12-13 de l'information. 27.05 Le 12-13 de l'information. 27.10 Le 12-13 de l'information. 27.15 Le 12-13 de l'information. 27.20 Le 12-13 de l'information. 27.25 Le 12-13 de l'information. 27.30 Le 12-13 de l'information. 27.35 Le 12-13 de l'information. 27.40 Le 12-13 de l'information. 27.45 Le 12-13 de l'information. 27.50 Le 12-13 de l'information. 27.55 Le 12-13 de l'information. 28.00 Le 12-13 de l'information. 28.05 Le 12-13 de l'information. 28.10 Le 12-13 de l'information. 28.15 Le 12-13 de l'information. 28.20 Le 12-13 de l'information. 28.25 Le 12-13 de l'information. 28.30 Le 12-13 de l'information. 28.35 Le 12-13 de l'information. 28.40 Le 12-13 de l'information. 28.45 Le 12-13 de l'information. 28.50 Le 12-13 de l'information. 28.55 Le 12-13 de l'information. 29.00 Le 12-13 de l'information. 29.05 Le 12-13 de l'information. 29.10 Le 12-13 de l'information. 29.15 Le 12-13 de l'information. 29.20 Le 12-13 de l'information. 29.25 Le 12-13 de l'information. 29.30 Le 12-13 de l'information. 29.35 Le 12-13 de l'information. 29.40 Le 12-13 de l'information. 29.45 Le 12-13 de l'information. 29.50 Le 12-13 de l'information. 29.55 Le 12-13 de l'information. 30.00 Le 12-13 de l'information. 30.05 Le 12-13 de l'information. 30.10 Le 12-13 de l'information. 30.15 Le 12-13 de l'information. 30.20 Le 12-13 de l'information. 30.25 Le 12-13 de l'information. 30.30 Le 12-13 de l'information. 30.35 Le 12-13 de l'information. 30.40 Le 12-13 de l'information. 30.45 Le 12-13 de l'information. 30.50 Le 12-13 de l'information. 30.55 Le 12-13 de l'information. 31.00 Le 12-13 de l'information. 31.05 Le 12-13 de l'information. 31.10 Le 12-13 de l'information. 31.15 Le 12-13 de l'information. 31.20 Le 12-13 de l'information. 31.25 Le 12-13 de l'information. 31.30 Le 12-13 de l'information. 31.35 Le 12-13 de l'information. 31.40 Le 12-13 de l'information. 31.45 Le 12-13 de l'information. 31.50 Le 12-13 de l'information. 31.55 Le 12-13 de l'information. 32.00 Le 12-13 de l'information. 32.05 Le 12-13 de l'information. 32.10 Le 12-13 de l'information. 32.15 Le 12-13 de l'information. 32.20 Le 12-13 de l'information. 32.25 Le 12-13 de l'information. 32.30 Le 12-13 de l'information. 32.35 Le 12-13 de l'information. 32.40 Le 12-13 de l'information. 32.45 Le 12-13 de l'information. 32.50 Le 12-13 de l'information. 32.55 Le 12-13 de l'information. 33.00 Le 12-13 de l'information. 33.05 Le 12-13 de l'information. 33.10 Le 12-13 de l'information. 33.15 Le 12-13 de l'information. 33.20 Le 12-13 de l'information. 33.25 Le 12-13 de l'information. 33.30 Le 12-13 de l'information. 33.35 Le 12-13 de l'information. 33.40 Le 12-13 de l'information. 33.45 Le 12-13 de l'information. 33.50 Le 12-13 de l'information. 33.55 Le 12-13 de l'information. 34.00 Le 12-13 de l'information. 34.05 Le 12-13 de l'information. 34.10 Le 12-13 de l'information. 34.15 Le 12-13 de l'information. 34.20 Le 12-13 de l'information. 34.25 Le 12-13 de l'information. 34.30 Le 12-13 de l'information. 34.35 Le 12-13 de l'information. 34.40 Le 12-13 de l'information. 34.45 Le 12-13 de l'information. 34.50 Le 12-13 de l'information. 34.55 Le 12-13 de l'information. 35.00 Le 12-13 de l'information. 35.05 Le 12-13 de l'information. 35.10 Le 12-13 de l'information. 35.15 Le 12-13 de l'information. 35.20 Le 12-13 de l'information. 35.25 Le 12-13 de l'information. 35.30 Le 12-13 de l'information. 35.35 Le 12-13 de l'information. 35.40 Le 12-13 de l'information. 35.45 Le 12-13 de l'information. 35.50 Le 12-13 de l'information. 35.55 Le 12-13 de l'information. 36.00 Le 12-13 de l'information. 36.05 Le 12-13 de l'information. 36.10 Le 12-13 de l'information. 36.15 Le 12-13 de l'information. 36.20 Le 12-13 de l'information. 36.25 Le 12-13 de l'information. 36.30 Le 12-13 de l'information. 36.35 Le 12-13 de l'information. 36.40 Le 12-13 de l'information. 36.45 Le 12-13 de l'information. 36.50 Le 12-13 de l'information. 36.55 Le 12-13 de l'information. 37.00 Le 12-13 de l'information. 37.05 Le 12-13 de l'information. 37.10 Le 12-13 de l'information. 37.15 Le 12-13 de l'information. 37.20 Le 12-13 de l'information. 37.25 Le 12-13 de l'information. 37.30 Le 12-13 de l'information. 37.35 Le 12-13 de l'information. 37.40 Le 12-13 de l'information. 37.45 Le 12-13 de l'information. 37.50 Le 12-13 de l'information. 37.55 Le 12-13 de l'information. 38.00 Le 12-13 de l'information. 38.05 Le 12-13 de l'information. 38.10 Le 12-13 de l'information. 38.15 Le 12-13 de l'information. 38.20 Le 12-13 de l'information. 38.25 Le 12-13 de l'information. 38.30 Le 12-13 de l'information. 38.35 Le 12-13 de l'information. 38.40 Le 12-13 de l'information. 38.45 Le 12-13 de l'information. 38.50 Le 12-13 de l'information. 38.55 Le 12-13 de l'information. 39.00 Le 12-13 de l'information. 39.05 Le 12-13 de l'information. 39.10 Le 12-13 de l'information. 39.15 Le 12-13 de l'information. 39.20 Le 12-13 de l'information. 39.25 Le 12-13 de l'information. 39.30 Le 12-13 de l'information. 39.35 Le 12-13 de l'information. 39.40 Le 12-13 de l'information. 39.45 Le 12-13 de l'information. 39.50 Le 12-13 de l'information. 39.55 Le 12-13 de l'information. 40.00 Le 12-13 de l'information. 40.05 Le 12-13 de l'information. 40.10 Le 12-13 de l'information. 40.15 Le 12-13 de l'information. 40.20 Le 12-13 de l'information. 40.25 Le 12-13 de l'information. 40.30 Le 12-13 de l'information. 40.35 Le 12-13 de l'information. 40.40 Le 12-13 de l'information. 40.45 Le 12-13 de l'information. 40.50 Le 12-13 de l'information. 40.55 Le 12-13 de l'information. 41.00 Le 12-13 de l'information. 41.05 Le 12-13 de l'information. 41.10 Le 12-13 de l'information. 41.15 Le 12-13 de l'information. 41.20 Le 12-13 de l'information. 41.25 Le 12-13 de l'information. 41.30 Le 12-13 de l'information. 41.35 Le 12-13 de l'information. 41.40 Le 12-13 de l'information. 41.45 Le 12-13 de l'information. 41.50 Le 12-13 de l'information. 41.55 Le 12-13 de l'information. 42.00 Le 12-13 de l'information. 42.05 Le 12-13 de l'information. 42.10 Le 12-13 de l'information. 42.15 Le 12-13 de l'information. 42.20 Le 12-13 de l'information. 42.25 Le 12-13 de l'information. 42.30 Le 12-13 de l'information. 42.35 Le 12-13 de l'information. 42.40 Le 12-13 de l'information. 42.45 Le 12-13 de l'information. 42.50 Le 12-13 de l'information. 42.55 Le 12-13 de l'information. 43.00 Le 12-13 de l'information. 43.05 Le 12-13 de l'information. 43.10 Le 12-13 de l'information. 43.15 Le 12-13 de l'information. 43.20 Le 12-13 de l'information. 43.25 Le 12-13 de l'information. 43.30 Le 12-13 de l'information. 43.35 Le 12-13 de l'information. 43.40 Le 12-13 de l'information. 43.45 Le 12-13 de l'information. 43.50 Le 12-13 de l'information. 43.55 Le 12-13 de l'information. 44.00 Le 12-13 de l'information. 44.05 Le 12-13 de l'information. 44.10 Le 12-13 de l'information. 44.15 Le 12-13 de l'information. 44.20 Le 12-13 de l'information. 44.25 Le 12-13 de l'information. 44.30 Le 12-13 de l'information. 44.35 Le 12-13 de l'information. 44.40 Le 12-13 de l'information. 44.45 Le 12-13 de l'information. 44.50 Le 12-13 de l'information. 44.55 Le 12-13 de l'information. 45.00 Le 12-13 de l'information. 45.05 Le 12-13 de l'information. 45.10 Le 12-13 de l'information. 45.15 Le 12-13 de l'information. 45.20 Le 12-13 de l'information. 45.25 Le 12-13 de l'information. 45.30 Le 12-13 de l'information. 45.35 Le 12-13 de l'information. 45.40 Le 12-13 de l'information. 45.45 Le 12-13 de l'information. 45.50 Le 12-13 de l'information. 45.55 Le 12-13 de l'information. 46.00 Le 12-13 de l'information. 46.05 Le 12-13 de l'information. 46.10 Le 12-13 de l'information. 46.15 Le 12-13 de l'information. 46.20 Le 12-13 de l'information. 46.25 Le 12-13 de l'information. 46.30 Le 12-13 de l'information. 46.35 Le 12-13 de l'information. 46.40 Le 12-13 de l'information. 46.45 Le 12-13 de l'information. 46.50 Le 12-13 de l'information. 46.55 Le 12-13 de l'information. 47.00 Le 12-13 de l'information. 47.05 Le 12-13 de l'information. 47.10 Le 12-13 de l'information. 47.15 Le 12-13 de l'information. 47.20 Le 12-13 de l'information. 47.25 Le 12-13 de l'information. 47.30 Le 12-13 de l'information. 47.35 Le 12-13 de l'information. 47.40 Le 12-13 de l'information. 47.45 Le 12-13 de l'information. 47.50 Le 12-13 de l'information. 47.55 Le 12-13 de l'information. 48.00 Le 12-13 de l'information. 48.05 Le 12-13 de l'information. 48.10 Le 12-13 de l'information. 48.15 Le 12-13 de l'information. 48.20 Le 12-13 de l'information. 48.25 Le 12-13 de l'information. 48.30 Le 12-13 de l'information. 48.35 Le 12-13 de l'information. 48.40 Le 12-13 de l'information. 48.45 Le 12-13 de l'information. 48.50 Le 12-13 de l'information. 48.55 Le 12-13 de l'information. 49.00 Le 12-13 de l'information. 49.05 Le 12-13 de l'information. 49.10 Le 12-13 de l'information. 49.15 Le 12-13 de l'information. 49.20 Le 12-13 de l'information. 49.25 Le 12-13 de l'information. 49.30 Le 12-13 de l'information. 49.35 Le 12-13 de l'information. 49.40 Le 12-13 de l'information. 49.45 Le 12-13 de l'information. 49.50 Le 12-13 de l'information. 49.55 Le 12-13 de l'information. 50.00 Le 12-13 de l'information. 50.05 Le 12-13 de l'information. 50.10 Le 12-13 de l'information. 50.15 Le 12-13 de l'information. 50.20 Le 12-13 de l'information. 50.25 Le 12-13 de l'information. 50.30 Le 12-13 de l'information. 50.35 Le 12-13 de l'information. 50.40 Le 12-13 de l'information. 50.45 Le 12-13 de l'information. 50.50 Le 12-13 de l'information. 50.55 Le 12-13 de l'information. 51.00 Le 12-13 de l'information. 51.05 Le 12-13 de l'information. 51.10 Le 12-13 de l'information. 51.15 Le 12-13 de l'information. 51.20 Le 12-13 de l'information. 51.25 Le 12-13 de l'information. 51.30 Le 12-13 de l'information. 51.35 Le 12-13 de l'information. 51.40 Le 12-13 de l'information. 51.45 Le 12-13 de l'information. 51.50 Le 12-13 de l'information. 51.55 Le 12-13 de l'information. 52.00 Le 12-13 de l'information. 52.05 Le 12-13 de l'information. 52.10 Le 12-13 de l'information. 52.15 Le 12-13 de l'information. 52.20 Le 12-13 de l'information. 52.25 Le 12-13 de l'information. 52.30 Le 12-13 de l'information. 52.35 Le 12-13 de l'information. 52.40 Le 12-13 de l'information. 52.45 Le 12-13 de l'information. 52.50 Le 12-13 de l'information. 52.55 Le 12-13 de l'information. 53.00 Le 12-13 de l'information. 53.05 Le 12-13 de l'information. 53.10 Le 12-13 de l'information. 53.15 Le 12-13 de l'information. 53.20 Le 12-13 de l'information. 53.25 Le 12-13 de l'information. 53.30 Le 12-13 de l'information. 53.35 Le 12-13 de l'information. 53.40 Le 12-13 de l'information. 53.45 Le 12-13 de l'information. 53.50 Le 12-13 de l'information. 53.55 Le 12-13 de l'information. 54.00 Le 12-13 de l'information. 54.05 Le 12-13 de l'information. 54.10 Le 12-13 de l'information. 54.15 Le 12-13 de l'information. 54.20 Le 12-13 de l'information. 54.25 Le 12-13 de l'information. 54.30 Le 12-13 de l'information. 54.35 Le 12-13 de l'information. 54.40 Le 12-13 de l'information. 54.45 Le 12-13 de l'information. 54.50 Le 12-13 de l'information. 54.55 Le 12-13 de l'information. 55.00 Le 12-13 de l'information. 55.05 Le 12-13 de l'information. 55.10 Le 12-13 de l'information. 55.15 Le 12-13 de l'information. 55.20 Le 12-13 de l'information. 55.25 Le 12-13 de l'information. 55.30 Le 12-13 de l'information. 55.35 Le 12-13 de l'information. 55.40 Le 12-13 de l'information. 55.45 Le 12-13 de l'information. 55.50 Le 12-13 de l'information. 55.55 Le 12-13 de l'information. 56.00 Le 12-13 de l'information. 56.05 Le 12-13 de l'information. 56.10 Le 12-13 de l'information. 56.15 Le 12-13 de l'information. 56.20 Le 12-13 de l'information. 56.25 Le 12-13 de l'information. 56.30 Le 12-13 de l'information. 56.35 Le 12-13 de l'information. 56.40 Le 12-13 de l'information. 56.45 Le 12-13 de l'information. 56.50 Le 12-13 de l'information. 56.55 Le 12-13 de l'information. 57.00 Le 12-13 de l'information. 57.05 Le 12-13 de l'information. 57.10 Le 12-13 de l'information. 57.15 Le 12-13 de l'information. 57.20 Le 12-13 de l'information. 57.25 Le 12-13 de l'information. 57.30 Le 12-13 de l'information. 57.35 Le 12-13 de l'information. 57.40 Le 12-13 de l'information. 57.45 Le 12-13 de l'information. 57.50 Le 12-13 de l'information. 57.55 Le 12-13 de l'information. 58.00 Le 12-13 de l'information. 58.05 Le 12-13 de l'information. 58.10 Le 12-13 de l'information. 58.15 Le 12-13 de l'information. 58.20 Le 12-13 de l'information. 58.25 Le 12-13 de l'information. 58.30 Le 12-13 de l'information. 58.35 Le 12-13 de l'information. 58.40 Le 12-13 de l'information. 58.45 Le 12-13 de l'information. 58.50 Le 12-13 de l'information. 58.55 Le 12-13 de l'information. 59.00 Le 12-13 de l'information. 59.05 Le 12-13 de l'information. 59.10 Le 12-13 de l'information. 59.15 Le 12-13 de l'information. 59.20 Le 12-13 de l'information. 59.25 Le 12-13 de l'information. 59.30 Le 12-13 de l'information. 59.35 Le 12-13 de l'information. 59.40 Le 12-13 de l'information. 59.45 Le 12-13 de l'information. 59.50 Le 12-13 de l'information. 59.55 Le 12-13 de l'information. 60.00 Le 12-13 de l'information. 60.05 Le 12-13 de l'information. 60.10 Le 12-13 de l'information. 60.15 Le 12-13 de l'information. 60.20 Le 12-13 de l'information. 60.25 Le 12-13 de l'information. 60.30 Le 12-13 de l'information. 60.35 Le 12-13 de l'information. 60.40 Le 12-13 de l'information. 60.45 Le 12-13 de l'information. 60.50 Le 12-13 de l'information. 60.55 Le 12-13 de l'information. 61.00 Le 12-13 de l'information. 61.05 Le 12-13 de l'information. 61.10 Le 12-13 de l'information. 61.15 Le 12-13 de l'information. 61.20 Le 12-13 de l'information. 61.25 Le 12-13 de l'information. 61.30 Le 12-13 de l'information. 61.35 Le 12-13 de l'information. 61.40 Le 12-13 de l'information. 61.45 Le 12-13 de l'information. 61.50 Le 12-13 de l'information. 61.55 Le 12-13 de l'information. 62.00 Le 12-13 de l'information. 62.05 Le 12-13 de l'information. 62.10 Le 12-13 de l'information. 62.15 Le 12-13 de l'information. 62.20 Le 12-13 de l'information. 62.25 Le 12-13 de l'information. 62.30 Le 12-13 de l'information. 62.35 Le 12-13 de l'information. 62.40 Le 12-13 de l'information. 62.45 Le 12-13 de l'information. 62.50 Le 12-13 de l'information. 62.55 Le 12-13 de l'information. 63.00 Le 12-13 de l'information. 63.05 Le 12-13 de l'information. 63.10 Le 12-13 de l'information. 63.15 Le 12-13 de l'information. 63.20 Le 12-13 de l'information. 63.25 Le 12-13 de l'information. 63.30 Le 12-13 de l'information. 63.35 Le 12-13 de l'information. 63.40 Le 12-13 de l'information. 63.45 Le 12-13 de l'information. 63.50 Le 12-13 de l'information. 63.55 Le 12-13 de l'information. 64.00 Le 12-13 de l'information. 64.05 Le 12-13 de l'information. 64.10 Le 12-13 de l'information. 64.15 Le 12-13 de l'information. 64.20 Le 12-13 de l'information. 64.25 Le 12-13 de l'information. 64.30 Le 12-13 de l'information. 64.35 Le 12-13 de l'information. 64.40 Le 12-13 de l'information. 64.45 Le 12-13 de l'information. 64.50 Le 12-13 de l'information. 64.55 Le 12-13 de l'information. 65.00 Le 12-13 de l'information. 65.05 Le 12-13 de l'information. 65.10 Le 12-13 de l'information. 65.15 Le 12-13 de l'information. 65.20 Le 12-13 de l'information. 65.25 Le 12-13 de l'information. 65.30 Le 12-13 de l'information. 65.35 Le 12-13 de l'information. 65.40 Le 12-13 de l'information. 65.45 Le 12-13 de l'information. 65.50 Le 12-13 de l'information. 65.55 Le 12-13 de l'information. 66.00 Le 12-13 de l'information. 66.05 Le 12-13 de l'information. 66.10 Le 12-13 de l'information. 66.15 Le 12-13 de l'information. 66.20 Le 12-13 de l'information. 66.25 Le 12-13 de l'information. 66.30 Le 12-13 de l'information. 66.35 Le 12-13 de l'information. 66.40 Le 12-13 de l'information. 66.45 Le 12-13 de l'information. 66.50 Le 12-13 de l'information. 66.55 Le 12-13 de l'information. 67.00 Le 12-13 de l'information. 67.05 Le 12-13 de l'information. 67.10 Le 12-13 de l'information. 67.15 Le 12-13 de l'information. 67.20 Le 12-13 de l'information. 67.25 Le 12-13 de l'information. 67.30 Le 12-13 de l'information. 67.35 Le 12-13 de l'information. 67.40 Le 12-13 de l'information. 67.45 Le 12-13 de l'information. 67.50 Le 12-13 de l'information. 67.55 Le 12-13 de l'information. 68.00 Le 12-13 de l'information. 68.05 Le 12-13 de l'information. 68.10 Le 12-13 de l'information. 68.15 Le 12-13 de l'information. 68.20 Le 12-13 de l'information. 68.25 Le 12-13 de l'information. 68.30 Le 12-13 de l'information. 68.35 Le 12-13 de l'information. 68.40 Le 12-13 de l'information. 68.45 Le 12-13 de	

Obscénités

par Pierre Georges

POSEZ autour de vous la question : « Que signifie le sigle ISF ? » Et la réponse, spontanée, viendra immédiatement : « Impôt sur la fortune, évidemment. » Erreur ! L'ISF, fils du défunt IGF, est l'impôt de solidarité sur la fortune. Tout est dans cet intitulé un peu oublié. Et tout y est dit. Il était manifestement urgent d'alléger, de replaquer cet impôt pour mieux illustrer la solidarité et pour réduire, par l'absurde, la fameuse fracture sociale. Le RPR ne le voulait pas trop, le RPR l'a fait. Politiquement obscène, économiquement correct !

Les riches, les vrais riches, ont tant de soucis, qu'il est désolant de les voir se précipiter à nous quitter prématurément. Car c'est de cela qu'il s'agit, d'une manière de chantage fiscal : « Alléger-moi ou je pars ! » vers ces contrées humanistes et bienveillantes où l'on sait avoir pour la fortune les névroses qu'il convient et les ménagements qui sauvent. D'une certaine manière c'est menacer le fisc d'un deuil affligeant tant d'évidence ce sont toujours les meilleurs qui partent en premier.

La preuve, ces autres riches, les nouveaux, artistes, champions sportifs. Eux ont entrepris, avec affiction et regret, leur transhumance fiscale vers les alpages suisses ou le Rocher de Monaco. Qu'on ne se méprenne point. C'est avec un réel désespoir qu'ils partent, le cœur et la France en bandoulière. Et s'ils le font - et ils le font de plus en plus - c'est toujours en bon père, en homme mûr de famille, « pour les enfants ». L'air est tellement plus pur, le soleil plus doux, la vie moins tourmentée. Ah ces enfants-là ont l'art de faire des petits !

Le phénomène n'est pas spéci-

quement français. La preuve, les tourments judiciaires et fiscaux vécus en Allemagne par papa Graf et la pauvre Steffi. La preuve encore, les tourments de conscience traversés par le malheureux Boris Becker. Enfin, « malheureux », c'est façon de dire. Dimanche, Boris a gagné en trois sets la finale de la Coupe du Grand Chelem. En trois sets et dix millions de francs ! Le Monde a raconté cela. Jusque là, Boris Becker s'était refusé à participer à cette épreuve jugeant sa dotation, l'avalanche de dollars, « obscène ». Repenti ou revenu à plus de réalisme paternel, le joueur a eu ce mot de victoire : « L'argent ne me paraît plus aussi obscène. » 10 millions de francs pour un tournoi-bidon, cela met effectivement les divagations sur l'obscénité hors de prix ! Mais rendons à Boris ce qui lui revient : longtemps résident monégasque pour la beauté du paysage fiscal, le joueur est redevenu cette année un citoyen et contribuable allemand. D'où peut-être cette révision déclinatoire sur l'obscénité ou la non-obscénité des gains.

En regard de tout cela, on en sait qui ont besoin ! Notre pauvre maire de Paris, par exemple. A lire le *Canard Enchaîné*, qui fait état des déclarations sur procès-verbal de Xavier Dugoin, président RPR du conseil général de l'Essonne, le maire de Paris aurait négocié « en personne » la collaboration et la rémunération de Xavier Dugoin pour la confection d'un rapport inoubliable. S'il se confirmait, ce petit bonheur en partage - tant les époux Tiberi affirment vivre politiquement sous le régime de la communauté - procéderait encore plus du pathétique que de l'obscénité. Après les appartements des enfants, la pige de la « maire » !

M. Dugoin (RPR) affirme qu'il a fixé la rémunération de M^{me} Tiberi « en accord » avec le maire de Paris

Le président du conseil général de l'Essonne met en cause Jean Tiberi

L'AFFAIRE du rapport rédigé par Xavier Tiberi pour le compte du conseil général de l'Essonne n'en finit pas de rebondir, quelques jours à peine après la révélation de sa mise en examen pour « recel de détournement de fonds publics et abus de confiance ». Révélé par *Le Canard Enchaîné* du 11 décembre, le dernier épisode menace d'atteindre son époux, Jean Tiberi, maire de Paris.

Mardi 4 décembre, soit la veille de la notification de sa mise en examen pour « détournement de fonds publics et abus de confiance », Xavier Dugoin, président (RPR) du conseil général de l'Essonne, était auditionné en qualité de témoin par les juges d'instruction du tribunal d'Evry, Dominique Pauthe et Chantal Solano, en charge du dossier. Selon *Le Canard Enchaîné*, M. Dugoin aurait alors affirmé avoir rencontré Jean Tiberi en janvier et février 1994, afin d'étudier les termes de la collaboration de son épouse pour le compte du conseil général. Le journal satirique ajoute que Xavier Dugoin aurait déclaré aux magistrats

avoir « négocié » le montant du salaire de M^{me} Tiberi (20 000 francs mensuels pendant dix mois de mars à décembre 1994, soit 200 000 francs) avec l'époux de celle-ci.

En fait, ni le verbe « négocier » ni le mot « négociation » ne figurent dans le procès-verbal d'audition de M. Dugoin. Mais l'esprit de sa déposition est le même. Après avoir spontanément expliqué qu'il cherchait, pour la rédaction de ce rapport sur la « coopération décentralisée », un rédacteur « fiable politiquement », M. Dugoin reconnaît avoir cherché à « profiter du réseau relationnel » de Jean Tiberi et précise qu'il a rencontré « plusieurs fois » le futur maire de Paris en janvier et février 1994. C'est alors qu'il déclare : « J'ai eu l'occasion de m'entretenir avec Jean Tiberi des conditions dans lesquelles j'allais avoir recours aux services de son épouse. (...) La rémunération de M^{me} Tiberi a été déterminée par moi-même en accord avec Jean Tiberi. »

L'ancien directeur des services du

conseil général, Michel Vialatte, auditionné en tant que témoin à Nice par la police judiciaire de Versailles, le 4 décembre, a affirmé avoir personnellement rédigé la lettre de mission de Xavier Tiberi et la lui avoir remise en mains propres. Michel Vialatte, aujourd'hui directeur de cabinet du maire de Nice, Jacques Peyrat, n'a pas fait état d'une éventuelle rencontre entre le maire de Paris et le président du conseil général.

La mise en cause de Jean Tiberi par Xavier Dugoin devrait aboutir à l'audition prochaine du maire de Paris par les juges Dominique Pauthe et Chantal Solano. Déjà certains évoquent son insubstituable mise en examen, qui ne manquerait de fragiliser politiquement le RPR. Toutefois, certaines sources judiciaires affirment que le chef de cette éventuelle mise en examen n'est pas évident. Contacté par *Le Monde*, l'avocat de Jean Tiberi, M^{me} Bernard Valtier, se déclare « surpris de cette nouvelle violation du secret de l'instruction » et s'insurge contre cette

« mise en cause systématique » de son client. « On cherche vraisemblablement à déstabiliser l'homme politique », a-t-il affirmé.

L'attitude de M. Dugoin alimente les suppositions dans le monde politique. Certains affirment que l'ancien homme fort du RPR de l'Essonne a voulu signifier, par ses déclarations spontanées aux juges d'Evry, qu'il n'entendait pas « tomber seul ». Actuellement en vacances au Mali, M. Dugoin ne pouvait être joint mercredi matin 11 décembre. Son avocat, M^{me} Jean-Marc Varaut, qui précise n'avoir toujours pas eu accès au dossier, souligne qu'il se réserve de faire valoir une nullité de procédure. Son client ayant été entendu comme témoin la veille de la notification de sa mise en examen, M^{me} Varaut rappelle que, en droit, « on ne peut entendre comme témoin quelqu'un contre lequel existent des présomptions de culpabilité ».

Découvert lors d'une perquisition effectuée par le juge de Créteil Eric Halphen, dans le cadre de son enquête sur les fausses factures dans l'affaire des HLM de Paris, le rapport commandé à Xavier Tiberi par Xavier Dugoin n'en finit donc pas de défrayer la chronique. Intitulé « Réflexions sur les orientations du conseil général de l'Essonne en matière de coopération décentralisée », ce rapport de 36 pages, truffé de fautes de frappe et de fautes d'orthographe, se borne à proposer d'établir un annuaire des entreprises de l'Essonne exportant dans le tiers-monde. Selon son avocat, Thierry Hézog, Xavier Tiberi devrait être entendu par les deux juges d'Evry quelques jours avant Noël.

Pascale Sauvage

Cécile Prieur

Une carrière construite sur des contrats

DEPUIS plusieurs semaines, Xavier Dugoin, président du conseil général de l'Essonne, laissait entendre qu'il n'avait aucune raison de protéger qui que ce soit et qu'il avait de quoi se défendre. Ses déclarations, le 4 décembre, aux juges d'instruction d'Evry, dans l'Essonne, chargés de l'enquête sur le rapport rédigé par Xavier Tiberi, ont alors affirmé avoir rencontré Jean Tiberi en janvier et février 1994, afin d'étudier les termes de la collaboration de son épouse pour le compte du conseil général. Le journal satirique ajoute que Xavier Dugoin aurait déclaré aux magistrats

en-tête qui en portait l'adresse. Le proche entourage du président du conseil général qui, une fois lue la petite « bombe » politique de sa déposition, est parti pour une dizaine de jours au Mali, n'est pas surpris qu'il parle aussi vite, contrairement à d'autres responsables RPR entendus par les juges dans différentes affaires. Michel Vialatte, directeur des services du conseil général à l'époque de la « collaboration » de M^{me} Tiberi et aujourd'hui directeur du cabinet du maire de Nice, Jacques Peyrat (RPR), se souvient avoir « préparé les actes [du contrat] et les avoir portés au bureau de M^{me} Tiberi à la mairie du 1^{er} arrondissement ». « Dans l'affaire Tiberi, j'ai eu un rôle de notaire et d'huissier. Je n'avais pas à juger de l'utilité de l'embauche de M^{me} Tiberi, le recrutement des membres du cabinet étant discrétionnaire », nous précise-t-il.

Si l'entourage du maire de Paris imagine mal celui-ci négocier lui-même un contrat de travail, les proches de M. Dugoin affirment qu'à leur connaissance ce dernier n'a jamais rencontré M^{me} Tiberi. En revanche, personne n'exclut la possibilité d'un contrat de complaisance : M. Dugoin n'a jamais hésité, pour faciliter sa carrière politique, à rédiger de beaux contrats, comme celui dont avait bénéficié, le 5 août 1990, en

échange de son fauteuil de maire de Mennecy, Jean-Jacques Robert (RPR), aujourd'hui sénateur : une Peugeot 605 avec chauffeur et téléphone, la titularisation d'une collaboratrice et l'embauche de l'épouse de M. Robert au conseil général, ainsi que la prise en charge de son téléphone, son essence, ses bureaux, ses frais de réception et... un voyage à l'île Maurice.

Or les statistiques de novembre risquent évidemment de relancer le débat. C'est d'autant plus probable que tous les prix ne sont pas orientés à la baisse. Ceux de l'alimentation, par exemple, sont en hausse sensible de 0,5 %. De leur côté, les prix des produits pétroliers continuent de vivement progresser : de 0,5 % sur le mois et de 11,4 % sur un an.

Autrement dit, les baisses de prix sont limitées à certains secteurs, mais sont d'autant plus spectaculaires. C'est tout particulièrement le cas des prix des produits manufacturés du secteur privé, en chute de 0,6 % en novembre et progressant de seulement 0,2 % sur

les douze derniers mois. Faut-il donc en conclure qu'après un bon troisième trimestre, marqué par une hausse de 0,9 % du produit intérieur brut, la demande intérieure a de nouveau marqué le pas, contraignant les industriels à tirer leurs prix vers le bas ? En tout état de cause, ce nouvel indice des prix ne semble pas de bon augure.

Pascale Sauvage

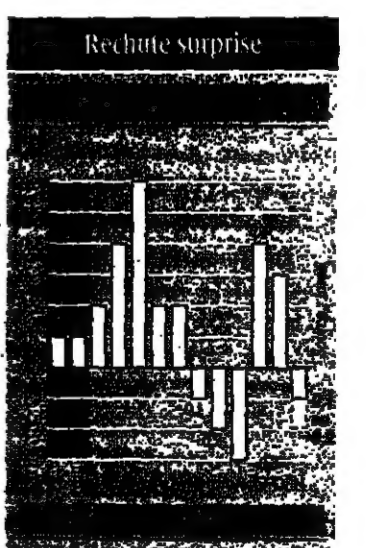
Cécile Prieur

Les prix ont baissé de 0,1 % à 0,2 % en novembre

SECON L'INDICE PROVISOIRE de l'Insee, publié mercredi 11 novembre, les prix à la consommation ont baissé de 0,1 % à 0,2 % en novembre. Le glissement annuel des prix est ainsi ramené à seulement 1,5 % ou 1,6 %, contre 1,8 % à la fin du mois d'octobre. Ce résultat constitue une surprise, car, après trois mois consécutifs de recul des prix (-0,1 % en juin, -0,2 % en juillet et -0,3 % en août), la tendance était de nouveau à la hausse (+0,4 % en septembre, +0,3 % en octobre), et les controverses sur les risques de déflation s'étaient atténuées.

Or les statistiques de novembre risquent évidemment de relancer le débat. C'est d'autant plus probable que tous les prix ne sont pas orientés à la baisse. Ceux de l'alimentation, par exemple, sont en hausse sensible de 0,5 %. De leur côté, les prix des produits pétroliers continuent de vivement progresser : de 0,5 % sur le mois et de 11,4 % sur un an.

Autrement dit, les baisses de prix sont limitées à certains secteurs, mais sont d'autant plus spectaculaires. C'est tout particulièrement le cas des prix des produits manufacturés du secteur privé, en chute de 0,6 % en novembre et progressant de seulement 0,2 % sur



les douze derniers mois. Faut-il donc en conclure qu'après un bon troisième trimestre, marqué par une hausse de 0,9 % du produit intérieur brut, la demande intérieure a de nouveau marqué le pas, contraignant les industriels à tirer leurs prix vers le bas ? En tout état de cause, ce nouvel indice des prix ne semble pas de bon augure.

Laurent Mauduit

Dans « Le Monde Dossiers et documents » de décembre

■ L'Eglise catholique face à son temps : un sondage donne l'opinion des Français sur la religion en général et l'Eglise catholique en particulier. Mais cette opinion connaît-elle vraiment les grands choix du pontificat, concrétisés par les dernières encycliques et le nouveau catéchisme ? Ne retient-elle pas trop les interventions vigoureuses du pape en matière de morale, en oubliant ses condamnations sévères du libéralisme sans frein, de l'injustice et du viol des droits de l'homme ?

■ Fêtes et traditions d'Europe : en ces temps de morosité et de fin

d'année, que la fête commence ! Quelles sont les racines des fêtes, quelles sont leurs formes si diverses, que cachent-elles derrière leurs masques, quelles traditions religieuses ou quels ressorts culturels servent-elles ?

■ Les Clés de l'Info : trois principaux sujets : « Le conflit rwandais embrasse le Zaïre » ; « Ces malades qui nous gouvernent » ; « Trois mois de prison ferme pour

NTM ».

■ Dossiers et documents de décembre, en vente chez les marchands de journaux, 12 F.

BOURSE TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3015 LEMONDE

Cours relevés le mercredi 11 décembre, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES			
Tokyo Nikkei	20222,10	+1,06	+3,52
Hong Kong Index	12242,50	+1,51	+39,44
OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES			
	Cours au 10/12	Var. en %	Var. en %
Paris CAC 40	2251,40	-0,20	+20,27
London FT 100	—	—	+3,91
Zurich	—	—	+20,08
Milan MIB 30	—	—	+18,58
Frankfurt Dax 30	2091,33	+1,21	+28,30
Bruxelles	—	—	+12,42
Suisse SMI	—	—	+4,55
Madrid Iboex 35	—	—	+27,18
Amsterdam CDS	—	—	+30,54

Tirage du Monde daté mercredi 11 décembre 1996 : 485 995 exemplaires

SCIENCE & VIE

HORS SERIE

HOMMES, SCIENCES ET TECHNIQUES AU TEMPS DES PHARAONS.

Avec les meilleurs spécialistes de l'ancienne Egypte, remontez le Nil et le temps pour découvrir toutes les splendeurs de cette civilisation raffinée.

هكذا من الزمان